

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE – N° 13045 – 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine – MERCREDI 7 JANVIER 1987

Un budget américain irréaliste

Un président à l'hôpital, un gouvernement affaibli par un scandale qui va alimenter la chronique pendant encore de longs mois, une situation économique désespérément morose : il plane sur Washington, alors que se réunit, le mardi 6 janvier, le centième Congrès des Etats-Unis, une étrange atmosphère de fin de règne. Gâté par le succès – et par la chance – pendant ses six premières années de pouvoir, M. Reagan affronte depuis six semaines une situation entièrement nouvelle pour lui et qu'il risque fort de traîner comme un boulet jusqu'à la fin de son mandat, dans deux ans.

Habitué à l'offensive, l'homme qui avait promis de remettre l'Amérique debout se trouve sur la défensive, face à un Congrès dominé par ses adversaires démocrates. Au cours de cet étonnant interrègne ouvert par la défaite des républicains aux élections du 4 novembre dernier, le centre du pouvoir que M. Reagan avait su fixer à la Maison Blanche s'est brusquement déplacé vers le Capitole, siège de parlementaires que le président a eu trop tendance dans le passé à juger « irresponsables » et qui pourraient, demain, lui faire cher payer les avanies d'hier.

Présenté lundi, le projet de budget pour l'année fiscale 1988 constitue un parfait cheval de bataille. A peine dévoilé, il est dénoncé comme « totalement irréaliste » par les démocrates les plus modérés et comme un simple « point de départ » par les propres amis républicains du président. Comme la magie du verbe, chère à M. Reagan, celle des chiffres ne joue plus. Le plafond imposé par la loi Gramm-Rudman au déficit 1988 – 108 milliards de dollars – a été scrupuleusement respecté. L'impasse prévue par le projet est de 107,8 milliards. Mais ce calcul repose sur un double pari : une croissance de 3,2 % en 1987, à laquelle aucun économiste américain ou international ne croit, et des économies de 42 milliards de dollars, dont la répartition provoquera une épreuve de force entre la Maison Blanche et le Congrès.

Le credo du président – un peu plus d'armes, un peu moins d'aides sociales et de subventions, surtout pas d'impôts supplémentaires – se heurte à un scepticisme général, doublé, chez nombre de partenaires, d'une franche hostilité politique. Entre les démocrates opposés à des coupes sérieuses dans les domaines sociaux et les élus des Etats agricoles peu soucieux de voir rognées les subventions aux producteurs, tous les éléments d'une rébellion sont réunis. Et les mesures d'accroissement des recettes sous forme de ventes d'avoirs fédéraux ont un caractère de « gadget » peu encourageant.

Les analystes américains ne sont pas seuls à s'en alarmer. Les partenaires des Etats-Unis, tout aussi persuadés que Washington de l'urgence d'une forte réduction du déficit budgétaire de la plus grande puissance économique du monde occidental – et de surcroît premier débiteur de la planète, – n'envisagent pas de gaieté de cœur les prochaines passes d'armes entre l'exécutif et le législatif.

Les incertitudes ont toujours alimenté la spéculation monétaire, et les tensions politiques outre-Atlantique pourraient, si l'on n'y prend garde, s'accompagner de turbulences dommageables pour l'ensemble de l'économie mondiale.

(Lire nos informations page 3.)

Le gouvernement face aux conflits sociaux

M. Chirac réaffirme sa politique de «rigueur» et de «solidarité envers les plus défavorisés»

M. Jacques Chirac a réuni, le mardi 6 janvier, l'ensemble du gouvernement à l'hôtel Matignon pendant une heure un quart, alors que la grève des services publics était diversement suivie.

Le premier ministre a rappelé les principes de l'action dont le gouvernement n'entend pas « dévier ». Cette politique, a-t-il dit, est « celle de la rigueur, celle de la solidarité envers les plus défavorisés et celle de l'espoir ».

M. Chirac a souligné que ses deux priorités sont la lutte contre l'inflation et la lutte contre le chômage.

Avant de se rendre à l'Elysée, où il devait présenter à M. Mitterrand les vœux du Conseil de Paris, M. Chirac a indiqué qu'il avait réuni le gouvernement pour lui présenter ses vœux, ainsi qu'« *à tous les Français, pour que cette année se solde par un bilan aussi positif que possible* ». Il a fait ensuite, devant les ministres, un tour d'horizon sur sa politique. « *Le gouvernement*, a-t-il dit, *a un objectif clair, qui est de lutter contre le chômage. Cela implique de sortir d'une situation qui était celle notamment des dernières années où la France, perdant, année après année, de sa compétitivité, a vu réduire ses parts de marchés diminuer sa production et sa croissance et, par conséquent, augmenter le chômage, particulièrement celui des jeunes.* »

« *Cela suppose en particulier*, a souligné M. Chirac, *que l'on n'augmente pas les salaires dans des conditions qui, faisant repartir l'inflation, se traduiraient en réalité par un marché de dupes, les avantages immédiatement acquis étant instantanément repris par la hausse des prix. C'est un processus que nous avons connu.* »

Il s'agit donc, a insisté M. Chirac, d'« *affecter nos disponibilités prioritairement à ceux qui sont les plus défavorisés* », c'est-à-dire « *ceux qui cherchent un emploi* » et qui supportent les conséquences du chômage, « *quel que soit leur âge* »

« *C'est dans cette direction*, a insité le premier ministre, *que doit s'exercer la solidarité nationale, plus que dans celle qui consisterait à satisfaire les revendications, si légitimes soient-elles, de ceux qui se trouvent dans une situation tout de même plus favorable. Sur l'ensemble de cette politique, le gouvernement a été absolument unanime.* »

« *Le gouvernement a donc l'intention de poursuivre dans cette direction, qui est celle de la rigueur, celle de la solidarité envers les plus défavorisés et celle de l'espoir* », a conclu M. Chirac. « *C'est une politique dont le gouvernement ne déviera pas, parce que ce serait irresponsable.* »

P. J.

(Lire nos informations pages 31 et 32.)

L'armée discrète d'un non-candidat à l'élection présidentielle

Voyage dans la maison Barre

M. Raymond Barre devait être, le mercredi 7 janvier, l'invité de l'émission d'Antenne 2 « L'heure de vérité ». Bien qu'il cultive sa « non-candidature », l'ancien premier ministre a autour de lui des « réseaux » qui pourraient lui être très utiles au moment de l'élection présidentielle.

Il ne manque plus un bouton de guêtre. Les troupes barristes attendent l'arme au pied. Surtout, prière de ne pas écouter le principal intéressé, inimitable dans son numéro de pas-encore-candidat-c'est-trop-tôt. De sa voix flûtée, Raymond Barre le répète pourtant de meeting en dîner-débat : « *Quand on me pose la question de ma candidature à l'élection présidentielle, mesdames et messieurs, j'ai une réponse très au point. Je retourne la question à mon interrogateur en lui demandant ce qu'il en pense...* » Bons gros rires des futurs non-électeurs du non-candidat. Franche rigolade des petits soldats de la cohorte barriste.

Sans nul doute, l'ancien premier ministre inventera-t-il mercredi une formule tout aussi sibylline. Mais derrière le rideau retentissent déjà les tambours et claquent les oriflammes. « *La mobilisation peut se faire sur un coup de sifflet* », assure Philippe Mestre, député UDF de la Vendée, maréchal du barrisme. « *Toute l'UDF marchera derrière lui le jour J* », certifie Bernard Stasi, vice-président du CDS. Et Pascal Clément, député (PR) de la Loire, de se frotter les mains, tout réjoui des rudes combats à venir « *Moi, je vois ça très bien parti* ».

C'est un secret, mais tant pis : dans les provinces, on forme les rangs, on instruit les sans-culottes qui iront, demain, se mesurer aux puissantes armées de Chiraquie et de Mitterrandie.

Lazare Carnot du barrisme, Charles Millon, député (PR) de l'Ain, vice-président de l'Assemblée nationale, « *convaincu que la campagne présidentielle est déjà commencée* », se multiplie. Trois jours par semaine, il organise ses « réseaux ». Réseaux ? « *On n'est pas en Résistance, tout de même* », proteste en souriant Pierre-André Wiltzer, directeur de cabinet de l'ancien premier ministre. « *Parlez d'un dispositif, si vous voulez* », concède Raymond Barre. Parlons-en.

A l'origine fut le peuple de droite, déboussolé par la gifle du 10 mai 1981. Très vite, diverses associations et groupements de réflexion bien-pensants se lèvent spontanément pour apporter leur soutien à l'ancien premier ministre. Raymond Barre peut déclarer à satiété : « *Moi, je ne suis point piqué par la tarentule du pouvoir. Je ne demande rien à personne* ». Le « peuple » en redemande pour lui.

LAURENT GREILSAMER et DANIEL SCHNEIDERMANN.

(Lire la suite page 8.)

Carrefour du développement

Le juge Michau prépare de nouvelles inculpations

M. Gérard, directeur de la DST, aurait reconnu avoir fourni un « vrai faux » passeport à M. Chalier, à la demande de M. Pasqua.

PAGE 9

Tchad : Paris envisage une riposte limitée



Lire nos informations page 36

Tension dans le système monétaire européen

La Banque de France intervient massivement pour soutenir le franc.

PAGE 34

Trente mille Vietnamiens en Tchécoslovaquie

Travailleurs immigrés en « mission patriotique ».

PAGE 4

Les inégalités en Grande-Bretagne

Le Parti travailliste part en campagne contre l'accroissement des disparités entre le nord et le sud du royaume.

PAGE 4

Tentative d'attentat contre un juge d'instruction

Le magistrat, M. Bruguière, est chargé des principaux dossiers concernant Action directe.

PAGE 10

Le sommaire complet se trouve page 36

Huit mois après l'accident nucléaire

Oublier Tchernobyl...

Survenue il y a huit mois et demi, la catastrophe de Tchernobyl, plus grave accident de l'histoire nucléaire, a traumatisé l'opinion internationale. Sans pour autant entraîner la remise en cause de cette énergie, que craignaient les responsables. Tout a été fait pour l'oublier.

Dans la nuit du 25 au 26 avril 1986, un souffle d'apocalypse embrase le ciel de l'Ukraine. Tchernobyl avait un joli nom : absinthe (1). Il entre dans la sinistre mythologie des drames industriels.

A l'Est comme à l'Ouest, c'est la consternation. L'impossible est arrivé. Pour la première fois, une centrale nucléaire a explosé, tué et pollué à des kilomètres à la ronde. Pis, le nuage a débordé les frontières, gagné la Scandinavie, l'Europe, réveillant une phobie antinucléaire mal éteinte. C'est l'accident majeur, appréhendé depuis trente ans par tous les responsables.

Une catastrophe humaine, mais aussi économique et politique. L'industrie nucléaire, gênée par la rechute des prix du pétrole, se remet à peine de son revers précédent – l'accident de Three Mile Island – pourtant vieux de sept ans et infiniment moins grave. Tchernobyl, en ressuscitant l'opposition antinucléaire va-t-il lui porter un coup fatal ?

Les gouvernements occidentaux s'inquiètent aussi. L'épreuve affaiblira l'Union soviétique, mais M. Gorbatchev, passé le premier flottement, ne se prive pas d'amalgamer les risques du nucléaire civil et militaire. On est en pleine bagarre sur le désarmement. Le poids des Verts européens peut être déterminant... Huit mois plus tard les nucléocrates respirent. Le bilan humain et écologique est lourd, mais à l'Est comme à l'Ouest ses « retombées » économiques et politiques ont somme toute été limitées. Les leçons de Tchernobyl ne seront pas tirées de sitôt.

« *Nul ne pense aujourd'hui que Tchernobyl puisse avoir des conséquences notables sur les grands équilibres économiques de l'Union soviétique* », écrit M. Gérard Wilol dans le numéro d'octobre de la revue *Politique étrangère* de l'IFRI consacré à l'accident. Moscou s'en tire à bon compte : 3 milliards de dollars, selon les premières estimations officielles. Même si l'addition *in fine* s'avérait beaucoup plus lourde, comme l'a laissé entendre récemment M. Gorbatchev au premier ministre norvégien, c'est presque un minimum. D'autant que le bilan humain et écologique aurait pu, lui aussi, être infiniment plus grave si la région était plus peuplée et si des conditions climatiques « *idéales* » au moment de l'accident n'avaient empêché les radiations de retomber immédiatement.

Encore heureux qu'il ait fait beau... et que la centrale soit un modèle unique au monde, entonnent en sourdine les techniciens occidentaux.

VÉRONIQUE MAURUS.

(Lire la suite page 32.)

(1) Tchernobyl désigne en russe une variété d'absinthe.

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 525 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 $; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 130 pes. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 120 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 10 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 11 cs. ; Suisse, 1,60 f. ; USA, 1,25 $; USA (West Coast), 1,50 $.

Débats

ENSEIGNEMENT

L'agitation des esprits va succéder à celle de la rue sur la question de l'enseignement. Georges Lavau demande qu'on arrête les « réformes » et que l'on se borne à confier à une « commission des sages » le soin de fixer un petit nombre de principes-cadres. Souplesse, tel est le maître-mot que souhaitent promouvoir Jacques Colin et Hervé Mathe, afin que les passerelles se multiplient entre universités, grandes écoles et instituts professionnels.

Cessons de légiférer

« Le difficile est de ne promulguer que des lois nécessaires (...), de se mettre en garde contre la fureur de gouverner, la plus funeste maladie des gouvernements modernes. »
(Comte de Mirabeau.)

par GEORGES LAVAU (*)

LE retrait des deux projets dits Devaquet et Monory donne un répit, mais il ne donne aucune garantie que, après une « concertation » plus ou moins habile, ministres et législateurs ne reviendront pas aux mêmes erreurs de méthode (qui n'ont pas commencé en 1986...).

Au-delà de leurs intentions, de leurs mérites ou de leurs défauts, les réformes Faure, Saunier-Seité, Savary, Devaquet (pour les universités) et Haby, Beullac, Chevènement, Monory (pour le secondaire), parce qu'elles étaient des réformes centralistes d'Etat, cumulaient trois inconvénients (qu'aggravait la succession accélérée des réformes).

– Chacune s'articule autour d'une idée centrale dominante qui, d'une part, « vieillit » mal et, d'autre part, s'adapte mal à des situations très différentes, alors qu'elle est censée être une clé universelle d'un futur totalement maîtrisé par le réformateur (supposé seul détenteur d'un savoir infaillible).

– Toutes ont été en fait le résultat de compromis non viables, parfois cyniques, entre une « bonne volonté » autoritairement réformatrice (facilement fascinée par des modèles mythifiés : « américain », « japonais », « qualité de la science ») et des concessions faites à des groupes catégoriels brandissant chacun leurs titres de propriété.

– Décidées par des autorités politiques et des pouvoirs d'Etat, toujours au lendemain de la « victoire » d'un camp sur un autre, toutes ces réformes – en même temps qu'essais plus ou moins rationnels d'organisation – sont aussi des revanches du camp partisan ou syndical « battu » au coup précédent.

Un changement radical

Il doit y avoir, certes, une relation entre enseignement initial et emploi, mais cette relation n'est ni directe ni linéaire : tant de variables (dont le temps, avec ses changements) s'interposent entre les deux termes de la relation ! Et puis l'ajustement dépend pour partie des choix qui seront faits quant aux créations d'emplois (notamment dans le secteur des services). Personne n'a, en janvier 1987, de solution sûre, capable de « tenir la route » sur les six à sept ans qui séparent la classe de seconde de la fin du second cycle du supérieur, moins encore sur les douze ans qui vont jusqu'à la confirmation du choix professionnel supposé définitif (après lequel on sait – et ceci de façon certaine – qu'il faudra *encore* réapprendre, comme on sait que les enseignants devront être mis à même de sans cesse réapprendre aussi bien leurs connaissances passées que leurs rapports à leurs élèves).

Il importe donc d'éviter les erreurs *lourdes* et les rigidités qu'impliquent toutes les réformes centrales, surtout lorsqu'elles se succèdent de façon désordonnée et sans toujours articuler les niveaux du lycée et de l'Université. C'est pourquoi un changement radical de méthode semble s'imposer. Avançons donc quelques propositions résolument utopiques, à seule fin de briser des enchaînements rigides de pensée.

1) Partis politiques, syndicats de toutes sortes et grands « décrétographes » s'accorderaient sur ce pacte : « *Nous jurons d'oublier les réformes précédentes et celles que nous avons en projet. Nous ne savons pas faire de lois en ce domaine. Nous faisons serment de ne plus faire de lois pour vingt ans.* » Plaisanterie ? Non : il s'agit de sortir l'enseignement, au moins momentanément, de l'arène du politique et des camps organisés *de* et *dans* l'Etat afin de le mettre à l'abri de l'esprit de parti et de système, de l'acharnement thérapeutique réglementaire.

2) Les politiques confieraient à une sorte de « commission de sages » (étrangers à toute réforme antérieure) le soin d'établir – en tenant compte évidemment de ce qui existe comme fond commun minimum – un petit nombre de principes, très généraux et pas trop flamboyants, qui serviraient à « encadrer » les schémas d'organisation et les aménagements pratiques que seraient invitées à mettre sur pied des sortes de fédérations volontaires de collèges, de lycées et d'établissements d'enseignement supérieur.

Parmi ces principes pourraient notamment figurer ceux-ci. D'abord, que l'enseignement initial à tous ses niveaux doit assurer les meilleures bases possibles pour assimiler ultérieurement de nouveaux enseignements continus, et qu'il vaudra surtout par la bonne formation initiale et continue des enseignants. Ensuite, que le choix des sections et des filières ainsi que l'orientation des accès à l'enseignement supérieur reposeraient sur des systèmes souples de contrats : contrats entre tel type de lycée et tel type d'enseignement supérieur « garantissant » la formation requise et l'admission des candidats-étudiants, contrats entre l'élève, ses enseignants et son établissement. L'idée de « contrat » n'est pas une panacée et elle est difficile à mettre en œuvre, mais elle indique une voie : un équilibre entre sécurité et responsabilité. Ce qu'elle repousse, c'est l'idée sauvage de « concurrence » et de « sélection-portillon ».

3) Ces principes-cadres posés, deux idées directrices. La première est tout simplement de substituer à la chirurgie réformatrice des médecines douces, modestes, adaptables à des terrains très divers qui ont des pathologies et des ressources de récupération très différentes ; de tenir compte des moyens mobilisables sur place ; de prévoir des ajustements et des petits réglages en fonction des variations conjoncturelles. La seconde est de faire le pari qu'il y a partout des chefs d'établissement et des conseils intelligents, des élèves suffisamment mûrs – s'ils sont placés en face de leurs responsabilités et invités à prendre eux-mêmes les choses en main – pour faire eux-mêmes les « arrangements pratiques », contractuels et réglables.

4) Objectera-t-on qu'on vivra alors, vingt ans durant, dans un effroyable désordre ? Hélas ! nous y sommes déjà et, on l'a vu, une réforme centrale crée d'autres désordres qui débordent l'enseignement et déchaînent le pire. Le vide législatif et réglementaire – « désordre » du *Journal officiel* et du *Bulletin officiel*, soit – n'est pas fatalement *le* désordre. Encadrés par les quelques principes-cadres posés par la commission des sages, les raccommodages fragmentaires et les médecines douces pourraient s'articuler souplement les uns aux autres par des effets de contagion et d'adaptation, toujours *pratiques*. Rien n'interdit non plus d'imaginer que ces « expériences » soient éclairées par des instances de débat et de conseil aux niveaux régional et national dont ne serait évidemment écarté personne (et surtout pas les employeurs). Recteurs et inspecteurs se feraient conseillers en organisation puisqu'ils ne seraient plus des applicateurs de circulaires.

Les « libéraux », prônant le « moins d'Etat » (mais avides de le coloniser), seraient fidèles à leurs idéaux proclamés. La gauche, qui se dit autogestionnaire (mais plus soucieuse de légiférer pour un bien absolu que d'éliminer pratiquement des maux concrets), prouverait sa cohérence. Tous les autres Français, qui geignent sans cesse d'être privés d'initiative et de responsabilités, ne manqueraient pas d'ouvrage.

(*) Professeur à l'Institut d'études politiques de Paris.

Pour un « parcours sinueux »

Un étudiant doit pouvoir compléter un cycle universitaire classique par l'acquisition d'une qualification professionnelle en école.

par JACQUES COLIN et HERVÉ MATHE (*)

MÉCANISME complexe et fragile, l'enseignement supérieur français oscille entre la mission « historique » dont il est l'héritier, développement et transmission de la connaissance, et sa mission de formation professionnelle. Cette dernière mission constitue la vocation des grandes écoles ainsi que celle de certaines filières universitaires classiques : médecine, préparation au professorat, etc., ou plus récentes : IUT, IAE...

Dans un climat d'inquiétude légitime en matière d'emploi des jeunes, la mission de formation professionnelle apparaît, pour certains, comme l'axe prioritaire d'évolution des universités. Au risque d'occulter la dimension culturelle et de rompre ainsi l'équilibre de l'enseignement supérieur, ils proposent des réformes qui, faut-il s'en étonner, soulèvent plus de passions qu'elles n'apportent de solutions.

Or la richesse de l'enseignement supérieur français réside dans son extrême différenciation. Plutôt que d'opposer entre elles ses différentes fractions, soit au nom de la culture, soit au nom de l'efficacité économique, nous pensons qu'il serait infiniment préférable d'établir des passerelles entre les différentes orientations et de favoriser la mise en œuvre de multiples cycles de formation issus d'initiatives locales. Ce processus conduirait notamment à une plus grande innovation pédagogique.

Quatre exemples

Un étudiant qui le désire doit pouvoir accomplir un « parcours sinueux », c'est-à-dire compléter un cycle universitaire classique par l'acquisition d'une qualification professionnelle en école, ou vice versa. Disposer d'une formation multiple constitue un atout grâce auquel un étudiant pourra s'adapter plus aisément au climat d'insécurité et de changement permanent qui s'imposera au cours de sa vie active.

Nous voudrions rappeler quatre exemples de ces « parcours sinueux » :

– Certains étudiants des filières universitaires classiques, après avoir obtenu un diplôme de premier ou de second cycle, intègrent sur titre une grande école et y accomplissent de très bonnes scolarités ;

– A l'inverse, des élèves des grandes écoles complètent leurs études en rejoignant une formation par la recherche offerte en troisième cycle universitaire ; ils renforcent alors leurs aptitudes à comprendre et à gérer l'instable. La création du doctorat unique, sur le modèle international du PhD, a été considérée comme un élément renforçant l'attractivité de ce type de démarche ;

– Les instituts universitaires de technologie accueillent volontiers des étudiants issus d'un premier cycle universitaire souvent inachevé, de même qu'ils poussent leurs meilleurs étudiants à poursuivre leurs études, soit dans des filières classiques de l'Université, soit, plus rarement, dans les grandes écoles ;

– A la demande, et avec le soutien financier d'entreprises ou de collectivités régionales, des formations spécifiques très pointues sont montées par des institutions d'enseignement ou avec le concours d'enseignants des universités et des grandes écoles. Elles s'adressent à des étudiants désireux de se professionnaliser rapidement, issus de l'Université ou dans certains cas simplement titulaires du baccalauréat.

Ces quelques exemples, qu'il conviendrait de compléter par l'extraordinaire palette des formations continues, montrent que, loin d'être condamné à une rigidité qui légitimerait peut-être le traitement de choc d'une réforme, le dispositif français d'enseignement supérieur peut faire preuve d'imagination, de souplesse et d'efficacité en jouant de ses diversités et de ses complémentarités.

La condition nécessaire au renforcement de cette dynamique est double. D'une part, les pouvoirs publics doivent laisser se développer, voire favoriser, les initiatives des acteurs du terrain. D'autre part les responsables politiques doivent s'abstenir de chercher à tordre les vocations des principales composantes du système éducatif.

Le point de vue défendu ici sera bien sûr taxé d'angélisme par tous ceux qui, au sein de l'enseignement supérieur, pratiquent la politique des « principautés ». Ceux-là œuvrent plus pour faire de leur établissement ou de leur unité d'enseignement une citadelle qu'ils protègent de toutes les autres avec une extrême vigilance que pour se constituer en réseau afin de profiter des synergies possibles. Ces attitudes s'expliquent mais elles conduisent à priver les étudiants, et plus globalement la collectivité tout entière, d'une part importante des ressources potentielles que recèle l'enseignement supérieur français.

(*) Respectivement maître-assistant à l'université Aix-Marseille-II et professeur à l'ESSEC.

COURRIER DES LECTEURS

« Est-ce ainsi que les hommes vivent ? »

Dans son petit article sur les obsèques de Malik, Agathe Logeart rapporte un fait très émouvant : l'arrivée au Père-Lachaise, une fois la cérémonie achevée, d'un jeune homme seul portant dans ses bras une gerbe minuscule où figurait en lettres dorées sur fond de satin rouge l'inscription : « Est-ce ainsi que les hommes vivent ? »

Il s'agit, elle ne le dit pas, d'un vers d'Aragon tiré du *Roman inachevé* (Folio/Gallimard, page 73) :

« Est-ce ainsi que les hommes [vivent
» Et leurs baisers au loin les [suivent. »

LUCE-CLAUDE MAITRE,
Paris.

Détournement de Hugo

Ce qui est intellectuellement scandaleux, c'est de voir M. Blot (*le Monde* du 23 décembre) embrigader Victor Hugo. Non seulement parce que le voisinage de Taine lui va mal, mais parce que Hugo, vrai démocrate qui porta avec fierté son titre de « représentant du peuple », n'a jamais été de ceux qui ont opposé les pratiques référendaires ou plébiscitaires à l'« ochlocratie ». Que M. Blot lise *Napoléon-le-Petit :* il y verra comment le peuple, sermonné, encadré et quelque peu fusillé par un « establishment » bien-pensant, tombe dans le panneau du plébiscite, et y perd son être même. Il est vrai que, pour Victor Hugo, les bandits ne sont pas tous dans la rue.

JEAN GAUDON,
professeur de littérature française à l'université Paris-XII.

« Il faut mieux » et « Il vaut mieux »

Une faute de français est en train de se répandre avec une vitesse inquiétante : il s'agit de la confusion opérée dans le langage courant, et notamment dans la presse parlée, entre les deux locutions verbales « il vaut mieux » et « il faut mieux ».

Un exemple parmi tant d'autres : celui de Jean-Pierre Elkabbach sur Europe 1 le 15 décembre dernier. Interrogeant Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, qui venait d'évoquer les risques d'attentats terroristes dirigés contre les manifestations des lycéens et étudiants, le journaliste lui pose la question suivante : « Est-ce qu'il ne *fallait* pas *mieux* le dire avant... ? » L'interrogation correcte aurait été : « Est-ce qu'il ne *valait* pas *mieux*... ? » En effet, Jean-Pierre Elkabbach voulait demander à son interlocuteur s'il *n'était pas préférable* d'indiquer par avance les menaces terroristes.

L'expression du préférable ne saurait être formulée par la locution « il faut mieux », qui exprime au contraire une obligation. Un exemple pour illustrer le propos : « Il faut mieux dépenser si l'on veut éviter les gaspillages. » Cette phrase signifie que, dans le cadre d'une dépense dont on ne discute pas l'existence, *il est obligatoire* de mieux orienter les dépenses envisagées si l'on veut éviter les gaspillages. Autrement dit, l'adverbe *mieux* modifie l'infinitif *dépenser*, et non pas le présent *faut*, alors que dans *il vaut mieux*, l'adverbe *mieux* modifie le présent *vaut*, et non pas l'infinitif qui le suit.

Les raisons d'une telle erreur sont clairement identifiables : outre la parenté phonétique des deux mots (faut/vaut), on voit bien qu'il n'y a qu'un pas – intellectuellement parlant – pour aller du préférable à l'obligatoire et pour faire de ce qui est préférable une quasi-obligation.

PIERRE SOUBELET,
commissaire de la République de la région de Bourgogne et de la Côte-d'Or.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* », Société anonyme des lecteurs du *Monde*, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, *gérant*, et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.
Administrateur général : Bernard Wouts.
Rédacteur en chef : Daniel Vernet.
Corédacteur en chef : Claude Sales.

Le Monde PUBLICITE S.A.
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. – SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.
Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez LEMONDE

Imprimerie du « Monde » 7, r. des Italiens PARIS-IXe

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

Le Monde USPS 765-910 is published daily, except Sundays for $ 460 per year by Le Monde c/o Speedimpex, 45-45 39 th street, L.C.L. N.Y. 11104. Second class postage paid at New-York, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedimpex U.S.A., P.M.C., 45-45 39 th street, L.I.C., N.Y. 11104.

La santé de M. Reagan et la rentrée parlementaire aux Etats-Unis

Le président américain serait en « excellente forme » après son opération de la prostate

Washington *(AFP)*. – L'opération de la prostate à laquelle s'est soumis, le lundi 5 janvier, le président Reagan, s'est apparemment déroulée sans problèmes. Quelques heures après l'intervention, la Maison Blanche a publié un communiqué indiquant que M. Reagan était *« en excellente forme »* et qu'*« aucune complication »* n'était signalée.

L'opération a duré environ une heure. Le médecin personnel du président, le colonel John Hutton, a précisé que les tissus prélevés à cette occasion n'ont pas révélé la moindre trace de cancer.

Le chef de l'exécutif américain a été placé sous anesthésie locale et il est resté conscient, a indiqué, pour sa part, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Speakes. A la demande de Mme Reagan, l'opération qui s'est déroulée à l'hôpital naval de Bethesda (Maryland), près de Washington, n'a pas été effectuée par des médecins militaires, mais par une équipe de chirurgiens civils, dirigée par le docteur David Utz.

Pour cette intervention, il n'a pas été nécessaire que M. Reagan procède à une passation des pouvoirs au vice-président George Bush, comme cela avait été le cas lors d'une précédente opération du président, sous anesthésie complète, en 1985.

Selon la Maison Blanche, M. Reagan, qui fêtera le mois prochain son soixante-seizième anniversaire, devrait reprendre ses activités normales dans trois ou quatre jours. Mardi, il devait subir un examen général au scanner pour vérifier qu'aucune métastase ne s'est produite depuis son opération d'un cancer au côlon en 1985. Dimanche, de premiers examens avaient permis de détecter quatre polypes bénins sur le même organe, aussitôt prélevés par les médecins.

La santé de M. Casey

D'autre part, selon la chaîne de télévision ABC, le directeur de la CIA, M. William Casey, ne se serait pas remis de son opération du cerveau pratiquée d'urgence le 18 décembre et il ne reprendra probablement pas ses fonctions. M. Casey serait pleinement conscient, mais il ne pourrait ni marcher, ni parler, ni contrôler le côté droit de son corps, indique ABC.

Parmi les possibles successeurs de M. Casey, les noms le plus fréquemment avancés sont ceux de M. Vernon Walters, actuel ambassadeur américain aux Nations unies, et des anciens sénateurs John Tower et Howard Baker.

Le projet de budget de 1 024 milliards de dollars est jugé inapplicable par les démocrates

WASHINGTON
de notre correspondant

M. Reagan a présenté, lundi 5 janvier, au Congrès, un projet de budget pour l'année fiscale 1988 dont l'unique nouveauté est le montant : 1 024 milliards de dollars. C'est en effet la première fois qu'un président américain propose de faire franchir aux dépenses fédérales ce seuil du million de millions mais, pour le reste, le moins qu'on puisse dire est que M. Reagan s'est montré là fidèle à des priorités et des principes aussi connus que politiquement inapplicables.

S'il était suivi, la progression des dépenses militaires (3 % en termes réels) n'empêcherait donc pas de réduire de près de 40 % le déficit, ramené – d'une année sur l'autre et sans augmentation d'impôts – de 173 milliards à moins de 108 grâce à une combinaison de cessions de biens publics et de nouvelles coupes dans les budgets civils. Du renforcement de la défense au refus d'alourdir la pression fiscale, en passant par le désengagement économique et social de l'Etat, toute l'orthodoxie de la *« révolution conservatrice »* serait ainsi respectée, tandis que serait amorcé un retour marqué à la rigueur budgétaire.

Modération pour le Pengagone

Le problème est que M. Reagan ne sera pas suivi, car sa démarche ignore aussi bien la perte d'autorité qu'il a subie depuis deux mois que le changement de rapports de force au Congrès, dont les deux Chambres sont désormais contrôlées par les démocrates. La seule concession faite à ces réalités tient à la modération des ambitions présidentielles pour le Pentagone, puisqu'il n'est pas demandé, autorisations de programmes comprises, plus de 312 milliards contre 320 l'année passée.

Le Congrès n'en ayant alors débloqué que 293, la progression proposée par la Maison Blanche est la plus faible qu'elle ait tenté d'obtenir depuis 1981. Il n'en reste pas moins que cette somme représenterait près du tiers de l'ensemble des dépenses et que le seul programme d'Initiative de défense stratégique (la « guerre des étoiles ») se verrait attribuer 5,2 milliards – sensiblement ce qui avait été souhaité pour cette année, mais 63 % de plus que ce qui avait été voté.

Malgré ce très relatif effort de conciliation, il est en conséquence certain que le futur budget de 1988 n'aura que peu de chose à voir avec le texte publié lundi, et pas seulement parce que les élections de novembre dernier ont fait perdre le Sénat aux républicains. Dès avant ces élections, M. Reagan avait, en effet, de plus en plus de mal à se faire suivre par beaucoup de ses propres amis politiques, qui commençaient déjà à penser aux menaces que l'excès d'idéologie faisait peser sur l'avenir de leur parti.

Or si la rébellion était possible avant l'« Irangate », elle l'est beaucoup plus encore depuis, et il est frappant, de ce point de vue, que M. Robert Dole, chef de la minorité républicaine du Sénat et candidat notoire à la présidence, ait froidement qualifié, lundi, le projet de M. Reagan de *« point de départ »*. Les démocrates, eux, criaient au scandale et dénonçaient là, comme le très modéré sénateur Glenn, *« le budget le plus complètement irréaliste de l'histoire de notre pays »*.

Et de fait, pas plus sur les bancs républicains que démocrates, on ne voit d'élus des régions agricoles (beaucoup de monde) disposés à voter une réduction de 8 % des dépenses du département de l'agriculture, qui se traduirait par une diminution radicale (de 31 milliards actuellement à 26 milliards en 1988, puis à 18 milliards dans deux ans) des sommes consacrées au soutien des prix. Cette amputation peut être parfaitement justifiable, puisque le soutien aux prix profite avant tout aux grosses exploitations et encourage une surproduction aux effets budgétaires exponentiels, mais, politiquement, c'est de la dynamite à l'heure où les fermiers américains sont en pleine déconfiture.

De même, on ne voit pas où seraient les majorités plus favorables que l'an dernier à la réduction, souvent massive, ou à l'élimination complète de programmes fédéraux d'aide à l'habitat, de bourses et prêts aux étudiants, d'assistance sociale et de soutien à l'habitat bon marché ou au développement des réseaux de transports en commun.

Trois secteurs en augmentation

Des consensus devraient en revanche se dégager sur au moins trois augmentations d'enveloppe. Celle de la NASA d'abord, à laquelle il est proposé d'allouer 9,5 milliards contre 7,8 milliards pour l'année fiscale en cours, ce qui devrait être accepté sans difficulté car les revers subis en 1986 ont fait profondément craindre que les Etats-Unis ne puissent se laisser distancer dans la conquête de l'espace.

Les 28 % d'augmentation demandés en faveur de la lutte contre le SIDA, qui bénéficierait donc de plus d'un demi-milliard, devraient également être débloqués sans opposition, tant ce fléau est devenu familier aux Américains.

Le budget des affaires internationales (19 milliards) devrait enfin recevoir une partie au moins de l'augmentation demandée, car M. Shultz jouit d'une excellente réputation au Congrès et il semble avoir réussi à persuader les élus que, à trop rogner sur les crédits aux pays amis, ils mettaient à mal la crédibilité américaine. Le secrétaire d'Etat paraît pouvoir également arracher une part substantielle des 1 300 millions supplémentaires qu'il réclame pour compenser les coupes de l'an passé et apaiser la mauvaise humeur des Etats abritant des bases américaines. Si les aides traditionnelles (notamment à Israël et à l'Egypte) ne doivent faire réellement problème, les 105 nouveaux millions demandés pour la guérilla antisandiniste donneront, en revanche, lieu à l'une des plus sérieuses batailles parlementaires des mois à venir.

Au total, l'argent qui sera refusé au Pentagone ne suffira pourtant pas à compenser celui qu'on refusera de retrancher aux dépenses civiles. Les cessions d'avoirs de l'Etat – notamment Amtrak, le réseau de trains de voyageurs, – par lesquelles M. Reagan propose de faire rentrer quelque 11 milliards dans les caisses pourraient donc être partiellement entérinées par le Congrès, mais au bout du compte il faudra inéluctablement choisir entre une augmentation de la pression fiscale et un déficit supérieur à la limite de 108 milliards théoriquement fixée par la loi Gramm-Rudman de retour à l'équilibre d'ici à 1991.

Le projet de M. Reagan respecte ce plafond, et l'arme qu'il s'est réservée dans la bataille à venir est d'acculer les démocrates soit à relever les impôts soit à manquer à la lutte contre le déficit. Sur le papier, c'est habile, mais lundi, au Congrès, rigoureusement personne ne semblait terrifié par le défi.

On contre-attaque déjà au contraire en faisant remarquer, premièrement, que les augmentations de *« droits »* divers dont le projet présidentiel est truffé ressemblent à s'y méprendre à un relèvement indirect de la pression fiscale, et, deuxièmement, que les taux de croissance (3,2 % en 1987 et 3,7 % en 1988) sur lesquels sont fondés les calculs de la Maison Blanche semblent singulièrement optimistes.

L'épreuve de force sera dure. M. Reagan n'est pas le mieux placé pour la remporter, mais la victoire n'aurait de toute manière pas bon goût pour le Congrès, et pour les démocrates en particulier. Devoir annoncer que s'ouvre l'ère du remboursement des dettes n'est en effet jamais plaisant.

BERNARD GUETTA.

100 kilomètres de billets de 1 000 dollars...

Mille milliards de dollars, ce chiffre dépasse les capacités des plus imaginatifs. Conscient du caractère presque surréaliste du montant du budget, le président Reagan, toujours didactique, avait indiqué au Congrès qu'une telle somme représentait une pile de... 100 kilomètres de billets de 1 000 dollars.

Autre exemple susceptible de faire rêver : la distribution de ces 1 000 milliards permettrait à chaque habitant de la planète de recevoir 250 dollars. Plus prosaïquement, ce chiffre représente le quart du produit national brut américain.

● **M. Gorbatchev invité à rencontrer le président Reagan.** – La Maison Blanche a renouvelé, lundi 5 janvier, l'invitation faite à M. Gorbatchev de participer à un sommet avec le président Reagan aux Etats-Unis et a suggéré que cette rencontre ait lieu cette année. *« L'invitation du président pour un sommet aux Etats-Unis reste ouverte »*, a déclaré à la presse M. Larry Speakes, porte-parole. MM. Reagan et Gorbatchev s'étaient mis d'accord, lors du sommet de Genève de novembre 1985, sur le principe d'une rencontre aux Etats-Unis en 1986, suivie d'une autre en URSS en 1987. Mais ces plans restent en suspens depuis le semi-échec de la rencontre « informelle » de Reykjavik, en octobre dernier.

HAITI

L'annonce d'un remaniement ministériel renforce la position du général Namphy

Quatre ministre haïtiens ont été remplacés, lundi 5 janvier, par le général Henri Namphy, président du Conseil national de gouvernement (CNG). Il ne s'agirait que d'un simple remaniement – ce n'est d'ailleurs pas le premier – si les quatre personnalités qui quittent leur poste n'apparaissaient pas comme les représentants de la tendance la plus ouverte au sein du cabinet haïtien. Les ministres Jean-Baptiste Hilaire (affaires étrangères), Rosny Desroches (éducation nationale), François Latortue (justice) et Michel Lominy (santé publique et population) sont en effet d'anciens opposants au régime de Jean-Claude Duvalier, et ont fait preuve d'une réel attachement au dialogue.

L'explication officielle donnée pour ce remaniement (leur permettre d'avoir plus de latitude pour, éventuellement, briguer un poste électif) semble un peu courte. Deux d'entre eux, rencontrés récemment, avaient clairement écarté la possibilité d'une démission et avaient souhaité ne quitter leur poste qu'à la formation du nouveau gouvernement. M. Rosny Desroches, de son côté, a toujours affirmé qu'après ses fonctions de ministre il reprendrait la direction de son école et sa tâche de prédicateur.

Les quatre anciens ministres étaient, de part leurs fonctions, en butte à de nombreuses critiques d'une partie de la population. La difficile rentrée scolaire au mois de novembre avait été l'occasion de manifestations contre l'ancien ministre de l'éducation. De même le ministre de la justice fut attaqué pour sa position, jugée trop clémente, à l'égard des anciens duvaliéristes, tout comme l'ex-ministre des affaires étrangères, à qui il fut reproché de n'avoir pas remplacé assez vite les chefs de mission diplomatique à l'étranger, restés pour la plupart à leur poste depuis le 7 février. Le conflit avec les personnels de santé avait aussi fragilisé la position de l'ancien ministre de la santé malgré l'autorité indéniable de cet ancien président de l'association médicale haïtienne.

Ces conflits avaient, pour la plupart, trouvé leurs solutions. La rentrée scolaire, après deux semaines de flottement, s'est produite sans incidents, les chefs de mission diplomatique ont été le 11 novembre *« considérés comme démissionnaires »* et devraient être remplacés dans les semaines à venir. Un tel remaniement peut donc difficilement apparaître comme l'expression d'un « suivisme » du CNG face au mécontentement de la population. Un seul ministre important, celui de l'économie et des finances, M. Leslie Delatour, n'est pas concerné par ces limogeages. Il est vrai qu'il apparaît avant tout comme un « technicien » et bénéficie en outre de la bienveillance du FMI et de la Banque mondiale, où il travaillait précédemment. Le départ de quatre ministres influents peut apparaître comme un renforcement du pouvoir du général Namphy et des militaires au sein du CNG et du gouvernement au seuil d'une année qui doit être riche en échéances électorales (référendum sur la Constitution en février, élections municipales en juillet puis législatives et présidentielle en novembre).

DENIS HAUTIN-GUIRAUT.

Les nouveaux ministres

Affaires étrangères : colonel Hérard Abraham, officier de carrière et ancien ministre de l'information et de la coordination.

Justice : Me François Saint-Fleur, bâtonnier de l'ordre des avocats du Cap-Haïtien (deuxième ville d'Haïti, au nord de l'île).

Santé publique et population : lieutenant-colonel Jean Verly, du corps médical de l'armée haïtienne.

Education nationale : M. Patrice Dalencourt, ancien secrétaire d'Etat du ministère.

Information et coordination : M. Jacques Lorte, ancien commissaire adjoint au Plan.

Dans « le Monde diplomatique » de janvier

Débâcle du libéralisme à Washington

L'esprit de croisade avait puissamment contribué à modeler l'image optimiste du président Reagan, une image qui camouflait mal ses nombreux échecs. Ce même esprit l'a entraîné dans les aventures iranienne et nicaraguayenne, où s'est brisée la magie par laquelle il gouvernait. Dressé par Claude Julien, le bilan de cette déroute est accompagné par un reportage de Florence Beaugé sur la faillite des fermiers américains et par des articles de Marie-France Toinet et Fabrizio Tonello.

En France aussi, l'idéologie libérale connaît déjà de sérieux déboires, notamment avec la mobilisation lycéenne et étudiante, dont la signification est dégagée par Ignacio Ramonet, Jacques Ardoine et Michel Debeauvais.

Le même numéro contient une critique de l'action du Fonds monétaire international et des articles sur Porto-Rico, sur les relations entre l'Europe et l'Amérique latine, la campagne contre l'aide humanitaire à l'Ethiopie, l'entente entre Israël et la Jordanie contre l'OLP, les difficultés de Mme Aquino aux Philippines, ainsi qu'un étonnant témoignage sur la vie quotidienne en Iran. En outre : un dossier de sept pages sur la compétition internationale pour la conquête de l'espace, un supplément sur les Flandres, un extrait du roman de Bruno Traven, *la Révolte des pendus*, et un article de Gilles Perrault sur une curieuse affaire judiciaire qui, si elle se déroule en Italie, concerne en fait toute l'Europe occidentale.

Report d'un procès de trafiquants d'armes vers l'Iran

New-York *(AFP)*. – Un juge du tribunal de New-York a décidé, le lundi 5 janvier, de repousser à une date ultérieure l'ouverture du procès de dix-sept personnes inculpées l'année dernière pour avoir projeté de livrer à l'Iran du matériel militaire américain d'un montant supérieur à 2 milliards de dollars.

L'affaire, qui devait être jugée à partir du 2 février prochain, a pris une tournure nouvelle depuis que le gouvernement américain a reconnu en novembre dernier avoir approuvé secrètement des ventes d'armes à Téhéran.

Le juge Leonard Sand a refusé de fixer une autre date pour le début de ce procès tant qu'il n'aurait pas été en contact avec le procureur spécial Lawrence Walsh, chargé par le département de la justice d'enquêter sur l'« Irangate ».

Plusieurs des accusés, parmi lesquels figurent un général israélien à la retraite ainsi que des ressortissants ouest-allemands, britanniques, français et grecs, ont demandé à bénéficier d'un non-lieu. Ils affirment notamment avoir reçu l'assurance que les autorités américaines avaient approuvé les ventes d'armes qu'ils sont accusés d'avoir projetées. Le matériel militaire en question, qui comprenait des chasseurs F-4 et F-5, n'est jamais parvenu en Iran.

● **Quinze morts dans l'accident de train de Baltimore.** – Le déraillement d'un train de voyageurs, le dimanche 4 janvier, près de Baltimore (Maryland) a fait quinze morts et cent soixante-seize blessés, selon des indications officielles fournies lundi soir. L'accident serait dû au non-respect d'un signal par un convoi qui est venu percuter un train rapide assurant la liaison entre Washington et Boston. – *(AFP.)*



Europe

GRANDE-BRETAGNE : déshérités du Nord, sans-abri

Le Parti travailliste part en campagne contre l'accroissement des inégalités

LONDRES
de notre correspondant

1987 sera très probablement une année électorale. Or elle vient de commencer avec deux constats sévères pour le gouvernement conservateur. Depuis l'arrivée au pouvoir de Mme Thatcher en 1979, les inégalités entre le Nord et le Sud du Royaume-Uni, de même que la situation du logement pour les plus défavorisés, se sont considérablement aggravées. Elles fournissent de solides arguments à l'opposition qui s'apprête à passer à la contre-offensive pour combattre le net regain de popularité dont le Parti conservateur a bénéficié, selon les sondages, au cours des derniers mois de 1986. Le Parti travailliste mettra l'accent durant les prochaines semaines sur le débat économique et social afin de répondre aux récentes attaques des dirigeants conservateurs qui, avec un apparent succès, ont vivement dénoncé l'*« irréalisme »* de sa politique de défense (antinucléaire) et la persistance du gauchisme dans certaines collectivités locales contrôlées par le Labour.

Attendu depuis longtemps, un rapport gouvernemental sur l'évolution de l'emploi doit être publié officiellement jeudi. Mais l'*Observer* et le Parti travailliste en ont révélé dès dimanche les données essentielles. Les statistiques établies par le ministre de l'emploi montrent de manière presque caricaturale un pays de plus en plus coupé en deux. Une confirmation accablante qui ne peut que renforcer la réputation de « diviseuse » dont souffre Mme Thatcher.

Depuis 1979, 94 % des suppressions d'emplois ont affecté l'Ecosse, le nord de l'Angleterre, les Midlands, le Pays de Galles et l'Irlande du Nord, où vit la majorité de la population (58 %), tandis que le déficit n'est que de 6 % dans le Sud-Est (le bassin de la Tamise et la région londonienne). Durant la même période, plus des deux tiers des emplois créés dans le secteur des services, dont l'expansion est chère au premier ministre, l'ont été dans cette seule région.

Le recensement confirme également le déclin accéléré de l'industrie manufacturière et, partant, celui de ses principaux foyers traditionnels, les Midlands, le Nord et l'Ecosse. Ce secteur a perdu, en sept ans, 28 % de sa main-d'œuvre, et la comparaison avec d'autres pays est révélatrice : – 2 % aux États-Unis, – 8,5 % en République fédérale, – 9,4 % en Italie. Même l'industrie électronique, tant encouragée par le gouvernement Thatcher, a été durement frappée : – 24 %.

Le porte-parole du Parti travailliste pour le développement régional a demandé au premier ministre d'*« expliquer pourquoi le rythme d'augmentation du chômage est dix à dix-sept fois plus grand dans le Nord par rapport au Sud-Est, pourquoi aussi les différences de salaires qui étaient de 10 livres en moyenne en 1979 sont maintenant de 30 à 40 livres »*. La veille, M. Peter Walker, ministre de l'énergie et chef de file des conservateurs modérés au sein du cabinet, avait, une fois de plus, laissé filtrer ses critiques à peine voilées à l'encontre du premier ministre. Il a souhaité que 1987 ne voie pas la Grande-Bretagne devenir *« un pays divisé en deux nations, l'une au travail, l'autre au chômage, partagé entre un Sud prospère et un Nord pauvre »*.

Une « société-bidonville »

D'autre part, lord Scarman a inauguré, lundi, une campagne organisée par plusieurs mouvements apolitiques pour venir en aide aux sans-abri. Selon ces institutions, cent mille familles britanniques entrent dans cette catégorie ; leur nombre a presque doublé en dix ans. Cent soixante mille personnes vivent à présent dans des « logements de secours » ; il n'y en avait que cinquante mille en 1979. Quatre millions d'habitations sont actuellement considérées comme insalubres. Là encore la répartition est on ne peut plus inégale entre le Nord et le Sud.

Auteur d'un rapport inquiétant sur les causes des émeutes qui se sont produites en 1981 dans les quartiers d'immigrés des grandes villes, lord Scarman avait lancé un nouvel avertissement lorsque des incidents semblables se sont reproduits en 1985, souvent aux mêmes endroits. Le 5 janvier, il a déclaré que toute une partie de la Grande-Bretagne était en passe de devenir une *« société-bidonville »*. Il a souligné que les mauvaises conditions de logement sont *« le ferment de la criminalité, du divorce et de la drogue »*. Lord Scarman a ainsi alimenté les protestations des dirigeants de l'opposition qui ne cessent de faire valoir que la délinquance et surtout la consommation de stupéfiants sont en très nette hausse ces dernières années au Royaume-Uni.

FRANCIS CORNU.

RFA

La dernière gaffe du chancelier

Il y avait plusieurs semaines que le chancelier Kohl n'avait pas lâché une de ces gaffes qui, à intervalles réguliers, font couler des flots d'encre et donnent bien de la peine à ses services diplomatiques. La dernière est venue dimanche, quand M. Helmut Kohl, dans son discours électoral de Dortmund, a accusé la RDA de détenir deux mille prisonniers politiques dans des *« camps de concentration »*. On ne sait s'il faut attribuer l'expression au manque de sensibilité historique que le chancelier a déjà démontré, en maintes occasions, ou bien à un souci plus machiavélique de flatter, à quelques semaines des législatives, une partie de son électorat, notamment cette extrême droite nationaliste qui s'est montrée sans masque aux élections d'octobre en Bavière.

L'usage de cette expression si historiquement datée a en tout cas provoqué un déluge de réactions, à commencer par celles de la RDA. Il n'y a pas de *« camps de concentration »* en RDA, déclare le ministère est-allemand des affaires étrangères, qui en profite pour ajouter, contre toute évidence qu'il n'y a pas non plus de prisonniers politiques en dehors de ceux qui ont été condamnés pour crimes de guerre nazis ou crimes contre l'humanité et pour répéter – éternel débat – que les détenus de RDA ne sont pas, contrairement aux termes employés par le chancelier ses *« compatriotes »*.

A Bonn, M. Kohl persiste et signe, tandis que les sociaux-démocrates s'offusquent et que les libéraux sont contraints, une fois de plus, de *« prendre leurs distances »*. M. Genscher a l'habitude...

CLAIRE TRÉAN.

Trente mille Vietnamiens en Tchécoslovaquie

Travailleurs immigrés en « mission patriotique »

PRAGUE
correspondance

Hoang est vietnamien. Arrivé à Prague en 1981 comme apprenti, il vend aujourd'hui des chaussures. Une promotion extraordinaire. Plus exceptionnel encore : il a épousé une Tchécoslovaque, qui est donc devenue Mme Hoangova. Son mariage lui a enfin permis de quitter le foyer de travailleurs vietnamiens dans lequel il vivait depuis quatre ans. M. et Mme Hoang, qui attendent un enfant, vivent dans une cité de la banlieue de Prague. Une intégration réussie ? Plutôt un contre-exemple. D'ordinaire, les « travailleurs frères » du Vietnamn ne sont pas là pour « faire souche ».

Pour pouvoir rester en Tchécoslovaquie, Hoang a dû débourser une fortune : 46 000 couronnes, soit 37 000 F, versées à l'Etat vietnamien à titre de dédommagement. Car si le Vietnam l'a envoyé en Tchécoslovaquie, c'est pour qu'il en revienne ouvrier spécialisé et qu'il fasse profiter le pays de sa formation. A côté de cette « exception », plus de trente mille Vietnamiens, hommes et femmes, sont en permanence au service de l'industrie tchécoslovaque pour une durée de quatre ans.

Les deux Minh, par exemple. Ils viennent du Nord-Vietnam. Homonymes et frères de guerre dans l'armée régulière, ils ne se sont pas quittés depuis. Ils ont aujourd'hui vingt-six ans et travaillent côte à côte dans un atelier de peinture chez Skoda, l'industrie automobile tchécoslovaque. Dans le cadre, disent-ils, d'*« un accord de coopération entre Auto-Skoda et Auto-Badinh »* – l'industrie vietnamienne de pièces détachées.

Travail forcé ou volontaire ? La réponse est pour le moins ambiguë : *« Nous sommes en mission patriotique, nous sommes ici pour acquérir l'expérience des paus avancés, c'est un devoir, une mission qu'on doit accomplir pour aider notre pays. »*

Mais à choisir entre la Tchécoslovaquie et le Vietnam ? *« La vie est toujours mieux dans son pays »*, répondent-ils.

Les frères Minh restent réservés. Elevés dans la ligne du parti, ils citent Marx à tout propos et, bien que l'on sente certaines réticences, ils ne se plaignent pas ouvertement de leur sort. Leur salaire ? 2 500 couronnes (1), le salaire moyen d'un Tchécoslovaque étant de 2 800 couronnes. Des vacances ? Quinze jours par an. Plus, en projet, un voyage d'études en RDA, organisé par l'usine.

Et leur vie affective ? Au début, c'est-à-dire fin 1980, le Vietnam n'envoyait que des hommes. Depuis deux ans, la Tchécoslovaquie accueille également de jeunes ouvrières vietnamiennes. A Mlada-Boleslav, où habitent les deux frères Minh, il y avait une Vietnamienne pour dix Vietnamiens. Bien entendu, les foyers de travailleurs ne sont pas mixtes. Si l'on rencontre beaucoup d'Asiatiques dans les rues de Prague le week-end, on ne voit jamais d'enfant. Dès qu'une ouvrière est enceinte, elle est renvoyée dans son pays.

Les travailleurs immigrés dans les pays de l'Est ne font pas parler d'eux. Pourtant, la Fédération internationale des droits de l'homme s'est inquiétée du sort des centaines de milliers de Vietnamiens qui travaillent, ou ont travaillé, en Tchécoslovaquie. La question étant bien sûr de savoir s'il s'agit ou non de travail forcé. Saisi du dossier, le Bureau international du travail a demandé au gouvernement tchécoslovaque l'autorisation de faire une enquête sur place. C'était il y a trois ans. Il n'y a jamais eu de réponse. D'ailleurs, comment savoir ? Le contact avec les Vietnamiens est pratiquement impossible sans l'entremise d'un de leurs compatriotes. Encore ce dernier devra-t-il se présenter comme un parfait communiste.

Une sortie de cinéma, avenue Vaclavske, les Champs-Elysées de Prague, un samedi après-midi. Une discussion s'engage à propos du film *Cotton Club*. Loy et Binh finissent par nous inviter à dîner chez eux : un foyer de mille travailleurs en banlieue, propre et moderne, qui n'a rien à envier à ceux de la Sonacotra. A l'entrée, il faut laisser son passeport au gardien. Nos hôtes ont préparé, dans leur chambre, un repas vietnamien avec les moyens du bord : pas facile de cuisiner des pâtés impériaux avec ce qu'on peut acheter dans les *potraviny*, les épiceries tchécoslovaques.

En bruit de fond, la télévision : un film d'espionnage soviétique. Au cours du repas, un camarade passe proposer quelques montres électroniques dernier cri, en provenance de Hongkong. Nous sommes sollicités. Aurions-nous des dollars, un appareil photo à vendre ? Nos hôtes restent méfiants mais sont attirés par la possibilité de faire quelques affaires. La chambre est un véritable bric à brac : machine à coudre, postes de radio, pneus de bicyclette... De quoi être un « bon parti » lors du retour au pays.

En Tchécoslovaquie, ce sont les Vietnamiens qui « tiennent » les réseaux de vente parallèles de disques, cassettes et montres. C'est une des raisons pour lesquelles les Tchécoslovaques accusent « leurs » travailleurs immigrés de tous les maux. *« On manque de bicyclettes ? Normal, ce sont les Vietnamiens qui les achètent pour les remporter chez eux »*, entend-on dire.

Ce n'est qu'une des rumeurs qui courent dans le pays. En voici d'autres : un Vietnamien aurait tué d'un coup de hache un médecin praguois qui lui refusait un arrêt maladie ; ou mieux encore : les Vietnamiens auraient répandu la peste dans le pays.

Une main-d'œuvre idéale

A l'origine de cette immigration « organisée », un accord signé fin 1980 entre le gouvernement tchécoslovaque et le gouvernement vietnamien, aux termes duquel des jeunes Vietnamiens sont envoyés dans le pays frère pour acquérir en quatre ans une formation d'ouvriers spécialisés. On les retrouve dans les industries chimique, textile, sidérurgique et de l'automobile. Souvent à des postes à risques. A l'abri des regards : jamais sur un quai de métro, un balai à la main, ou dans la rue, vibrant au rythme du marteau-piqueur. Il arrive que l'on rencontre certaines Vietnamiennes aides-soignantes dans les hôpitaux, mais la présence de ces immigrés reste volontairement discrète.

La Tchécoslovaquie, qui est loin d'avoir atteint l'ère de la robotisation, manque de bras. Les femmes sont incitées à travailler. Dans l'industrie automobile, elles représentent 40% du personnel. Autre problème, inhérent au système socialiste : l'emploi étant garanti, les postes les plus ingrats restent vacants. Dans ces conditions, les Vietnamiens fournissent un complément de main-d'œuvre idéal : bon marché, malléable, et politiquement sûr.

Petr Uhl, un des dissidents fondateurs de la Charte 77, va jusqu'à dire que la présence des Vietnamiens est un facteur de stabilité pour le gouvernement. *« Les Asiatiques font les sales boulots, ce qui évite des conflits entre les travailleurs tchécoslovaques et les autorités. »* Toujours selon lui, ces travailleurs immigrés seraient quasiment rançonnés. Ses « contacts » lui ont dit verser 15% de leur salaire à l'Etat vietnamien et 15% à l'État tchécoslovaque. Petr Uhl n'est pas le seul à expliquer leur présence en termes économiques.

La balance commerciale entre les deux pays est largement déficitaire pour le Vietnam. D'abord, il n'a pas terminé de rembourser sa dette de guerre. Si Hanoï l'a emporté sur Saigon, c'est grâce à l'aide de tous les « pays frères ». Non seulement cette dette n'est pas remboursée, mais elle s'est alourdie. La Tchécoslovaquie continue à fournir des armes, des produits manufacturés, à envoyer des experts. Cet été, un protocole d'accord a été signé pour la livraison de locomotives.

Que peut offrir le Vietnam en échange, si ce n'est de la main-d'œuvre ? Les autorités tchécoslovaques envisagent d'ailleurs d'implanter des usines sur place afin d'utiliser la main-d'œuvre locale. Mais il existe un inconvénient majeur, qui fait reculer le gouvernement pour le moment : il est impossible, sur place, de « choisir » les travailleurs. Car c'est la sélection qui fait la fiabilité du système. Les travailleurs vietnamiens en Tchécoslovaquie ont conscience d'appartenir à une élite, d'autant que ceux de leurs compatriotes qui sont envoyés en Union soviétique, en Bulgarie et, dans une moindre mesure, en RDA, ont des conditions de vie beaucoup plus difficiles. En Tchécoslovaquie, on ne vit pas trop mal et on peut se faire un petit pécule, autant d'avantages qui garantissent le silence et la docilité de cette main-d'œuvre. Quand on est né à Hanoï, quand on a vécu son enfance dans un pays en guerre, la Tchécoslovaquie, c'est déjà l'Occident.

LOUISE VICTOR.

(1) 2 500 couronnes = 2 000 F.

هكذا من الأصل

mission patriotique

forme

Le Monde sur minitel

DAKAR

LEMONDE

Madame, Monsieur, Voici quelques-unes de nos participations qui peuvent vous éclairer sur la vôtre.

Principales Participations du Groupe Paribas (1)

au 30 juin 1986

Société	% (2)
Assurances	
Agence Française de Courtage et Merle	48,62
Drouot Assurances	(obligations convertibles)
Banques et Sociétés Financières	
Banque Centrale de Compensation	10,00
Banque Parisienne Internationale	19,98
Banque Privée de Gestion Financière "BPGF" (3)	36,99
Banque Pétrofigaz (3)	23,63
Banque Sudameris	12,00
Caisse Centrale de Réescompte (3)	27,14
Comith	17,46
Crédit Martiniquais	11,46
Crédit Naval	10,04
Robert Lefevre SA	29,96
Crédit National	3,49
Soficomi	6,20
Société Internationale de Banque	10,00
Banco Amazonas	19,90
Merrill Lynch and Co., Inc.	2,60
Bank of Sharjah	15,00
Banque Ottomane	45,59
Société Marocaine de Dépôt et Crédit	22,78
Sociétés Immobilières	
Compagnie Foncière (3)	47,15
Cogédim (3)	47,16
Régie Immobilière de la Ville de Paris (3)	32,23
Saci (3)	56,00
Sociétés de Portefeuille	
Chiers Chatillon (3)	44,67
Compagnie du Midi	3,72
Santa Fé	8,20
Erbé SA	47,01
Enelfi Bretagne (3)	30,47
Avepar	30,01
Avelec	75,79
Nord-Est (3)	39,13
Financière de Saulnes (3)	37,77
Agro-Alimentaire	
Etablissements Doux	10,01
Etablissements Bonduelle	15,54
BSN	1,63
Société Générale de Champagne	10,08
Cofigéo	10,70
Grands Vins Jean-Claude Boisset	3,24
Mestrezat	22,48
Automobile	
Neiman SA (3)	49,01
Bâtiment et Travaux Publics	
Fougerolle (3)	39,54
Omnium Technique Holding "OTH" (3)	99,99
Poliet (3)	27,09
Campenon Bernard	10,90
Entreprise Léon Chagnaud et Fils	16,65
Constructions Mécaniques	
Société Générale de Fonderie (3)	30,52
Compagnie de Fives Lille (3)	29,37
Sagem (actions votantes)	5,52
Latécoère	2,05
Hôtels, Tourisme, Loisirs	
UGC Belgique	28,97
Accor	2,88
Aqualand	25,00
Club Méditerranée	0,69
La Belle Créole SA	10,22
Sephi	10,00
UGC Droits Audiovisuels	5,91
UGC SA	10,72
Imprimerie, Papiers, Edition	
Cellulose du Rhône et d'Aquitaine (3)	24,91
La Rochette Cenpa	17,86
Magasins, Commerces	
Cendry	10,12
Scoa (3)	35,20
GB Inno BM	10,38
Matériel Electrique	
Maneurop (3)	47,56
Alsthom	1,83
Horlogerie Photographique Française "HPF"	18,88
Olivetti	0,35
Métallurgie	
Sofresid	14,01
Mines	
Compagnie Métallurgique et Minière (3)	38,80
Phosphate de Taïba	13,65
Pétroles et Carburants	
Coparex (3)	86,57
IHC Caland NV (3)	36,50
Elf Aquitaine	0,24
Compagnie Générale de Géophysique	5,07
Total	1,66
Moonie Oil	5,25
Cométra Oil	7,90
Pétrofina	1,60
Produits Chimiques	
Carbone Lorraine	10,50
Cofaz	6,80
Dolisos	17,84
Services	
Expand SA	7,49
Cie Luxembourgeoise de Télédiffusion	10,37
Textiles	
Sommer Allibert	2,72
Transports	
Air Inter	2,65
Groupe Sofrana	17,50
Transnucléaire (3)	24,98
Capital à Risque et Haute Technologie	
Transgène	14,43
Sofinnova	11,70
Sudinnova	8,33
Epicéa	5,00
Sébia	10,00
Lectra Systèmes	8,42
Kleiner Perkins	—
Paribaven USA	—
Paribaven Japan	—
Paribaven Overseas Investors (PIV)	—
Veninter	33,73
Industries Diverses	
Sema Metra (3)	54,20

(1) Titres de sociétés non consolidées et de sociétés mises en équivalence, détenus par les sociétés consolidées par intégration globale.
(2) Les pourcentages indiqués sont ceux détenus par les sociétés du groupe consolidées par intégration globale.
(3) Société consolidée par mise en équivalence.

Prochainement, vous pourrez devenir actionnaire du Groupe Paribas.

GROUPE PARIBAS

Une note d'information (visa C.O.B. n° 86-449 du 19.12.86) est tenue gratuitement à la disposition du public auprès des établissements chargés de la vente des actions.

Téléphonez au (1) 46.24.11.11 ou écrivez à Paribas-Actionnariat, 3 rue d'Antin - 75002 Paris.

Asie

CHINE : les suites des manifestations

La presse accentue ses critiques contre les étudiants

PÉKIN
de notre correspondant

Le *Quotidien de Pékin* a réagi, le mardi 6 janvier, à l'autodafé d'un certain nombre d'exemplaires de son édition de lundi par des étudiants de Beida, la principale université de la capitale (*le Monde* du 6 janvier). Il a reproché à « *certains journalistes étrangers d'avoir tenté d'attiser les sentiments de gens* » et s'est félicité d'avoir lui-même « *touché le point sensible des éléments hostiles au socialisme* ». Il accuse les étudiants d'être « *manipulés* ». « *Les jeunes ont grandi dans un pot de miel. Ils entendent en permanence des flatteries et sont tellement gâtés qu'ils ne tolèrent pas la moindre critique (...). La vérité n'est pas toujours douce à entendre, elle peut avoir un goût amer et il faut avoir le courage de ne pas en avoir peur...* »

Cet article, tout comme celui de la veille qui a été lu intégralement pendant le journal télévisé de lundi, risque de provoquer une nouvelle réaction des étudiants. Or ceux-ci, qui viennent de commencer deux semaines d'examens, ne cessent de répéter qu'ils n'ont plus l'intention de manifester, qu'il leur faut aussi préparer leur départ en vacances et faire la queue pour des billets de train... En fait, ajoutent certains d'entre eux, rien ne devrait plus se passer avant les élections locales prévues en mars. Alors, peut-on se demander, y a-t-il des gens dans les rangs du pouvoir qui cherchent délibérément la provocation de façon à faire à nouveau sortir les étudiants de leurs gonds, et dans quel but ? Entendent-ils prendre leur revanche sur ceux qui avaient décidé d'éviter tout affrontement lors des manifestations du 1er janvier ?

« Une tendance au libéralisme bourgeois »

Le *Quotidien du peuple* se fait lui aussi menaçant. Après avoir jugé nécessaire de réaffirmer que « *le comité central du parti est uni* » — ce qui n'apparaît pas toujours évident, y compris à la lecture de l'éditorial, — le journal se lance dans une sévère attaque du « *libéralisme bourgeois* » qu'il voit derrière les manifestations étudiantes : « *Bien que n'étant pas inquiétant, le fait que des étudiants descendent dans la rue est un événement important. C'est le résultat de plusieurs années d'une tendance au libéralisme bourgeois et de l'échec de certains de nos camarades qui ne s'y sont pas opposés fermement.* » Et de rappeler que, par deux fois, M. Deng Xiaoping s'y est, lui, opposé.

« *Certains de nos camarades*, poursuit le *Quotidien du peuple*, *haïssent le déviationnisme de gauche. C'est très bien. Mais ils sont apathiques contre le libéralisme bourgeois. (...) Il faut avoir à son encontre une attitude ferme, tout en évitant de prendre des mesures simplistes.* » En clair, cela signifie que le mouvement étudiant en faveur des réformes, de la liberté et de la démocratie, est « *réactionnaire* » et dangereux, qu'il vise à rétablir le capitalisme, qu'il « *rejouit l'ennemi* » comme le dit le quotidien de Pékin.

En fait, les étudiants sont accusés des pires crimes idéologiques. Ils ne doivent cependant pas être ramenés à la raison par la violence pure. Il faut utiliser « *le travail idéologique, théorique, culturel et éducatif* ». Les dirigeants visent un certain nombre de cadres accusés d'avoir oublié que le « *droitisme* » existait toujours.

Unis pour critiquer les étudiants, les dirigeants ne le sont certainement plus autant sur le fond du problème. Le fait qu'il soit pratiquement impossible d'obtenir des commentaires en dehors des publications officielles indique que le débat se poursuit de manière sérieuse.

PATRICE DE BEER.

AFGHANISTAN : nouvelle initiative soviétique ?

MM. Chevardnadze et Dobrynine à Kaboul

Moscou (*AFP*). — Pour la première fois depuis l'intervention militaire soviétique en Afghanistan, il y a sept ans, les responsables de la diplomatie soviétique, MM. Edouard Chevardnadze, ministre des affaires étrangères, et Anatoli Dobrynine, chargé de ce secteur au comité central, se sont rendus, le lundi 5 janvier, à Kaboul, « *pour une visite de travail* ».

Selon l'agence Tass, MM. Chevardnadze et Dobrynine, invités par le comité central du Parti démocratique populaire (PDPA) et le gouvernement afghans, ont été accueillis à leur arrivée par le numéro un afghan, M. Najibullah, et ont aussitôt entamé « *des entretiens soviéto-afghans* ». Aucune indication n'a été fournie sur la durée de la visite.

Au lendemain de l'annonce par Kaboul d'un cessez-le-feu unilatéral, à partir du 15 janvier, pour une durée de six mois reconductible, cette visite confirme l'intention du Kremlin de lancer une offensive diplomatique sur le problème de l'Afghanistan. Les négociations « indirectes » de Genève, entre l'Afghanistan et le Pakistan, sous l'égide de l'ONU, doivent reprendre le 11 février, et les milieux diplomatiques occidentaux n'excluent pas, à cette occasion, une initiative concernant le calendrier de retrait des troupes soviétiques, principale pierre d'achoppement des pourparlers.

Incontestablement, une grande activité règne dans les relations soviéto-afghanes depuis la mi-décembre, époque à laquelle M. Najibullah a effectué, à Moscou, la première « *visite officielle d'amitié* » d'un numéro un afghan en URSS depuis octobre 1980. Cette visite était intervenue deux mois après l'opération de retrait de six régiments soviétiques d'Afghanistan, que M. Gorbatchev a présentée comme un « *geste de bonne volonté* » de l'URSS.

Le 1er janvier, de manière aussi spectaculaire qu'inattendue, M. Najibullah a proposé, devant le comité central de son parti, réuni en plénum extraordinaire, un cessez-le-feu à la guérilla, dans le cadre de sa politique de « *réconciliation nationale* » lancée il y a un an.

Cessation des ingérences extérieures

Les principaux représentants de la guérilla ont aussitôt fait savoir qu'ils rejetaient cette offre. Malgré cela, le Conseil révolutionnaire (plus haute instance de l'État afghan) a proclamé le cessez-le-feu pour le 15 janvier, étant bien entendu que les forces gouvernementales riposteront si elles sont attaquées.

M. Najibullah a précisé qu'un retrait total des troupes soviétiques ne pourrait se faire qu'après la formation, à Kaboul, d'un « *gouvernement d'unité nationale* » et la cessation des « *ingérences extérieures* ». L'offre de cessez-le-feu rappelle, à maints égards, diverses initiatives internationales de M. Gorbatchev en matière de désarmement. Le moratoire sur les essais nucléaires, par exemple, était aussi unilatéral et avait été décrété pour une durée reconductible. Reconduit à quatre reprises, il n'a pas été suivi d'effet par les Etats-Unis et l'URSS a finalement décidé de reprendre ses expériences nucléaires, dès le prochain essai américain. Le voyage de MM. Chevardnadze et Dobrynine illustre également la dimension diplomatique que Moscou souhaite donner à la question afghane.

Proche-Orient

La situation au Liban sud

Israël s'inquiète des attaques répétées contre l'ALS

Le mouvement Résistance islamique, bras armé du Hezbollah (le Parti de Dieu, extrémistes chiites libanais pro-iraniens), a revendiqué la responsabilité de l'attentat au cours duquel, le lundi 5 janvier, quatre miliciens pro-israéliens ont été tués au Liban sud (*le Monde* du 6 janvier).

JÉRUSALEM
de notre correspondant

L'Armée du Liban sud (ALS) vit de nouveau des temps difficiles. En l'espace de quarante-huit heures, la milice libanaise qu'Israël finance, équipe et entraîne vient de déplorer dix morts et huit blessés.

Dans la nuit du vendredi 2 au samedi 3 janvier, plusieurs dizaines de combattants du Hezbollah — le mouvement intégriste chiite — avaient pris d'assaut puis détruit une position de l'ALS, tuant six de ses défenseurs près de Baraachite, dans la « zone de sécurité », secteur du Liban sud resté sous le contrôle de l'Etat juif. Lundi 5 janvier, nouvel incident : quatre soldats de l'ALS sont morts lors de l'explosion d'une charge près de Markaba, à 3 kilomètres seulement de la frontière israélienne.

Le jour même, à Beyrouth, le cheikh Fadlallah, chef spirituel du Hezbollah, répétait l'un des mots d'ordre favoris de son mouvement : « *L'ALS doit être détruite !* » Ce slogan, les extrémistes chiites s'efforcent de l'appliquer sur le terrain. Après trois bons mois de pause, la nouvelle escalade anti-ALS a de quoi tracasser Israël et ses alliés. On décèle, ici, en effet, certains motifs d'inquiétude qui n'existaient pas lors de la précédente offensive du Hezbollah, en septembre.

A l'époque, sept attaques simultanées n'avaient permis aux assaillants que d'occuper à moitié un seul avant-poste, vite reconquis. En outre, le Hezbollah avait payé sa brève victoire d'un lourd tribut, en perdant plusieurs dizaines d'hommes. Cette fois, le tableau est très différent. Profitant pleinement de l'effet de surprise, l'attaquant a infligé à son adversaire des pertes trois fois plus lourdes que celles subies.

Submergés par la vague des miliciens chiites, les soldats de l'ALS n'ont pu prévenir leur état-major. Celui-ci découvrit l'étendue des dégâts samedi à l'aube seulement, après avoir vainement tenté d'établir un contact radio avec la position vaincue. Et une victoire non usurpée que les combattants chiites célébrèrent ensuite autour de leur butin, un transport de troupes blindé de l'ALS.

Les faiblesses de l'alliée

Après ce sérieux revers, Israël devra une nouvelle fois méditer sur les faiblesses de l'ALS et tenter d'y porter remède : un entraînement insuffisant, une combativité déficiente, une occupation du terrain trop statique qui la rend vulnérable aux attaques-surprise. Fondant sa stratégie libanaise depuis 1985 sur le maintien d'une « zone-tampon » servant de cordon sanitaire aux localités frontalières de Galilée, Israël n'aura pas d'autre choix que d'épauler rapidement son alliée. Le premier ministre, M. Izhak Shamir, s'y est publiquement engagé dès lundi. L'Etat hébreu renforcera sans doute une nouvelle fois son aide logistique et matérielle.

Reste à savoir s'il jugera nécessaire d'augmenter aussi ses propres effectifs au Liban — conseillers, soldats et agents de renseignements, — estimés en période de calme « *entre 400 et 500* ». Il est crucial pour Israël de remonter le moral de l'ALS face à un adversaire déterminé jusqu'au fanatisme, galvanisé par chaque nouveau succès, et recevant de son protecteur iranien les fonds dont il a besoin pour recruter des combattants parmi la population chiite du Sud.

Le regain d'attaques contre l'ALS tombe d'autant plus mal qu'il coïncide avec une campagne de recrutement rendue nécessaire par une série de démissions. En trois mois, l'ALS, forte de 25 000 hommes, a perdu un soldat sur dix. La plupart de ces démissionnaires sont des chrétiens originaires du Nord qui, après les combats de septembre, ont redouté des représailles contre leurs familles.

La position de l'ALS attaquée vendredi se trouve dans la zone « irlandaise » de la FINUL, tandis que les installations du Hezbollah bombardées en réponse par Israël sont en secteur « ghanéen ». On peut donc s'attendre que Jérusalem, à deux semaines du renouvellement du mandat de la Force, instruire une nouvelle fois le procès des « casques bleus », accusés de fermer les yeux sur les activités du Hezbollah.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

La guerre du Golfe

Un hélicoptère américain échappe à un missile

Washington. — Un missile sol-air a été tiré contre un hélicoptère de la marine américaine qui approchait, lundi 5 janvier, un navire de commerce non identifié dans le Golfe, a annoncé le Pentagone. L'incident a eu lieu vers 12 h 30 TU (13 h 30 à Paris), alors que l'hélicoptère — basé sur le destroyer *O'Bannon* — survolait les eaux au nord-ouest des Emirats arabes unis.

Lorsque le missile a été tiré, l'équipage de l'hélicoptère — qui effectuait, selon le Pentagone, une « *mission de routine* » — a aussitôt manœuvré pour l'éviter, et l'engin est passé « *à environ 180 mètres* ».

L'hélicoptère, un SH-2 Seasprite, avait été dépêché par le navire de guerre américain pour identifier le navire marchand, a ajouté le Pentagone. L'hélicoptère se trouvait à environ 5 kilomètres du bâtiment de commerce lorsque celui-ci a tiré le missile sol-air, et à quelque 50 kilomètres du *O'Bannon*.

Prévenu par l'hélicoptère, le *O'Bannon* s'est immédiatement lancé à la poursuite du bâtiment de commerce, mais ce dernier est rapidement entré dans un port des Emirats, cependant que le navire américain restait en dehors des eaux territoriales. Le destroyer *O'Bannon* est l'un des cinq navires de guerre américains qui patrouillent en permanence dans la région.

Les témoignages recueillis sur place sont assez vagues, et il est impossible de confirmer si le missile a bien été tiré — comme le dit le Pentagone — depuis le cargo non identifié ou bien d'un autre navire ou encore d'un avion. Depuis quelque temps, certains navires marchands s'aventurant dans les eaux du Golfe sont équipés d'engins antiaériens pour parer aux éventuelles attaques d'appareils iraniens et irakiens. — (*AFP, AP, Reuter.*)

Afrique

CENTRAFRIQUE : le procès Bokassa

La litanie des « disparitions »

Bangui (*AFP, Reuter*). — Deux cas de « disparitions », parmi d'autres, de personnes détenues ont été évoqués, le lundi 5 janvier, par la cour criminelle de Bangui, au cours de la treizième audience du procès de l'ex-empereur Jean-Bedel Bokassa. Le premier cas évoqué a été celui de Pierre-Emery Mbaye. Etudiant au Canada, il avait écrit à Bokassa pour le remercier de l'obtention d'une bourse et pour critiquer le nombre trop important de ministres dans un pays pauvre comme le Centrafrique. L'ex-empereur lui avait demandé de revenir, pour lui confier le poste de ministre des affaires étrangères. Arrêté dès son retour, il avait été incarcéré à la prison de Ngaragba, et personne ne l'a jamais revu.

Le second cas est celui du général Martin Lingoupou, de sa mère et d'autres membres de sa famille morts en détention. Bokassa avait fait arrêter la mère du général Lingoupou (condamné à dix ans de prison en 1974 pour « *atteinte à la sûreté de l'Etat* ») parce qu'il accusait celle-ci de tenter, par ses « *pouvoirs magiques* », de faire disparaître son fils de la prison. L'ancien premier ministre, M. Henri Maïdou, devait être entendu mardi par la cour.

● **Interdiction en France de la revue des partisans de M. Ben Bella.** — La rédaction de la revue *El Badil*, éditée en France par des personnes se réclamant du Mouvement pour la démocratie en Algérie (MDA) de l'ancien président Ben Bella, proteste contre une mesure d'interdiction et de diffusion de la publication prise par M. Robert Pandraud, ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur. Selon un arrêté publié le 31 décembre dans le *Journal officiel*, la vente d'*El Badil* est, « *dans le contexte actuel, de nature à porter atteinte aux intérêts diplomatiques de la France* ». En vente dans certains kiosques, achetée par de nombreux immigrés et voyageurs, *El Badil* venait de publier un numéro annonçant « *le vent du changement sur l'Algérie* ».

Diplomatie

Les relations franco-australiennes

Canberra ne comprend pas la suspension de toute visite ministérielle

SIDNEY
de notre correspondante

L'année commence mal pour les relations franco-australiennes. Elles n'étaient déjà pas au beau fixe, mais la décision prise par Paris (1) de suspendre « *pour une période indéterminée* » tout échange de visites au niveau ministériel entre les deux pays crée un orage de plus dans une atmosphère déjà chargée.

Du côté australien, on comprend d'autant moins la décision française qu'elle est censée sanctionner le rôle joué par l'Australie dans la campagne en faveur de la réinscription de la Nouvelle-Calédonie sur la liste des « *territoires non autonomes* », selon une résolution votée en août à l'unanimité par les treize pays du Forum du Pacifique sud et adoptée ultérieurement par l'Assemblée générale des Nations unies par 89 voix contre 24 (*le Monde* du 4 décembre). « *Si encore Paris nous sanctionnait pour avoir été à l'origine du traité de dénucléarisation du Pacifique sud, initiative qui nous revient, nous comprendrions, mais là...* », ajoute-t-on au département des affaires étrangères à Canberra.

Car depuis quatre mois l'Australie ne cesse de répéter que, en soutenant la résolution sur la Nouvelle-Calédonie, elle n'a fait que se rallier au « *consensus de la Communauté du Pacifique sud* ». « *Nous nous sommes même fait critiquer par certains pays du Forum pour n'avoir pas défendu la résolution auprès de l'ONU avec assez de fermeté* », assure-t-on aujourd'hui dans la capitale fédérale. « *Les Français persistent à croire qu'ils sont victimes d'un complot anglo-saxon dans le Pacifique, dont nous aurions pris la tête. La rivalité légendaire entre intérêts britanniques et français dans la région était vraie il y a deux cents ans, peut-être il y a cent ans encore. Mais nous sommes indépendants depuis plus de quatre-vingts ans. L'Australie d'aujourd'hui, ethniquement, n'est plus ce qu'elle était.* »

M. Flosse ne viendra pas

Les milieux diplomatiques français dans la capitale fédérale admettaient, mardi, que les Australiens sont, « *d'une certaine manière, sincères* », et qu'à l'origine ils n'ont fait que se rallier au consensus du Forum, mais estimaient aussi que, bon gré mal gré, Canberra s'est laissé entraîner à l'« *activisme* » prôné par les plus virulents au sein du Forum (notamment l'Alliance mélanésienne de Vanuatu, l'ancien condominium franco-britannique, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les îles Salomon). On se dit aussi « *très choqué* » de l'attitude inamicale de l'Australie dans les coulisses du sommet des pays non alignés, qui s'est déroulé à Harare du 1er au 7 septembre.

Dans l'immédiat, sur un plan pratique, la décision de Paris sonne le glas d'un événement qui était très attendu ici : la visite, prévue pour février, de M. Gaston Flosse, secrétaire d'Etat pour le Pacifique sud, dans le cadre d'une tournée destinée à regagner des sympathies à la France auprès des pays de la région.

On attendait aussi à Canberra, pour le mois de février, deux autres ministres français, MM. Guillaume (agriculture) et Noir (commerce extérieur), qui avaient été conviés par leurs homologues australiens, MM. Kerin et Dawkins, afin, dit-on, de poursuivre des échanges fort cordiaux entamés lors de la conférence du GATT, en septembre à Punta-del-Este.

Or s'il est un aspect de leurs relations avec la France que les Australiens, en ce début d'année, désirent préserver, ce sont bien leurs échanges commerciaux. En 1985 et 1986, les exportations de l'Australie vers la France se chiffraient aux alentours de 710 millions de dollars australiens (soit quelque 3 milliards de francs). Quant aux Australiens, ils importaient, dans la même période, pour près de 3,4 milliards de francs de produits en provenance de l'Hexagone. Or l'Australie est en proie à une grave crise économique, notamment depuis la chute des cours de certaines matières premières dont elle dispose en abondance, et elle s'est décidée à développer son secteur manufacturier, très faible jusqu'ici. Un secteur dont elle compte bien écouler les produits sur le marché français.

SYLVIE CROSSMAN.

(1) Décision qui avait tout d'abord été annoncée par la presse australienne, et que le Quai d'Orsay a confirmé lundi 5 janvier.

● **Prochaine visite du roi Hussein à Paris.** — Le souverain effectuera en France, du 12 au 15 janvier à Paris, une visite d'Etat, à l'invitation de M. Mitterrand, a annoncé l'Elysée, le lundi 5 janvier. Le roi Hussein doit ensuite se rendre en Italie.

A TRAVERS LE MONDE

Espagne

Grève de la faim d'un détenu français

Un ressortissant français, incarcéré à la prison madrilène de Carabanchel pour une accusation de vol à main armé, observe une grève de la faim depuis vingt-trois jours, a indiqué lundi 5 janvier son avocat, Me Manuel Maria Salgado. Me Salgado a précisé que son client, M. Alain Develay, trente-quatre ans, entendait protester contre le fait qu'il se trouvait en prison préventive depuis plus de deux ans, pour un délit datant de 1983. La durée maximale pour la prison préventive en Espagne est de deux ans, mais elle peut être prolongée jusqu'à trois dans certains cas. Egalement accusé de détention illégale d'explosifs, M. Develay est considéré comme un repris de justice notoire par les services policiers, a-t-on indiqué de source française à Madrid. — (*AFP.*)

Portugal

Un dirigeant du GAL arrêté à Lisbonne

La police portugaise a confirmé, le lundi 5 janvier, l'arrestation annoncée par l'hebdomadaire *l'Expresso* de Jean-Philippe Labade, dirigeant présumé du Groupe de libération antiterroriste (GAL), responsable de la mort de plusieurs militants séparatistes basques espagnols exilés dans le sud-ouest de la France. Il est accusé d'avoir tenté de recruter des Portugais pour grossir les rangs du GAL.

Plusieurs Portugais, soupçonnés d'avoir participé à des opérations du GAL, sont aussi détenus. Une enquête est en cours et toute demande éventuelle d'extradition de la part de la France sera examinée en temps voulu, a indiqué le porte-parole de la police. — (*Reuter.*)

Les cérémonies de vœux

M. Mitterrand: «S'il y a sacrifice, il doit être justement réparti»

Une partie des discours échangés au cours de la première journée des traditionnels vœux ont revêtu, le lundi 5 janvier, une importance particulière en raison des tensions intérieures dues au conflit persistant à la SNCF et plus généralement au « durcissement » de la coexistence entre le chef de l'Etat et le premier ministre ainsi qu'aux plus récents développements du conflit qui oppose le Tchad, soutenu par la France, et la libye.

Le ton avait été donné dès le matin... à l'Hôtel de Ville, par M. Jacques Chirac. C'est en tant que maire de Paris que M. Chirac s'exprimait à l'occasion des vœux aux élus de la capitale. Mais chacun avait entendu une réponse et un avertissement adressé implicitement à M. Mitterrand par le premier ministre lorsque M. Chirac avait déclaré souhaiter que, *« au niveau des autorités de l'Etat, il y ait une claire conscience du devoir de chacun, si l'on veut marquer l'attachement qui est le nôtre, d'où que nous venions sur le plan politique, aux exigences de l'unité nationale et de la cohésion sociale »*.

Dans l'entourage du chef du gouvernement, et dans la majorité, on se félicitait lundi soir du soutien apporté par le président au premier ministre dans la lutte contre l'inflation. Interprétation contestée par M. Bérégovoy, qui a vu, au contraire, dans les propos présidentiels, un « avertissement » adressé au gouvernement. *(Lire page 36.)* M. Mitterrand avait déclaré, le même jour, lors de la présentation des vœux des corps constitués : *« Parmi les grandes causes nationales (...), il y a un point auquel, il me semble, nul ne peut se soustraire : c'est la lutte contre l'inflation (...). Parce que le recul de l'inflation commande tout le reste. »*. Mais le chef de l'Etat avait ajouté : *« S'il y a sacrifice, il doit être justement réparti. »*

M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, a démenti, le lundi 5 janvier, au cours de l'émission « Face au public », sur France-Inter, l'hypothèse selon laquelle M. Jacques Chirac pourrait présenter au chef de l'Etat la démission de son gouvernement si le conflit de la SNCF durait ou s'étendait. *« Je fais partie de son entourage et je n'ai pas entendu parler de cette hypothèse »*, a déclaré M. Toubon.

M. Denis Baudouin, porte-parole du premier ministre, a indiqué au journal du soir, sur FR 3, que le gouvernement est résolu à *« tenir jusqu'au bout sur les salaires »*, mais que cela *« ne veut pas dire paralysie »*, ni *« élections anticipées »*. *« S'il y avait, à un moment donné, ce qu'on peut appeler un « clash », nous y sommes prêts »*, a ajouté, néanmoins, M. Baudouin.

Le porte-parole de M. Chirac a indiqué, aussi, qu'il y avait eu une *« explication »* entre le premier ministre et M. François Mitterrand au sujet de l'audience accordée par ce dernier, le 1er janvier, à des représentants des grévistes de la SNCF.

Au gouvernement

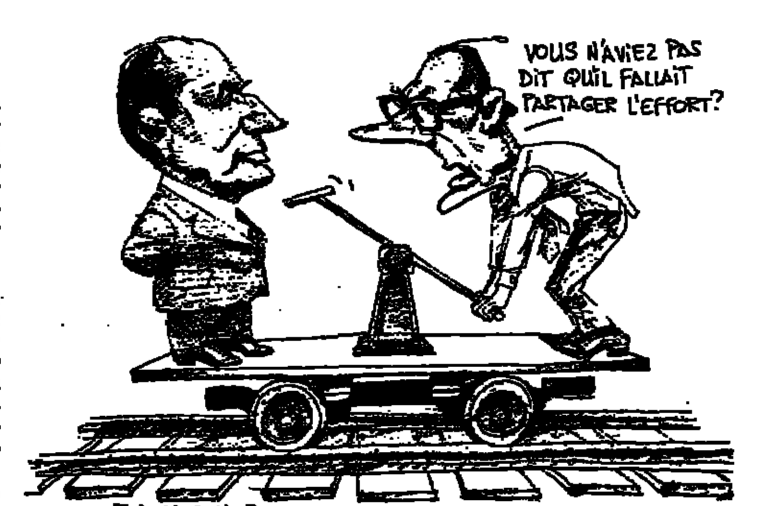
Recevant peu après 15 heures, pendant une vingtaine de minutes, l'ensemble du gouvernement, le chef de l'Etat après avoir reçu ses vœux, exprimait en réponse ceux qu'il formait pour la France, le peuple français et pour *« la République qui vit une période nouvelle »*, avant d'adresser d'autres vœux, à titre personnel cette fois, à tous les membres du gouvernement.

« Ton chaleureux », précisait-on dans l'entourage du chef de l'Etat pour qualifier cette cérémonie, alors que M. Gérard Longuet, ministre délégué chargé des postes et télécommunications, assurait : *« Pour l'ambiance, il y a mieux parfois, il y a plus amical, c'est vrai, mais c'était très bien. »*

D'autres ministres indiquaient que l'inflation, la situation économique de la France, sa compétitivité avaient été évoquées au cours de ces vœux du gouvernement et mentionnaient *« l'accord sur les objectifs mais pas sur les moyens »* pour y parvenir. Un secrétaire d'Etat relatait un trait d'humour du chef de l'Etat s'adressant au premier ministre : *« Je sais que dans vos fonctions comme dans les miennes il n'y a rien d'éternel. »* Les ministres ont été particulièrement attentifs à la phrase de M. Mitterrand dans laquelle il avait souligné *« l'absolue priorité qui doit être reconnue à la lutte contre l'inflation, faute de quoi le chômage serait relancé, ce qui serait inacceptable »*. Le président avait insisté en conséquence sur la nécessité *« d'éviter les dérapages »*.

M. Chirac, dans ses vœux, avait notamment indiqué que *« l'action de redressement national conduite par le gouvernement ne doit pas être contrariée par quelque opération politique d'où qu'elle vienne »*. Le président de la République, écoutant le premier ministre avec attention, n'a pas réagi à cette formule.

Les ministres, dans l'ensemble, se félicitaient de l'*« ambiance plutôt bonne »* de cette rencontre, et certains, d'entre eux, dont M. Alain Juppé, retenaient que les propos du chef de l'Etat sur la lutte contre l'inflation et contre le chômage constituaient *« une bonne surprise et une approbation de la politique du gouvernement »* en même temps qu'un *« désaveu des positions prises notamment par M. Bergeron »* et une *« critique implicite des syndicats qui en demandant une hausse des salaires relanceraient l'inflation »*.



Au Conseil constitutionnel

A 15 h 30, M. Mitterrand recevait ensuite les vœux du Conseil constitutionnel. Après avoir évoqué l'activité de cette institution au cours de l'année écoulée, son président, M. Robert Badinter, déclarait : *« ...Il est vrai qu'à la continuité de notre démarche répond en écho la constance des critiques. Elles changent seulement d'auteur et de bord, selon la succession des majorités politiques. Il est piquant, à cet égard, de relever que certains qui, hier, saluaient dans le Conseil constitutionnel un irremplaçable défenseur des libertés, aujourd'hui le vouent aux gémonies dès lors que nos décisions ne leur donnent pas satisfaction. Ce n'est point, en vérité, le Conseil constitutionnel qui a changé. Son inspiration et ses principes demeurent identiques. C'est la position de ses intervenants qui s'est modifiée sur l'échiquier politique. Y aurait-il donc en France une vérité constitutionnelle dans l'opposition et une autre dans la majorité ? »*. Dans une réponse dépourvue de tonalité politique, M. Mitterrand soulignait, au dire de ses collaborateurs, que, en même temps *« que le Conseil constitutionnel soulève plus de critiques, il provoque plus de respect »*.

Aux corps constitués

Mais de la principale cérémonie de vœux de la journée, en présence des corps constitués, la politique ne devait pas être absente. M. Pierre Nicolay, vice-président du Conseil d'Etat, ami de longue date du président de la République et qui lui présentait pour la dernière fois officiellement les vœux des corps constitués puisqu'il partira à la retraite cette année, consacrait son allocution aux bouleversements politiques et à l'aggravation du terrorisme en 1986.

Avec la situation inédite de la cohabitation, *« il fallait faire en sorte,* soulignait M. Nicolay, *que l'alternance et la tolérance soient reconnues plus que par le passé comme des éléments fondamentaux »* avant de constater que *« notre Constitution ne s'est pas détruite d'elle-même ; une épreuve a été surmontée que beaucoup redoutaient »*, car *« le discernement l'a emporté sur la passion »*.

A propos de la lutte contre le terrorisme, le vice-président du Conseil d'Etat soulignait le *« danger d'une force qui ignorerait la justice ; mais il faut résister, cela va de soi »*.

Prenant ensuite la parole, M. Mitterrand annonçait clairement son intention de reprendre publiquement les grandes lignes des propos qu'il venait de tenir devant le gouvernement.

Le chef de l'Etat déclarait alors : *« J'adresserai d'abord mes souhaits à la France. Il y a seulement quelques jours, m'adressant aux Français, je les appelais à se rassembler autour de quelques grandes causes nationales. Oui, à se rassembler. Quand l'essentiel est là, il le faut bien : c'est la vie de la nation qui est en jeu, non seulement dans son présent mais aussi dans sa continuité à travers les siècles et les siècles, ceux du passé et ceux qu'il s'agit maintenant d'édifier dans l'avenir.*

Le terrorisme et l'inflation

» Alors on pense d'abord à l'unité. Je ne crois pas cette unité menacée. Il existe la réalité d'un peuple vivant et fort ; il existe aussi les règles de notre société, les règles de la démocratie. Ces règles supposent confrontation, débat, antagonisme et leur expression est toujours légitime, mais elle oblige aussi. Elle oblige, chaque fois que c'est nécessaire, chacun à se soumettre à quelques données de base sans lesquelles aucune vie collective durable n'est possible : le respect de l'autre, le souci de demeurer à l'intérieur d'une certaine forme de civilisation, celle qui nous réunit. »

« Cette unité nationale, poursuivait M. Mitterrand, *certains à l'intérieur – mais ils sont rares – davantage à l'extérieur – et on comprend pourquoi – aimeraient la mettre à mal. L'une des données du monde actuel s'appelle (...) le terrorisme. Il s'agit de notre sécurité intérieure et parfois extérieure, de notre vie, de la vie des nôtres. Le terrorisme exige de notre part la plus grande fermeté et la manière dont les choses sont conduites m'incite à penser que cette voie-là est celle qu'il faut choisir. La plus grande fermeté (...) dans le respect du droit, cela va de soi : nous n'allons pas, par contagion, par faiblesse de l'esprit, répondre à la barbarie par une autre forme de barbarie. »*

Autre grande cause nationale : *« l'Idée que l'on doit se faire de la jeunesse, qui accède à la vie responsable et qui commence par l'apprentissage du savoir intellectuel, le savoir d'un métier, cette connaissance si précieuse sans laquelle il n'est pas possible de s'accomplir, d'aller vers sa propre plénitude. »*

« Parmi les grandes causes nationales, délarait ensuite le chef de l'Etat, *j'ai cité les conditions de la réussite économique. On peut débattre et on débat des moyens, des voies et des moyens comme l'on dit, de notre réussite économique. Je retiendrai un point auquel, il me semble, nul ne peut se soustraire : c'est la lutte contre l'inflation. Cette lutte s'impose. Elle s'est imposée, elle s'imposera à tout gouvernement. Et pourquoi ? Parce que le recul de l'inflation commande tout le reste. Il commande l'équilibre de notre commerce extérieur, c'est-à-dire les conditions mêmes de notre compétitivité internationale, notre place dans le monde. Parce qu'il commande la baisse du chômage, la tenue de notre monnaie – et qui voudrait la mettre en cause ? Et même irai-je plus loin : de la réussite de cette lutte contre l'inflation – lutte menée depuis des années et des années avec un succès progressif – dépend également la cohésion sociale. »*

« C'est un fantasme absurde, poursuivait M. Mitterrand, *qui conduit à opposer ces termes : d'une saine politique économique autour de la lutte contre l'inflation résultera une plus forte cohésion sociale. A quoi servirait-il d'avoir des traitements et des salaires nominaux importants s'ils étaient rongés par l'inflation qui dominait la société française il y a quelques années ? (...) Expression bien souvent employée et qui est juste : l'inflation, c'est comme une sorte de subvention pour les plus riches et c'est certainement comme un impôt pour les plus pauvres. Il y a donc dans cette ligne d'action économique un moyen de préserver sinon de renforcer la cohésion sociale, et cela doit être expliqué. »*

On admettra que, s'il y a sacrifice, il doit être justement réparti. C'est un élément de simple justice, un élément psychologique et moral puissant : les Français acceptent l'effort s'ils ont le sentiment que la société civile les invite à apporter, selon leurs propres moyens, la contribution qu'ils doivent. »

Inviter à l'apaisement des esprits

« Alors, conclut sur ce point le président de la République, *si chacun, individus et groupes sociaux, trouve les moyens de sa dignité dans ses conditions de travail, s'ouvrent déjà la compréhension mutuelle et, sans doute, les voies d'accès vers les accords auxquels il faut toujours penser car le dialogue et l'apaisement sont l'objectif nécessaire de tous ceux qui gouvernent. Je vous dis cela ; je sais bien que ma fonction n'est pas celle qui consiste à régler un dossier en cours, elle est celle d'inviter à l'apaisement des esprits, mais autour de quelques données fermes.*

Après avoir évoqué la place de la France dans le monde, M. Mitterrand formait ensuite des vœux *pour la République (...), la situation actuelle, on l'apprécie, on aime ou on n'aime pas ; je ne peux pas dire que je l'ai spécialement désirée : c'est le peuple qui l'a choisie et il a voulu changer de majorité ; cela lui arrive ! (...) Mais il n'a pas voulu – j'en suis convaincu – de crise majeure ; il n'a pas voulu de crise institutionnelle qui aurait entraîné ses différentes fractions, factions, partis, mouvements, à s'affronter plus durement.*

« Les divergences d'appréciation sur le fond et sur les moyens demeurent, a conclu sur ce chapitre le chef de l'Etat, *mais l'intérêt du pays doit l'emporter sur toute autre considération. »*

Après cette déclaration, M. Mitterrand recevait les vœux des armées. Puis, au corps diplomatique des pays qui ont conclu des accords particuliers avec la France, le chef de l'Etat confirmait la solidarité de la France, citant le Tchad au nombre des conflits qui sont l'occasion de réaffirmer les grands axes de cette politique de solidarité.

Enfin, recevant les vœux du corps diplomatique dans son ensemble, M. Mitterrand a retracé les grandes lignes de la politique extérieure de la France, rappelant notamment qu'elle *« ne renonce pas à être un artisan actif du dialogue Nord-Sud »* et *« qu'elle est pour le désarmement dès lors qu'il accroît la sécurité de tous »*.

M. K.

Politique

L'armée discrète d'un non-candidat à l'élection présidentielle

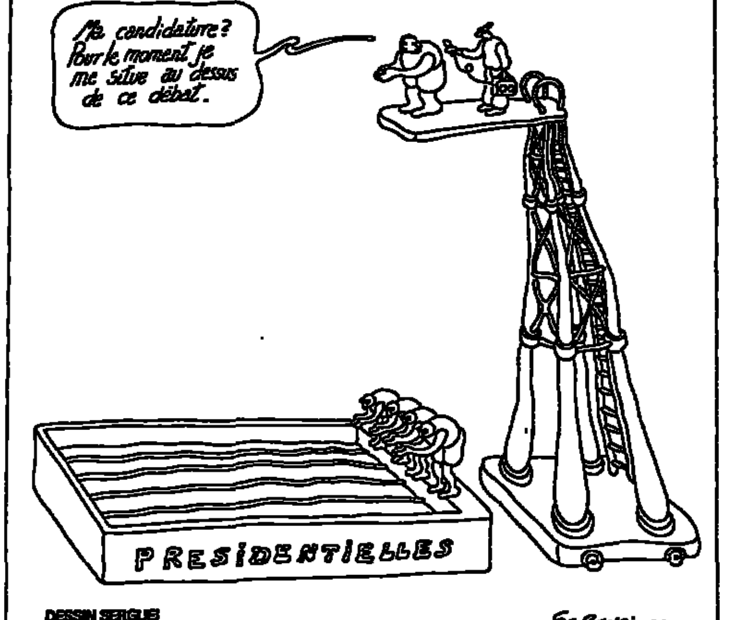
Voyage dans la maison Barre

(Suite de la première page.)

Une, puis deux, puis trente associations. Et aujourd'hui, à travers tout le pays, cent vingt... Alors, depuis mai 1986, Charles Millon *« fait du tricot »*, reprend une à une les mailles de ces cellules locales, presque toujours animées par des notables, membres de professions libérales, petits entrepreneurs, bref, ces « socio-professionnels » allergiques aux magouilles politiciennes du microcosme qui constituent le noyau dur des barristes. Rude tâche. D'abord, parce que le ciment de la maison Barre est une crispation très universitaire à l'égard de ce qui peut ressembler à une carte ou à un enrégimentement. Suivez mon regard du côté du RPR. Ensuite, parce qu'en province les présidents de chambre de commerce ou d'agriculture – pivots essentiels d'un prosélytisme feutré, souterrain – ne sont pas une race qui porte banderoles.

Chaque département est convié à réunir ses forces et à taire, lorsqu'elles existent, les inimitiés ou rivalités qui opposent « associatifs » et « politiques ». En déployant des trésors de diplomatie, Charles Millon nomme ensuite un « coordinateur », le plus souvent le politique le plus ancien dans le grade le plus élevé. L'opération est rondement menée. A ce jour, quelque soixante-dix départements ont été « visités », « harmonisés », dopés en vue de l'échéance de 1988.

Voilà qui consacre bien le poids nouveau des parlementaires par rapport aux associations. Même si Raymond Barre tient à ce qu'elles conservent leur *« quant à soi »*. L'évidence est là : *« Un député, ça sait faire »*, tranche Pascal Clément, victorieux.



DESSIN SERGUEI

Pas d'« évangélistes »

Mais attention, *motus* et bouche cousue. Personne n'est mandaté pour parler et agir au nom de l'ancien premier ministre. *« Raymond Barre n'a pas d'évangélistes »*, résume joliment François d'Aubert, député (PR) de la Mayenne. *« Une des grandes valeurs de ce système*, explique Charles Millon, *c'est d'être discret. Nous ne voulons pas de photos dans les journaux régionaux avec des légendes : Untel, président de l'association barriste. Tout cela doit rester souple. »*

Reste aux barristes à se défouler dans le bénévolat anonyme et à s'adonner studieusement à la lecture et à la réflexion. Né en 1982, le GESEC (Groupe d'études sociales économiques et civiques) réunit une centaine de sympathisants universitaires, cadres supérieurs et hauts fonctionnaires qui pondent de vastes synthèses politico-administratives. *« On y trouve le meilleur et le pire mais il faut bien que les gens s'expriment »*, ironise un grand dignitaire du barrisme. Les textes les plus solides – et leurs auteurs n'en sont pas peu fiers – sont publiés sous forme d'extaits dans la lettre mensuelle *Faits et arguments*, diffusée à vingt mille abonnés selon son responsable Jacques Bille.

Les militants barristes peuvent aussi pianoter sur leur minitel pour s'informer des réunions organisées par les « réseaux Millon » ou consulter le bulletin *Réel* né en septembre. On y propose de nombreuses conférences. Comme des dizaines d'autres, l'association Provespérance, animée à Toulon par Philippe Esper, ami et ancien élève de Raymond Barre, lance des débats et a toute latitude pour piocher dans le pool des conférenciers maison : Henri Amouroux, journaliste, historien et auteur de la biographie *Monsieur Barre*, Lionel Stoléru, économiste et ancien ministre de Valéry Giscard d'Estaing, Raymond Soubie, directeur général du bulletin *Liaisons sociales* et ancien interlocuteur privilégié des organisations syndicales à Matignon, Hélène Carrère d'Encausse, spécialiste des questions soviétiques, Michel Drancourt, vice-président de l'Institut de l'entreprise, organisme dépendant du CNPF.

Les barristes seraient-ils des boy-scouts ? Pas vraiment. Simplement allergiques aux « grandes machines » et aux partis politiques. Tel est leur pari : on peut gagner des élections présidentielles sans disposer d'un appareil puissant avec fédérations, comité central, permanents au garde-à-vous. Le « staff » barriste n'est constitué que d'une douzaine de fantassins, dont un coursier, qui se partagent entre deux appartements loués à Paris, boulevard Saint-Germain.

Un principe de base : éviter à tout prix les rigidités. Et un grand exemple historique : celui de Giscard d'Estaing, en 1974. *« Son parti était alors comparable, quantitativement, aux adhérents directs de l'UDF aujourd'hui »*, explique Philippe Mestre, président desdits adhérents. *« Et la France n'en a pas moins été recouverte d'affiches de Giscard »*, ajoute Charles Millon. Le manque de « gros bras », de militants, n'angoisse pas les barristes. *« Ça se trouvera, ça se trouvera »* murmure le premier d'entre eux qui ne tient pas à *« s'embarrasser d'impedimenta longtemps à l'avance »*.

Le moment voulu, le produit Barre sera bien mieux « vendu » par un réseau « Tupperware », à l'américaine. Chaque département devra alors donner naissance à un comité de soutien irréprochable, de fière allure, incarnant le je-ne-sais-quoi barriste. Un proche de Raymond Barre vend la mèche : *« Notre travail est devenu carrément militant. Nous renforcons et perfectionnons nos fichiers. De Paris, nous devons pouvoir diffuser demain, sans problème, une circulaire sur l'ensemble des milieux médicaux ou, par exemple, les professionnels de la justice. »*

Beaucoup reste à faire. Et d'abord dénicher les vrais relais d'opinion dans les départements, sonder les notables porteurs d'une popularité réelle, entraînante, écarter les barbons-repoussoirs. Bref, s'adapter au terrain. Ainsi, dans la Mayenne, François d'Aubert couve tout particulièrement les caisses locales du Crédit Mutel, très autonomes et décentralisées, supposées être des relais très efficaces.

N'en déplaise à la légende, le « paysan du Danube » que prétend être Raymond Barre est aussi entouré par une « garde noire » très politique. *« Il n'aime peut-être pas la classe politique, mais il aime bien plusieurs de ses élèves »*, résume Jean-Claude Gandin, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale. A preuve, les poignées de main cordiales et généreuses qu'il distribue tous les mercredis après-midi dans l'hémicycle, à l'occasion de la séance des questions orales au gouvernement. Certains députés RPR n'y seraient du reste pas insensibles, affirment les barristes.

Avec l'expérience, les brocards visant le « microcosme » et les saillies cinglantes sur le « régime des partis » se sont donc adoucis. De part et d'autre, on se fait une douce violence. *« De temps en temps, nous lui rappelons qu'un certain type de discours sur les partis peut être mal reçu à la base »*, admet Bernard Stasi qui fut l'un des premiers, en 1982, à faire allégeance à Raymond Barre. Il n'empêche que les hommes politiques barristes sont parfois les premiers à fustiger... les hommes politiques. *« La fonction politique est trop sacralisée en France*, dit Charles Millon. *Quand vous assistez à une cérémonie d'inauguration en compagnie de chefs d'entreprise, vous le ressentez parfaitement. Tous les honneurs sont pour nous alors que ce sont eux, tout de même, qui créent les emplois ! »*

Les élus du CDS – les Barrot, Bayrou, Stasi – figurent au premier rang des « chouchous » du sévère professeur. Mais le maître a aussi les yeux de Chimène pour toute une bande de voltigeurs turbulents, trublions sympathiques au fond des travées, issus parfois du Parti républicain et en rupture de léotardisme. On repère du premier coup d'œil François d'Aubert, spécialiste de la communication et des bottes sournoises anti-Hersant, Edmond Alphandéry et Bruno Durieux, experts en économie, grands dévoreurs de chiffres, Pascal Clément, toujours volontaire pour les missions-suicides comme le rapport sur le projet de loi de découpage électoral ou la présidence de la commission d'enquête sur les événements étudiants de novembre-décembre.

Mais gare ! Aucun d'eux, à aucun moment, par aucune parole, ne saurait engager le « patron », car aucune consigne n'est jamais donnée par le Boulevard Saint-Germain.

« Sur la non-concentration de la presse, à propos de laquelle je suis intervenu, nous nous sommes devinés mutuellement avec Raymond Barre », explique François d'Aubert.

Ils peuvent bien rencontrer leur gourou *« une fois tous les dix jours en moyenne »*, ils gardent leur liberté de parole : *« Raymond Barre n'est pas un homme de grande machine. Il n'est pas obsédé par le fait de tout savoir, de tout contrôler. »* *« On a des compétences mais pas de spécialités*, précise Pascal Clément. *Raymond Barre n'est pas à l'aise dans les organigrammes. »*

Dans le même temps, des féodaux se sont rangés sous la bannière du non-candidat. Et ils n'ont rien de petits seigneurs. Un Pierre Méhaignerie dans l'Ouest, un André Rossi dans l'Aisne, un Jean-Marie Rausch en Lorraine, un Daniel Hoeffel en Alsace, un Jean-Claude Gaudin à Marseille, et plus discrètement un Jean François-Poncet dans le Lot-et-Garonne, un Dominique Baudis à Toulouse requinquent les barristes parfois en proie au doute. Voilà des « pros » qui savent construire une campagne électorale, organiser un meeting réussi, parler à l'électeur. Voilà des « poids lourds » qu'on ne refuse pas et qui compteront largement double puisque *« les ambassadeurs du pouvoir en province que sont les préfets sont désormais dépourvus de moyens »*, explique Philippe Mestre.

Les prospecteurs

Ainsi donc, il n'y a peut-être pas de « machine » barriste mais une sacrée armée de machinistes qui commencent à se bousculer devant la chaudière. De braves gens, tout disposés à la souplesse, fourmillent autour de lui. Bien sûr, des humbles, des sans-grade, mais surtout les autres, les « noms », les « têtes », pour moitié *« barristes par nature »*, pour l'autre *« barristes par utilitarisme »*, selon la distinction de l'ancien premier ministre. Ceux qui demain feront signer des appels, téléphoneront, dîneront, les professionnels du comité de soutien clés en main. Toujours fiables et motivés ? C'est une autre question. De plus en plus nombreux, en tout cas.

Des têtes de pont sont ainsi lancées dans bon nombre de milieux sociaux et de groupes socio-professionnels. L'Université, berceau historique du barrisme, est par définition choyée. Deux hommes jouent là un rôle essentiel. D'abord, bien sûr, le fidèle Jean-Claude Casanova, lié à Raymond Barre depuis le début des années 50, quand il fut, à Tunis, son élève. Professeur à Sciences-Po, éditorialiste à *l'Express*, animateur de la revue *Commentaires*, il compte dans l'Université d'innombrables amis et d'indéfectibles reconnaissances héritées de l'époque où, conseiller à Matignon, il sut sauver de la fougue épuratrice d'Alice Saunier-Seïté, alors ministre, un certain nombre de collègues menacés.

Au demeurant, quoi de plus facile que de « vendre » Raymond Barre aux universitaires ? N'est-il pas l'auteur d'un traité d'économie dont on ne compte plus les rééditions ? Ne possède-t-il pas l'art de ravir ses anciens pairs en les accueillant d'un *« Mes chers collègues »*, au reste très naturel ? Du pain bénit pour Michel Prigent, président des Cercles universitaires, qui se fait fort, à titre personnel, de draguer professeurs et maîtres-assistants pour l'ancien premier ministre.

Ce directeur éditorial des Presses universitaires de France, stratégiquement situé au carrefour de tout ce qui enseigne, recherche et publie dans la République des lettres et des sciences, est l'atout numéro deux de Raymond Barre. Le mot réseau ne lui fait pas peur, ni la politique d'influence. Il prospecte et assure pouvoir sortir de son chapeau, le moment voulu, une *« liste de cent profs talentueux, aimés de leurs étudiants, respectés »*, appelant à bien voter... *« Il y a soixante-treize villes universitaires, il faut que je bouche encore trente-cinq trous*, dit-il. *Ce sera fait. J'ai pris l'engagement d'être prêt début janvier. »*

Par nature plus réservée, la haute administration ne boude pas non plus le professeur. Les grands commis de l'Etat se font un devoir d'apporter leur lot d'informations aux groupes d'études barristes et à l'entourage direct du non-candidat. Ils sont les bienvenus, cependant vite catalogués. *« Nous savons bien qu'ils sont souvent multi-cartes, mais qu'y pouvons-nous »*, lâche un barriste un tantinet énervé par ces opportunistes.

Au carrefour de l'intelligentsia et d'un certain syndicalisme – proche de la CFDT – se trouve une singulière institution, la Fondation Saint-Simon. Créée par l'historien François Furet, ancien président de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, et Roger Fauroux, actuel directeur de l'ENA, elle rassemble des esprits libres, qui popularisèrent le concept de rigueur économique avant qu'il ne devînt à la mode et qui contribua à peser contre la sortie de la France du système monétaire européen au moment – en 1983 – où le dilemme se présenta au chef de l'Etat. Une fondation que l'un de ses membres définit comme *« rocardo-barriste »*. Etiquette abusive ? *« La Fondation Saint-Simon n'aura jamais une quelconque influence dans une élection présidentielle »*, coupe court Jean-Claude Casanova.

Peu de patrons... et de journalistes

Paradoxalement, le patronat – *« l'establishment »*, dit Raymond Barre avec une moue indescriptible – est peut-être moins travaillé par les barristes. Vieux dépit de l'ancien premier ministre envers les quémandeurs de subventions qu'il dut subir, cinq années durant, à Matignon ? Sagesse de celui qui sait que les patrons sont gens prudents ? En tout cas, ces derniers n'occupent pas le devant de la scène.

Excepté un Jean-Louis Descours, PDG des Chaussures André, les « têtes » ne dépassent guère. Et mis à part les noms de Michel Drancourt, déjà cité, Albert Costa de Beauregard, ancien conseiller pour les affaires économiques à Matignon de 1976 à 1981, récemment nommé directeur de la branche militaire de Matra, Renaud de La Genière, président de la Compagnie financière de Suez, des noms de sympathisants dans le monde de la grande entreprise ne viennent pas spontanément en masse aux lèvres des barristes.

Au point que l'on ne peut s'empêcher d'avoir une pensée pour Gilberte Beaux, numéro deux du groupe de la Générale Occidentale de James Goldsmith, trésorière du GESEC, à qui reviendra à ce titre la tâche de réunir les fonds de la future campagne de Raymond Barre !

Cette impression de relatif isolement se retrouve, encore plus vive, par rapport aux médias. Bien des fidèles s'en inquiètent et aimeraient voir l'ancien locataire de Matignon s'efforcer de séduire la gent journalistique. Mais c'est mal le connaître. Jean-Claude Casanova reflète assez justement sa pensée lorsqu'il tranche : *« Vous savez, en 1974, Giscard d'Estaing n'avait pas de soutien dans la presse. »* A charge, pour Jacques Alexandre, ancien chef du service de presse de Matignon après une riche carrière dans l'audiovisuel, pour Bernard Brun, grand interprète des non-dits, et Sylvie Dumaine de porter haut le message barriste et à des hommes comme Jacques Bille, président de l'Association des agences-conseils en publicité, et Michel Bongrand, conseiller en communication, de veiller à l'image du non-candidat.

A contrario, Raymond Barre s'est efforcé de rattraper son handicap matignonesque avec les syndicats. Ainsi a-t-il conservé des relations cordiales avec André Bergeron (FO), interlocuteur privilégié de 1976 à 1981. *« Hélas ! »* soupirent les barristes purs et durs. Singulier dialogue, en effet, que celui du contempteur des *« nantis »* et des *« porteurs de pancartes »* – partisan occasionnel de l'art de gouverner *« avec des boules Quiès »* – et du porte-parole obstiné de la France sous statut, de l'augmentation indiciaire et de l'avancement à l'ancienneté, conservateur en chef des avantages acquis.

De même Raymond Barre entretient le contact avec les autres centrales. Raymond Soubie, ancien conseiller social de Matignon, garde un œil attentif sur les propositions de la CFDT, sur l'évolution de la CGT.

Une « fraternelle » barriste

S'informer, écouter, résorber les contentieux : louable occupation. Raymond Barre, qui a toujours entretenu de bonnes et profondes relations avec l'Eglise catholique – ses rapports avec Mgr Decourtray, à Lyon, sont sans nuage – s'efforce discrètement de ravauder des liens distendus avec la communauté juive qui se rappelle que la « circulaire sur le boycottage » d'Israël, en matière d'exportation, fut signée par son gouvernement et que l'ancien premier ministre laissa échapper une phrase malheureuse, en octobre 1980, après l'attentat contre la synagogue de la rue Copernic, à Paris *(« Un attentat qui visait des israélites se rendant à la synagogue et qui a frappé des Français innocents »)*. Lionel Stoléru, barriste et président de la chambre de commerce France-Israël, s'emploie comme il le peut à gommer ces méfiances et suspicions. Nul doute que le tout récent ralliement de Simone Veil facilitera les choses.

De son côté, un homme comme Paul Estienne, ancien président national de la jeune chambre économique française, aujourd'hui à la tête de l'association République et démocratie, drague ouvertement les cadres et dirigeants d'entreprise. Avec une particularité : Paul Estienne, franc-maçon, a créé ni plus ni moins une « fraternelle » barriste largement ouverte : quelque soixante-cinq antennes locales réparties en France. Un club ardent, qui groupe plus de deux mille francs-maçons des trois principales obédiences – Grand Orient, Grande Loge de France et Grande Loge nationale – et s'est épris d'un *« maçon sans tablier »*, c'est-à-dire sans lien avec la franc-maçonnerie, mais dont le *« langage de vérité »* subjugue. Pour sa part, André Rossi anime efficacement la « fraternelle » UDF.

De même, on compte bien sur l'association féminime Dialogue, de l'ancienne ministre giscardienne Monique Pelletier, qui, *« sans tambour ni trompette, a choisi Raymond Barre »*, assure-t-on boulevard Saint-Germain.

Tout près du soleil, Charles Millon, Philippe Mestre, Pierre-André Wiltzer, député de l'Essonne, le préfet Daniel Doustin, qui fut son premier directeur de cabinet à Matignon, Jean-Louis Chaussende, ancien conseiller du premier ministre et actuel trésorier-payeur général de l'Aube, organisent savamment les « capillarités » diverses. Raymond Barre, lui, se fait un devoir de penser que l'intendance suivra, armé d'une conviction : le jour dit, seul l'homme, le présidentiable, comptera. *« Ce jour-là, les Français choisissent eux-mêmes. C'est un moment de confiance. Cela ne se crée pas, cela se donne. »*

En attendant, l'ancien premier ministre écoute, s'informe, discute haute stratégie avec l'amiral Lacoste – oui, celui de Greenpeace, – Thierry de Montbrial, ancien chef du centre d'analyse et de prévision du Quai d'Orsay, les généraux Guy Méry, Pierre Gallois, Etienne Copel, donne audience aux ambassadeurs qui le désirent, reçoit ses collaborateurs et fidèles, s'échappe à l'étranger à l'invitation de telle université, de telle organisation internationale, sans autre suite que l'inspecteur des voyages officiels mis à disposition de tous les anciens premiers ministres, en déployant des ruses de Sioux pour que la presse n'en soit pas avertie.

Il marche à pas comptés, fignole ses interventions sur l'Europe, la participation, l'indépendance nationale, accepte de présider un débat à l'OCDE, dont le secrétaire général n'est autre que Jean-Claude Paye, l'un de ses premiers étudiants, un fidèle parmi les fidèles.

« Le Rubicon, il l'a déjà franchi », souffle Philippe Mestre. A coup sûr. Le regard des barristes, on le sent, est déjà fixé sur la ligne bleue du second tour. Dans son bureau bien ordonné du boulevard Saint-Germain, sous le portrait du général de Gaulle par Moretti, à côté de ses volumes des *Mémoires de guerre* et des *Mémoires d'espoir*, fatigués par de fréquentes compulsations, Raymond Barre glisse : *« Vous savez, ce n'est pas une partie de plaisir, si l'on gagne. C'est davantage une machine à ennuis et chagrins qu'à satisfactions perpétuelles. »* Sortez vos mouchoirs !

LAURENT GREILSAMER et DANIEL SCHNEIDERMANN.

Une élection municipale

LA RÉUNION : Saint-Philippe (premier tour).

Inscr., 2 252 ; vot., 1 851 ; suffr. expr., 1 827. Liste PS conduite par M. Wilfrid Bertile, 1 047 voix, 3 élus ; liste maj. conduite par M. Hugues Salvan (UDF), 840.

[M. Bertile retrouvera, vraisemblablement, vendredi prochain, son poste de maire. Tout en conservant son mandat de conseiller municipal, l'ancien député socialiste s'était démis de ses fonctions, à la suite de sa condamnation, le 26 septembre, par le tribunal correctionnel de Saint-Denis, pour délit d'ingérence, sa décision entraînant la démission de trois élus (PS) du conseil municipal. Simultanément, M. Bertile s'était démis de son mandat de conseiller général du canton de Saint-Philippe, siège qu'il a retrouvé dès le premier tour de l'élection partielle organisée le 8 décembre.

En recueillant 57,3 % des suffrages, la liste constituée par M. Bertile améliore de près de deux points le score qu'elle avait enregistré en mars 1983 (55,32 %).

Au premier tour de l'élection municipale de mars 1983, la liste conduite par M. Bertile l'emportait avec 966 voix contre 780 à la liste dirigée par M. Salvan, sur 1 746 suffrages exprimés, 1 758 votants et 2 123 électeurs inscrits.]

هكذا من الأصل

L'affaire du Carrefour du développement et le « vrai faux » passeport de M. Chalier

Le directeur de la DST se déclare « dépendant d'une hiérarchie »

MM. Christian Nucci, ancien ministre de la coopération, actuel député socialiste de l'Isère, et Bernard Gérard, directeur de la Direction de la surveillance du territoire (DST), seront-ils inculpés dans les prochains jours ? C'est l'intention prêtée au juge d'instruction chargé de l'affaire du Carrefour du développement, M. Jean-Pierre Michau. Il manifesterait ainsi sa volonté d'agir sur les deux versants de cette affaire : l'escroquerie, qui implique un ancien ministre socialiste, et son exploitation politique, qui met en cause les protections policières dont a bénéficié M. Yves Chalier, principal accusé et principal accusateur, durant sa *« cavale »* de six mois en Amérique latine.

L'inculpation de M. Nucci, qui contournerait l'obstacle de la Haute Cour en invoquant des faits indépendants de ses anciennes fonctions ministérielles, ne serait pas surprenante au vu des investigations financières laborieuses mais précises, déjà réalisées, qui ont permis de confirmer certaines des accusations portées par M. Chalier. L'inculpation de M. Gérard, en revanche, se présenterait comme une épreuve de force entre le juge d'instruction et le ministre de l'intérieur M. Pasqua. M. Michau est en effet convaincu qu'en soulevant le « secret défense » à propos du « vrai faux » passeport remis par la DST à M. Chalier, M. Gérard se plie à la volonté de son ministre et cela d'autant plus que le directeur de la DST, entendu le 9 décembre, aurait alors confié de vive voix, hors procès-verbal, au juge d'instruction avoir agi en cette affaire sur ordre de M. Pasqua lui-même. Interrogé par *le Monde*, M. Gérard a cependant démenti cette information, tout en reconnaissant avoir expliqué au juge qu'il était *« dépendant d'une hiérarchie »*.

A la demande de M. Pasqua ?

Le 9 décembre dernier, M. Michau se rend dans les locaux de la DST, rue Nélaton, à Paris, dans le quinzième arrondissement. Il veut interroger M. Gérard sur les conditions dans lesquelles son service, chargé du contre-espionnage, a été amené à délivrer, en juillet 1986, un vrai passeport, sous la fausse d'identité d'Yves Navaro à un délinquant en fuite, sous le coup d'un mandat d'arrêt international, M. Yves Chalier. De cette rencontre ne subsiste dans le dossier d'instruction qu'un court procès-verbal, où M. Gérard répond notamment : *« En ma qualité de directeur de la surveillance du territoire, fonctionnaire habilité, je suis dans l'obligation légale de vous opposer le secret défense. »* Le juge insiste, pour savoir si les *« éléments »* qui lui sont demandés sont couverts par le secret défense ; en vain : M. Gérard se contente d'invoquer sa *« qualité de fonctionnaire habilité »*.

Le juge d'instruction ne pouvait se satisfaire de telles réponses, M. Chalier n'étant aucunement un agent de la DST et, encore moins, un agent *« en mission »* lors de sa fuite. Aussi, hors procès-verbal, pratique courante dans des affaires délicates, le magistrat n'a pas caché son étonnement, et M. Gérard, pris sous une double contrainte – l'autorité ministérielle, l'autorité judiciaire, – s'est alors confié un peu plus. Le responsable de la sous-direction technique de la DST, service qui a confectionné le *« vrai faux »* passeport, M. Jean-Pierre Brut fut convié à cet entretien informel.

Ce qu'a compris le juge correspond à ce que confient volontiers divers responsables policiers de la place Beauvau. Alors en difficulté (son départ de la DST était même envisagé par M. Pasqua). M. Gérard aurait été convoqué au début de l'été par le ministre dans son bureau. M. Pasqua lui aurait alors demandé un service pour une personne en mission à l'étranger dont il n'aurait pas précisé l'identité réelle. De retour à la DST, M. Gérard aurait ensuite confié à M. Brut la réalisation du *« vrai faux »* passeport en lui remettant les deux photos d'identité de M. Chalier rapportées quelques semaines auparavant du Brésil. C'est en les découvrant que les spécialistes du contre-espionnage comprirent de quoi il retournait, de nombreuses photographies de l'ancien chef de cabinet de M. Nucci ayant été pubiées dans la presse.

La filière brésilienne

La colère du juge, dont témoignent ses confrères, n'est donc pas feinte. Menant avec application et détermination l'information judiciaire sur le Carrefour du développement, il aurait désormais acquis la conviction que l'affaire, très gênante pour les socialistes, était parallèlement manipulée à des fins politiques au ministère de l'intérieur. C'est pourquoi, le magistrat envisage l'inculpation de M. Gérard au titre de l'article 154 du code pénal, qui vise celui qui aura délivré *« indûment »* des documents administratifs à une personne qu'il *« sait n'y avoir pas droit »*. C'est ce même chef d'inculpation qui frappe M. Jacques Delebois, contrôleur général de la police nationale, proche de M. Pasqua, désigné par M. Chalier comme organisateur de sa fuite à l'étranger et homme-orchestre de ses révélations, distillées depuis son refuge latino-américain.

M. Michau semble pressé d'agir. Après plusieurs auditions nouvelles de M. Chalier sur l'autre versant de l'affaire, il devrait confronter, en fin de semaine, celui-ci et M. Delebois, et, de plus, il pourrait inculper MM. Nucci et Gérard. A moins qu'entre-temps, il n'entende certains collaborateurs du directeur de la DST ou certains de ses supérieurs. Que sait le premier d'entre eux, M. Pierre Verbrugghe, directeur général de la police nationale ? A-t-il été alerté par M. Gérard du service qu'on exigeait de lui ? Le prochain départ de M. Verbrugghe, que l'on dit très choqué par le déroulement de cette affaire, ne semble pas constituer un obstacle à d'éventuels éclaircissements qu'il pourrait donner s'il était entendu.

Ensuite, M. Michau veut se rendre rapidement au Brésil afin d'entendre deux témoins importants : M. Jules-Philippe Filippeddu, dit Yves Julien, qui avait hébergé M. Chalier à Rio-de-Janeiro, et M. Arnaldo Campana, ancien chef de la politique de l'Etat de Rio, qui a rapporté de France le vrai faux passeport. En effet, cet aspect brésilien du dossier n'est pas le moins troublant. Détenu au Brésil depuis le 19 décembre, sous le coup d'une procédure d'expulsion administrative, M. Filippeddu est accusé par la presse brésilienne d'être l'un des responsables de la maffia des jeux. Cet élément inquiète particulièrement plusieurs spécialistes de la police judiciaire française.

A leurs yeux, M. Chalier a bénéficié dans sa fuite de complicités dans le milieu des jeux. La présence dans ce dossier de Me Pascal Dewynter, avocat de M. Delebois mais aussi défenseur habituel de M. Jean-Dominique Fratoni, ancien patron du casino Ruhl de Nice, toujours recherché par la police française, conforte leurs inquiétudes. Après cinq ans de fermeture, M. Pasqua vient d'autoriser la réouverture pour un an de ce casino, dont la direction a été confiée à des proches de M. Fratoni.

Escroquerie, manipulation politique, implication de policiers et maintenant milieu des jeux... En se défendant de se livrer à des conclusions hâtives, les responsables de la police judiciaire jugent cependant cette affaire extrêmement dommageable pour l'image de l'institution policière. *« En ce début d'année, c'est l'affaire de tous les dangers »* confie l'un d'eux, en ajoutant ce détail : lorsque M. Pierre Chiarelli, ami de M. Chalier, revient du Brésil, porteur des deux photos qui vont servir au « vrai faux » passeport, il est accueilli à l'aéroport par deux policiers qui lui font éviter les contrôles douaniers et policiers...

GEORGES MARION et EDWY PLENEL

Les libéralités de M. Yves Chalier

Avec la fin de l'année 1986, le juge d'instruction Jean-Claude Michau a clos l'un des chapitres de l'affaire Carrefour du développement : celui du sommet de Bujumbura. Tenue en décembre 1984, cette réunion franco-africaine constitue l'un des points-clés du scandale, celui qui explique une grande partie des sommes dilapidées ou détournées grâce à l'association *Carrefour du développement*, dont M. Yves Chalier, chef de cabinet du ministre de la coopération, M. Christian Nucci, était le trésorier.

Officiellement, on le sait, ce sommet à coûté aux caisses de l'Etat quelque 67 millions de francs, versés en grande partie par *Carrefour du développement*, elle-même largement subventionnée par le ministère de la Coopération. Après plusieurs mois d'instruction, le juge d'instruction a calculé que le coût réel du sommet ne s'élevait en réalité à 52 millions de francs. La différence, soit 15 millions, représente l'argent disparu et justifie l'accusation de détournements de fonds publics.

La première tâche du magistrat instructeur et de la brigade financière a été d'en retrouver la trace et, surtout, de comprendre le mécanisme qui a permis les détournements. Ces derniers ont notamment suivi deux voies : la surfacturation et la double imputation comptable. C'est ainsi qu'une facture de la société *Formes nouvelles*, d'un montant de 6,5 millions environ, a été payée deux fois par *Carrefour du développement* : la première fois à la société *Formes nouvelles* elle-même, pour les prestations effectivement fournies, c'est-à-dire la décoration de l'hôtel de Bujumbura abritant la conférence ; la seconde fois pour procurer de l'argent liquide aux promoteurs du trafic. C'est avec une partie de cet argent qu'une autre association dirigée par M. Chalier, La promotion française, semble avoir acheté le château d'Ortie.

Les procédés de surfacturation ou de facturation fictive valent leur inculpation à plusieurs dirigeants de sociétés de transport qui ont travaillé avec le ministère de la Coopération à la préparation du sommet franco-africain. Le procédé est classique : uns société demande le paiement d'une facture « bidon » ou, variante, d'une véritable facture, considérablement augmentée. Le paiement à peine fait, la société bénéficiaire retire de son compte bancaire l'argent en liquide et le restitue au payeur, amputé d'une commission de 10 % environ. Grâce à la bienveillance de plusieurs sociétés de transport, M. Chalier s'est ainsi procuré quelque 7 millions de francs en argent liquide.

Que sont devenus ces 7 millions ? Au dire de M. Chalier, quelque 200 000 F sont arrivés dans les caisses du Parti socialiste, tandis que 700 000 autres ont été utilisés à payer les frais de campagne électorale de M. Christian Nucci. Le paiement des cérémonies anniversaires organisées par ce dernier pour célébrer sa nomination ministérielle comme celui de l'invitation faite par M. Guy Penne aux ambassadeurs africains en poste à Paris, aurait également été prélevés sur cette manne.

De même, M. Chalier affirme avoir donné 1 100 000 F pour éponger le trou apparu dans la comptabilité de l'Association pour la promotion communale internationale (APCI) présidée par M. Alain Poher, président du Sénat. Bien que discret dès qu'il s'agit de son propre compte, M. Chalier a également reconnu avoir utilisé le même circuit pour payer le loyer de son appartement parisien, soit 120 000 francs.

Grâce à l'argent du sommet de Bujumbura

Mais le paradoxe de cette distribution est qu'une partie de l'argent frauduleusement prélevé par M. Chalier a été réinjecté dans le circuit du sommet de Bujumbura pour pallier des mécanismes de financement défaillants. C'est ainsi qu'ont été payées deux barbouzes engagées pour surveiller une éventuelle infiltration libyenne lors du sommet, et qui ont coûté quelque 1 200 000 F (400 000 F de salaire plus 800 000 F d'armes et de matériels d'écoute sophistiqués).

Selon la même méthode, ont été réglés les frais des fonctionnaires du Service de coopération technique internationale de police (SCTIP) envoyés sur place sept mois avant le sommet pour former une centaine de policiers burundais aux tâches de protection et d'intervention ; le président mauritanien a, lui, reçu 60 000 F en argent liquide pour le carburant de sa Caravelle ; 62 000 F ont été utilisés pour l'aménagement de ce que les inculpés appellent pudiquement une « maison de passage » (au moment du sommet, plusieurs dames dénommées pour la circonstance « journalistes accompagnatrices » y ont été amenées de Paris, par avion).

Avec la même générosité et grâce toujours à l'argent du sommet, Carrefour du développement semble avoir payé, à l'occasion des fêtes de Noël 1984, l'envoi d'un avion contenant 18 tonnes d'alcool, d'huîtres et de foie gras destinés au personnel français resté au Burundi.

La liste des libéralités n'est pas complète : les dernières auditions de M. Chalier, à la fin du mois de décembre, ont été consacrées à l'examen du fonctionnement de l'association La promotion française. Les mêmes procédés de fausses factures ou de surfacturation y ont été utilisés. Les détournements s'élèveraient à une dizaine de millions de francs.

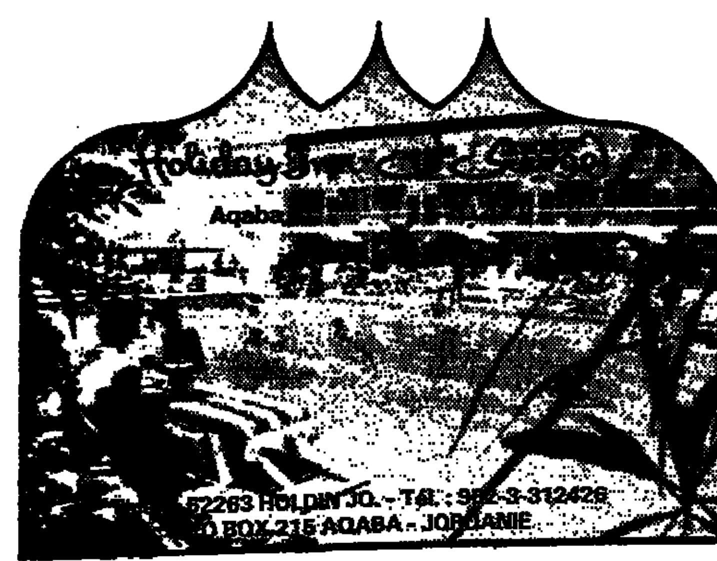
G. M.

Les 200 000 F de La France avec vous

L'association La France avec vous, dont Mme Danielle Mitterrand est la présidente, a décidé de poursuivre en diffamation les quotidiens *le Figaro*, *France-Soir* et *le Quotidien de Paris* qui, selon Me Georges Kiejman, avocat de l'association, *« s'étaient fait l'écho de déclarations de M. Yves Chalier selon lesquelles cette association bénéficiait de fonds provenant du Carrefour du développement »*.

Au cours de ses auditions, M. Chalier a effectivement déclaré avoir versé à l'association 200 000 F provenant des fonds gérés par Carrefour du développement. De même, l'association Information, Formation, Promotion professionnelles des femmmes (IFPPF), que dirige Mme Marthe Mercadier, aurait, selon M. Chalier, reçu 350 000 F.

Dans l'entourage de Mme Mitterrand, on précise que l'association La France avec vous a bien reçu en 1985 une subvention de 200 000 F. Mais cette somme émanait du ministère de la Coopération, et le versement en a été effectué par chèque bancaire émis par la paierie générale du Trésor, selon une procédure diligentée sous l'autorité de M. Patrick Lefas, directeur de cabinet de M. Christian Nucci.



Société

A Paris

Tentative d'attentat contre M. Jean-Louis Bruguière le magistrat chargé des dossiers d'Action directe

La police a déjoué, lundi 5 janvier dans la soirée à Paris, une tentative d'attentat à la grenade piégée devant le domicile du juge d'instruction Jean-Louis Bruguière, magistrat chargé des principaux dossiers concernant le groupe terroriste français Action directe (AD). C'est grâce à la vigilance et au sang-froid de l'un des gardiens de la paix chargés d'effectuer régulièrement des rondes de surveillance dans cet immeuble du centre de Paris que l'attentat a été évité. L'attention du policier a été attirée, vers 19 heures, par un fil de nylon barrant le palier de l'étage où habite le magistrat. Sans s'affoler, le gardien de la paix a suivi ce fil de nylon pour aboutir devant une grenade à fragmentation. Celle-ci était à demi dégoupillée et reliée au fil. Le policier a alors désamorcé l'engin.

Selon les premières constatations des enquêteurs de la police judiciaire, une personne se prenant les pieds dans ce fil aurait très vraisemblablement provoqué l'explosion de l'engin. Au moment de la découverte de la grenade, le juge Bruguière était absent de son domicile. Dans l'après-midi, il avait entendu au Palais de justice Régis Schleicher, membre d'Action directe et inculpé de meurtre dans l'affaire de la fusillade de l'avenue Trudaine, à Paris, en 1983, au cours de laquelle deux policiers avaient été tués.

Les enquêteurs considèrent que la tentative d'attentat est probablement le fait du groupe terroriste. La technique utilisée ne serait pas très éloignée de celle employée par les auteurs de l'attentat visant, le 15 décembre, M. Alain Peyrefitte, ancien garde des sceaux, et tuant un agent municipal de Provins (Seine-et-Marne). Pour le reste, les spécialistes de la lutte antiterroriste en sont pas surpris que le ou les organisateurs de la tentative d'attentat aient réussi à savoir où habitait l'un des magistrats les plus exposés de France. *« Le fait surprenant, c'est plutôt que des terroristes aient mis tant de temps à trouver cette adresse,* a déclaré lundi soir l'un des responsables de la police judiciaire. *Compte tenu de la surveillance organisée autour du juge, il était pratiquement inévitable que ce dispositif inhabituel attire l'attention un jour ou l'autre. »*

La solitude des « petits juges »

François Renaud en 1975, Pierre Michel en 1981 : juges d'instruction comme M. Jean-Louis Bruguière, ils payèrent de leur vie leur obstination à démasquer des criminels. Le métier de magistrat instructeur est une profession à hauts risques. Le poids d'enquêtes souvent difficiles repose sur leurs seules épaules. Si les policiers travaillent en équipes. Le juge d'instruction, par fonction, est seul. Seul à détenir tous les fils d'une enquête. Le premier souvent à entrevoir la vérité. C'est lui qui inculpe. C'est lui aussi qui incarcère. C'est lui encore qui décide de mettre en liberté un inculpé. Tant de responsabilités si peu partagées en font des cibles de choix. François Renaud — le *Shérif* à l'écran — fut victime de l'acharnement qu'il mettait à traquer le milieu lyonnais. Les gros bonnets de la drogue à Marseille eurent raison de Pierre Michel.

M. Bruguière est de cette race-là, de ces magistrats qui ne lâchent pas leur proie, qui travaillent la main dans la main avec les policiers et n'hésitent pas, quand il le faut, à les accompagner sur le terrain.

Jacques Perrin, qui incarne Pierre Michel dans le film *le Juge,* sort son stylo devant un de ses collègues siciliens qui lui montre son revolver et dit à ce magistrat italien : *« C'est ma seule arme. »*

M. Bruguière, lui, est armé depuis longtemps. Il bénéficie de l'arrêté qui a autorisé en 1963 les magistrats à détenir un revolver sous réserve de l'autorisation de leur chef de juridiction. Son domicile était surveillé. Il bénéficiait d'une protection normale, quoique intermittente de la police. L'attentat qui, sans doute, le visait, a échoué, preuve que ces précautions ne sont pas surpeflues.

Pierre Michel, lui, fut assassiné de deux balles à bout portant par des tueurs à moto qui ne lui laissèrent aucune chance. Il ne voulait pour arme que son stylo... Deux conceptions qui divisent les juges d'instruction à hauts risques, ceux à qui, dans les juridictions difficiles, Paris, Marseille ou Lyon, on confie les dossiers dangereux. Certains, fatalistes, estiment que rien ne peut arrêter des tueurs déterminés. D'autres entendent vendre chèrement leur peau.

M. Bruguière est de ceux-là et c'est sans doute pour cette raison que ceux qui voulaient apparemment l'assassiner n'ont pas couru le risque de l'approcher directement.

L'homme à abattre

Avant qu'Action directe se radicalise et que le terrorisme devienne en France ce qu'il est aujourd'hui, ce n'était pas les « politiques » que M. Bruguière redoutait le plus. *« La menace que,* dans ma carrière, *j'ai prise le plus au sérieux,* confiait-il en 1984, *émanait d'une équipe de proxénètes moyens que j'avais mis à genoux. Non seulement ils étaient sous les verrous, mais j'avais convaincu les filles qu'ils employaient de rompre avec eux. La source de leurs revenus était tarie. Ils m'en voulaient à mort. »*

Aux obsèques du juge Michel, M. Robert Badinter alors garde des sceaux, avait eu ce mot prémonitoire : *« Il est fini le temps de la magistrature tranquille... »*

On en a eu la preuve avec les menaces que Régis Schleicher, figure de proue d'Action directe, a proférées il y a quelques semaines contre les magistrats et les jurés de la cour d'assises de Paris qui prétendaient le juger. On le vérifie aujourd'hui avec l'attentat dont M. Bruguière à réchappé.

Préoccupé par cette montée des périls, M. Badinter avait fait adopter par le Parlement une loi permettant aux juges d'instruction de travailler à trois. Certains secrets pèsent trop lourd pour un magistrat seul. Détenteur unique de ces secrets, il devient l'homme à abattre. A trois, les risques sont moindres, à moins qu'ils ne soient multipliés.

Cette réforme applicable en principe en mars 1988 ne verra probablement pas le jour. Pour des raisons de coût et d'efficacité, M. Albin Chalandon, ministre de la justice,a l'intention de l'abroger. La tentative d'attentat contre M. Bruguière relance le débat sur cette loi qu'avait éclipsé d'autres formes de terrorisme.

La vague d'attentats de ces derniers mois avait incité les responsables du Palais de justice de Paris à renforcer les contrôles dont les visiteurs sont traditionnellement l'objet. Fouilles systématiques, détecteurs de métaux : M. Bruguière était hors de portée dans son bureau de la galerie de l'instruction. Il fallait le frapper ailleurs. Sortis du palais, les magistrats instructeurs sont terriblement vulnérables. Ils n'usurpent pas leur nom de « petits juges », une dénomination à la mesure des risques immenses qu'ils courent parfois.

BERTRAND LE GENDRE.

Procureur de la République au tribunal de Paris

M. Michel Raynaud installé dans ses nouvelles fonctions

Nommé procureur de la République au tribunal de grande instance de Paris, M. Michel Raynaud a été installé, le lundi 5 janvier, dans ses nouvelles fonctions en présence de M. Albin Chalandon, garde des sceaux.

Salué par M. Yves Monnet, président de cette juridiction, qui doit être lui-même installé, le mercredi 7 janvier, dans ses fonctions de nouveau procureur général à la cour d'appel de Paris, M. Raynaud a fait valoir, dans son allocution, *« la tâche toujours lourde »* du ministère public, qui *« prend à Paris une dimension souvent nationale, donc particulière, en raison du nombre des affaires dont il est saisi, de la gravité de certaines formes de criminalité et de sa compétence élargie en matière de terrorisme ».*

« Le terrorisme que chacun redoute et que tous condamnent, a-t-il ajouté, *la honteuse diffusion de la drogue et la malheureuse multiplication des drogués, les atteintes violentes aux personnes et aux biens, trop souvent dirigées contre les plus faibles, les infractions de masse, requièrent une vigilance soutenue. Le parquet de Paris s'efforcera, à sa place et pour sa part, en usant des moyens que la loi lui donne, de contribuer au maintien de la sécurité publique et de la paix sociale, si nécessaires en ces jours où, alimentées par des déséquilibres technologiques, culturels et économiques, se produisent, parfois jusqu'à la rupture, des tensions extrêmes entre les nations, les groupements d'intérêts, les individus. »*

Pour cette tâche, le nouveau procureur de la République a déclaré qu'il faisait *« confiance aux magistrats et aux fonctionnaires du parquet »*, tout en les sachant *« différents par l'âge, le sexe, la formation, les opinions »*, mais en ajoutant qu'*« il se réjouissait de cette richesse ».*

En conclusion, M. Raynaud a exprimé son souci d'allier *« les exigences de la tradition et celles de la modernité ».*

182 km/h de trop

On ne reprochera jamais à un pilote de formule 1 d'aller trop vite. Sauf s'il exerce ses talents hors circuit. C'est le cas du champion grenoblois René Arnoux, contrôlé, lundi 5 janvier, par un radar de la gendarmerie alors qu'il traversait un petit village au sud de Cosne-sur-Loire (Nièvre) au volant de sa Mercedes personnelle à 242 km/h.

Au tribunal de Nanterre

54 inculpés dans une affaire de drogue

L'usager de drogue et le petit « dealer » de banlieue côtoient le gros trafiquant, depuis lundi 5 janvier, devant la dix-septième chambre correctionnelle de Nanterre (Hauts-de-Seine) présidée par M. Jean-Claude Fouqué. Elle va examiner pendant toute la semaine une vaste affaire de stupéfiants découvertes en région parisienne, avec des ramifications internationales et dans laquelle sont inculpées cinquante-quatre personnes.

Ils sont un peu plus d'une trentaine d'un côté, assis sur des chaises de fortune installées pour l'occasion dans la cour d'assises du palais de justice de Nanterre : fumeurs de haschisch, d'héroïnomanes, dealers, tous de vingt à trente ans de moyenne d'âge.

A leur droite, dans le box cette fois, les trafiquants : un Portugais, un Colombien, un Iranien, trois Sri-Lankais et quatre Français sensiblement du même âge, excepté Marcel Mouchigian, cinquante-cinq ans, déjà condamné à quinze ans de réclusion criminelle pour trafic d'héroïne.

● **Nouvelle expulsion de France d'un Basque espagnol.** — Un Basque espagnol, M. Amenaber Aguirre, membre présumé des Commandos autonomes anticapitalistes (CAA), a été expulsé mardi matin 6 janvier vers l'Espagne, selon la procédure d'urgence absolue.

AUTOMOBILISME : le rallye Paris-Alger-Dakar

Les pleins du désert

La deuxième épreuve spéciale du rallye Paris-Dakar, disputée lundi 5 janvier entre Chebaba et Fogaret El Zouar près de In-Salah a confirmé la supériorité des 205 Peugeot. L'équipage Shekhar Metha-Mike Doughty a renouvelé son exploit de la veille en remportant l'étape de 492 kilomètres. Auteur d'une course très rapide sur un parcours très cassant, le blond Ari Vatanen a amélioré son temps au classement général et occupe la neuvième place. En catégorie motos Cyril Neveu se hisse en tête devant l'Italien Picco.

IN-SALAH
de notre envoyé spécial

Les guides affirment que c'est la ville la plus chaude du Sahara. Affirmation toujours difficile à vérifier. Surtout quand il souffle un méchant vent qui empêche de jouir des bienfaits du soleil. Et ce lundi 5 janvier le vent s'est réellement mis de la partie. Il soulève de minces grains de sable qui volent au ras du sol et vont se nicher partout. Les rues de la cité de style soudanais sont presque désertes. Dans l'enceinte du vaste marché aux murs ocres, les vendeurs et leurs aliments se sont réfugiés derrière les colonnes ou sous les porches.

Ce lundi après-midi, toute l'activité de ce gros bourg industriel et commerçant sur la piste de Tamanrasset est concentrée à l'entrée, juste après l'arc de triomphe de terre rouge qui enjambe la route. Là se situe la station-service. Mohammed Majamer, un grand Africain responsable de l'essence et autres carburants dans la ville, a requisitionné de l'aide pour cette journée qui promet d'être longue. Habituellement les clients sont nombreux à venir faire halte sur son parking, point stratégique pour les voyageurs entre El-Goléa (460 kilomètres au nord) et Tamanrasset (650 kilomètres au sud). Point de ravitaillement obligatoire avant d'affronter d'un côté ou de l'autre la route moitié sable moitié goudron qui déroule son long ruban bien droit au milieu des dunes mouvantes. Ici se croisent les randonneurs de tous pays avant leur plongée dans le désert. Motos venus d'Italie et Land-Rover remplies d'Allemands se côtoient dans l'interminable file d'attente qui se forme toujours autour de la petite cabane de Mohammed. Les lourds semi-remorques jaunes de poussière laissent peu de place aux petites voitures et les cars bourrés de passagers jouent du klaxon et du volant pour s'imposer dans la queue.

Fini le rêve

Mais ce lundi, jour de passage du rallye Paris-Dakar, la bousculade est encore plus importante. Aidé de deux hommes, la tête dissimulée dans de larges turbans blancs, Mohammed n'arrête pas de manier les pistolets des pompes. Dans un bruit d'enfer les motos de grosse cylindrée se faufilent entre les voitures dont les carrosseries vantent des fabricants de pizzas ou des marques d'alcool. Insensibles en apparence à cette débauche de publicité, le pompiste et ses compagnons s'activent. Ils tentent de répondre à toutes ces mains tendues pleines de dinars qui réclament leur ration de survie pour continuer l'aventure. Il n'a pas le temps de parler, le pauvre Mohammed, de demander comme il le fait habituellement à ses visiteurs d'où ils viennent et surtout aux Français leur ville d'origine. Finis le rêve et les considérations sur les cités d'outre-Méditerranée, les affaires provoquent le service rapide.

Appuyé à une peinture de l'usine de La Hague agrémentant la portière d'un 4×4, il regarde son compteur tourner et ne cherche même pas à adresser la parole à des concurrents harassés qui s'interpellent entre eux. Parfois il intervient pour éviter qu'un querelle ne s'envenime entre des clients trop pressés. Il s'efforce aussi de calmer ses amis d'In-Salah, légèrement irrités par des attentes imprévues. Mais sur la large rue qui borde sa station, le bruit du vent couvre celui des tuyaux d'échappement.

La station-service et quelques mètres plus loin l'unique hôtel de la ville sont les deux lieux qui attirent les concurrents. Les maisons d'argile rouge, la palmeraie, les échoppes sous les eucalyptus, ce sera sans doute pour un autre voyage. Des habitants indifférents, des concurrents qui n'ont pas le temps d'être curieux font que les rencontres n'ont pas lieu.

10 kilomètres plus loin, à proximité de l'aéroport, le camp s'est installé au milieu de vieilles carcasses polies par le sable. Loin de la ville, *« les fous »*, comme les appellent un commerçant ravi toutefois de louer au prix fort sa camionnette, les pilotes et leurs amis vont chercher le repos. *« On nous a dit que tous les gens qui couraient le Paris-Dakar étaient des millionnaires »*, explique avec une fausse naïveté un chauffeur de taxi à la recherche de clients prêts à payer *« en argent français ».*

Enveloppés dans leur duvet, les « privilégiés » de la piste se disputent le moindre repli de terrain. Le vent qui les agresse est maudit par tous. Il empêche des réparations d'urgence et rend tous les déplacements problématiques. Les hauts murs de l'hôtel évite aux pilotes des Peugeot de connaître ces désagréments.

SERGE BOLLOCH.

● **JEU A XIII : mort d'un joueur.** — Le trois-quarts centre carcassonnais Jean-François Daré, trente-deux ans, blessé dimanche 4 janvier sur un plaquage régulier au cours de la rencontre Carcassonne-XIII Catalan, est mort lundi 5 janvier à l'hôpital de Toulouse-Rangueil, où il avait été transporté dans un coma profond.

● **SKI ALPIN : la Coupe du monde.** — La Suissesse Vreni Schneider a remporté, lundi 5 janvier, le slalom géant de Saalbach (Autriche), devant la Yougoslave Mateja Svet et une autre Suissesse, Maria Walliser. La première Française, Carole Merle, s'est classée douzième.

Extension de la toxicomanie en URSS...

L'Union soviétique compte 46 000 toxicomanes fichés, indique mardi 6 janvier dans la *Pravda* le ministre soviétique de l'intérieur, Alexandre Vlassov, qui souligne le *« danger réel de voir s'étendre le fléau de la drogue »* dans son pays.

C'est la première fois depuis plus d'un an que les autorités fournissent un chiffre précis sur le nombre de drogués en URSS. Jusqu'alors, elles s'en tenaient aux statistiques communiquées à l'ONU et faisait état de seulement 3 000 toxicomanes. En décembre 1986, un vice-ministre de l'intérieur, M. Boris Zabotine, avait évalué leur nombre à *« quelques dizaines de milliers ».*

Le nombre réel des personnes s'adonnant à la drogue en URSS est sans doute nettement supérieur. M. Vlassov précise en effet que l'an dernier, les autorités ont détruit pas moins de 3 000 plantations de pavot, 100 000 hectares de champs de chanvre sauvage, tandis que 300 convoyeurs et 4 000 fabricants de drogue ont été arrêtés.

Un médecin soviétique avait révélé il y a quelques jours que dans la seule République d'Estonie (1,5 million d'habitants), quelque 5 000 jeunes de moins de dix-huit ans se droguaient *« de temps à autre »* en inhalant de la colle. — *(AFP.)*

...et en Pologne

En Pologne, le nombre des narcomanes continue à augmenter, selon des indications données récemment de source officielle, et cent neuf personnes sont mortes d'overdose au cours de l'année 1986.

Selon d'autres chiffres officiels publiés au mois de novembre, 200 000 Polonais consomment de la drogue, parmi lesquels trente à trente-cinq mille sont considérés comme *« en état de dépendance ».* La consommation de drogue est surtout développée dans la tranche d'âge des 21-24 ans, et ce sont les hommes jeunes appartenant à des familles ouvrières qui sont le plus touchés.

REPÈRES

Défense

M. Mitterrand au plateau d'Albion

M. François Mitterrand se rendra, mardi 13 janvier, au plateau d'Albion, en Haute-Provence, où sont enfouis en silos dix-huit missiles stratégiques S-3 à une charge mégatonnique (l'équivalent de cinquante fois l'explosion atomique d'Hiroshima). Le plateau d'Albion est l'une des composantes, avec les bombardiers Mirage IV et les sous-marins stratégiques lance-missiles, de la panoplie française de dissuasion.

Avant la préparation de la loi de programme militaire 1987-1991, qui sera présentée en avril prochain à l'approbation du Parlement, le président de la République s'était montré partisan de la modernisation du plateau d'Albion avec l'installation, en priorité, d'un nouveau missile, le S-4, dans les silos existants. Le premier ministre avait souhaité, pour sa part, la conception, à partir du projet S-4, d'un missile à déploiement aléatoire, c'est-à-dire susceptible d'être mobile. La loi de programme militaire retient la première formule, sans exclure le seconde si le plateau d'Albion devenait vulnérable après 1996.

Espace

Satellite italien pour Ariane

Le premier satellite de télécommunications italien, Italsat, sera mis en orbite en 1990 par la fusée européenne Ariane, comme le prévoit le contrat signé, lundi 5 janvier, entre la société Arianespace et le Conseil italien de recherche. D'une masse de 1 650 kilogrammes au décollage, Italsat est un satellite *« préopérationnel »* destiné à tester les liaisons téléphoniques numériques que les Italiens veulent mettre en service au cours de la prochaine décennie. Avec ce contrat, le carnet de commandes d'Arianespace s'élève à quarante et un satellites à lancer, pour une valeur de 13 milliards de francs.

SIDA

Des victimes dans le clergé américain

Selon le *San Francisco Examiner,* une douzaine de prêtres et religieux américains seraient atteints ou morts du SIDA, en Californie, à New-York, à Washington, dans le Missouri et à Hawaï. L'un de ces malades, un bénédictin de trente-sept ans, Mario Riveccio, a décidé de rompre la loi du silence entretenu à tort, dit-il, par la hiérarchie catholique : *« Le public doit savoir que l'Eglise ne regarde pas cette réalité en face. Les ecclésiastiques ne sont pas immunisés contre le virus du SIDA et chacun sait que les prêtres ne vivent pas toujours en célibataires. »*

Tiers monde

L'épiscopat défend le CCFD

Les deux procès en diffamation intentés par le CCFD (Comité catholique contre la faim et pour le développement) contre *le Figaro-Magazine* et l'UNI (Union nationale interuniversitaire) aura lieu le 13 janvier, à la 17e chambre du tribunal de grande instance de Paris. Ces actions judiciaires font suite à la publication d'un livre de l'UNI, *l'Eglise et la Subversion,* accusant le CCFD de complicité avec les mouvements marxistes du tiers-monde. *Le Figaro-Magazine* avait repris ces attaques, dénonçant l'action du CCFD en Afrique ou au Chili. Mgr André Fauchet, évêque de Troyes, président de la commission française Justice et Paix, ira personnellement défendre au tribunal la cause de ce mouvement, qui dépend directement de l'épiscopat.

هكذا من الأصل

Le CNRS veut mieux contrôler ses chercheurs

Les milieux de la recherche médicale et biologique sont en proie à une vive agitation. La raison en est l'envoi aux chercheurs de deux lettres, l'une adressée par le directeur du CNRS, l'autre par la direction de l'INSERM, visant à *« permettre une gestion rationnelle des personnels tout en promouvant leur mobilité »*.

La direction du CNRS voudrait compter ses chercheurs qui travaillent dans des unités de l'INSERM, savoir combien désirent y travailler définitivement et combien accepteraient de *« retourner au bercail »*. Il est proposé aux chercheurs du CNRS travaillant à l'INSERM et à ceux de l'INSERM travaillant au CNRS de choisir entre deux solutions : la mise à disposition ou le détachement en vue d'une intégration ultérieure dans l'organisme d'accueil.

Ces lettres envoyées dans la dernière quinzaine du mois de décembre dernier prévoyaient que les chercheurs devaient régulariser leur situation administrative avant le 31 décembre 1986. Au total, 229 chercheurs travaillant au CNRS et exerçant leurs activités dans les laboratoires de l'INSERM seraient concernés par ce texte, beaucoup moins pour l'INSERM.

Un grand nombre d'équipes de pointe étant rattachées à l'INSERM en matière de recherche médicale et biologique, il est à craindre, estiment certains directeurs d'unité, que, à terme, 80 % des chercheurs du CNRS travaillant à l'INSERM demandent leur intégration définitive dans ce dernier organisme.

Or la situation budgétaire de l'INSERM ne lui permettrait pas d'absorber ce surplus, sinon en consacrant la majeure partie des sommes réservées à l'embauche de jeunes chercheurs ou à la création de nouvelles unités. Le renouvellement du corps des chercheurs serait alors menacé.

Pour le moment, les ingénieurs, techniciens et administratifs (ITA) ne seraient pas encore concernés par ces décisions administratives, mais, selon les syndicats, le CNRS leur a demandé de ne pas postuler pour des unités de l'INSERM en création. Quant aux jeunes chercheurs, qui envisagent de rentrer dans ces deux organismes, ces mesures ne les concernent pas puisque le CNRS et l'INSERM ont décidé d'un commun accord de maintenir pour 1986 et 1987 des recrutements croisés. Cela laisse supposer qu'il en ira différemment dès 1988.

Pas d'arrière-pensée

Interrogé sur cette directive, le CNRS déclare ne pas avoir d'arrière-pensée et affirme que ces lettres ont été envoyées pour faire évoluer l'association entre les deux organismes qui doit se faire *« sur une base plus saine et plus solide »* indique le directeur général du CNRS. Il est clair que la direction générale du CNRS souhaite, par cette réflexion, déterminer les unités de recherche qu'il convient de renforcer.

Dans ces conditions, il y a tout lieu de penser qu'à l'inverse elle s'interrogera sur certaines autres unités qu'elle estime insuffisamment performantes. Mais il s'agit aussi pour elle d'éviter *« que ne soient pénalisés dans leur carrière des chercheurs du CNRS travaillant dans des unités de l'INSERM dont les missions de recherche n'ont rien à voir avec le CNRS »*.

A l'INSERM, on regrette l'attitude par trop rigide du CNRS au cours des négociations qui ont eu lieu fin décembre, et l'on indique que *« ce n'est pas de cette façon qu'un organisme de recherche tel que le CNRS fera reconnaître la valeur de sa politique scientifique »*.

Certains directeurs d'unité de recherche vont encore plus loin en se demandant s'il ne faut pas voir derrière ces mesures purement administratives en apparence une *« volonté hégémonique et impérialiste »* de la direction du département des sciences de la vie du CNRS, qui espère ainsi rééquilibrer à son profit ce secteur très rentable de la recherche.

« Jusqu'à présent, c'est l'interpénétration libre entre les deux organismes qui a fait la force de notre recherche médicale biologique, remarque le professeur Claude Kordon, l'un des quelque trente directeurs d'unités de recherche INSERM appartenant au CNRS. *Il serait vraiment dommage de commencer aujourd'hui à lancer de tels pavés dans la mare »*.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU et FRANCK NOUCHI

Un système planétaire en formation

Nouvel indice dans la recherche de systèmes solaires extérieurs au nôtre : des chercheurs de l'observatoire européen austral (ESO) et du Space telescope science institute américain ont pu photographier en lumière visible, au télescope de 2,2 mètres de diamètre qu'exploite l'ESO au Chili, le disque de poussière qui entoure l'étoile Beta Pictoris. Ce disque avait été détecté en infrarouge par le satellite IRAS en 1983.

L'intérêt de la nouvelle observation est de montrer que les constituants du disque ont une taille supérieure à 1 micron — il s'agit d'un minimum, elle peut être beaucoup plus grande. Cette taille est au moins dix fois supérieure à celle des poussières normalement présentes dans l'espace interstellaire. Cela prouve que les poussières se collent les unes aux autres pour constituer des objets de plus en plus gros. Un des chercheurs a résumé la découverte en disant qu'*« on est passé du sable fin aux galets »*. Il est possible que certaines grosses planètes soient déjà constituées au sein de ce disque, mais il se peut aussi que l'ensemble du disque soit encore au stade protoplanétaire.

AÉRONAUTIQUE

Mort de Louis Giusta, le « père » de la Caravelle

Louis Giusta, le « père » de l'avion Caravelle, qui a été vendu à deux cent quatre-vingts exemplaires par la France, est mort, à la fin de l'année dernière à Paris, dans sa soixante-dix-huitième année. Ses obsèques auront lieu le mercredi 7 janvier, en la chapelle de l'hôpital du Val-de-Grâce à Paris.

Ce passionné d'aviation, lui-même pilote d'avion, de ballons libres et de dirigeables, était né le 21 mai 1909 à Marseille. Polytechnicien et ingénieur de l'Ecole supérieure d'aéronautique, Louis Giusta avait occupé plusieurs fonctions d'ingénieur au ministère de l'air avant la seconde guerre mondiale, avant d'entrer dans l'industrie à la Libération. En 1958, notamment, il est directeur général de Sud-Aviation et conserve ce poste lors de la fusion, en 1970, de cette société avec Nord-Aviation et la Société d'études et de réalisation des engins balistiques (SEREB) pour créer la Société nationale industrielle aérospatiale (SNIAS) devenue, depuis, l'Aérospatiale. A ce titre, Louis Giusta a été le responsable industriel de la fabrication en série d'avions aussi différents que l'Ouragan, les Mystère II et IV de Dassault.

Mais Louis Giusta a donné toute sa mesure pour organiser la production en série du biréacteur moyen-courrier français, la Caravelle, qui a donné sa réputation mondiale à l'industrie française dès le premier vol du prototype en 1955. C'est encore le même homme qui a organisé la production en série du Concorde.

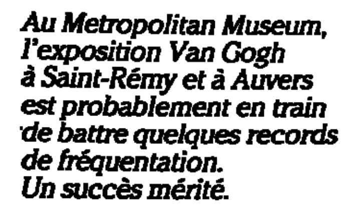
En 1972, Louis Giusta devait prendre sa retraite, tout en continuant à conseiller des sociétés françaises d'équipements.

Culture

ARTS

Van Gogh à New-York

Les chemins du travail



Au Metropolitan Museum, l'exposition Van Gogh à Saint-Rémy et à Auvers est probablement en train de battre quelques records de fréquentation. Un succès mérité.

Dans le seul article consacré à Van Gogh de son vivant, le critique Albert Aurier, poète symboliste et éditeur, n'y allant pas avec le dos de la cuiller, concluait son long texte louangeur (1) en estimant peu probable qu'un jour les toiles de Van Gogh puissent être payées au prix des *« petites infamies de M. Meissonnier »*, et, quand bien même cela serait, en doutant fort que *« beaucoup de sincérité puisse entrer dans cette tardive admiration du gros public »*. Il ajoutait : *« Van Gogh est à la fois trop simple et trop subtil pour l'esprit bourgeois contemporain. Il ne sera jamais compris que de ses frères, les artistes très artistes... et des heureux du petit peuple, du tout petit peuple, qui auront, par hasard, échappé aux bienfaisants enseignements de la laïque !... »*

Pour les cotes, Aurier se trompait un peu, quant aux méfaits de la « laïque » et à la *« sincérité du gros public »*, allez donc savoir... Allez donc savoir, par exemple, ce qui aujourd'hui anime la foule qui, chaque jour, remplit les salles du Metropolitan Museum, où sont réunies les peintures de Saint-Rémy et d'Auvers ; impossible de rester, même une minute, devant un tableau sans provoquer des bouchons, pas question de faire marche arrière, pour revoir quelque chose – une situation que l'on connaît bien à Paris aussi, mais à cette différence appréciable qu'au Met on affiche complet, comme au spectacle, qu'on réserve son entrée plusieurs jours à l'avance, donc qu'on ne fait pas la queue des heures durant aux portes du musée.

Bien ou mal vue, l'exposition new-yorkaise n'est de toute façon pas de celles qu'on oublie sitôt sorti. Même en ayant quelque idée de son contenu, on ne peut qu'être encore et encore saisi par l'éclatante force du fait pictural dans la dramatique période abordée, par-delà toute considération sur le cas Van Gogh. Les quatre-vingt-dix tableaux présentés – soit presque la moitié de l'intense production du peintre entre son arrivée, le 8 mai 1889, à Saint-Rémy, volontaire pour l'asile de Saint-Paul-de-Mausole, et sa mort, fin juillet 1890, deux jours après s'être tiré une balle dans la poitrine – offrent l'occasion unique de reconsidérer l'œuvre et l'itinéraire plastique. Celui-ci a été trop souvent confondu avec la maladie et pensé comme un crescendo lugubre et inexorable, rythmé par trois œuvres-clés : *la Nuit étoilée*, *l'Eglise d'Auvers* et le *Champ de blé aux corbeaux*, à verser au compte de la folie visionnaire, mystique et finalement désespérée.



« Champ de blé au soleil levant » (dessin, décembre (?) 1889)

Le parcours, qui ne passe d'ailleurs pas par *l'Eglise d'Auvers*, restée à Paris, comme les autres peintures du musée d'Orsay (lequel possède aussi, pour cette période, un autoportrait irremplaçable, ce qui n'est pas tout à fait le cas du célèbre *Portrait du docteur Gachet*, dont il existe deux versions), montre tout autre chose : le travail quotidien du peintre et, jour après jour, semaine après semaine, mois après mois, la bataille livrée (et gagnée) pour ordonner le chaos des impressions visuelles, expliciter sa perception du paysage, sa lecture renouvelée du monde, cela dans un grand redéploiement panoramique de la couleur, plus nuancée qu'à Arles, dans l'épaisseur des touches et leurs variations rythmiques, selon l'état des lieux autant que sous l'effet des tempêtes intérieures. Dans ces mois terribles entrecoupés de crises (d'épilepsie, a-t-on dit), pendant lesquels Van Gogh ne peint pas, les tableaux hantés par un désir de grande paix, à l'exemple de Millet, Puvis ou de l'art d'Extrême-Orient, sont aussi nombreux que ceux où l'on voit la houle des blés, des Alpilles, des oliveraies, des chemins bordés de cyprès flamboyants et de toits de chaume.

La nécessaire dédramatisation à laquelle Ronald Pickvance se livre à travers l'exposition comme dans le catalogue remarquablement fait (2) aurait sans doute dû être marquée par plus d'insistance sur les suites de peintures d'après Millet ou encore Delacroix, quand le peintre est à Saint-Rémy, et ne peut sortir. En contrepartie, le refus de considérer les *« deux grands champs de blé sous des ciels troublés »*, comme l'aboutissement irréversible de l'œuvre, leur préférer comme fin le paisible *Jardin de Daubigny*, en hommage au peintre de Barbizon, et le prendre, avec les deux autres, dans la suite des grands paysages peints au format nouveau chez Van Gogh de 50 centimètres de haut sur 1 mètre de large, dont onze sur douze ont été rassemblés, conclut magnifiquement.

L'exposition ne sera pas présentée en Europe. Elle a été conçue avec les musées hollandais (qui ont prêté une bonne trentaine de tableaux complétant les richesses américaines), lesquels recevront en échange, au printemps, des tableaux français. La seule chance qu'il reste en France de bénéficier de cette belle initiative est donc le catalogue, qui, espérons-le, sera traduit comme celui de Van Gogh en Arles (chez Skira), que le Met avait présenté en 1984, et dont l'exposition actuelle est la suite.

GENEVIÈVE BREERETTE.

(1) Publié en 1890 dans le premier numéro du *Mercure de France*.

(2) Le catalogue fort documenté est notamment l'occasion de proposer une nouvelle datation pour les lettres de Vincent à Théo, pendant la période de Saint-Rémy et d'Auvers.

★ *Van Gogh à Saint-Rémy et à Auvers*, The Metropolitan Museum of Art, jusqu'au 22 mars.

MUSIQUE

Gershwin chic à Bercy

Symphony in blue à Bercy : Gershwin réincarné en Lorin Maazel et Laurent Terzieff. L'Orchestre national de France américanisé : on aurait eu tort de se méfier.

Formidable Orchestre national, splendide Lorin Maazel, unis pour le meilleur et pour le pire dans une entreprise pour le moins risquée : servir à quelques milliers de personnes (Bercy à moitié plein soit environ six mille spectateurs) la musique la plus populaire du monde. Allait-on trouver des musiciens condescendants, désinvoltes, égarés dans Gershwin ? Trop parisiens pour cet Américain en mal d'identité, pour cet autodidacte poussé à Broadway, incapable d'écrire une symphonie sans la teinter de bleu ? Non : respectueux, minutieux, plus professionnels que jamais, et mieux encore convaincus et joyeux, un orchestre en fête jouant le jeu de la pompe à vélo et de la trompette bouchée, luttant par l'humour contre le sirupeux et par le rythme contre la redondance harmonique. Euphorique, sans exagérer. Et un pianiste (John O'Conor) solide et opiniâtre comme un Irlandais.

Maazel dans Gershwin, c'est un peu, il faut le dire, Karajan dans Johann Strauss : la classe. Plus technicien, plus sobre, plus retenu dans ses gestes, plus attentif au détail dans ces œuvres « faciles » que dans le grand répertoire. Maazel distingué, et moins à contre-emploi qu'on le croirait. De Gershwin, il a en effet enregistré pour Decca toute l'œuvre enregistrable : *Porgy and Bess, Rhapsody in Blue, Un Américain à Paris, Ouverture cubaine*, avec l'Orchestre de Cleveland, belle équipe dont il fut longtemps le capitaine. Et lorsqu'il a voulu faire briller à l'étranger ceux de Pittsburgh, peloton de série B qu'il a juré de pousser en première division, il leur a fait jouer en tournée la suite de l'*Américain*, qu'il a dû bisser à Paris si l'on se souvient bien.

Oui, Gershwin, pour Maazel, c'est une histoire privée, peut-être un cas particulier d'identification, le Nouveau Monde s'inventant une tradition, un peu comme lorsque Bernstein dirige Bernstein : plutôt joli à regarder. Maazel d'ailleurs, pour l'occasion, avait emprunté le feutre et le cigare du dandy de Broadway et s'était mis au piano pour accompagner, façon boîte de nuit enfumée, Charles Williams (le Sportin'Life du Met en 1984) et Wilhelmenia Fernandez (elle fut l'une des Aïda de Bercy) dans *Swanee* et autres *Lady be good*. *Songs* dans un palais des sports : il faut aimer...

Projections de photos et d'images vidéo captées en direct sur le plateau (il *ne se passe* pas grand-chose dans l'orchestre de Gershwin : il n'y avait donc pas grand-chose à projeter, sinon le sourire de Maazel) ; piano et chanteurs plantés en haut et à droite sur une plate-forme en surplomb : Laurent Terzieff racontant en haut à gauche, et au même niveau, la vie et l'œuvre du grand George, d'une voix éraillée à souhait : *Gershwin à Bercy*, repris ce mardi et retransmis en direct sur France-Musique, c'est, vous l'aurez compris, un spectacle à ne conseiller qu'aux âmes pures et aux esprits frais.

ANNE REY.

★ Ce 6 janvier, 20 h 45, Palais omnisports de Bercy.

PHOTO

Donigan Cumming au palais de Tokyo

L'insolite quotidien

Donigan Cumming, photographe commercial, inconnu en Europe, est présenté pour la première fois par le Musée canadien de la photographie contemporaine.

Suivant la trace des livreurs d'une épicerie locale, comme le laitier ou le facteur dans sa tournée, Donigan Cumming s'introduit dans les maisons ou institutions pour se livrer à une sorte d'enquête photographique sur les habitants du centre ville de Montréal.

A l'encontre des habituels portraits instantanés, il brouille les cartes de la reconnaissance immédiate et dénonce l'imposture de l'identité en dévoilant au grand jour, sans duperie, le décor faussement rassurant du cadre de vie. Il y porte un œil inquisiteur, débusquant l'horrible derrière le familier, l'insoupçonné, derrière la médiocrité du quotidien. Son décor ainsi planté avec une simplicité de moyens qui est celle de Meatyard, Cumming entraîne ses sujets au-delà de la pose et, instaurant une dramaturgie intime, les convie à jouer leur propre rôle comme le feraient des acteurs. Bourreaux d'eux-mêmes ou suppliciés, entre l'horreur et le rêve, ses modèles (parfois rémunérés), exempts de naturel et largués dans le cadre, partagés entre l'artifice et la vérité nue, interprètent ainsi devant l'objectif une scène énigmatique et vitale dont ils possèdent seuls la clé.

L'impact éblouissant du résultat tient à deux raisons. D'une part, l'intuition inouïe avec laquelle Cumming dévoile la supercherie du « vrai », et, exhibant manies, tares, cicatrices et blessures morales, parvient à faire exprimer physiquement les désirs secrets propres à chaque individu. D'autre part, l'audace avec laquelle il parvient en des tableaux vivants ahurissants à transformer de simples figurants en héros de leur propre vie.

A ces deux constantes s'en ajoute une troisième : le débordement de l'interdit, du non-dit, du refoulé qui surgit à chaque prise, au détour d'un silence, d'une chanson, par le simple détournement d'un ustensile, dans un fragment d'action où, au-delà de la pose, se tient l'échec de toute une vie, comme ce vieillard en manteau de vison à l'hôpital, ce manchot découvrant son moignon, l'aveugle enceinte, le pêcheur en maillot de bain dans son salon aseptisé, ou cette vieille femme exhibant impudiquement son sexe.

La puissance suffocante de ce reportage, réalisé entre le 25 mai 1982 et le 24 février 1986, sur un pourtour de 1 kilomètre carré, composé de trois parties exposées pour la première fois intégralement et comprenant cent trente et une photographies sans titre ni légende (et six enregistrements sonores illustrant des tirages géants d'admirateurs d'Elvis Presley), provient de ce que Cumming dépasse avec un réalisme cru les limites ordinairement autorisées à la curiosité. Reculant des frontières que l'on croyait bloquées depuis Arbus, tout en exprimant la dignité de la misère, de la laideur ou de la solitude, il apporte photographiquement la preuve d'une irréalité, d'une autre présence au monde. Implacable et réfléchie, la modernité de son approche réalise la jonction entre le courant du documentaire social défini dans les années 60 par John Szarkowski et sa mise en cause radicale par des auteurs et plasticiens comme Krims, Karen Knorr ou Eileen Cowin, pour qui la vérité du constat photographique rejoint la fiction.

En complément de Klein et Donigan Cumming, dont l'œuvre méthodique et dérangeante est une authentique révélation, pour respecter ses engagements, le CNP propose le travail de Jean-Marc Zaorski, ancien de Viva, Prix Niepce 86, qui, dans la lignée de Cartier-Bresson et Marc Riboud, a réalisé durant dix ans un reportage ethnologique sur les rites et fêtes en Europe, en Inde et au Pérou. Sobre, classique et sans surprise, presque intemporel, guettant l'authenticité plutôt que le pittoresque ou le sensationnel, le témoignage ici se borne à retenir des instants privilégiés où s'exprime par l'émotion la banalité du quotidien.

PATRICK ROEGIERS.

★ Donigan Cumming, « La réalité et le dessein dans la photographie documentaire », exposition organisée avec le concours du ministère des relations extérieures du Canada et du Centre culturel canadien à Paris, présenté par le CNP, au palais de Tokyo, jusqu'au 2 mars.

★ Jean-Marc Zaorski, présenté par le CNP, palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson, Paris-16e, jusqu'au 26 janvier.

THÉATRE

Maria Pacôme fait sa rentrée

Du côté du rire

Maria Pacôme, la charmeuse survoltée, aurait pu être tragédienne, elle a mieux réussi du côté du rire

« J'ai toujours eu cette voix-là. Mes parents me disaient déjà que j'avais la voix un peu bizarre. Mais, c'est vrai, un jour j'ai créé une pièce et j'ai eu une grippe, la trouille, un tas de choses qui se sont réunies et, quand j'ai pu reparler, j'avais cette voix. Elle n'a plus bougé. C'est du bronze.

» Quand j'ai démarré, avec la gueule que j'ai, on m'a proposé des rôles dramatiques. Cela tombait bien parce qu'au début on veut toujours faire pleurer les foules, on a une grande envie d'émouvoir. C'est très adolescent. On ne pense pas à faire rire, alors que c'est très difficile. Faire pleurer, c'est facile. En cinq minutes, vous n'imaginez pas comme je peux être émouvante.

» J'ai commencé ma carrière au cours Simon, plutôt d'ailleurs au Villars, le café d'à côté. Mon père a été arrêté, c'était pendant la guerre, on l'a envoyé à Buchenwald. Je me suis alors sentie très seule mais très libre et j'ai choisi de faire du théâtre. Je me suis donc inscrite chez René Simon. Au bout de deux mois, je ne pouvais plus payer. Simon a été très bien. Il m'a dit : *« Tu peux pas payer mais tu restes, t'as une gueule »*. Il ne m'a pas dit que j'avais du talent.

» J'ai créé ma première pièce comme ça, en passant une audition. C'était *la Reine et les insurgés* d'Ugo Betti avec Edwige Feuillère et Michel Piccoli. J'ai pensé que j'allais faire un tabac. Pas du tout. Alors je suis partie pour le Canada pour rejoindre un petit ami. Je suis revenue à Paris un an plus tard passer une audition pour *Oscar*. Là, tout a commencé.

» Ça me fait drôle quand on me dit que je suis « auteur ». *Lola*, c'est la quatrième pièce que j'écris. Il y a eu *Apprends-moi Céline*, *le Jardin d'Eponine* et *On m'appelle Emilie*. Ma préférée, c'est *Eponine*, pour laquelle j'ai reçu des coups de bâton. Ça parlait de la mort d'une façon rigolarde.

» Je n'ai jamais eu envie d'écrire. Trop flemmarde. Mais j'avais une étiquette et on m'envoyait des choses vraiment trop cons. Des horreurs ! Une patronne de bordel – original, – une bourgeoise du XVIe arrondissement... C'est fini, ces bonnes femmes du XVIe. Elles ne sont plus comme on les imagine, c'est encore pire, elles s'adaptent.

» *Les Seins de Lola*, c'est l'histoire d'une femme cassée. Il y a beaucoup de douleur, de choses qui n'ont pu être. Mais elle a la pudeur, pour les autres, que cela se transforme dans le rire. Elle a une apparence de joie de vivre, de turbulence et elle est entourée d'une bande de jeunes qui circulent beaucoup. Je n'ai aucun effort à faire pour être bien avec les jeunes. Ce n'est pas par affectation, par coquetterie, pour rester dans le coup. Je trouve les jeunes très bien, plutôt bien.

» On les disait avachis, endormis. Ils ne le sont pas du tout. Le mouvement du mois dernier l'a montré. J'étais totalement avec eux. Ils l'ont très bien fait. Il y a eu des accrocs parce qu'il y en a toujours avec la police, les provocations, tout ça. Ce qui m'inquiète, c'est la situation d'aujourd'hui. Je me demande comment le gouvernement va s'en sortir, il est bloqué.

» Moi, je suis de gauche. J'ai été élevée par un père communiste. Tous les Pacôme ont disparu, un frère fusillé... C'est pour cela que j'ai pris des distances avec la politique, mais je suis attentive. Je ne pourrais pas être de droite. Il est certain que les gens de droite ne disent pas que des conneries et que les gens de gauche ne sont pas tous sublimes, mais je ne pourrais pas être de droite. Il n'est pas possible d'être humain, d'être Maria telle que je suis et d'être de droite.

» Je suis une vedette de théâtre. Pas du tout de cinéma, je ne ramène pas un fauteuil au cinéma. Pourtant, j'aimerais bien faire du cinéma, être une énorme vedette, aller à Cannes. Pour cela, il faut faire quelque chose, je ne sais pas. Je ne l'ai jamais fait. Tous mes grands amis ne sont pas de ce milieu. Ce sont Jean-Jacques Pauvert, des toubibs, des avocats. Des amis comédiens ou metteurs en scène, je n'en ai pas beaucoup.

» Des trucs de cinéma, on m'en a proposé, des rôles de dingues bien habillées, excentriques, qui passent à 150 à l'heure dans un film. Cela ne m'intéresse pas. Ou bien je ferai au cinéma la carrière que je fais au théâtre ou bien je n'en ferai pas.

» Au théâtre, on ne me fait jamais de vraies propositions non plus. Je n'ai pas vraiment envie de jouer des classiques, je n'arrive pas à vivre dans le passé. Mais, pourtant, j'aimerais bien être Lady Macbeth pour un festival, jouer Jules Renard ou Henri Becque. Je ne joue jamais mes pièces très longtemps. Même mes propres pièces, je les arrête. Le théâtre est devenu très mouvant, les gens sont sollicités, on ne peut plus jouer les pièces deux ou trois ans. C'est l'angoisse d'ailleurs, on vient pointer au bout d'un moment, ce n'est plus possible. Je ne joue les pièces qu'une saison.

» J'ai accepté de jouer *Lola* huit mois, jusqu'à fin août. Je partirai en vacances en septembre. Parce que la chute de tout cela, c'est partir ailleurs, parce que j'aime bien partir. Ce qui est important, c'est ce qui se passe « entre ». Je n'aime pas spécialement jouer, mais aller brailler sur une scène, c'est finalement ce que je fais le mieux. Non, ce que je fais le mieux, c'est ne rien faire : les vacances, le paradis. Enfin, je peux m'installer à une terrasse de café, écouter les gens et découvrir leur vérité. »

Propos recueillis par
OLIVIER SCHMITT.

★ *Les Seins de Lola*, de et avec Maria Pacôme, François Perrot, Stéphane Hillel et Caroline Fournier. Théâtre Saint-Georges, à partir du 9 janvier. Tél. : 48-78-63-47.

Culture

VARIÉTÉS

Michel Sardou ou la tradition « coup de poing »

Peu de chanteurs populaires ont, comme Michel Sardou, fait coïncider leurs chansons et l'air du temps. Au Palais des congrès, ce fils et petit-fils d'artistes célèbre vingt ans de rengaines.

La tradition du spectacle est de rigueur chez les Sardou depuis au moins sept générations. Au milieu du siècle dernier, un Sardou, menuisier la semaine, faisait le mime les samedi et dimanche sur le boulevard du Crime. D'autres Sardou, comédiens ou diseurs, se sont succédé ensuite. Dans les années 20, Valentin, le grand-père de Michel Sardou, était tête d'affiche régionale à Toulon, à Marseille et dans toute l'Afrique du Nord : comique troupier, il reprenait les chansons de Polin, de *la Caissière du Grand Café* à *la Petite Tonkinoise*. Fernand Sardou, père du chanteur et spécialiste de l'opérette marseillaise, eut un vrai succès du disque avec *Aujourd'hui peut-être*.

Rien d'étonnant donc que Michel Sardou ait su d'emblée mesurer les préoccupations d'un public et rejoindre les convictions du plus grand nombre en se jetant avec un appétit féroce, et souvent avec une incapacité à faire l'économie de ses passions, dans des chansons « coup de poing ». Il y ajoutait encore une volonté de dramatisation et une utilisation constante du « je ».

Accessoirement, son goût de la bravade, de la provocation vaguement anarchiste, essentiellement individualiste, le poussa, dans les années 70, à travailler sans filet, à refléter sans précaution dans quelques chansons des sentiments exacerbés. Le jeu mené un peu trop loin et l'abus de mots ont alors polarisé un faisceau de réactions et ont étiqueté à la va-vite un chanteur qui, à vrai dire, ne s'est jamais soucié d'avoir une carte d'électeur.

Moins tendu, moins nerveux qu'il y a dix ans, maîtrisant sa vitalité, Michel Sardou se contente aujourd'hui de produire un album tous les ans, de présenter un spectacle tous les deux ans et de rajouter des titres à une liste impressionnante de succès élaborés avec Jacques Revaux, le compositeur attitré : *des Bals populaires* à *la Java de Broadway*, de *la Maladie d'amour* aux *Lacs du Connemara* et à *la Musulmane*. Chanteur populaire au sens plein du mot, ancré dans une certaine tradition française de la chanson, Sardou propose, sur des mélodies faciles à retenir, des histoires simples qui traduisent, avec un ton souvent juste et efficace, tout un monde.

Au Palais des congrès pour deux mois, il célèbre à la fois la quarantaine et vingt ans de chansons. Il a changé son système d'écriture. Autrefois, il imaginait un texte et le faisait habiller. A présent, il démarre sur un son ou sur des cris et glisse les mots dans la musique. Mais sa façon de chanter ne s'est pas modifiée. Et priorité est toujours donnée à la voix pleine, nette, qui claque. Huit musiciens apportent à celle-ci un soutien précis, rigoureux. Et les lumières de Jacques Rouveyrollis plantent le décor.

Comme nombre de chanteurs qui ont fait beaucoup de route, Michel Sardou a dans la tête un rêve de comédien. En février sortira ainsi *Cross*, film policier dans lequel Sardou forme avec Roland Giraud un couple étrange. La saison prochaine, il jouera au théâtre une pièce en deux actes de Jean-Claude Brisville, *le Rôdeur*, l'histoire d'un homme et d'une femme.

CLAUDE FLÉOUTER.

★ A partir du 9 janvier au Palais des congrès.

DIGRESSIONS par Bernard Frank

Géographie universelle

1 La dernière chance

Une télévision qui après trente ans de rodage offre un samedi soir à son heure de plus grande écoute le choix entre la deuxième partie d'un téléfilm, une émission de variétés usée jusqu'à la corde toute populaire qu'elle soit, et *Bon week-end Mickey* est une télévision peu digne d'un pays qui affiche les prétentions culturelles que l'on sait. Les avantages de cette pénurie sont loin de m'échapper : il fait bon se coucher tôt ! On va pouvoir lire son *Monde* de la première jusqu'à la dernière page. Retrouver les joies de la vie de famille. Consulter le guide des spectacles. Ecouter ces quatuors de Beethoven offerts pour Noël.

Si l'on tient à tout politiser, soit on se réjouira de voir notre télévision, après dix mois de chiraquisme, dans un si piteux état, soit on fera la remarque que, après cinq ans de socialisme, on ne pouvait guère s'attendre à mieux et que, après une telle indigence pendant les fêtes, l'on n'a plus rien à perdre en passant du public au privé — ce qui était peut-être le but recherché ! Des personnes plus cyniques ou plus sceptiques se demanderont si notre télévision mérite les reproches qu'on lui adresse, si son niveau n'est pas au moins égal, en culture, en drôlerie, à la moyenne de celui des Français. Ce qui m'étonne pour ma part, c'est cette fabuleuse perte de temps. Il ne s'agit pas, répétons-le, de supprimer ce que des millions de personnes apprécient, et je suis souvent l'une de ces personnes : variétés, jeux, films, séries américaines, Mickey, Donald et Dingo en tous genres. Mais que depuis trente ans tout Corneille, tout Racine, tout Molière, tout Marivaux, tout Musset, etc., n'aient pas été mis en boîtes, qu'opéras et opéras-comiques soient des exceptions, que tous les musées du monde n'aient pas été visités, filmés avec le même soin maniaque que les animaux le sont, ça je n'en reviens pas !

Et pourtant, deux hommes ont pressenti que la télévision pouvait tout se permettre. Rappelez-vous de 1974, au moment des élections présidentielles. Et si vous n'aviez pas l'âge, demandez aux anciens. Quand Chaban-Delmas était encore dans la course. Ça n'allait pas fort pour lui. Sa voix ne passait pas à la télévision si Chirac, lui, était passé avec une soixantaine de godillots à Giscard ! En désespoir de cause, pour donner de l'éclat à sa campagne, Chaban fit appel à son vieux compagnon Malraux qui boudait sous sa tente à Verrières-le-Buisson. Malraux n'aimait pas Mitterrand et encore moins Giscard qu'il avait eu comme ministre des finances et qui pour tout arranger avait voté *non* lors du référendum de 1969. Le numéro préparé par nos deux artistes n'eut pas des résultats heureux : il fit sourire. La légende veut que Malraux ait été réveillé de bonne heure par l'équipe de télévision chargée de l'enregistrement. Le soliloque du grand homme s'en ressentit. Dans son coin, stoïque, Chaban répétait à intervalles réguliers : « *Je le ferai.* » On se serait cru revenu très en arrière, quand Edith Piaf chantait sur la scène de l'Olympia ou ailleurs avec l'un de ses derniers petits, Théo Sarapo, l'une de ces chansons qui avaient le don de nous bouleverser : « *A quoi ça sert l'amour ? — L'amour, mon enfant, je vais te le dire...* » Et c'était parti. Mais Chaban-Sarapo et Malraux-Piaf, ce jour-là, ça fit partir du monde, mais pas dans le sens qu'il aurait fallu. Dommage, car Malraux venait d'esquisser une télévision future qui ne manquait ni de grandeur ni même de sagesse. Télévision qui aurait peut-être évité à la France pas mal de réformes et de crises de l'enseignement. Et je crois que Chaban-Delmas qui avait été proprement « limogé » par Pompidou en partie pour avoir essayé de doter la France d'une télévision enfin libérale dans l'information, s'il avait été élu, aurait été assez fou pour suivre les conseils inspirés de son ami.

La question en effet n'est pas de savoir si M. Han, M. Contamine, tels anciens PDG de chaîne se conduisent ou se sont conduits en RPR, socialistes ou libéraux, mais s'ils ont, s'ils ont eu, le caractère, l'intelligence et la culture de leur fonction. A l'évidence, non. Il est tout de même stupéfiant de se dire que, depuis plusieurs septennats, quand on veut citer un homme de télévision ayant eu un réel pouvoir et s'étant montré à la hauteur de sa tâche, on ne trouve que M. Desgraupes. C'est flatteur pour lui, ce n'est pas gai pour nous. Imaginer que le salut télévisé viendra du *Figaro*, d'Hachette ou de tel financier en béton, c'est rêver. Si ces groupes abondent en personnalités de talent, en charité bien ordonnée, ils devraient commencer par les faire valoir dans leurs propres entreprises ! Pour l'information, l'une des questions est de savoir si nous la supportons quand elle ne va pas dans le sens de nos opinions.

2 Entracte

Des lecteurs m'ont écrit pour me demander où ils pouvaient se procurer le dernier livre de Frédéric Vitoux, *Riviera* (le Seuil), dont je leur avais conseillé, il y a quinze jours, l'achat et qu'ils ne trouvaient pas en librairie. En fait, *Riviera* ne sort que le 8 de ce mois, mais le Seuil avait oublié de me le signaler. Les éditeurs sont excusables. Quand un récit n'est pas un événement, une « bombe », ils n'imaginent pas qu'on puisse le lire aussitôt reçu, dans la journée même, et en parler sans façon avant que notre lecture n'ait séché. *Riviera* n'était qu'un bon livre, et c'est vrai que les bons livres en général ne sont pas pressés ! Je prie le Seuil de m'excuser si j'ai dérangé ses habitudes.

Une maison d'édition qui commence vraiment à me surprendre, c'est Rivages, qui habite Paris et Marseille. En deux, trois ans, elle vient de publier dans sa collection de littérature étrangère (dirigée par Gilles Barbedette) une quinzaine de romans, anglais ou allemands, italiens ou américains, tous dignes d'intérêt. C'est cette maison par exemple qui avait édité *l'Enchanteur*, de Nabokov. Aujourd'hui, elle récidive en nous faisant découvrir (en France) Alison Lurie et ses *Liaisons étrangères* (v.o. : *Foreign Affairs*, Random House, 1984, traduit par Sophie Mayou, 89 F). Ce roman a eu le prix Pulitzer en 1985. Alison Lurie (née en 1926 à Chicago) n'a rien d'une débutante. L'éditeur nous apprend qu'elle partage son temps entre Londres, New-York et la Floride, que Truman Capote la considérait comme l'une des cinq meilleures romancières américaines (oui, mais pour lui, quelles étaient les quatre autres ?), que Christopher Isherwood lui trouvait une valeur extraordinaire et que John Fowles met *Foreign Affairs* sur le même rayon que les livres de Henry James et de Edith Wharton (soit, mais en plus drôle et en plus méchant). C'est toujours grisant de découvrir un écrivain connu et qui semble digne de sa réputation : on s'accroche aux moindres détails. Maintenant que les présentations sont faites, la semaine prochaine nous entrerons dans le livre et je conseille aux bons élèves de se munir dès maintenant de leur livre de texte !

Toujours partisan de la décentralisation, je vous signalerai un livre qui nous vient de Strasbourg, *Vu sur la mer*, de Jean Rolin (chez Buch et Reumaux, Hachette distribution, 72 F). Comme son sous-titre l'indique, il s'agit de chroniques maritimes et fluviales. Notre confrère Jean Rolin n'est pas un inconnu. Pour son *Journal de Gand aux Aléoutiennes* (chez J.-C. Lattès), il avait obtenu le prix Roger-Nimier. Michel Contat avait dit ici même que Jean Rolin était l'un des plus doués parmi les écrivains qui éparpillent leur talent dans les journaux et il avait comparé son style à celui d'Alexandre Vialatte. Les chroniques réunies dans *Vu sur la mer* ont été publiées dans *Libération*, *Lui* et *l'Autre Journal* (le journal de Butel nous manque. On était toujours déçu mais on avait chaque semaine l'envie de savoir comment on allait l'être. C'était bon de rester sur sa faim quand on était gavé de mauvaise presse) entre 1980 et 1986.

Avec Jean Rolin, vous allez remonter le Congo, vous irez à Singapour, dans le nord-ouest de Bornéo, vous serez sur le *Mermoz*, à bord du *Ville-de-Bordeaux*, vous échouerez dans le port de Mogadiscio, en Somalie. Et pour finir, vous aurez la surprise de vous retrouver à Tbilissi, l'ancienne Tiflis. Lors de son passage dans cette cité, par suite d'une erreur du plan quinquennal, Jean Rolin a manqué succomber d'une indigestion de concombres. Il en mangeait au petit déjeuner « *en fines tranches circulaires* », au déjeuner « *en lanières fusiformes* », « *en petits dés* » lors du dîner. Le talent de Jean Rolin, c'est de transformer en saveur tous ces endroits du monde où à sa place nous serions morts de peur et d'ennui.

3 Retour aux choses sérieuses

Prenant au pied de la lettre les affirmations de Sollers sur mes connaissances en vin, un lecteur me demande de lui indiquer des ouvrages qui *lui* permettraient de s'y retrouver. Pas trop complexes. D'une lecture agréable. Il me semble que l'*Encyclopédie des vins et des alcools de tous les pays*, d'Alexis Lichine (« Bouquins », Laffont), avec ses 960 pages, son prix abordable, est une aimable introduction. Pour compléter cette vision planétaire de la question et profitant de sa toute récente mise à jour, j'ajouterai le *Nouvel Atlas mondial du vin* (toujours Robert Laffont, 320 F) par l'homme qui connaît aujourd'hui de l'intérieur et de l'extérieur le mieux la vigne, Hugh Johnson.

Avec ses 175 cartes en couleurs, ses innombrables photos, ses croquis, ses statistiques, ses étiquettes, ses commentaires aussi succincts que bien informés, cet atlas est une réjouissante façon de visiter la terre. On regrettera d'autant plus certaines coquilles, certaines imprécisions dans la traduction. Ainsi, page 240, quand nous sommes en Chine : « *La géographie humaine et vinicole amène à s'interroger quiconque considère le vin comme une bénédiction pour le genre humain.* » A ces visions macrocosmiques du vin, certains lecteurs dans un premier temps peuvent préférer des appellations bien de chez nous.

Le microcosme, ils le trouveront dans le *Grand Bernard des vins de France*. Bernard Ginestet est le pèlerin inlassable des vins de Bordeaux. Dans les précédents épisodes, il nous avait fait connaître petits et grands châteaux de Pomerol, de Margaux, des côtes de Bourg, de Saint-Julien, etc. Aujourd'hui, il fait le tour du *saint-émilion* (chez Nathan). Vaste programme, aurait dit le général de Gaulle ! La région de Saint-Emilion en effet est une des plus vastes du Bordelais. Une des plus confuses aussi. Une récente révision du classement des vins de cette appellation n'a peut-être pas arrangé les choses. Il fallait toute la subtilité érudite de Bernard Ginestet pour aider à nous y retrouver. Pour dire les choses plus clairement, le classement de 1969 des grands crus de Saint-Emilion paraît à Bernard Ginestet plus fiable que celui de 1986.

Spectacles

théâtre

Les salles subventionnées

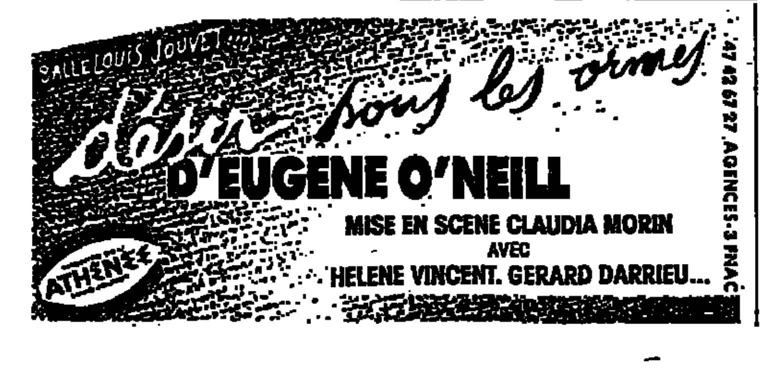
SALLE FAVART (42-96-06-11), relâche jusqu'au 9 janvier.
COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15), 20 h 30 : le Songe d'une nuit d'été.
CHAILLOT (47-27-81-15), relâche jusqu'au 9 janvier.
PETIT ODÉON (43-25-70-32), 18 h 30 : le Maître-nageur, de J.-P. Amette.
ODÉON (43-25-70-32). Théâtre de l'Europe, 20 h : La Grande d'Eduardo De Filippo (en italien).
TEP (43-64-80-80), 20 h 30 : les Voix intérieures.
THÉATRE MUSICAL DE PARIS (42-61-19-83), 20 h 30 : l'Opéra de Quat'sous.
THÉATRE DE LA VILLE (42-74-22-77), 21 h : les Crachats de la Lune, de Gildas Bourdet.
CARRÉ SILVIA-MONFORT (45-31-28-34) 20 h 30 : Yiddish cabaret.

Les autres salles

ANTOINE (42-08-77-71), 20 h 30 : Lily et Lily.
ATELIER (46-06-49-24), 21 h : Adriana Monti.
ATHENEE (47-42-67-27), 20 h 30 : le Désir sous les ormes.
BATACLAN (47-00-30-12) 20 h 30 : Kabaret de la dernière chance.
BOUFFES DU NORD (42-39-34-50) 20 h 30 : le Récit de la servante Zerline.
BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24), 21 h : le Nègre.
COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-20-08-24), 20 h 45 : Clérambard.
COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22), 20 h 30 : Orlando Furioso.
DAUNOU (42-61-69-14), 20 h 30 : Y a-t-il un otage dans l'immeuble ?
DÉCHARGEURS (42-36-00-02), 22 h : Naître ou naître pas.
EDEN-THÉATRE (43-56-64-37), 21 h : Du sang sur le cou du chat.
EDOUARD VII (47-42-57-49) 20 h 30 : les Clients.
ESPACE KIRON (43-75-50-25), 22 h 30 : Une femme légère.
ESPACE MARAIS (42-71-10-19) 20 h 30 : l'Amour en pièces. 22 h 30 : les Chiards du grand mec.
ESSAION (42-78-46-42), 20 h 30 : le Chemin d'Anna Bergoton.
FONTAINE (48-74-74-40), 21 h : le Système Ribadier.
GALERIE 55 (43-26-63-51), 21 h : Sir Gawain and the green Knight.
GRAND EDGAR (43-20-90-09) : 20 h 15 : la Drague ; 22 h : la Mariée mise à nu par ses célibataires, même.
HOTEL LUTETIA (45-48-74-28), 20 h 30 : Fin de tournage.
HUCHETTE (43-26-38-99) 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon.
LA BRUYÈRE (48-74-76-99), 21 h : la Valse du hasard.
MADELEINE (42-65-07-09), 21 h : Deux sur la balançoire.
MARAIS (42-78-03-53), 20 h 30 : la Comédie sans titre.
MARIE-STUART (45-08-17-80), 20 h 15 : Savage/Love.
MATHURINS (42-65-90-00), 20 h 45 : les Petits Oiseaux.
MICHODIÈRE (47-42-95-22), 20 h 30 : Double Mixte.
MOGADOR (42-85-28-80), 20 h 30 : l'Avare.
MONTPARNASSE (43-22-77-74), Grande salle, 20 h 45, la Maison du lac. Petite salle, 21 h : Bonsoir maman.
NOUVEAU TH. MOUFFETARD (43-31-11-99), 20 h 30 : l'Idiot.
NOUVEAUTÉS (47-70-52-76), 20 h 30 : Mais qui est qui ?
ŒUVRE (48-74-42-52), 20 h 45 : Léopold le bien-aimé.
PALAIS DES GLACES (46-07-49-93), Petite salle, 21 h : Une mouche dans la tête.
PALAIS-ROYAL (42-97-59-81), 20 h 45 : l'Amuse-gueule.
POCHE (45-48-92-97), 21 h : Amédée ou comment s'en débarrasser.
POTINIÈRE (42-61-44-16), 21 h : Chat en poche.
RENAISSANCE (42-08-18-50), 21 h : la Maison des Jeanne et de la culture.
TEMPLIERS (42-78-91-15) 20 h 30 : Victor ou les enfants au pouvoir.
THÉATRE D'EDGAR (43-22-11-02), 20 h 15 : les Babas cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.
THÉATRE DU TEMPS (43-55-10-88), 20 h 30 : Antigone ; les Oiseaux.
TH. DU ROND-POINT (42-56-60-70), Grande salle, 20 h 30 : les Salons. Petite salle, 20 h 30 : Pour un oui pour un non.
TH. 13 (45-88-16-30), 20 h 30 : l'Enfant enfoui.
TH. 14 (45-45-49-77) 20 h 45 : les Rêves de Lolita et Laverdure.
TINTAMARRE (48-87-33-82), 18 h 30 : Un Broadway nommé Désir ; 20 h 15 : A star is beur ; 21 h 15 : Azimut et Trémouille ; 22 h 30 : H. pour hommes.
TOURTOUR (48-87-82-48), 18 h 45 : Des nouvelles de Brassens.
TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40), 21 h : les Taupes niveaux.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (42-96-29-35), 20 h 30 : Devos existe, je l'ai rencontré ; 22 h : Tous les plaisirs en un seul corps.



Mardi 6 janvier

BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84), I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulous ; 22 h 30 : l'Etoffe des blaireaux. – II. 20 h 15 : les Sacrés Monstres ; 21 h 30 : Sauvez les bébés femmes ; 22 h 30 : Last Lunch - Dernier Service.
LE BOURVIL (43-73-47-84), 20 h 15 : Pas 2 comme elle.
CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11), I. 20 h 15 : Tiens, voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. – II. 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51), 20 h : la Conscience nationale des faisans d'élevage.
LE GRENIER (43-80-68-01), 22 h : N'insistez pas je reste.
PETIT CASINO (42-78-36-50), 21 h : Les oies sont vaches ; 22 h 15 : Nous, on sème.
POINT-VIRGULE (42-78-67-03), 20 h 15 : D. and J. Memories ; 21 h 30 : Nos désirs font désordre ; 22 h 30 : Pièces détachées.
RANELAGH (42-88-64-44), 20 h 30 : Laissez-les vivre.

Les concerts

Bercy, Palais omnisports, 20 h 45 : Orchestre national de France, dir. : L. Maazel (Gershwin).
Auditorium des Halles, 18 h 30 : B. Eidi, J.-F. Gardeil (Fauré, Poulenc, Debussy).

Festival d'automne

(42-96-12-27)

Théâtre des Bouffes du Nord, 20 h 30 : le Récit de la servante Zerline.

En région parisienne

GENNEVILLIERS, Théâtre (47-93-26-30), 20 h 30 : Ubu Roi.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (47-04-24-24)

Phil Karlson : 16 h, The Phenix City Story ; Films réalisés par les étudiants de l'IDHEC ; 19 h, Film de 1re année 1985 : Blind Alley d'E. Salinger ; Films de 1re année 1986 : Les huîtres d'E. Salinger ; La quatrième dimension : le Secret de B. Eluerd ; Tartare de L. Vachaud ; 9 h 58, de E. Dioulouf et ; Le théâtre anatomique de E. Bullot ; Portez ce vieux whisky au juge blond qui fume de T. Tartas ; En ville d'O. Devautour et O. Ducastel ; Pueri Domus d'A. Komives ; les Volets clos de J. Gottesdiener ; La cinémathèque de la danse présente ; 21 h, Serge Lifar, Une vie pour la danse, avec des extraits de La mort du cygne de J. Benoit-Levy ; Symphonie en blanc de R. Chanas et F. Ardoin ; A la mémoire d'un héros de R. Ventura ; Méphisto-valse de R. Ventura ; le Spectre de la danse de D. Delouche ; Première du film : Lifar à Paris de P. Bensard.

BEAUBOURG (42-78-35-57)

Relâche.

Les exclusivités

ABLAKON (Ivoirien) : Utopia, 5e (43-26-84-65).
AFTER HOURS (A., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).
AJANTRIK (Ind., v.o.) : Républic Cinéma, 11e (48-05-51-33).
ALIENS, LE RETOUR (A.) (*), v.f. : Lumière, 9e (42-46-49-07).
L'AMOUR SORCIER (Esp., v.o.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).
L'ANNÉE DU DRAGON (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).
ASTERIX CHEZ LES BRETONS (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50).
ATTENTION... PRIVÉS (A., v.o.) : George-V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94).
AUTOUR DE MINUIT (Fr.-A., v.o.) : Cluny Palace, 5e (43-25-19-90) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08).
BANCO (*) (A., v.f.) : Gaîté Rochechouart, 9e (48-78-81-77).
LES BALISEURS DU DÉSERT (Tunisien, v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).
BASIL DÉTECTIVE PRIVÉ, (A., v.o. et v.f.) : Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; v.f. : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; Grand Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Napoléon, 17e (42-67-63-42) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99).
BEAU TEMPS, MAIS ORAGEUX EN FIN DE JOURNÉE (Fr.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).
BIRDY (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (46-22-44-21).
BRAZIL (Brit., v.o.) : Epée-de-Bois, 5e (43-37-57-47) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).
CAP SUR LES ÉTOILES (A., v.f.) : Studio de la Contrescarpe, 5e (43-25-78-37).
CHAMBRE AVEC VUE (Brit., v.o.) : Gaumont Halles 1er (42-97-49-70) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81), Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).
CHARLOTTE FOR EVER (Fr.) (*) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; Marignan, 8e (43-59-92-82).
LE CHEVALIER A LA ROSE (All., v.o.) : Vendôme, 2e (47-42-97-52).
CLINS D'ŒIL SUR UN ADIEU (A., v.o.) : La Boîte à films, 17e (46-22-44-21).
LA COULEUR POURPRE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; St-Michel, 5e (43-26-79-17) ; v.f. : Gaîté-Rochechouart, 9e (48-78-81-77) ; Elysée Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Français, 9e (47-70-33-88).
COURS PRIVÉ (Fr.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; George-V, 8e (45-62-41-46).
LE COUREUR (Iran.) (v.o.), Utopia, 5e (43-26-84-65).
LA DERNIÈRE IMAGE (Franco-Algérien) : Lumière, 9e (42-46-49-07) ; Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; Studio 28, 18e (46-06-36-07) (h. sp.).
DESCENTE AUX ENFERS (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).
DÉSORDRE (Fr.) : Luxembourg, 6e (46-33-97-77).
DEUX FLICS A CHICAGO (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : Gaîté Rochechouart, 9e (48-78-81-77).
DIONYSOS (Fr.) : Panthéon, 5e (43-54-15-04).
DOUBLE MESSIEURS (Fr.) : St-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18) ; Républic Cinéma, 11e (48-05-51-33).
EMMANUELLE IV (**) : George-V, 8e (45-62-41-46).
EN DIRECT DE L'ESPACE (A., v.f.) : La Géode, 19e (42-05-06-07).
L'ÉTAT DE GRACE (Fr.) : Forum Arc-en-ciel, 1er (42-97-53-74) ; St-Germain Huchette, 5e (46-33-63-20) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Mercury, 8e (45-62-96-82) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; St-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Gare de Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Parnassiens, 14e (43-10-32-20) ; Convention St-Charles, 15e (45-79-33-00) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).
DOWN BY LAW (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; St-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).
L'ENTERREMENT DU SOLEIL (Jap., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 14e (43-26-58-00).
L'ESQUIMAUDE A FROID (Hong., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65) ; Studio 28, 18e (46-06-36-07) (h. sp.).
LA FEMME DE MA VIE (Fr.) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Latina, 4e (42-78-47-86).
LES FUGITIFS (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (43-97-35-43) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gare de Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Bastille, 11e (43-42-16-80) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-86-90) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Mayfair, 16e (45-25-27-06) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (46-36-10-96) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99).
GENESIS (Ind., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01).
HANNAH ET SES SŒURS (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52).
L'HISTOIRE OFFICIELLE (Arg., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01).
HIGHLANDER (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Templiers, 3e (42-72-94-56).
HOWARD (A.) (v.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; (v.o. et v.f.) : Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (43-26-23-44) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).
JEAN DE FLORETTE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Publicis Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).
LE JOUR DES MORTS-VIVANTS (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; (v.f.) : Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40).
JUMPIN JACK FLASH (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; (v.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (45-49-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 14e (45-75-79-79).
KAMIKAZE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).
LA FOLLE JOURNÉE DE FERRIS BUELLER (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; (v.f.) : Gaumont Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).
LA LÉGENDE DE LA FORTERESSE DE SOURAM (Sov., v.o.) : Reflet Logos, 5e (43-54-42-34) ; Cosmos, 6e (45-44-28-80).
LE MAL D'AIMER (Fr.-It.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20).
MANON DES SOURCES (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Gaumont Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86).
MAUVAIS SANG (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Saint-Germain-des-Prés, 6e (42-22-87-23) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).
MÉLO (Fr.) : 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).
MEMOIRES DU TEXAS (A., v.o.) : Rotonde, 6e (45-74-94-94).
LES MINIPOUSS (Fr.) : Saint-Ambroise, 11e (47-00-89-16) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).
MISSION (A., v.o.) : Forum Arc-en-ciel, 1er (42-97-53-74) ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Français, 9e (47-70-33-88) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).
MON AMI IVAN LAPCHINE (Sov., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).
MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE (Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).
NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Triomphe, 8e (45-62-45-76).
NOIR ET BLANC (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36).
LE NOM DE LA ROSE (Fr., v.a.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81 ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; PLM St-Jacques, 14e (45-89-68-42) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Escurial Panorama, 13e (47-07-28-04) ; Maillot, 17e (47-22-46-01) ; (v.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).
ON A VOLE CHARLIE SPENCER (fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; St-Germain village, 5e (46-33-63-20) ; Gaumont-Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Gaumont-Alesia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont-Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont-Convention, 15e (42-28-42-27).
OUT OF AFRICA (A., v.o.) : Publicis Matignon, 8e (43-59-31-97).
LE PASSAGE (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; UGC Boulevards, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Images, 18e (45-22-47-94).
PÉKIN CENTRAL (Fr.) : Républic Cinéma, 11e (48-05-51-33) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36).
LA PURITAINE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Racine Odéon, 6e (43-26-19-68).
LE RAYON VERT (Fr.) : Parnassiens, 14e (43-20-30-19).
RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉMENT (A., v.o.) : Studio Galande (h.sp.), 5e (43-54-72-71) ; Rotonde, 6e (45-74-94-94).
LA REINE DES NEIGES, LE DÉSERT ET L'ENFANT (Sov., v.f.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80) ; Triomphe, 8e (45-62-45-76).
ROCKY IV (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).
ROSA LUXEMBURG (All., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).
LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52) ; Châtelet-Victoria, 1er (42-36-12-83).
LE SACRIFICE (Franco-Suéd., v.o.) : Bonaparte, 6e (43-26-12-12).
SARRAOUNIA (Fr.) : Cinoches (h.sp.), 6e (46-33-10-82) ; St-Ambroise, 11e (47-00-89-16).
SCANDALEUSE GILDA (**) (It., v.o.) : Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; (v.f.) : Arcades, 2e (42-33-54-58).
SID ET NANCY (*) (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) ; Utopia, 5e (43-26-84-65).
LE SIXIÈME JOUR (Egyptien, v.o.) : Epée de bois, 5e (43-37-57-47).
SOLEIL DE NUIT (A., v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).
STOP MAKING SENSE (A., v.o.) : Escurial Panorama (h.sp.), 13e (47-07-28-04).
STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) : Reflet Logos, 5e (43-54-42-34).
TERRE JAUNE (Chin., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).
THE ACTRESS (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).
THÉRÈSE (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-80-25) ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; Elysée Lincoln, 8e (43-59-36-14).
THE SHOP AROUND THE CORNER (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).
37°2 LE MATIN (Fr.) : George-V, 8e (45-62-41-46).
TROIS HOMMES ET UN COUFFIN (Fr.) : George-V, 8e (45-62-41-46).
TOP GUN (A., v.o.) : Marignan, 8e (43-59-92-82) ; (v.f.) : Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86).
LA VÉRIFICATION (Sov., v.o.) : Epée-de-Bois, 5e (43-37-57-47).
LA VÉRITABLE HISTOIRE AH. Q (Chin., v.o.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).
WANDA'S CAFE (A., v.o.) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20).
WELCOME IN VIENNA (Autr., v.o.) : Saint-Germain Studio, 5e (46-33-63-20).
Y A-T-IL QUELQU'UN POUR TUER MA FEMME ? (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Danton, 6e (42-25-10-30) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; (v.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06).

LES FILMS NOUVEAUX

BONS BAISERS DE LIVERPOOL, film britannique de Chris Bernard, v.o. : Hautefeuille, 6e (46-73-79-38) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Gaumont-Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).
AMERICAN WARRIOR II (*), film américain de Sam Firstenberg, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16). V.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; Bastille, 11e (43-42-16-80) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Secrétans, 19e (42-41-77-99).

PARIS EN VISITES

MERCREDI 7 JANVIER

« Exposition France et Russie au siècle des Lumières », Grand Palais caisse (V. Tanpin).

« Exposition « La voie royale, 9000 ans d'art et d'histoire en Jordanie », 14 h 30, caisse (Clio).

« De la rue du Dragon aux hôtels du quai Malaquais », 14 h 30, métro Saint-Germain-des-Prés (Paris pittoresque et insolite).

« Le Palais de justice en activité », 14 h 30, devant grilles du Palais (Ch. Merle) ou 15 heures (AITC).

« L'Opéra » 14 h 30, entrée (M. Ch. Lasnier).

Raffinement et exotisme au temps de Louis XVI », 14 h 30, 36, quai du Louvre, porte Barbet-de-Jouy (Arcus).

« Exposition le Centenaire de la statue de la Liberté », 14 h 30, 107, rue de Rivoli.

« Les passages couverts des Grands Boulevards », 14 h 30, angle faubourg Montmartre et rue Grange-Batelière, et « L'art du sculpteur Antoine Bourdelle exposé dans son atelier », 15 heures, musée Bourdelle, 16, rue A.-Bourdelle (Caisse nationale des monuments historiques et des sites).

« Les vieux hôtels » parisiens à travers les étonnantes collections du Musée de l'Assistance publique », 15 heures, 47, quai de la Tournelle (Approche de l'art).

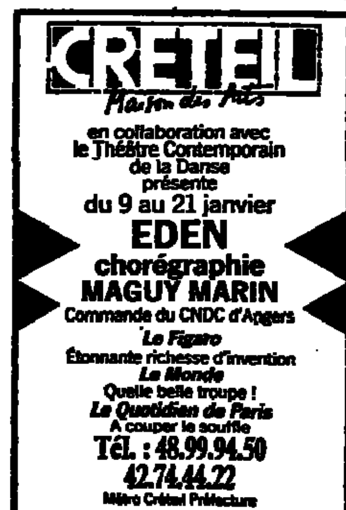
« Le Marais, ses rénovations, les hôtels de Sens, d'Aumont, de Brinvilliers », 14 h 30, 6, boulevard Henri-IV (Vieux Paris).

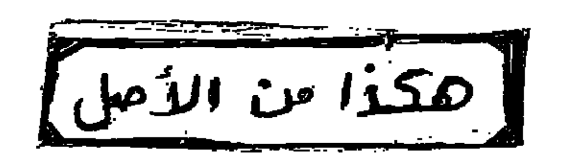
« Hôtels et jardins du Marais. Place des Vosges », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

CONFÉRENCES

49, rue Pierre-Charon, 19 h 30, « L'harmonie cosmique l'homme et la nature ».

3, rue Rousselet, 19 heures, « La femme et sa parure en Egypte pharaonique.





Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films, sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Les émissions signalées ci-dessous par un triangle noir sont celles qui ont fait l'objet d'un article dans le dernier supplément. Les carrés placés après le titre des films expriment notre appréciation : □ A éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 6 janvier

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20.35 Feuilleton : Dallas.
1er épisode : La famille ressoudée.
21.25 Série : Chapeau melon et bottes de cuir.
22.20 Documentaire : Quel roman que ma vie !
▶ Portrait d'Alphonse Boudard (en deux parties). Réalisé par Daniel Costelle. 1re partie : La cerise.
23.20 Paris-Dakar : résumé.
23.30 Journal.
23.45 Magazine : C'est à lire.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20.35 Les dossiers de l'écran.
Cinéma : Boat People ■
Film chinois d'Ann Hui (1982). Avec Lam Chi-Cheung, Cora Miao...
Un journaliste de retour au Vietnam cherche à comprendre le phénomène des « boat people ». Efficace, dramatique, convaincant, par l'émotion et donc souvent impudique, Boat People *est un film parfois difficilement soutenable. Réalité ou roman ? A vous de juger.*
22.20 Débat.
Sur le thème « Charité internationale ou solidarité business ? » Avec Amadou Mahtar M'Bow, directeur général de l'UNESCO ; le docteur Claude Malhuret, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre chargé des droits de l'homme ; le docteur Bernard Kouchner ; le docteur Jean-Christophe Rufin ; André Glucksman, écrivain ; Rupert Neudeck, journaliste allemand ; Jacques Pasquier de la Croix-Rouge et Lionel Rotcage de Band Aid.
23.25 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20.35 Cinéma : La dernière séance.
Soirée Gregory Peck.
1er film : la Femme modèle ■■
Film américain de Vincente Minnelli (1956).
Les amours tumultueuses d'un journaliste sportif et d'une dessinatrice de mode, chacun des deux époux gardant ses amis, son univers et son passé. Le couple inhabituel formé par Gregory Peck et Lauren Bacall est une vraie réussite, et la vie mouvementée du ménage est prétexte à une brillante comédie. Une petite merveille...
22.20 Réclames des années 50 et dessins animés.
Tom et Jerry, Tex Avery.
23.05 Journal.
23.35 2e film : la Gloire et la Peur ■
Film américain de Lewis Milestone (1959, v.o.).
Avril 1953 : à la fin de la guerre de Corée, Américains et Coréens se disputent la colline Pork Chop (littéralement « de la Côte de porc »). Les renforts arriveront-ils à l'heure ? Un film de guerre ultra-classique. La mise en scène pesante du vétéran Lewis Milestone embourbe le tout dans les pâturages asiatiques.

CANAL PLUS

20.35 Cinéma : le Mariage du siècle □ film français de Philippe Galland (1985), avec Anémone, Thierry Lhermitte, Dominique Lavanant, Jean-Claude Brialy, Martin Lamotte. **22.05 Flash d'informations. 22.15 Cinéma : Salut l'ami, adieu le trésor ! □** film italien de Sergio Corbucci (1981), avec Bud Spencer, Terence Hill, John Fujoka, Luise Bennett, Sal Borgese. **23.55 Cinéma : Mariage royal ■■** film américain de Stanley Donen (1950), avec Fred Astaire, Jane Powel, Peter Lawford, Sarah Churchill, Keenan Wynn, Albert Sharpe (v.o.). **1.30 Téléfilm : Rendez-vous au Ritz. 2.05 Série : Hollywood blues.**

LA « 5 »

20.30 Cinéma : les Surdoués de la première compagnie □ film français de Michel Gérard. **21.55 Série : Supercopter. 22.55 Série : Lou Grant. 23.55 Série : La cinquième dimension.**

TV 6

20.30 Cinéma : Mon épouse favorite ■ film américain de Garson Kanin. *Quiproquo dans une famille américaine : quand une exploratrice qu'on croyait disparue retrouve son foyer, elle s'aperçoit que son mari s'est remarié. Une joyeuse comédie américaine.* **22.00 6 Tonic.**

FRANCE-CULTURE

20.30 Le journal du corps. L'homme naît à la mer ; Dossier : Le handicap, l'accès et le droit au travail. **21.30 Musique : Diagonales.** Rencontres avec Lionel Pointis et Atahualpa Yupanqui. **22.30 Nuits magnétiques.** La nuit et le moment ; profession : témoin. **0.10 Du jour au lendemain.**

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct du Palais omnisports de Paris-Bercy). Ouverture cubaine, Porgy and Bess (extraits), Concerto pour piano et orchestre en fa majeur, Rhapsody in blue, Un Américain à Paris, de Gershwin, par l'Orchestre national de France, dir. Lorin Maazel, sol. : W. Fernandez, soprano, John O'Connor, piano. **23.00 Les soirées de France-Musique.** Le concert de minuit. Symphonie nº 8, en fa majeur, op. 93, de Beethoven, Tannhäuser (ouverture et bacchanale), de Wagner ; La force du destin (ouverture), de Verdi, par l'Orchestre symphonique de la NBC, dir. Arturo Toscanini (enregistré le 8 novembre 1952) ; Sérénade nº 1, en ré majeur, op. 11, allegro molto et Concerto nº 2, pour piano et orchestre, en si bémol majeur, op. 83, de Brahms, avec Vladimir Horowitz (enregistré le 23 octobre 1948).

Mercredi 7 janvier

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

13.50 Série : La croisière s'amuse.
14.40 Feuilleton : Isaura.
15.15 Vitamine.
Avec Rita Mitsouko, Caroline Loeb.
17.25 La vie des Botes.
17.50 Feuilleton : Huit, ça suffit.
18.20 Mini-journal, pour les jeunes.
De Patrice Drevet.
18.40 Jeu : La roue de la fortune.
19.05 Feuilleton : Santa Barbara.
19.40 Cocoricocoboy.
19.55 Tirage du Tac-O-Tac.
20.00 Journal.
20.30 Tirage du Loto.
20.35 Série : Marie Pervenche.
Le jour de gloire n'est pas près d'arriver.
Avec Danièle Evenou.
Les Nouvelles aventures d'une contractuelle pleine de charme et d'énergie.
21.30 Magazine : Médecine à la une.
Emission d'Igor Barrère.
Sur le thème « La médecine du désir », sont invités : les professeurs René Frydman (hôpital Antoine-Beclère), Rosa (hôpital Henri-Mondor), Henri Suchet (hôpital de Sèvres) et David (hôpital du Kremlin-Bicêtre).
23.05 Paris-Dakar : résumé.
23.10 Journal.
23.25 Magazine : Premier plan.
Emission préparée par Alain Bévérini.
Actualité cinématographique.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

13.45 Feuilleton : L'amour en héritage.
14.45 Terre des bêtes.
Les animaux du divorce ; Singeries exemplaires ; La renaissance de la bleue du Nord ; Les tortues sont de retour.
15.10 Récré A 2.
Ty Uan ; Les Schtroumpfs ; Quick et Flupke ; Les Ewoks ; Le sourire du dragon ; Si jeune et déjà ponais ; Sherlok Holmes ; Flip Bouc ; Cosmocats.
17.45 Magazine : Mambo satin.
De Billy Bourne.
Des mini-reportages pour les moins de quinze ans.
18.05 Série : Ma sorcière bien-aimée.
18.30 Magazine : C'est la vie.
18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19.10 D'accord, pas d'accord.
19.15 Actualités régionales.
19.40 Le nouveau théâtre de Bouvard.
20.00 Journal.
20.35 L'heure de vérité.
Invité : Raymond Barre.
L'ancien premier ministre répondra aux questions de François-Henri de Virieu, Albert du Roy, Alain Duhamel, Catherine Nay et Jean-Louis Lescène.
21.55 Magazine : Moi... je.
Emission de Bernard Bouthier.
▶ Au sommaire : J'explose ; Toxico-folies ; Qui c'est cet amoureux-là, maman ? ; La chanson qui vous aide à survivre ; Doublage sauvage ; Urgences hosto.
22.55 Journal.
23.05 Basket-ball : Coupe d'Europe des clubs champions.
Orthez-Tel-Aviv, en différé d'Orthez.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

14.00 Documentaire : Splendeur sauvage (rediff.).
14.30 Documentaire : Voyage à travers le système solaire.
Premier volet d'une série de treize.
15.00 Téléfilm : Le mystère du vase bleu.
D'après Agatha Christie.
16.00 Documentaire : Les maîtres d'œuvres.
Première partie : Camille Flammarion, un grand précurseur.
17.00 Feuilleton : Demain l'amour.
17.25 Dessin animé : Lucky Lucke.
18.00 Inspecteur Gadget.
18.30 Feuilleton : Flipper le dauphin.
19.00 Le 19-20 de l'information (et 19.35).
19.55 Dessin animé : Les entrechats.
20.05 Les jeux, à Flers.
20.35 Variétés : La nouvelle affiche.
Spécial chanson française.
Avec Johnny Hallyday, Jean-Jacques Goldman, Philippe Cataldo, Bruno Grimaldi, Alain Manaranche, Partenaire Particulier, Buzy, Karim Kacel...
21.55 Magazine : Thalassa.
Bons baisers d'Australie.
22.40 Journal.
23.10 Documentaire : Bordeaux la nuit (rediff.).
23.35 Prélude à la nuit.
Trois danses de Luigi Boccherini.

CANAL PLUS

14.00 Cabou cadin. 14.30 Téléfilm : Les lions blancs. 16.00 Les superstars du catch. 17.15 Série : Winchester à louer. 18.00 Flash d'informations. 18.05 Dessins animés. 18.15 Jeu : Les affaires sont les affaires. 18.45 Top 50. 19.15 Zénith. 19.55 Flash d'informations. 20.05 Starquizz. 20.30 Les triplés. 21.00 Cinéma : Time walker ■ film américain de Tom Kennedy (1982), avec Ben Murphy, Kevin Brophy, Nina Axelrod, James Karen. *Une momie, ramenée d'Egypte par un valeureux archéologue, se réveille pour terroriser la Californie. Horreur et mystère. Qui était ce pharaon ? Le scénario, bien abracadabrant, est réjouissant ; la momie serait en fait la dépouille d'un extra-terrestre... A tenter, pour les amateurs d'hiéroglyphes d'un autre monde.* **22.20 Flash d'informations. 22.30 Cinéma : Norma Rae ■■** film américain de Martin Ritt (1979), avec Sally Field, Beau Bridges, Ron Leibman, Pat Hingle, Barbara Baxley, Gail Strickland (v.o.). **0.20 Téléfilm : Contrat à Cherry Street.**

LA « 5 »

14.10 Dessins animés : Les Schtroumpfs. 15.05 Série : Chips. 16.05 Série : K 2000. 17.05 Série : Shérif, fais-moi peur. 18.00 Série : Supercopter. 19.00 Série : Happy days. 19.30 Série : Star Trek. 20.30 Téléfilm : La fleur ensanglantée (1re partie). 22.20 Série : Supercopter. 23.20 Série : Lou Grant. 0.15 Téléfilm : La fleur ensanglantée (1re partie). 2.00 Série : Supercopter.

TV 6

14.00 6 Tonic. 17.00 Système 6. 18.50 NRJ 6. 19.40 Série : Max la menace. 20.10 Feuilleton : Le temps des copains. 20.30 Sixties. La grande vallée ; Les chevaliers du ciel ; Destination danger ; Au cœur du temps. **0.06 Tonic.**

FRANCE-CULTURE

20.30 Antipodes. Kateb Yacine. **21.30 Musique : Plein volume,** émission sur le livre musical. La sélection du mois : Du beau dans la musique ; Richard Wagner à Mathilde Wesendonck ; La revue critique. **22.30 Nuits magnétiques.** La nuit et le moment ; Sur le vif : les karatékas. **0.10 Du jour au lendemain.**

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné salle Pleyel le 12 décembre 1986). Le Freischütz, ouverture de Weber ; Concerto pour violon et orchestre en ré majeur, op. 35, de Tchaïkovski ; Une vie de héros, poème symphonique, op. 40, de R. Strauss, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. Bernhard Klee ; Vladimir Spivakov, violon. **22.30 Les soirées de France-Musique.** Yvonne Lefébure raconte... ; à 23.08, Jazz-Club.

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le mardi 6 janvier à 0 heure et le dimanche 11 janvier à 24 heures.

Le flux s'orientera progressivement à nord, nord-est, amenant sur notre pays des masses d'air plus froid et des passages de perturbations pluvio-neigeuses.

Mercredi matin, de la Normandie au Bassin parisien, à la région Rhône-Alpes, à l'Alsace et au Nord, le ciel sera chargé de nuages. Tandis qu'il pleuvra près de la Manche, il neigera jusqu'en plaine en Alsace, Lorraine, Bourgogne et Franche-Comté. Sur le Bassin parisien, quelques flocons se mêleront aux gouttes de pluie. Les nuages prédomineront également en matinée sur la Côte atlantique et les Pyrénées. Partout ailleurs, on bénéficiera dès le lever du jour de belles éclaircies.

En cours de journée, le ciel se couvrira tour à tour sur le centre, l'est du Massif Central, la vallée du Rhône, la Provence et la Corse où quelques ondées se produiront. Il neigera en montagne sur les Alpes et le Massif Central, ainsi qu'en Corse.

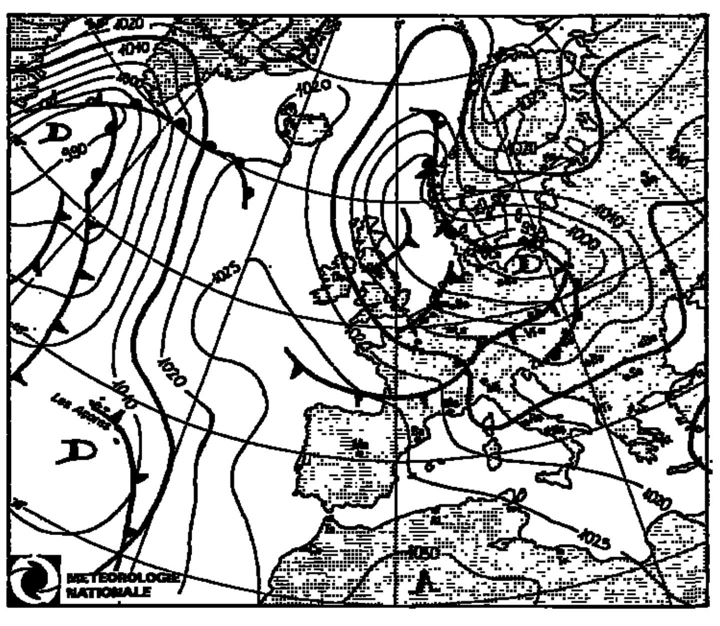
Sur toutes les autres régions, l'après-midi s'annonce ensoleillé bien que brumeux.

Près de la Méditerranée, mistral et tramontane souffleront assez fort. Ailleurs, s'établira un vent modéré de nord-est à nord.

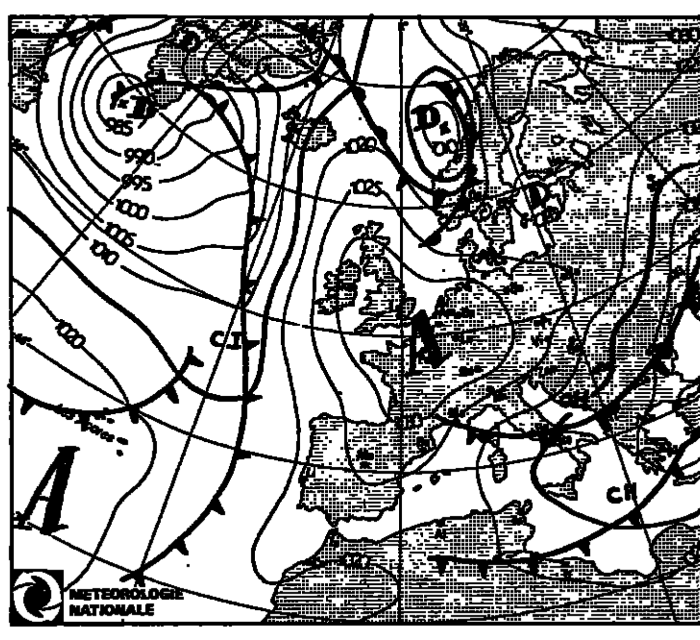
Côté températures, la tendance est à la baisse : il faut s'attendre à de faibles gelées matinales dans l'intérieur, excepté le Sud-Ouest où le minimum avoisinera 1 degré à 2 degrés. Près de la mer, on conservera 3 degrés à 5 degrés en général, 1 degré à 2 degrés près de la Manche.

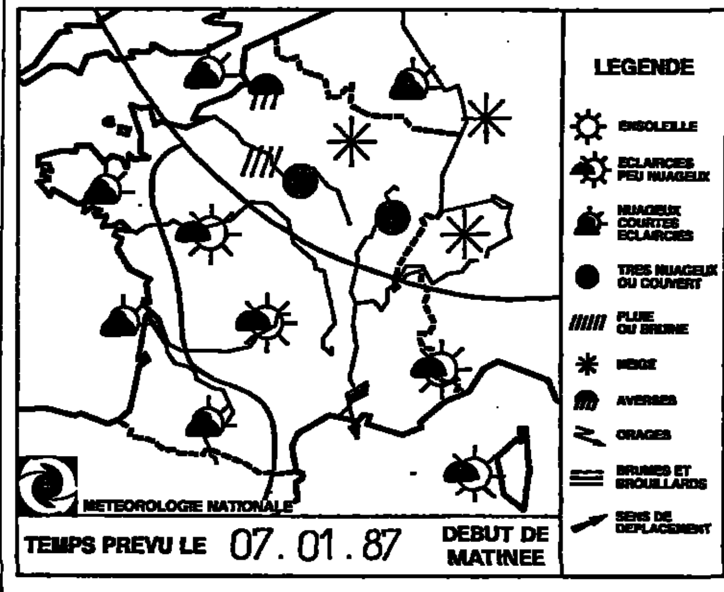
Quant aux températures maximales, elles seront voisines de 8 degrés à 10 degrés près de la Méditerranée, 4 degrés à 6 degrés dans le Sud-Ouest, 1 degré à 3 degrés partout ailleurs, excepté dans le Nord-Est où elles ne dépasseront pas - 1 degré à - 3 degrés.

SITUATION LE 6 JANVIER 1987 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 8 JANVIER A 0 HEURE TU





TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé
Valeurs extrêmes relevées entre le 5-1 à 6 h TU et le 6-1-1987 à 6 h TU — le 6-1-1987

FRANCE			
AJACCIO	13	4	N
BIARRITZ	12	7	C
BORDEAUX	11	8	P
BOURGES	7	6	N
BREST	9	6	A
CAEN	9	5	A
CHERBOURG	8	6	A
CLERMONT-FERR.	10	5	A
DIJON	3	3	P
GRENOBLE St-M-H	3	2	P
LILLE	8	5	D
LIMOGES	4	4	P
LYON	4	4	P
MARSEILLE-MAR.	11	4	D
NANCY	5	2	P
NANTES	11	5	D
NICE	13	3	D
PARIS-MONTS.	8	5	D
PAU	12	4	C
PERPIGNAN	18	7	D
RENNES	9	5	P
ST-ÉTIENNE	8	4	C
STRASBOURG	5	3	P
TOURS	9	6	P
TOULOUSE	10	8	P
POINTE-À-P.	28	18	N

ÉTRANGER			
ALGER	16	1	D
AMSTERDAM	7	4	A
ATHÈNES	6	0	D
BANGKOK	35	25	N
BARCELONE	14	- 2	D
BELGRADE	0	- 1	*
BERLIN	3	1	*
BRUXELLES	7	4	A
LE CAIRE	18	9	D
COPENHAGUE	3	- 4	*
DAKAR	31	15	D
DELHI	20	10	B
DJERBA	14	4	D
GENÈVE	4	4	A
HONGKONG	21	17	D
ISTANBUL	2	- 3	D
JÉRUSALEM	12	4	A
LISBONNE	13	4	D
LONDRES	9	3	N
LOS ANGELES	16	8	D
LUXEMBOURG	4	1	N
MADRID	12	- 5	D
MARRAKECH	20	4	D
MEXICO	22	4	B
MILAN	3	- 5	B
MONTRÉAL	- 2	- 9	C
MOSCOU	-22	-25	*
NAIROBI	26	15	B
NEW-YORK	3	- 3	D
OSLO	- 8	- 9	*
PALMA-DE-MAL.	15	0	B
PÉKIN	0	- 9	*
RIO-DE-JANEIRO	28	23	D
ROME	10	7	D
SINGAPOUR	31	24	A
STOCKHOLM	- 4	-12	*
SYDNEY	29	21	N
TOKYO	5	0	N
TUNIS	14	5	D
VARSOVIE	1	0	*
VENISE	0	- 2	B
VIENNE	5	- 3	C

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

EN BREF

● **EXPOSITION : les voyances de Jules Verne.** — Conquête de l'espace (*Autour de la Lune, De la Terre à la Lune, Cinq semaines en ballon*), exploration des fonds marins (*Vingt Mille Lieues sous les mers*), découverte de notre planète (*Voyage au centre de la Terre, le Tour du monde en quatre-vingts jours*), Jules Verne a tout prévu. Grâce à une imagination hors du commun mais aussi à un esprit scientifique rigoureux lui permettant d'étayer les hypothèses les plus aventureuses considérées comme utopiques à l'époque. Jusqu'au 25 janvier, le Parc floral de Paris présente une exposition consacrée à l'écrivain-visionnaire. Des maquettes présentent ses principales inventions et les plans de l'île mystérieuse, ainsi qu'une ville futuriste. Les jeunes visiteurs pourront participer à divers jeux et concours.

★ Parc floral de Paris, esplanade du château de Vincennes, bois de Vincennes, 75012 Paris. Entrée du Parc : adultes 3,80 F, enfants de six à dix ans 1,90 F, moins de six ans gratuit. Entrée exposition adultes 25 F, enfants de six à dix ans 15 F, moins de six ans gratuit.

● **FORMATION PROFESSIONNELLE : juriste international.** — L'université de Paris I et le King's College de l'université de Londres ont mis au point un programme de formation en droits français et anglais permettant à des jeunes (élèves de classes terminales, de lettres supérieures, étudiants en droit de première année) parfaitement bilingues d'obtenir au bout de quatre années d'études (deux années à Londres et deux années à Paris) le diplôme français de maîtrise en droit et le LL. B (son équivalent britannique). Ces juristes internationaux pourront ainsi devenir conseillers d'entreprise ou s'occuper d'affaires internationales dans des cabinets d'avocats spécialisés. Le nombre de places est limité, une sélection doit donc être organisée. Elle sera faite d'abord sur dossier, puis, dans le courant du mois de mars, à la suite d'un entretien avec un jury franco-anglais.

★ Le dossier est à retirer avant le 31 janvier au secrétariat de l'UER 07, université de Paris I, 12, place du Panthéon, 75231 Paris Cedex 05.

● **FORMATION : « Mon fric m'intéresse ».** — Sous cet intitulé, l'Union féminine et sociale (UFCS) propose un stage de deux jours sur les placements boursiers et la Bourse, vendredi 9 janvier 1987 et mardi 28 avril.

★ Renseignements : UFCS, 6, rue Béranger, 75003 Paris, tél. : 16-1-42-72-19-18.

ÉCHECS

Le classement 1986 de la FIDE Kasparov et Karpov au-dessus du lot

La FIDE (Fédération internationale des échecs) vient de publier le classement, pour l'année 1986, des meilleurs joueurs mondiaux. Le champion du monde Garry Kasparov devance logiquement son éternel rival Karpov de vingt-cinq points, mais il est loin du record établi en 1972 par Bobby Fischer : 2 780. Derrière Karpov, c'est le gouffre : soixante-cinq points d'écart avec Sokolov, qu'il doit rencontrer en février, ce match désignant le futur adversaire de Kasparov. On notera enfin la bonne tenue des « vieux » : Kortchnoï, Portisch, Spassky et Tal, toujours dans les dix premiers, alors que Timman n'y figure plus.

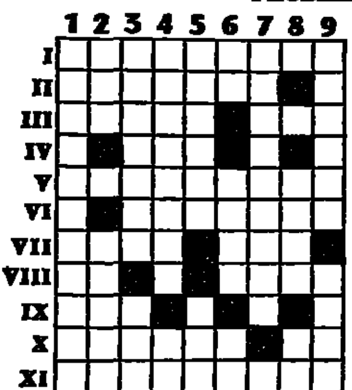
CLASSEMENT : 1. Kasparov (URSS), 2 735 ; 2. Karpov (URSS), 2 710 ; 3. Sokolov (URSS) et Youssoupov (URSS), 2 645 ; 5. Kortchnoï (Suisse), 2 625 ; 6. Ljubojevic (Yougoslavie), 2 620 ; 7. Huebner (RFA) et Short (Angleterre), 2 615 ; 9. Portisch (Hongrie), 2 610 ; 10. Spassky (URSS, naturalisé français) et Tal (URSS), 2 605, etc.

● LE TOURNOI DE CLICHY. — Ancien champion d'URSS, ayant obtenu l'autorisation d'immigrer en Israël il y a un an, le grand maître Boris Goulko a facilement remporté le Tournoi de Clichy, qui s'est terminé le dimanche 4 janvier. Avec six points et demi sur neuf possibles, il devance l'ancien champion du monde junior, l'Américain Dlugy. Les Français Renet, Kouatly, Haïk et Miralles ont réussi un tir groupé... aux dernières places.

« Services »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4393



HORIZONTALEMENT

I. Un homme pour qui l'entourage est très important. – II. Remplis d'os. – III. Corps d'hommes. Base de lancement. – IV. De quoi faire une fixation. – V. D'un contact très doux. – VI. Famille de paresseux. – VII. A donc eu un teint de fleur. Un jeu d'enfant. – VIII. Symbole. Singe d'Amérique. – IX. Emit un doute. – X. Partis en retraite. Note. – XI. Etre sur les « dents ».

VERTICALEMENT

1. Avec laquelle il ne faut pas s'attendre à une addition salée. – 2. Se dit en déclinant. Ouvertures de bars. – 3. Batteries ou instruments à vent. Instrument à corde. – 4. Calmer le feu. Bruit. – 5. Femme divine. Permettait de conserver sa culotte. – 6. Petit lit. Cherche toujours à paraître grand. Possessif. – 7. Méthode de purification. – 8. Bien arrivées. Personnel. – 9. Instruments de « dressage ». Période sombre.

Solution du problème n° 4392

Horizontalement

I. Calvitie. – II. Eloi. Irun. – III. Niveler. – IV. Tee. Adent. – V. An. Fief. – VI. Nerfs. Lac (allusion aux *Méditations* de Lamartine). – VII. Siège. – VIII. Cadence. – IX. FL. Chef. – X. Fournaise. – XI. Lugeuse.

Verticalement

1. Cent ans. FFL. – 2. Aliéné. Clou. – 3. Love. REA. UG. – 4. Vie. FF. Dore. – 5. Laisse. Nu. – 6. Tiède. Incas. – 7. Irréfléchie. – 8. Eu. Agées. – 9. Notice.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

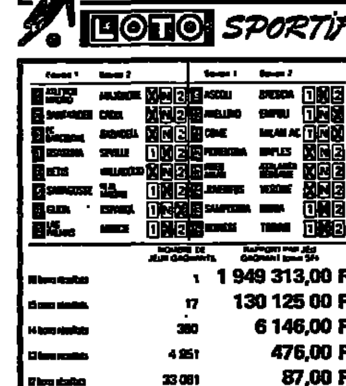
Sont publiés au *Journal officiel* du mardi 6 janvier 1987 :

DES DÉCRETS

● N° 86-1389 du 31 décembre 1986 modifiant le décret n° 82-285 du 8 avril 1983 instituant une taxe parafiscale sur certains produits pétroliers.

● N° 86-1390 du 31 décembre 1986 portant modification du décret n° 67-513 du 30 juin 1967 relatif aux tarifs des droits et taxes perçus par le Centre national de la cinématographie.

PRÉCISION. – Dans les nominations et les promotions dans l'ordre de la Légion d'honneur (*le Monde* du 2 janvier), nous avons signalé la promotion au grade d'officier de M. Alfred Duraffour. Il s'agit de M. Paul Duraffour, dont le premier prénom non usité, est effectivement Alfred.



RESULTATS COMPLETS N° 1 – LOTO SPORTIF

	Nombre de jeux gagnants	Rapport par jeu gagnant
[illegible]	1	1 949 313,00 F
[illegible]	17	130 125 00 F
[illegible]	380	6 146,00 F
[illegible]	4 251	476,00 F
[illegible]	33 081	87,00 F
7 Numéros de la Chance	1 340	79,00 F

Tirage des " 7 Numéros de la Chance " de Dimanche 4 Janv. 1987 : [illegible]

LETTRES

Des couronnes soviétiques sur la tombe de Tarkovski

La cathédrale Saint-Alexandre-Nevski de la rue Daru à Paris était trop petite, le lundi après-midi 5 janvier, pour la foule des amis et des admirateurs d'Andrei Tarkovski, venus assister à la cérémonie religieuse orthodoxe pour les obsèques du cinéaste (mort le 29 décembre à l'âge de cinquante-quatre ans). On remarquait la présence des représentants de la culture russe, émigrés et citoyens soviétiques mêlés, d'artistes et de gens de cinéma – Robert Bresson, Antoine Vitez, Daniel Toscan du Plantier, le réalisateur géorgien Otar Iosseliani, – des anonymes, des personnalités de l'Office du film suédois (le dernier film de Tarkovski, *le Sacrifice*, est en effet une coproduction franco-suédoise).

A l'issue de la cérémonie, l'écrivain Vladimir Maximov – directeur de la revue *Continent*, où paraît ce mois-ci la nouvelle d'Andrei Tarkovski d'où il tira *le Sacrifice* – prononça un hommage au disparu ; puis, du haut des marches de la cathédrale, le violoncelliste Mstislav Rostropovitch, très ému, brava quelques minutes la rumeur de la circulation pour jouer sous la brume un fragment d'une *Suite*, de Bach. L'inhumation devait avoir lieu ensuite au cimetière orthodoxe de Sainte-Geneviève-des-Bois.

A Moscou, l'agence Tass a fait état, dès lundi soir, des obsèques du cinéaste, exilé depuis 1984, et d'un hommage officiel des représentants de l'URSS. Des couronnes, a indiqué l'agence officielle soviétique, ont été déposées sur sa tombe de la part du Goskino (comité d'Etat pour le cinéma), de l'Union des cinéastes et de l'ambassade d'URSS à Paris.

N.Z.





Le Carnet du Monde

Naissances

– **Marc BADRAN**
et
Bettina, née WALDHART,

sont heureux de faire part de la naissance de

Amadéa, Ingrid,

le 24 décembre 1986.

– **Catherine GENTY**
et Marc LE MERCIER

sont heureux d'annoncer la naissance de

Benjamin.

8, place Herriot,
33140 Villenave-d'Ornon.
16, rue de la Paix,
59650 Villeneuve-d'Ascq.

– **Isabelle SPAAK,**
Philippe LEDUC
et Hadrien

ont la joie d'annoncer la naissance de

Clément,

le 27 décembre 1986, à Paris.

Décès

– Mme Jean-Marie Aletti,
née Annie Trintignac,
Ses enfants, Rachel, Maud, Antoinette et Hadrien,
Mme veuve Louis Aletti,
Mme Marie-Thérèse Aletti
et sa fille, Audrey,
M. et Mme Jacques Aletti,
M. et Mme René Trintignac,
M. et Mme Paul Trintignac,
Erik Philippe et Ingrid Trintignac,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean-Marie ALETTI,
président de l'Ecole française de Denver,

survenu accidentellement, aux USA, le 30 décembre 1986.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Mme Jean-Marie Aletti,
10163 W.-Marlowe Place,
Littleton Co 80123 (USA).
Mme veuve Louis Aletti,
Le Camarat,
77, boulevard Leader,
06150 Cannes.
M. et Mme Paul Trintignac,
41, route de Morigny,
Auvers-Saint-Georges,
91580 Etrechy.

– M. et Mme Michel Boucoiran
et leurs enfants,
M. et Mme Paul Foubert
et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de leur mère et grand-mère,

Mme Madeleine BOUCOIRAN,

survenu le 28 décembre 1986, à son domicile, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu en l'église réformée d'Auteuil et au cimetière de Montmorency.

39, boulevard Suchet,
75016 Paris.
22, Les Hauts-de-Bruyères,
91680 Bruyères-le-Chatel.

– Annie Joye-Besnainou,
sa fille,
Rémi Besnainou,
son gendre,
Catherine, Isabelle et Eric,
ses petits-enfants,
ont le chagrin de faire part du décès de

Manon CORNILLOT,

survenu le 1er janvier 1987, à Paris.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Père-Lachaise, le jeudi 8 janvier, à 14 h 15.

– Le docteur Jean Decressac,
son époux,
Mme Jacques Duboys de Labarre,
M. et Mme Jean-François Virlet,
M. et Mme Alain Duboys de Labarre,
M. et Mme Marcel Lagneau,
M. et Mme Dominique Pigot,
Le docteur et Mme Bernard Decressac,
M. et Mme Henri Bouffard,
ses enfants,
ses petits-enfants,
et arrière-petits-enfants,

font part du décès de

Mme Jean DECRESSAC,
née Geneviève Gautruche,

endormie dans la paix du Seigneur, le 4 janvier 1987, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Les obsèques auront lieu en la cathédrale Saint-Pierre d'Angoulême, le mercredi 7 janvier, à 14 h 15.

L'inhumation au cimetière de Bardines se fera dans la plus stricte intimité familiale.

Ses dernières volontés ont été : plus de prières et de messes que de fleurs et couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

22, avenue Georges-Clemenceau,
16000 Angoulême.

– Mme Denise Mairey, née Diatkine,
et M. André Mairey,
Aude et David,
M. et Mme Alain Diatkine,
Cyrille et Coralie,
Le professeur et Mme René Diatkine,
Le docteur et Mme Gilbert Diatkine
et leurs enfants,
M. et Mme Daniel Diatkine
et leur fille,
Le docteur Sylvie Diatkine-Daumezon
et sa fille,
M. et Mme Jean-Nicolas Diatkine,

ont la grande tristesse d'annoncer le décès de leur père, grand-père, frère, oncle et grand-oncle,

M. Lucien DIATKINE,

survenu le 1er janvier 1987.

Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité.

28, rue Vauquelin,
75005 Paris.
17, rue des Alouettes,
44100 Nantes.

– La Fédération nationale des déportés et internés, résistants et patriotes (FNDIRP)

font part du décès de son président, le

docteur Louis-François FICHEZ,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur dans l'ordre national du Mérite,
médaillé de la Résistance,
ancien déporté de la Résistance au camp de Mauthausen,
FFL réseau Century,

survenu le 4 janvier 1987, à Saint-Raphaël (Var), à l'âge de soixante et onze ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 7 janvier, à 15 heures, en l'église Notre-Dame des Victoires (cathédrale de Saint-Raphaël).

10, rue Leroux,
75116 Paris.

– M. et Mme Félix Carnel,
M. et Mme Charles Farnel,
M. et Mme Joseph Farnel,
Mme veuve Henri Farnel,
Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve FINKELSZTEJN,
née Aïdla Elbaum,

survenu le 6 janvier 1987, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi 7 janvier.

On se réunira à la porte principale du cimetière parisien de Bagneux, à 11 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Mme Christine Buechler, née Heinsdorff, sa fille,
M. Aron Langfus, son frère,
Mme Maria Langfus, sa nièce,
Et leurs enfants,
Ainsi que toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Milka HEINSDORFF,
née Langfus,

survenu dans sa quatre-vingt-deuxième année, le 27 décembre 1986, à Petah-Tikva (Israël).

46, avenue Paul-Valéry,
95200 Sarcelles.

– On nous prie d'annoncer le décès, survenu à Versailles le 26 décembre 1986, de

Jean-Gustave JUGNAT,
ancien directeur
de l'Ecole normale de Versailles,
ancien membre du Conseil supérieur de l'éducation nationale,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur des Palmes académiques.

Les obsèques ont eu lieu en présence des seuls membres de la famille.

12, rue du Maire-Henri-Simon,
78000 Versailles.

– Menton (06).

M. Fernand Morot-Sir
et ses enfants

ont la douleur de faire part du décès de leur très regrettée

Mme Fernand MOROT-SIR,
née Liane Lescossois,

survenu à Monaco (principauté), le 30 décembre 1986.

Les obsèques ont été célébrées à Fournels (Lozère).

« Le Méditerranée »,
10, rue Isola,
06500 Menton.

– Mme Germaine Mühlethaler,
M. et Mme Jacques Mühlethaler
et leurs enfants,
M. et Mme Jean Mühlethaler
et leurs enfants,
Sœur Marie-Pierre Mühlethaler,
M. et Mme Rouberol Mühlethaler,
Sœur Marie Mühlethaler,

font part du décès de

Mme Georgette MUHLETHALER,
née Janvier,

qui s'est éteinte le 29 décembre 1986, dans sa quatre-vingt-douzième année.

Les obsèques ont été célébrées le 31 décembre, dans la plus stricte intimité, au vieux cimetière de Sanary, en présence du pasteur Mourniegt.

– Mme Gilberte Nouchi,
Nils et Léo Nouchi,
M. et Mme Montias
et leurs enfants,
M. Serge Nouchi,
Mme Gabrielle Nouchi,
Mme Danièle Molko
et Leslie,
Et tous ses amis,
Les familles Tabar, Nouchi, Lerner et Saada,
Et l'agence Magnum Photos,

ont la douleur de faire part du décès de

Gérard NOUCHI.

Il sera inhumé au cimetière de Soisy-sous-Montmorency, le mercredi 7 janvier 1987, à 15 h 15.

Réunion à l'entrée principale.

– Mme André Reynaud,
son épouse,
M. Pierre Reynaud,
son fils,
Sa famille,
Le personnel de la société Sud-Aromatiques,

ont la douleur de faire part du décès de

M. André REYNAUD,
industriel,
docteur en droit,
diplômé de l'Ecole libre des sciences politiques
et de l'Institut
des hautes études internationales,
ancien vice-président
du conseil général
des Alpes-Maritimes,
adjoint au maire
du dix-septième arrondissement de Paris,
président
de la société Sud-Aromatiques,

survenu le 3 janvier 1987, dans sa soixante-sixième année.

Hommage lui a été rendu par M. Pierre Rémond, maire du dix-septième arrondissement de Paris.

Les collègues et amis du défunt se sont joints à cette cérémonie, qui s'est déroulée le mardi 6 janvier, à la mairie du dix-septième arrondissement.

L'office religieux aura lieu le jeudi 8 janvier, à 10 heures, en la chapelle de l'Athanée du cimetière Sainte-Brigitte de Grasse (06).

Cet avis tient lieu de faire-part.

2, avenue Paul-Doumer,
75016 Paris.

– Mme Henri Richard,
son épouse,
Le docteur et Mme Jacques Richard,
Mlle Edith Richard,
ses enfants,
ses petits-enfants
et arrière-petits-enfants,
Toute sa famille et ses amis,

ont le regret de faire part du décès de

M. Henri RICHARD,
chevalier de la Légion d'honneur,
directeur général honoraire
des compagnies d'assurances l'Union,

survenu le 1er janvier 1987, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Le service religieux a eu lieu dans la plus stricte intimité le 5 janvier.

Cet avis tient lieu de faire-part.

159, avenue du Général-Leclerc,
92340 Bourg-la-Reine.

– Mme Inès Saporta-Auerbach,
sa fille,
M. Robert Gaudrat,
son gendre,
M. Nicolas Saporta,
son beau-frère,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme René SAPORTA,
née Tilly Weissman,

survenu le 5 janvier 1987, dans sa quatre-vingt-troisième année.

L'inhumation aura lieu le mercredi 7 janvier, à 15 heures, au cimetière du Père-Lachaise.

Rendez-vous à 14 h 45, à l'entrée principale du cimetière.

6, rue de l'Eglise,
92200 Neuilly-sur-Seine.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

– M. Gamil Ratib,
Mme Mona Ratib,
Mme Zahia Ratib Abd-El-Wahab,
ses enfants,
Mlle Djehane Abousbah,
sa petite-fille,
Mme Mohamed Sultan Pacha,
sa belle-sœur,
Mme Marc de Monbrison,
Mme Nimet Sultan,
M. et Mme Larry Collins,
ses neveu et nièces,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Naïla SULTAN NAGUIB,

survenu à Paris le 3 janvier 1987.

Cet avis tient lieu de faire-part.

59-61, boulevard Victor-Hugo,
92200 Neuilly.

– Le docteur Philippe Thouvenin,
Didier et Chantal Thouvenin,
Isabelle Thouvenin,
Ivan et Véronique Thouvenin,
Aube et Marc Félix,
Fabienne Thouvenin et Richard Joosten,
François et Jean-Marie Bertholon,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Thérèse THOUVENIN,
née Bertholon,

survenu à Pierrevert (Alpes-de-Hautes-Provence), le 17 décembre 1986, à l'âge de soixante-deux ans.

Ses obsèques ont eu lieu, le samedi 20 décembre, en l'église de Carinan (Ardennes).

La Pinède,
04860 Pierrevert.

– Les éditions Bordas
et l'ensemble de leurs collaborateurs

ont la grande tristesse de faire part du décès de

Thérèse VAN DER ELST,
agrégée de l'Université,
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu à Paris le samedi 3 janvier 1987.

Remerciements

– Mme Bianchi
et ses enfants,

profondément touchés des marques de sympathie qui, leur ont été témoignées lors du décès de

M. Claude BIANCHI,

remercient très sincèrement toutes les personnes qui par leur présence, messages et envois de fleurs, se sont associées à leur peine.

Anniversaires

– **Leountino GUEYRAUD-MONLEAU,**
de « Gigi »,

aurié cent an ivei, entre Valabrego e Casteù-Bellan, e sus lis barri, aqueli que l'an couneigudo auran uno pensado esmougudo per elo que leissé lis sièu desempiei descounsoula.

Services religieux

– Une célébration à la mémoire de

Patrick BRACCO,
historien d'art,
documentaliste au ministère
de la culture,

décédé le 15 décembre 1986, aura lieu en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, 2, place du Louvre, à Paris-1er, le 9 janvier 1987, à 9 h 30.

Tous ceux qui l'ont connu et aimé sont invités à cette cérémonie du souvenir.

Avis de messes

– Une messe à l'intention de

M. Jacques ELIE,
conseiller maître honoraire
à la Cour des comptes,

décédé le 8 décembre 1986,
sera célébrée le samedi 10 janvier 1987, à 11 h 45, en l'église Saint-François, 44, rue Molitor, à Paris-16e.

Messes anniversaires

– Pour le premier anniversaire du rappel à Dieu de

Paul Bernard,
ingénieur général de l'artillerie navale,

la messe du samedi 10 janvier 1987, à 18 h 30, en l'église Saint-François-Xavier, 12, place du Président-Mithouard, à Paris-7e, sera célébrée à son intention, en union de prières avec sa famille et ses amis.

Soutenances de thèses

DOCTORATS

– Université Paris-IV, jeudi 8 janvier, à 9 h 30, salle des Actes, M. Bahija Simou : « L'Islah au Maroc, réformes militaires de 1844 à 1912. »

– Université Paris-III, jeudi 8 janvier, à 9 h 30, salle Liard, M. Roberto Flores Ortiz : « L'amour des raisons. Savoir et interaction dans l'historia de Las Indias de Nueva Espana de Fray Diego Duran (quinzième siècle). »

– Université Paris-III, vendredi 9 janvier, à 14 heures, salle Bourjac, Mlle Colette Maximin : « Oralité et écriture dans la Caraïbe anglophone au vingtième siècle (Etude des rapports de la littérature et de la tradition populaire). »

هكذا من الأصل

Le Monde
SCIENCES

Les « petits monstres » de Mme Le Douarin

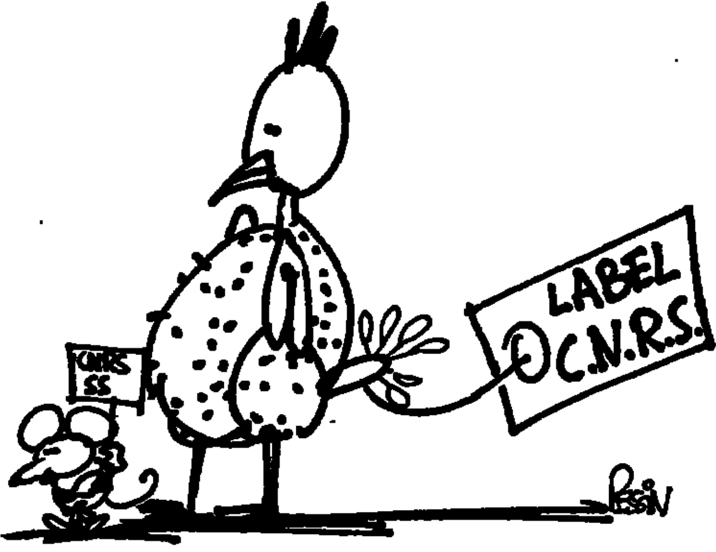
Depuis vingt ans, les chercheurs de l'Institut d'embryologie du CNRS et du Collège de France créent des « monstres ». L'étude de ces animaux hybrides permet de mieux comprendre les mécanismes de certaines maladies nerveuses et le fonctionnement du système immunitaire.

ELLE est toute modeste. Comme son bureau qui sent bon le désordre des chercheurs et où on prend le thé entre deux piles de dossiers, une affiche à la gloire des peintres naïfs et une peau de panthère dont elle *« a hérité à son arrivée dans le labo »*. Mais elle est aussi toute passion pour ces drôles d'oiseaux qu'elle fait naître dans son laboratoire. Depuis plus de vingt ans, Nicole le Douarin, ainsi que son équipe forte aujourd'hui d'une centaine de chercheurs et de techniciens, joue avec les dieux.

De son laboratoire, dans les locaux de l'Institut d'embryologie du CNRS et du Collège de France de Nogent-sur-Marne qu'elle dirige, depuis 1975, à la lisière du bois de Vincennes, sortent des animaux étranges : des chimères. Non pas de ces bêtes de légende comme les chiens à trois têtes, les chevaux ailés ou l'hydre de Lerne, mais des volailles, de simples volailles en apparence pour qui ne sait pas. Seul indice de leur singularité : cette pigmentation brun-marron des plumes de leurs ailes qui est typique de la caille japonaise avec laquelle ces animaux ont été « croisés ». Curieux poulets que ces poulets-là qui ont valu à leur créatrice la médaille d'or du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et l'un des plus grands prix scientifiques du moment, le prix Kyoto (300 000 dollars), récemment créé par la firme japonaise Kyocera.

Rien d'étonnant à cela. Car, au-delà des succès déjà obtenus par Nicole Le Douarin sur la migration des cellules au cours de l'embryogenèse, se profilent des découvertes qui pourraient aider à mieux comprendre la sclérose en plaques, les phénomènes de rejets de greffe et les processus conduisant à l'apparition de lésions dues à des maladies comme encéphalomyélite et névrite allergiques expérimentales. Comment en est-elle arrivée là ? Le plus simplement du monde, en s'amusant, dit-elle. *« Depuis des années, je m'amuse, mais à la manière de ce sculpteur qui me disait : vous êtes comme moi, vous essayez de faire l'impossible. »*

Tout a commencé à la fin des années 50. Nicole Le Douarin, alors professeur de sciences naturelles dans un lycée, se passionne pour la biologie et décide de faire un peu de recherche tout en poursuivant ses activités d'enseignement. Le professeur Etienne Wolf, auquel elle succédera plus tard à l'Institut d'embryologie, lui donne alors sa chance. Il lui confie une étude sur la genèse du système digestif du poulet. Elle s'enthouiasme, rentre bientôt au CNRS et soutient brillamment une thèse sur le développement du foie et du tube digestif chez l'embryon de poulet. Une carrière classique de chercheur, mais que va bouleverser, en 1969, une découverte qu'elle fait *« un peu par hasard »* à la faculté des sciences de Nantes.



En tentant de marier des tissus d'embryons d'espèces différentes (du mésenchyme de caille et de l'éphitélium pré-hépatique de poulet), Nicole Le Douarin va mettre au point une méthode de marquage cellulaire fondée sur la structure particulière des noyaux des cellules de caille. Elle peut ainsi distinguer à tout moment dans une chimère caille-poulet les cellules venant de la caille de celles appartenant au poulet. La puissance et la simplicité de cet outil, utilisé aujourd'hui par les laboratoires d'embryologie du monde entier, lui permet alors d'orienter ses recherches sur les migrations et les interactions cellulaires pendant le développement de l'embryon.

Recherche importante car le développement des oiseaux est analogue à celui de l'homme et des mammifères, et l'étude chez l'embryon de la mise en place de l'appareil nerveux offre un remarquable champ d'expérience. En effet, explique Mme Le Douarin, à côté du système nerveux central, *« un système nerveux périphérique s'édifie à partir des bourrelets neuraux »* (1). Ceux-ci se rejoignent au moment de la fermeture du tube nerveux et constituent une structure transitoire à laquelle on donne le nom de crête neurale.

Prométhée des oiseaux

Peu après la formation de cette crête neurale, *« ses cellules se dissocient les unes des autres et entreprennent une migration plus ou moins prolongée dans les tissus embryonnaires. Leur déplacement, qui peut durer plusieurs jours et les entraîner à une distance considérable de leur point de départ, ne semble pas se faire au hasard puisqu'on constate qu'elles s'arrêtent dans les territoires bien précis de l'embryon où elles édifient diverses structures, notamment les ganglions périphériques »*.

Pour expliquer de pareils phénomènes, Nicole Le Douarin et son équipe ont joué les Prométhée. En enlevant chez l'embryon de poulet un fragment de crête neurale pour le remplacer aussitôt par un morceau équivalent provenant de la crête neurale d'un embryon de caille. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, la greffe a pris ! Et l'on a pu suivre sans mal, grâce à la méthode de marquage élaborée en 1969 par Mme Le Douarin, le cheminement des cellules de caille.

Résultat : la mise en évidence, par exemple, du rôle considérable que la crête neurale joue dans la genèse des structures céphaliques et cervicales. La totalité des tissus de la face (os, cartilage et derme) et de la surface ventrale du cou en sont dérivés. On imagine donc sans mal tout l'intérêt de ces observations qui ont contribué à une meilleure compréhension de certaines malformations de la face comme les becs de lièvre ou les palais mal fermés que l'on trouve parfois chez l'homme.

Fragiles chimères

Tous ces travaux ont donc permis d'établir une cartographie de cette crête neurale et l'on sait désormais que telle cellule qui va dans telle zone est dérivée de telle région de la crête. Mais, en dépit de ces progrès, une question restait posée : celle de savoir si la crête neurale est formée d'une population homogène de cellules à potentialités multiples ou si elle est un mélange de cellules dont la destinée est génétiquement programmée avant que ne commencent les migrations cellulaires.

Pour y répondre, les équipes de l'Institut d'embryologie se sont alors livrées à de nouvelles greffes consistant à modifier la position de morceaux de crête neurale. Un peu comme si, dans une colonne cylindrique formée de pièces de couleurs différentes, on remplaçait l'une des pièces du bas par une autre venant du haut et *vice versa*. Ces expériences ont permis de montrer que, lorsque le niveau d'origine des cellules était modifié dans la crête neurale, les cellules dérivées changeaient à leur tour de site d'affectation et se différenciaient en fonction de ce site. D'une certaine manière, les cellules paraissent donc capables de s'adapter à de nouvelles destinées.

Greffes de moelle, greffes de membres et même de partie entière de cerveau ont tout naturellement conduit Nicole Le Douarin à s'intéresser au système immunitaire. Il paraissait, en effet, intéressant de savoir ce que devenaient ces animaux bricolés et si les contacts établis entre les différentes cellules nerveuses de la caille et du poulet étaient fonctionnels à l'âge adulte. *« Nous avons donc laissé éclore des chimères portant des greffes de moelle épinière. Au début,* explique Mme Le Douarin, *leur comportement moteur est semblable à celui des poulets normaux du même âge. Le seul signe indiquant qu'il s'agit d'un animal greffé est la présence d'une bande de plumes pigmentées comme celles d'une caille au niveau des ailes. »*

Certaines de ces chimères atteignent un âge avancé. Mais, *« deux à quatre mois après la naissance, les ailes de l'animal tombent. La paralysie s'étend et bientôt, l'oiseau ne peut plus se tenir debout »*. A la coupe, les tissus nerveux apparaissent fortement dégradés. Le microscope révèle des lésions avec des pertes de myéline – substance qui sert de manchon aux fibres nerveuses – comparables à celles observées dans la sclérose en plaques évolutive et de certaines autres maladies comme l'encephalomyélite et la névrite allergiques expérimentales.

Ces chimères caille-poulet constituent donc un formidable modèle pour l'étude des maladies démyélinisantes de l'homme, mais aussi, et c'est l'objet des travaux actuellement engagés à Nogent-sur-Marne, pour tout ce qui concerne la *« reconnaissance du soi »*. Il s'agit-là d'un tout nouveau plan de recherche pour Mme Le Douarin portant sur les rejets de greffe. Rejets qui peuvent être abolis si, lors de la greffe, l'épithélium thymique du donneur est également implanté chez le receveur. Des ailes de caille ont pu ainsi être greffées chez le poulet sans être rejetées. On imagine donc sans mal les conséquences d'une telle étude qui, il y a quelques mois encore, faisait l'objet de débats très controversés et devrait à sa publication faire quelque bruit dans la communauté scientifique.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) *La Recherche*, nº 87, février 1979.

Electrons sauteurs

On savait depuis 1913 que les électrons changent brutalement d'orbite. Ce phénomène vient enfin d'être observé.

TROIS expériences réalisées ces derniers mois viennent de prouver l'existence d'un phénomène, le saut quantique, brutal changement d'état d'un atome lorsqu'un de ses électrons émet de la lumière. Elles ont été rendues possibles parce que l'on sait maintenant enfermer un atome dans un « piège », et l'y garder pendant de longues périodes, pratiquement préservé de toute interaction avec d'autres atomes.

Auparavant, on ne savait expérimenter que sur un grand nombre d'atomes en même temps, et l'on accédait donc aux propriétés d'ensemble mais non aux comportements individuels. Aujourd'hui c'est chose possible, et le progrès technologique accompli pour piéger des atomes est en passe d'apporter à la physique atomique un renouveau comparable à celui que fut, il y a vingt-cinq ans, l'invention du laser ; avec à la clé nombre d'applications, en particulier dans le domaine de la métrologie.

Pour mieux comprendre ces progrès et mesurer ce que sont ces sauts quantiques, il faut remonter dans le temps. En 1913, lorsque le Danois Niels Bohr introduisit un modèle d'atome qui allait bouleverser la physique. Il supposa que les électrons tournaient autour du noyau en décrivant des orbites circulaires, en analogie avec le mouvement des planètes autour du Soleil. Mais, à l'inverse de celles-ci, les électrons pouvaient changer d'orbite, sauter brusquement de l'une à l'autre.

Si le saut rapprochait l'électron du noyau, ce qui libérait de l'énergie, celle-ci était émise sous forme lumineuse, avec des caractéristiques parfaitement calculables en termes de charge électrique, de masse de l'électron et de ce mystérieux quantum d'action introduit par Max Planck en 1900 pour résoudre un problème de thermodynamique sans rapport direct avec la structure des atomes.

Le succès du modèle fut immédiat. Il expliquait parfaitement la structure des raies lumineuses émises par l'hydrogène, le plus simple des atomes, problème sur lequel les physiciens blémissaient depuis trente ans. Et des raffinements de la théorie montrèrent bientôt qu'on pouvait aussi rendre compte de l'émission lumineuse des autres atomes.

Pourtant, le modèle de Bohr était incompréhensible, en grande partie à cause de cette notion bizarre de « sauts quantiques » d'une orbite à l'autre. On n'imagine pas la Terre décidant brusquement d'aller se promener sur l'orbite de Vénus, et il est heureux pour ses habitants que cette fantaisie ne soit pas dans ses moyens. La mécanique classique, qui, depuis sa formulation par Newton, régissait le monde, n'autorise certes pas d'aussi brutales transitions et ne prévoit que des évolutions graduelles, parfaitement calculables et continues.

Einstein venait de renouveler la mécanique avec sa relativité et son équivalence entre masse et énergie, mais n'avait en rien touché à cette continuité fondamentale. Certes, il avait fallu introduire la discontinuité en physique. Planck l'avait fait, puis Einstein avait repris l'idée dans son explication de l'effet photoélectrique (1). Mais il s'agissait d'une discontinuité des échanges d'énergie, celle-ci étant transmise par petits paquets (quanta). On pouvait n'y voir qu'une restriction de la mécanique classique, une réduction de l'éventail des solutions qu'elle fournissait. Avec le modèle de Bohr, c'est la notion fondamentale de trajectoire qui était remise en cause, et l'agression contre la mécanique était patente.

On sait la fortune du modèle de Bohr. Amélioré, analysé, décortiqué, il engendra finalement la mécanique quantique, laquelle n'a rencontré que des succès depuis sa formulation précise entre 1925 et 1930. Elle est caractérisée par l'occurrence de transitions brutales et imprévisibles, traduction directe des sauts quantiques de Bohr. Ce caractère imprédictible, cet indéterminisme fondamental de la théorie, a fait couler beaucoup d'encre et soulevé de fortes oppositions. Il est maintenant très généralement admis, bien que certains physiciens continuent de le trouver gênant. Mais comment s'opposer à une théorie qui collectionne à tel point les succès ?

Une théorie qui collectionne les succès

Pour autant, on n'avait jamais observé directement les sauts quantiques au sens strict, les changements d'orbite brutaux des électrons atomiques. Les expériences qui auraient pu les montrer portaient sur un très grand nombre d'atomes, où un très grand nombre d'électrons changaient d'état. Mais ils ne le faisaient pas en parfaite simultanéité, et l'étalement dans le temps des transitions recréait une apparente continuité de l'évolution du système. La situation a changé ces dernières années, depuis qu'on sait isoler un seul électron ou un seul atome, et étudier son comportement.

Comme pour beaucoup de progrès importants, le principe est simple, et la technologie effroyablement compliquée. Un électron est soumis à des forces quand on le place dans un champ magnétique ou dans un champ électrique. Un étudiant de première année a tous les outils nécessaires pour trouver une combinaison de ces deux champs qui confine l'électron dans une petite région, qui l'y ramène quand il essaie de s'en écarter si du moins sa vitesse n'est pas trop grande. Mais deux difficultés apparaissent. L'une, point trop grave, est qu'il faut amener l'électron dans cette région en le freinant correctement pour qu'il puisse s'y stabiliser. L'autre, démentielle, est que ladite région doit être aussi vide que possible de toute matière, car tout choc avec un atome fera disparaître l'électron.

Cela fait trente ans que le physicien américain d'origine allemande Hans Dehmelt étudie à l'université de l'Etat de Washington des « pièges à électrons ». Cela n'en fait pas dix qu'il a obtenu des résultats positifs, en surmontant tous les obstacles, en obtenant une qualité de vide telle que la pression de l'atmosphère résiduelle soit réduite à quelques millionièmes de milliardième de sa valeur normale. Son équipe a pu ainsi garder le même électron dans un piège pendant dix mois, et l'utiliser pour plusieurs expériences. L'espoir était de tenir un an, et un gros gâteau d'anniversaire était déjà prévu. Mais un des quelques atomes résiduels a probablement heurté l'électron, et l'a éjecté hors du piège.

MAURICE ARVONNY.

(Lire la suite page 18.)

(1) Pour expliquer que les électrons soient arrachés d'un métal recevant de la lumière ultraviolette, Einstein supposa que l'énergie lumineuse était concentrée sur des corpuscules, plus tard appelés photons.

L'écran des arbres

Des chercheurs ont mis au point une simulation sur ordinateur de la croissance des arbres. On peut ainsi sans attendre voir ce que sera la plantation adulte.

SUR l'écran défilent une série d'images qu'entre eux les chercheurs nomment *« les quatre saisons »*. Celles d'un cerisier dont on suit les métamorphoses au fil des mois. Simple squelette aux branches nues en hiver, l'arbre s'épanouit sous une riche floraison au printemps, verdoie en été et roussit en automne. S'il ne s'agissait là que de nouvelles images de synthèse – elles ont été calculées et dessinées par ordinateur – venant enrichir les catalogues existant, on pourrait déjà saluer la précision du graphisme et la justesse des couleurs. Mais il y a plus.

« Ces dessins sont strictement conformes à une réalité possible. Au point qu'aucun arboriculteur attentif n'y trouverait à redire. Et pour cause : le programme informatique qui a conduit à cette séquence d'images a été concocté par un agronome. Ou plutôt par un *« agromathématicien »*, comme se définit M. Philippe De Reffye, chercheur au laboratoire de modélisation du Centre international de recherche agronomique pour le développement (CIRAD) à Montpellier. Que les images obtenues soient d'excellente qualité et qu'elles commencent à susciter l'intérêt de quelques artistes, M. De Reffye s'en réjouit. Mais c'est pour lui un heureux accident de parcours dans une recherche qui avait au départ des objectifs scientifiques puisqu'elle visait avant tout à une meilleure compréhension de la croissance des plantes.

« Données de croissance »

M. De Reffye, qui travaillait sur le caféier et le palmier, n'avait en effet en tête que des problèmes agronomiques lorsqu'il a entrepris, en 1978, d'élaborer un modèle mathématique simulant la croissance des arbres. C'est pour répondre aux besoins de ses recherches qu'il a écrit un logiciel sur la base de théories statistiques fournissant les probabilités de ramification, de croissance ou de mort des bourgeons. Puis, pour différentes espèces et variétés étudiées, il a introduit dans le programme général des *« données de croissance »* mesurées sur le terrain.

Appliqué en Côte-d'Ivoire à des cultures de caféiers, ce modèle a permis d'étudier la verse et de dégager des critères de sélection de variétés moins sensibles à ce phénomène qui fait tomber les arbres. Bien d'autres renseignements utiles ont pu être acquis par le simple calcul – de l'influence de différentes doses d'engrais sur la croissance des plantes à diverses maladies, – évitant ainsi de longues observations expérimentales.

Certes, d'autres logiciels de ce type existaient dans des laboratoires, mais chacun d'eux était adapté à une espèce particulière. Celui qui a été élaboré à Montpellier a ceci d'original et d'intéressant qu'il est très général et peut fonctionner avec n'importe quel végétal. *« Il est possible de calculer et de représenter une plante aussi loin qu'on en a le courage »*, souligne M. De Reffye.

Fleurs imaginaires

C'est cette souplesse qui a séduit M. Claude Edelin, spécialiste de l'*« architecture végétale » (voir encadré)* à l'Institut de botanique de l'université de Montpellier, et qui l'a conduit, il y a trois ans, à s'associer aux études de modélisation. Le botaniste pouvait enrichir le modèle en y apportant des données qualitatives reflétant le développement des axes des arbres (tronc et branches) les uns par rapport aux autres. En contrepartie, le programme informatique lui fournissait *« un excellent moyen de tester certaines hypothèses de croissance d'arbres complexes, dont la vérification aurait été fort longue sur le terrain »*.

Le logiciel, même dans sa toute première version, pouvait aussi permettre de dessiner des arbres « calculés ». Au départ, M. De Reffye ne voyait là que du superflu car les agronomes peuvent très bien se contenter de travailler sur des données numériques. Mais il a vite compris qu'il pouvait être utile de « montrer » le résultat de ses travaux à des collègues moins rompus que lui aux finesses de l'informatique et ainsi de les *« convaincre plus aisément »* du bien-fondé de sa méthode.

Et, puisque images il y avait, il fallait tenter d'en parfaire l'élaboration, en affinant le détail ou le rendu des couleurs. On fit appel à un spécialiste des images de synthèse, M. Marc Jaejer, qui a quitté l'université de Strasbourg pour se joindre à l'équipe. Quant aux importantes puissances de calcul que requière le programme pour « tourner », elles sont fournies par le Centre national universitaire sud de calcul de Montpellier, qui prête ses machines aux chercheurs.

Les compétences et les moyens étant réunis, on a pu faire évoluer le programme initial. D'abord en l'élargissant chaque année à une variété nouvelle : après le caféier, le palmier et le cotonnier, ce sera au tour de l'arbre à lychee, de l'hévéa, etc. Puis en améliorant sans cesse le logiciel lui-même, pour lui faire calculer et dessiner des détails toujours plus nombreux.

Les feuilles, par exemple, au départ simples taches vertes, apparaissent maintenant dans leur forme réelle, laquelle évolue à mesure que l'arbre croît. D'autres finesses sont aussi apparues dans l'image, comme l'éclairage de l'arbre ou son ombre au sol. Et l'on peut même, par écran interposé, « marcher » dans des plantes ou « grimper » sur des arbres. Au cours d'une de leur « promenade » dans le tronc du cocotier, les chercheurs ont ainsi eu la surprise de découvrir un fruit... preuve qu'il fallait apporter quelques modifications au calcul !

Rien n'empêche non plus d'appliquer la méthode à d'autres plantes que les arbres et de créer, comme l'a fait récemment M. De Reffye, des fleurs imaginaires, dont on parvient à distinguer sur l'écran les étamines et les pistils. Les chercheurs envisagent aussi de faire bientôt de la conception assistée par ordinateur. Ils pourront alors faire « tourner » l'image de l'arbre pour l'observer sous toutes les coutures, comme cela se fait couramment pour le dessin des carrosseries d'automobile ou celui des engrenages mécaniques. L'opération semble *a priori* faisable, à ceci près toutefois que les arbres sont des objets d'une complexité telle qu'on ne pourra les représenter que sous forme de *« structures fil de fer »*.

Mais déjà dans sa forme actuelle, la modélisation réalisée à Montpellier offre suffisamment de possibilités pour attiser l'intérêt. Non seulement de la part des agronomes et des botanistes, mais aussi de celle de sociétés de service en informatique comme la SESA qui a acheté le logiciel et devrait le commercialiser en 1987. Les paysagistes y voient pour leur part un excellent outil qui peut les aider à prévoir quelle forme prendra un arbre selon le nombre et l'emplacement des tailles qui lui seront faites. Un bon moyen de vérifier si une branche du cèdre planté sur la place ne traversera pas un jour la salle des fêtes de la mairie !

ELISABETH GORDON.

Une nouvelle branche de l'architecture

LES arbres, eux aussi, peuvent être décrits en termes architecturaux. Depuis le siècle dernier, nombre de botanistes se sont efforcés de « regarder » les arbres en tenant compte de leur structure. Mais il ne s'agissait là que d'études éparses, qu'il fallait rassembler et généraliser. De ce besoin de globalisation est née, il y a une quinzaine d'années, une nouvelle discipline consacrée à l'*« architecture végétale »*. Cette dernière s'attache à classer les arbres selon la disposition de leurs axes – tronc et branches – les uns par rapport aux autres.

Considérées sous cet angle, des plantes aussi différentes que l'euphorbe ou le manioc se ressemblent étrangement, avec leur tronc court qui s'arrête brutalement et se ramifie, avec leurs fleurs qui, à l'extrémité de chaque axe, en arrêtant la croissance. De même de très nombreux végétaux des pays tropicaux et tempérés présentent le même *« modèle architectural »* que le pin maritime, au tronc droit et haut, aux branches dressées disposées en étages. Il suffit en fait d'*« une vingtaine de modèles architecturaux pour répertorier les quelque trois cent mille espèces d'arbres connues »*, explique M. Claude Edelin, de l'institut botanique de l'université de Montpellier, un des laboratoires pionniers de ce type d'études.

Pour décrire complètement l'arbre, il faut encore ajouter à ces modèles – qui sont, pour une espèce donnée, héréditaires – un autre élément, celui dit de *« réitération »*. Quand elles vieillissent, certaines espèces, comme le peuplier, peuvent en effet reproduire leur propre architecture, de sorte que de « petits arbres », en tous points analogues à l'arbre-père, se développent à l'intérieur de celui-ci.

Une telle approche a déjà contribué aux progrès des connaissances botaniques. Mais elle s'est aussi révélée fort utile dans la modélisation de la croissance des végétaux.

E. G.

BIBLIOGRAPHIE

Une nouvelle collection de poche

DONNER au grand public une information scientifique sérieuse qui soit à la portée du plus grand nombre : tel est le but des éditions Le Rocher, qui ont lancé récemment une nouvelle collection : « Sciences et découvertes ». D'un format de poche (150 × 178 mm), chaque ouvrage, rédigé par un spécialiste du sujet traité, compte 128 ou 160 pages et 10 à 30 illustrations noir et blanc au trait. Pas de photos ou d'images en couleurs (sauf sur la couverture). Cette austérité a son avantage : le prix de chaque livre est de 35 ou de 39 francs.

A ce jour, une douzaine de titres sont disponibles. Ils sortent, en effet, au rythme de deux toutes les six semaines. Leur variété est très grande : de *la Vie des étoiles* aux *Oasis du fond des mers* et des *Dinosaures* à *la Moisissure*, du *Cerveau hormonal* aux *Volcans et magmas*...

Y. R.

Electrons sauteurs

(Suite de la page 17.)

Les mêmes dispositifs, ou des variantes, ont permis de piéger des atomes ionisés (amputés d'un ou plusieurs électrons), puis des atomes entiers. Et l'on a pu ainsi observer les sauts quantiques imaginés par Bohr.

La méthode a été proposée par Dehmelt sous le nom de « shelving », ce qui se rend à peu près par « rangement sur une étagère ». On éclaire l'atome isolé avec un laser qui fait passer un électron de l'état normal à un état de plus haute énergie. En termes du modèle de Bohr, on l'envoie sur une orbite plus éloignée. Il en retombe aussitôt – en un temps inférieur au milliardième de seconde – en émettant de la lumière. Dès qu'il est retombé, le laser le repropulse sur l'orbite éloignée, etc. On peut obtenir environ un milliard de transitions par seconde, et l'émission lumineuse de l'atome est alors suffisante pour qu'on voie à l'œil nu, au centre du piège, un point lumineux.

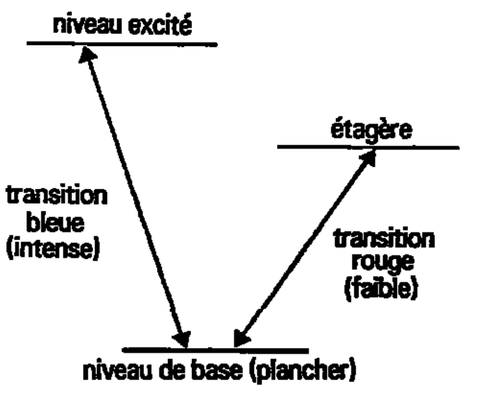
On éclaire maintenant l'atome avec un second laser qui peut aussi induire une transition et envoyer l'électron sur une autre orbite, qu'on appellera l'étagère. Mais on choisit une transition « interdite », ce qui signifie qu'elle est très improbable. Il faut plusieurs secondes pour que cette transition ait une chance de se produire, et autant pour que l'électron retombe de l'étagère où il est ainsi rangé. Or, pendant tout le temps où il est sur l'étagère, il n'est plus sensible au premier laser et n'émet donc plus de lumière. On voit donc le point lumineux disparaître, puis réapparaître, puis redisparaître encore... ce qui met en évidence les sauts quantiques entre l'étagère et, disons, le plancher.

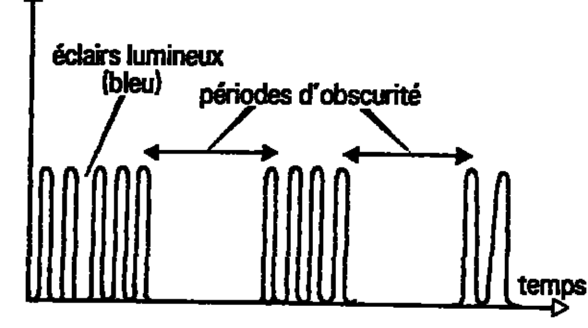
En bonne mécanique quantique, le résultat n'a rien d'étonnant. Il n'empêche que, quand la préparation d'une telle expérience fut annoncée lors d'un congrès de physique à Copenhague, il y eut des discussions sur son résultat ; la moitié des participants estimèrent qu'on ne verrait pas les sauts quantiques. Deux physiciens du laboratoire de l'Ecole normale supérieure, Claude Cohen-Tannoudji, professeur au Collège de France, et Jean Dalibard, furent alors à même, en utilisant une méthode qu'ils avaient développée pour d'autres problèmes, de calculer le résultat précis que devait fournir l'expérience et de montrer que les sauts quantiques devaient bien être observés.

Les résultats ont confirmé les prédictions. Trois expériences ont été récemment faites. L'une est strictement conforme au processus qu'on vient de décrire. Elle a été réalisée au Colorado par des chercheurs du National Bureau of Standards qui ont observé les sauts quantiques sur des atomes de mercure ionisé. Deux autres, où l'objet étudié est un ion de baryum, sont d'un principe légèrement différent, mais qui ne change rien sur le fond. L'une a été réalisée par l'équipe de Dehmelt, l'autre est due à des chercheurs de l'université de Hambourg (RFA).

Outre qu'elles ont mis en évidence les sauts quantiques, ces expériences ont permis de mesurer la durée de vie de l'étagère, c'est-à-dire le temps moyen qu'y reste l'électron lorsque les atomes sont assez islés les uns des autres pour que des chocs ne perturbent pas leur comportement. Ce n'est jamais le cas sur Terre, mais c'est celui de la matière interstellaire, et de telles mesures sont donc intéressantes pour les astrophysiciens.

MAURICE ARVONNY.





L'étagère : un laser bleu est pointé sur un atome isolé, et fait passer un électron atomique du niveau de base à un niveau de plus haute énergie (niveau excité). L'électron retombe aussitôt en émettant un photon, enregistré par le détecteur comme éclair lumineux. Les aller et retour sont si fréquents que l'émission lumineuse paraît continue. Un autre laser, rouge, éclaire aussi l'atome et peut envoyer l'électron vers un troisième niveau : l'étagère. Mais cette transition est très peu probable, à la montée comme à la descente. Quand l'électron est sur l'étagère, il y reste plusieurs secondes, pendant lesquelles l'atome n'est plus sensible au laser bleu et n'émet plus de lumière.

SECTEURS DE POINTE

CONSOMMATION

GDF dans son immeuble-labo

Pourra-t-on demain acheter un appartement comme une voiture en demandant combien il consomme ? C'est du moins ce que voudrait obtenir Gaz de France.

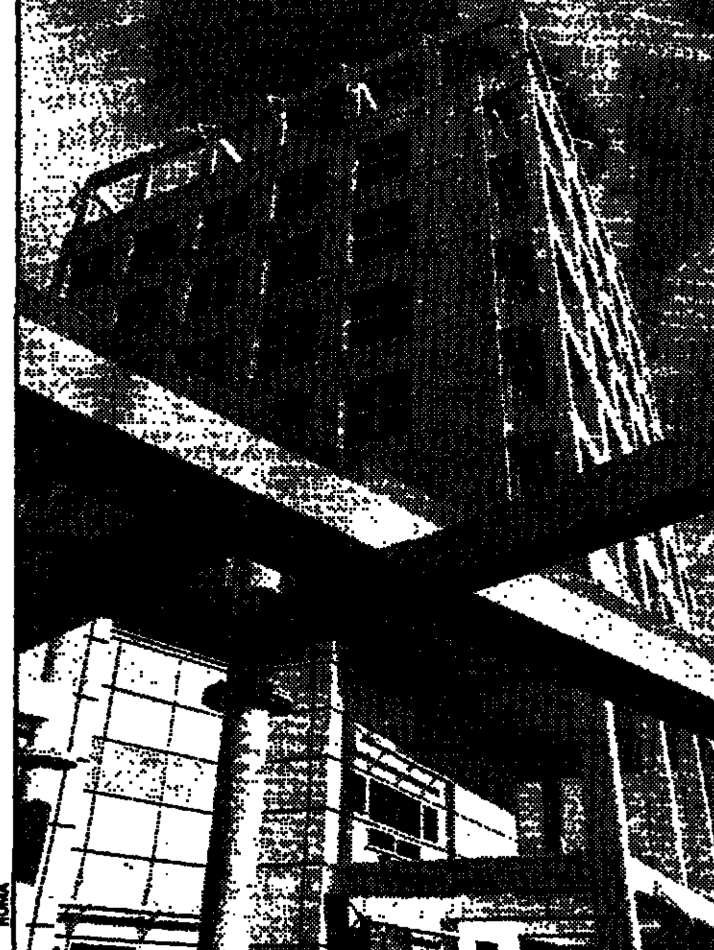
DE l'extérieur, l'immeuble ressemble à une HLM de cinq étages, isolé dans un champ de la Plaine-Saint-Denis, dans la banlieue nord de Paris. Petites fenêtres en carré et, dans l'angle, balconnets étroits. A l'intérieur, pas de concierge mais deux ingénieurs et deux techniciens qui contrôlent vingt-cinq appartements vides, complètement vides...

Passé le seuil, on respire la peinture fraîche. Dans la pièce principale, des barres verticales relient plafond et plancher... comme dans le métro. Cet immeuble est un laboratoire géant.

Son propriétaire, Gaz de France, l'aménagera en bureaux, mais pas avant la fin des essais de chauffage dans sept ou huit ans. Chaque appartement représente un investissement (informatique comprise) de 1 million de francs.

Pourquoi ce luxe ? *« Il n'est plus possible aujourd'hui d'étudier les réactions d'une chaudière comme il y a vingt ans,* répond Bernard Leblanc, de la direction des études et techniques nouvelles de GDF. *Maintenant nous devons raisonner sur le système énergétique dans son entier, bâti, chaudière, occupation, etc. Nous montrerons que l'on peut améliorer le confort tout en diminuant l'investissement et acheter un appartement comme une voiture en demandant combien il consomme* (1). »

A chaque étage, cinq appartements : un trois-pièces exposé au sud, deux deux-pièces et deux studios sur les autres faces. Vu à la loupe, chaque appartement se présente comme un malade sous perfusion. Une centaine de capteurs lui prennent le pouls, c'est-à-dire recueillent divers paramètres intervenant dans le chauffage. Les uns mesurent la température de l'air, des parois ou même des fumées ou encore de l'eau chaude des sanitaires ; d'autres précisent la vitesse et la direction du vent, sa pression, l'humidité de l'air ou son taux de gaz carbonique ou le degré d'ensoleillement.


ROMA

La partie expérimentale de l'immeuble-laboratoire de Gaz de France est montée sur pilotis pour être thermiquement désolidarisée du reste du bâtiment.

Tout en bas de cet immeuble sur pilotis – pour respecter l'isolation selon l'arrêté du 24 mars 1982, – un centre de calcul enregistre les données et établira en 1987 les modèles de « comportement thermique » de l'immeuble (2).

En 1988 commenceront les véritables essais, car ce bâtiment est à géométrie variable. Ses cloisons internes se déplacent, et les gaziers pourront jouer sur telle ou telle option de chauffage. Deux chaudières collectives en sous-sol, d'une puissance de 100 kWh et des chaudières individuelles placées dans les cuisines assurent la production de chaleur.

Un Lego pour expert-gazier

Sans manipulation de tuyauteries mais par un système de vannes, l'eau chaude est répartie dans les radiateurs ou dans le sol des planchers chauffants (ce système serait très économique et bien plus confortable que celui des années 60). Un système de ventilation thermique peut renouveler l'air une fois par heure. Bref ces chauffages multiples fonctionnent comme un immense Lego pour expert-gazier.

Ce « réel-simulé » doit pourtant intégrer un paramètre horriblement manquant : l'homme. *« Une personne apporte en moyenne 80 kWh par sa seule présence, le double en activité sportive,* ajoute Michel Gouez, chef de division. *Cette chaleur dite animale ou la virtuelle chaleur d'un rôti en cuisson est intégrée dans nos calculs, comme le sommeil dans la chambre après 22 heures, mais personne n'a encore évalué le paramètre « j'ouvre-et-je-ferme-mes-fenêtres-quand-je-veux.* » Ce sont là les limites de ce bel immeuble-labo...

CHRISTIAN TORTEL.

(1) Dans le bâtiment neuf, le chauffage au gaz coûte deux à trois fois plus cher que l'électrique lors de l'investissement mais moins cher après une longue utilisation. Ainsi seulement 25 % des logements français neufs en sont équipés contre la moitié dans les pays d'Europe occidentale.

(2) A chaque étage, un ordinateur Hewlett-Packard HP 1000 contrôle les mesures, un sixième, au sous-sol, de 132 millions d'octets de mémoire modélise le comportement thermique.

EXPÉRIMENTATION

Les robots des chercheurs

Pour faire leurs manipulations, pour expérimenter leurs découvertes, les chercheurs ont de plus en plus besoin d'instruments de pointe.

LA recherche, c'est des idées, mais aussi des techniques. Sans instruments de pointe, sans innovation technologique, pas de percée des connaissances – mais toute percée engendre de nouvelles innovations. Deux expositions à Paris, le Salon du laboratoire et Interchimie, ont montré quelques exemples de cette interaction.

Le Salon du laboratoire est très orienté vers les techniques biologiques et médicales. Celles-ci évoluent à grande allure. Informatisation, robotisation... Le robot présenté par Prolabo saisit un tube à essai, le pèse, y verse un réactif, le pèse à nouveau, le transporte vers un appareil d'analyse. Cette mécanisation des opérations a deux avantages : empêcher les erreurs de manipulation, inévitables pour cause de lassitude quand un opérateur doit répéter un grand nombre de fois les mêmes gestes ; faciliter le travail en milieu stérile.

Un milieu stérile est évidemment requis pour les cultures cellulaires. Que survienne la moindre contamination bactérienne, et en quelques heures il ne reste plus une seule des cellules en culture, mais des myriades de bactéries. Le Consortium du matériel de laboratoire a cependant tenu la gageure d'installer au Parc des expositions, dans un environnement qui n'est pas des plus propices, un laboratoire de cultures cellulaires qui fonctionnait au milieu des visiteurs. Cette société s'est spécialisée dans la fabrication de récipients en plastique pour cultures cellulaires. Cela paraît simple, mais ne l'est pas ; il n'existe d'ailleurs que cinq constructeurs au monde. Le matériau plastique utilisé doit avoir des caractéristiques très précises pour que les cellules acceptent de se fixer et de se développer sur lui. Il y faut en particulier une parfaite planéité des faces. Celle-ci est aussi requise pour l'observation au microscope, car on ne saurait sans elle distinguer les défauts de la cellule de ceux du support.

Jouxtant le Salon, l'exposition Interchimie était, plus en aval, orientée vers les matériels à destination industrielle. Comme l'indique son commissaire général, M. Pierre Piganiol, *« Interchimie, c'est l'usine de demain »*. La même remarque que *« la chimie, c'est des pompes et des agitateurs »*, et de fait il y avait abondance – et sans doute surabondance – de ces matériels. Les principes de leur réalisation ne changent guère, mais on note une plus grande attention aux problèmes de sécurité. Beaucoup de pompes sont équipées de dispositifs qui contrôlent les flux de produits et régulent ou arrêtent le fonctionnement si l'on s'écarte des valeurs attendues.

Bactéries sulfurivores

C'est pourtant à Interchimie qu'était présentée la « manip » la plus spectaculaire. Le laboratoire de l'Ecole centrale a mis au point un procédé biologique de désulfuration du gaz de fermentation.

La fermentation méthanique de divers déchets animaux ou végétaux (biomasse) fournit un gaz combustible et constitue l'une des plus intéressantes « énergies alternatives » qui, sans prétendre remplacer en tout les hydrocarbures fossiles, peuvent dans certains cas se substituer à eux. Mais le gaz ainsi produit contient en général de l'hydrogène sulfuré, toxique et corrosif, qui gêne son emploi.

Le procédé présenté utilise une bactérie, chromatium, qui, par photosynthèse, extrait le soufre et fabrique diverses molécules complexes ; certaines, comme l'adénosine triphosphate (ATP), ont un intérêt économique et peuvent valoriser cette désulfuration du gaz. Le procédé est d'une efficacité totale : la proportion de soufre restant dans le gaz après ce traitement est inférieure à dix parties par million. L'opération se fait en ligne avec la fermentation, avec deux réacteurs de désulfuration qu'on échange à intervalles réguliers. L'un est en aval du fermenteur et effectue la désulfuration. L'autre est situé en amont, ce qui permet aux bactéries de se régénérer à partir de la biomasse qui alimente le fermenteur. Les réacteurs présentés n'avaient qu'une capacité de quelques litres, mais un prédéveloppement industriel est actuellement en cours à l'Institut de recherche chimique appliquée.

MAURICE ARVONNY.

Demain

L'Europe de la technologie

Le dernier numéro de *la Jaune et la Rouge,* la revue mensuelle des anciens de l'X, est consacré à l'Europe de la technologie. Au sommaire, le point sur l'Agence spatiale européenne, les programmes Eurêka et ESPRIT, l'Europe des télécommunications et des biotechnologies, les moyens de financement de la Communauté.

Dans une introduction, Michel Petit, conseiller scientifique de la représentation permanente de la France auprès des Communautés européennes, rappelle l'enjeu de la bataille mondiale pour la maîtrise des nouvelles technologies. Il cite quelques chiffres significatifs. L'intensité de l'effort de recherche et de développement peut se mesurer par le rapport entre la dépense intérieure de recherche et de développement et le produit intérieur brut de chaque pays. En 1983, ce rapport était de 2,05 pour l'ensemble des États de l'Europe des Dix, mais de 2,70 aux États-Unis et de 2,62 au Japon. Il était de 2,14 en France, mais de 2,27 en Grande-Bretagne et de 2,59 en Allemagne fédérale...

★ Pour se procurer le numéro spécial de *la Jaune et la Rouge* sur l'Europe technologique, vendu au prix de 50 francs, s'adresser à la Société amicale des anciens élèves de l'Ecole polytechnique (AX), 5, rue Descartes, 75005 Paris. Tél. : 46-33-74-25.

Le maïs et l'ordinateur

Avec le projet ARPEGE, l'agriculture vient d'acquérir droit de cité dans le domaine de l'intelligence artificielle. ARPEGE (Aide à la résolution des problèmes pour l'élevage et la gestion des exploitations) a été développé par l'Ecole supérieure d'agriculture de Purpan, l'ESAP de Toulouse. ARPEGE regroupe en fait quatre systèmes experts : « Albert », qui doit permettre l'établissement d'un planning fourrager, « Zéa », un système de conduite de culture du maïs, « Arfin », adapté à la gestion financière des élevages bovins laitiers, et enfin « Mammitron », consacré au diagnostic épidémiologique des mammites bovines en élevage laitier.

C'est en 1983, quand la direction des télécommunications a pris le contrôle du Centre mondial informatique, que l'ESAP s'est vu confier les projets de recherche appliquée à l'agriculture. Pour mener à bien cette tâche, l'école toulousaine s'est associée avec la filiale française du groupe américain Digital Equipment. La création d'ARPEGE a donné lieu à un transfert de technologie entre la société Digital Equipment et l'ESAP, la première fournissant les matériels, le langage et l'aide de XCON, l'un des plus gros systèmes experts réalisés, la seconde se consacrant au développement d'applications spécifiques en agriculture. L'ESAP a pour cela utilisé l'expérience des conseillers agricoles et a testé au fur et à mesure le produit auprès des utilisateurs.

Ainsi le système *Zéa* a été conçu pour répondre aux besoins des cultivateurs de maïs. Dans ce secteur, le revenu à l'hectare peut passer du simple au quadruple selon la qualité de conduite de la culture. Le Sud-Ouest, c'est à noter, fut la première région de France à se lancer dans la maïsiculture. Après une période d'expérimentation et de mise en place qui se terminera en avril 1987, le programme pourra être interrogé à distance, sur le réseau Transpac pour les centres de formation. Les agriculteurs pourront également avoir accès à ce système expert par le minitel quand la phase d'industrialisation du logiciel sera achevée. ARPEGE aura coûté en trois ans d'études près de 8 millions de francs, soit entre 5 % et 7 % du budget du Centre mondial informatique, mais ses concepteurs, au premier rang desquels figure le directeur de l'école de Purpan, sont persuadés qu'il représente une valeur ajoutée intellectuelle de première importance.

Ainsi, quarante-sept ans après sa fondation par un groupe d'agriculteurs qui en confièrent la direction à la Compagnie de Jésus, l'ESAP confirme sa place de grande école d'ingénieurs en agriculture, dont les diplômes sont reconnus par l'Etat depuis 1964. – G. V.

60 000 télécopieurs

10 000 télécopieurs en 1982, 26 000 en 1984, 60 000 à la fin de 1986. Avec une progression de 50 % par an, ces quatre dernières années, le marché du télécopieur en France est en pleine croissance. Ce développement place la France au deuxième rang des pays européens équipés après la Grande-Bretagne. Parallèlement, en dix-huit mois, le trafic moyen par télécopieur est passé de 7 à 14 pages par jour.

Une étude réalisée par l'Institut de démoscopie démontre que la télécopie satisfait ses utilisateurs actuels et que sa notoriété progresse auprès des entreprises encore non équipées. 90 % des établissements équipés, dans tous les secteurs d'activité, l'apprécient pour sa simplicité, sa fiabilité et sa rapidité. De plus, 93 % des utilisateurs de télécopieurs ont déjà un télex.

Utilisée au départ pour remplacer ou soulager les moyens de communication traditionnels, la télécopie, une fois mise en place, devient désormais un outil indispensable au meilleur fonctionnement de l'entreprise, sans se substituer pour autant au télex aujourd'hui.

L'annuaire de la « télécopie » 1986 compte déjà 16 000 inscriptions.





MATRA TRANSPORT conçoit et réalise des systèmes de transports automatiques (VAL, ARAMIS).

Son développement rapide l'amène à rechercher (H/F)

Ingénieur Mécanicien

Dans le cadre de nos nouveaux projets, il coordonnera et participera aux études et au développement du Matériel Roulant. Outre sa formation mécanique, il a une expérience de 3 à 5 ans dans le domaine ferroviaire (ou approchant) et une bonne pratique de l'anglais ; des connaissances en électrotechnique seraient un plus. Poste basé à VANVES (92). Réf.A

Ingénieur Génie Civil

Intégré à l'équipe en place, il suivra pour MATRA TRANSPORT, les études d'Avant Projets d'un de nos métros en province. La capacité à coordonner l'activité d'équipes importantes est un atout essentiel pour la réussite dans ce poste. Ingénieur grande école (Centrale, ENPC ...) il a une expérience de 3 ans minimum en travaux publics (chantier ou Bureaux d'Etudes). Poste basé en Province. Réf.B

Jeune Ingénieur Electronicien

Intégré à l'équipe chargée des projets VAL sa mission sera double : d'une part la maintenance des logiciels existants, d'autre part le développement de logiciels pour de nouvelles applications (France et export). Ingénieur débutant (ou première expérience) Il a impérativement une connaissance de la programmation des microprocesseurs. Poste basé à LILLE (déplacements France et Etranger à prévoir). Réf.C

Pour ces 3 postes, l'esprit d'équipe, le sens de l'organisation et l'autonomie permettront aux candidats de réussir et d'évoluer avec nous.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) en précisant la référence du poste choisi à : MATRA TRANSPORT - Direction du Personnel - 2 rue Auguste Comte - 92170 VANVES



MATRA TRANSPORT

PUBLICITÉ ANNONCES

MARQUER *La différence*

En 2 ans d'activité SILICONE est devenu, après une très forte croissance, une entreprise mûre pour la réussite.
Concevoir et réaliser des logiciels, maîtriser les aspects «hard» de la prestation, c'est notre metier et c'est dans ce domaine, l'**informatique industrielle temps réel** que nous investissons (aéronautique, électronique militaire, ingenierie de systèmes, ...).

Nous recherchons à **PARIS et GRENOBLE** des **INGENIEURS GRANDES ECOLES** qui avec nous saurons faire la différence.

▶ CHEFS DE PROJETS
connaissances souhaitées UNIX, TELECOM,...

▶ INGENIEURS LOGICIELS
Débutant ou première expérience (1-2 ans), connaissant language C, 68000, UNIX.

Notre entreprise propose des prestations sur mesure, à forte plus value intellectuelle. Vous maîtriserez de A à Z votre prestation : pour marquer la différence. Votre candidature et ses motivations sauront nous convaincre de votre capacité à réussir avec nous, en évoluant au sein d'une structure jeune, légère, volontaire.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo à Silicone 6, boulevard Jourdan, 75014 Paris.

SILICONE

CONTESSE

Branchez votre énergie sur MULTILOG



Concevoir et réaliser des logiciels professionnels micro
Au tout premier plan des concepteurs et des éditeurs français de logiciels professionnels micro, cette société de 43 personnes a déjà vendu plus de 20.000 exemplaires de son SGBD. Pour développer la synergie SGBD, télématique et intelligence artificielle, MULTILOG crée plusieurs postes. Dans cette entreprise jeune où les rapports sont conviviaux, le sens des réalités économiques et des responsabilités sont des valeurs qui permettent un réel épanouissement professionnel.

Ingénieurs de développement logiciels de base

Sous la responsabilité d'un chef de projet et au sein d'une équipe, l'ingénieur sera chargé de concevoir et réaliser des logiciels de base (bases de données, traitement de texte, réseaux locaux, tableurs, graphique, télématique, système-expert, interface langages naturels...). De bonnes connaissances des langages assembleur et C sont souhaitées. Lire l'anglais est réellement un plus. Les postes à pourvoir s'adressent à des ingénieurs débutants et expérimentés (2 ans). Réf. A/D 2813AM.

Ingénieurs de développement progiciels gestion

Sous la responsabilité d'un chef de projet, il s'agit de développer des versions nouvelles de progiciels existants et de participer à la conception et à la réalisation de progiciels nouveaux tels que comptabilité, paie, facturation. Les postes à pourvoir impliquent une ouverture intellectuelle vers la gestion mais s'adressent aussi bien à des ingénieurs qu'à des diplômés d'IUT. Réf. A/D 2813M.

Responsable de l'informatique interne

Responsable de l'informatique interne auprès de la direction financière, le titulaire analysera et traduira en termes informatiques les démarches utilisateurs en matière de gestion financière (statistiques, états de trésorerie...). La supervision des techniques de production et la maintenance de l'ensemble du matériel lui seront également confiées. Le candidat possédera une solide formation aux techniques de gestion (DUT, BTS...) complétée par quelques années d'expérience en analyse et programmation, sur mini ou micro. Réf. A/D 2814M.

Pour tous ces postes, des formations complémentaires appropriées seront offertes si nécessaire. Les rémunérations annuelles seront fonction des connaissances et compétences des candidats retenus. Ecrire à PH. LESAGE en précisant la référence choisie. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Professionnel des automatismes et liaisons ?

Oui ! Alors ceci vous concerne. Diplômé d'une école d'Ingénieurs, mécanicien aguerri, vous avez une bonne maturité industrielle. Vous savez peser le pour et le contre des solutions techniques en automatismes, assumer la responsabilité des mises au point et établir des devis en maîtrisant vos prix de revient.
Une filiale d'un grand Groupe, en Rhône-Alpes, spécialisée dans l'automatisation flexible d'assemblage, cherche son responsable de la cellule Automatismes pour ses installations à base d'automates, de calculateurs et de réseaux.
Homme des situations d'avant-garde certes, vous privilégiez avant tout le bon sens et l'efficacité. Le moment est venu d'encadrer une équipe de techniciens et de participer à des réalisations unitaires, de qualité, dans un esprit d'équipe. Vos talents d'animateur et votre intégrité vous feront marquer des points. Notez enfin les possibilités d'évolution que peut offrir notre Groupe. Ecrivez vite aux consultants de SIRCA Rhône-Alpes, Le Britania C, 20 boulevard Eugène-Deruelle, 69432 LYON CEDEX 03, sous référence 023 452 M, merci de joindre votre CV, une photographie et d'indiquer votre rémunération actuelle.

Sirca Rhône-Alpes

Membre de Syntec

TEK DIVISION INFORMATIQUE GRAPHIQUE

TEKTRONIX FRANCE
Filiale d'un groupe international
Electronique et Informatique
Recherche un

INGENIEUR COMMERCIAL

Basé à Aix en Provence

- Vous avez une formation scientifique supérieure.
- Votre métier est de vendre des produits de Haute Technologie.
- Vous connaissez bien le marché des applications CAO/CFAO.
- Vous parlez l'anglais.

NOUS VOUS OFFRONS

- La gamme de terminaux et stations graphiques la plus étendue du marché.
- L'opportunité de prouver vos compétences commerciales.
- Un stage de formation aux USA.
- Un véhicule de fonction.



INGENIEUR THERMICIEN

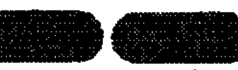
Chartres

De formation type INSA, A.M..., vous avez acquis votre expérience (4 à 5 ans) en bureau d'études, exploitation chauffage ou conditionnement d'air appuyée par une connaissance en traitement informatique de données techniques.
Vous possédez aussi une bonne pratique de l'anglais.

L'APPAVE, important organisme de vérifications techniques de sécurité vous propose d'exploiter au mieux vos compétences.

Après une période d'intégration - à Paris - vous serez rapidement amené à effectuer des diagnostics thermiques et assurer des missions d'assistance relatives à l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les locaux d'habitation et ensembles de bureaux, ce qui implique de fréquents déplacements sur la région.

Merci d'adresser c.v. détaillé, photo et prétentions sous référence 87.07 à APPAVE, M. de Rigaud, 17 rue Salneuve, 75854 Paris Cedex 17.






apave

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل



votre énergie
ULTILOG

développement
de base

développement
gestion

de l'informatique
terne

PA

matismes et liaisons ?

EUR
ICIEN

CITIMAM

Centre informatique des Caisses de Mutualité Sociale Agricole de

MIDI-PYRENEES

recherche
• dans le cadre du renforcement de ses équipes d'études,
• pour développement et mise en œuvre d'importants systèmes temps réel, bases de données, sur matériel BULL.

ANALYSTES et PROGRAMMEURS D'APPLICATIONS réf. 1

ANALYSTE SYSTEME réf. 2

Formation : ingénieur-DUT... et une expérience minimum de 3 ans sur gros systèmes.

Adresser C.V. manuscrit détaillé, photo et prétentions en précisant bien la référence du poste choisi à CITIMAM
12, rue du Général Sarrail - 82000 MONTAUBAN.

COMMUNICO

Marketing de systèmes électroniques complexes

Créer et développer des systèmes de télécommunication sophistiqués - Leader mondial dans le domaine des équipements et des systèmes de radio communication, un puissant groupe industriel français recherche le responsable de la stratégie et du marketing industriel d'une de ses principales familles de produits destinée au marché France et export. A partir d'une analyse permanente du marché, il fera évoluer le catalogue produits, initiera les projets nouveaux qu'il définira en liaison avec la direction technique et établira la politique de prix. Interface entre les différents services (BE, laboratoire, achats, fabrication, contrôle de gestion, direction commerciale...), il contrôlera le développement des produits, réalisera les outils de lancement commercial et assistera les équipes de vente, le plus souvent à l'export. A l'origine d'ule réflexion stratégique sur son domaine, il pourra être amené à négocier des accords de coopération. Ce poste, basé à Paris, ne peut qu'offrir des perspectives de carrière à un homme de valeur. Il s'adresse à un ingénieur (X, ENST, ESE...) possédant une expérience d'environ cinq ans dans l'industrie de haute technologie. Une formation complémentaire, type INSEAD, est naturellement un atout, à défaut un stage de marketing industriel pourra être envisagé. La pratique de l'anglais est indispensable. La rémunération sera à la hauteur des compétences requises. Ecrire à A. DAVID en précisant la référence A/D 2796M. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Ingénieur d'études

terre armée

Génie civil TP - Ce groupe français, implanté dans le monde entier, a développé depuis une quinzaine d'années une technique de renforcement des sols utilisée par toutes les grandes administrations. La société responsable de la France, du Bénélux et du Moyen-Orient recherche un ingénieur d'études. Sous l'autorité du directeur du service études et travaux (15 personnes), il devra participer à la définition des ouvrages à mettre en œuvre, à la gestion technique d'une vingtaine de missions simultanées (des avant-projets aux plans d'exécution) en supervisant les études menées par les projeteurs. Il devra également collaborer avec l'équipe informatique pour le suivi des développements de programmes (UNIX). Ce poste conviendrait à un ingénieur génie civil (ENPC, ECP, ESTP, INSA...) ayant une expérience d'environ 5 années, acquise au sein d'un bureau d'études d'entreprise du secteur BTP où il aura eu à animer une petite équipe de projeteurs. Rompu aux relations avec les équipes commerciales et les clients, le candidat a des connaissances en calcul béton armé et en mécanique des sols. Une bonne pratique de l'anglais est nécessaire. La rémunération annuelle sera fonction des compétences du candidat. Ecrire à PH. LESAGE en précisant la référence A/D 2819M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Groupe bancaire Alsace

RECHERCHE

INFORMATICIENS PROJETS :

– INGÉNIEURS INFORMATICIENS

– ANALYSTES PROGRAMMEURS (niveau Miage)

Pour participer à des développements d'applications en temps réels.

Veuillez adresser candidature avec c.v. détaillé et prétentions au MONDE PUBLICITÉ, *sous n° 8 248, 5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.*

INGENIEURS DU FUTUR

Intégrer le Groupe FRAMATOME, c'est bénéficier de toute une stratégie d'avenir.
Notre établissement lyonnais, en pleine croissance, dans un secteur de haute technologie, recherche

Ingénieurs d'étude conception neutronique

des cœurs de Réacteur à eau pressurisée, pour assurer les missions :
- évaluation de la sûreté des recharges et leur suivi neutronique,
- calculs neutroniques spécifiques,
- gestion de combustible en support à l'activité commerciale,
- développement de produits nouveaux.

Pour ces postes, une spécialisation en génie atomique-nucléaire et une bonne maîtrise de l'informatique appliquée seront appréciées.
Réf. A

Ingénieurs mécaniciens - électriciens BE

pour assurer des tâches de conception, suivi de réalisation et mise au point de MACHINES SPECIALES.
Expérience d'environ 2 ans acquise dans l'un des domaines suivants :
- construction mécanique utilisant des commandes électromécaniques, pneumatiques, hydrauliques,
- conception de machines spéciales incluant des automatismes à base d'automates programmables, de microprocesseurs,
- électromécanique; automatisme, mesures informatiques.

Réf. B

Anglais indispensable. Allemand souhaité. Déplacements de courte durée en France et à l'étranger.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV + photo), sous référence choisie à FRAMATOME LYON, Affaires Sociales - Emploi, 10 rue Juliette Récamier, 69006 Lyon.



INVENTEZ ET GÉREZ POUR GAGNER.

média-system

PROGRAMMES ARIANE 5-HERMES

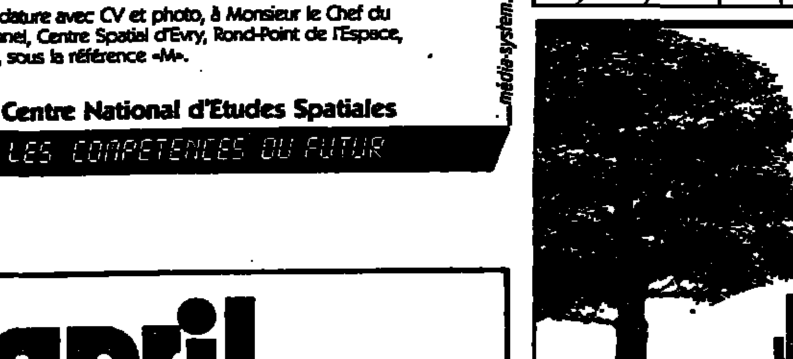
Ingénieurs qualité-méthode/audit

La Direction des Lanceurs du CNES à Evry (91) recherche 2 ingénieurs qualité.
Vous possédez 5 à 10 ans d'expérience, dont une part importante dans des fonctions qualité ou étroitement associées et impliquant une bonne connaissance de la méthodologie qualité dans des programmes en coopération internationale.
Vous devrez :
- créer et faire évoluer les manuels et spécifications générales d'Assurance Produits,
- vous assurer au moyen d'audits de leur bonne application sur l'ensemble des programmes.

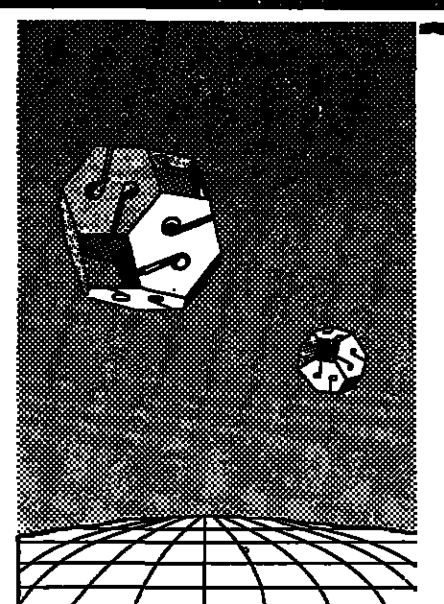
Pour occuper ces postes une bonne connaissance de l'anglais est indispensable.

Adressez votre candidature avec CV et photo, à Monsieur le Chef du Département Personnel, Centre Spatial d'Evry, Rond-Point de l'Espace, 91023 Evry Cedex, sous la référence «M».

Centre National d'Etudes Spatiales



média-system



LA PRODUCTIQUE, C'EST AUSSI LA QUALITE, LA FIABILITE ET LA MAINTENANCE

SODETEG, un des leaders de l'ingénierie européenne, développe une approche originale de la productique et de l'optimisation de systèmes industriels. Dans le cadre du développement rapide de cette activité, nous recherchons des

INGENIEURS CONSULTANTS JUNIOR

Au sein d'une équipe jeune et motivée, vous interviendrez dans les domaines de la qualité, de la fiabilité ou de la maintenance. Votre approche concrète et pragmatique s'appuyant sur une analyse globale des systèmes de production, vous permettra de concevoir des solutions industrielles originales et performantes. Vous êtes un jeune ingénieur de talent, de terrain et de contact. Nous vous proposons une rémunération motivante et un développement de carrière à la mesure de vos ambitions.

SODETEG
La maîtrise des systèmes

Merci d'écrire à Jean-Louis VIDOT, sous réf. 1041/LM2, BP 15, 92350 LE PLESSIS-ROBINSON.

THOMSON

HAVAS CONTACT

---

april

April, n°1 français de l'automate programmable, mise sur votre potentiel évolutif et le prouve en vous confiant, à Paris des postes d'

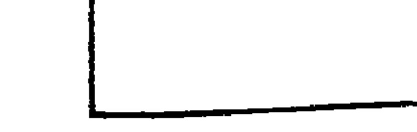
INGENIEURS D'APPLICATIONS

Sur le terrain et en liaison avec le Service Etudes et Développement, vous aurez pour mission de faire évoluer nos produits en fonction des besoins clients. Ensuite, c'est vous qui évoluerez : notre groupe vous offre un large éventail de possibilités.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 87109 à notre Cabinet.

JEUNES INGENIEURS

ELECTRONIQUE, AUTOMATISMES, INFORMATIQUE INDUSTRIELLE



ROUBAIX DECISION,
32 rue des Volontaires
75015 Paris.

DESSEIN

Présents dans 75 pays, forts de l'expérience de 26 000 collaborateurs, de la compétitivité internationale de nos produits, nous développons sur tous les marchés des solutions évolutives intégrant matériels, applications et services, pour donner à nos utilisateurs plus de liberté pour mieux entreprendre.

JEUNES DIPLOMES BULL S'ENGAGE A VOUS FAIRE GRANDIR

Le challenge du réseau commercial France : gagner des parts de marché sur tous les créneaux de l'informatique, des petits aux très grands systèmes en passant par la bureautique et les télécommunications.

Futurs Ingénieurs Technico-Commerciaux (Bac + 5, option informatique appréciée), vous joignez à vos talents d'organisateur et de communicateur de réelles compétences techniques. En collaboration avec les Ingenieurs Commerciaux, vous bâtirez des solutions performantes pour les plus grandes entreprises (élaboration du cahier des charges, démonstration, conseil aux utilisateurs...).

Nous vous offrons un formation complète à nos produits et à nos méthodes formation théorique et sur le terrain. Vous serez ensuite intégré à une unité opérationnelle à **Paris** ou en **Province.**

BULL s'engage à vous faire grandir : formation continue, ouverture des carrières au plan international, proximité des centres de décision, responsabilisation...

L'esprit d'équipe vous motive... alors adressez votre dossier de candidature à Françoise Le Merrer, sous la référence 204 LM - Bull Recrutement
78-80, avenue Galliéni - 93174 Bagnolet



SOURCES

SECTEURS DE POINTE



GILSON INTERNATIONAL

Nous sommes concepteurs et constructeurs d'instrumentation de laboratoire pour la recherche scientifique. Notre service de « Mise en Fabrication » est pour nous un carrefour technique entre les études et la fabrication en série

DES MOYENS DE FABRICATION...

et des outillages à concevoir, à réaliser, et à gérer (mise à disposition, maintenance préventive...), des besoins à gérer, seraient votre responsabilité d'

INGENIEUR
en charge des outillages

Vous êtes ingénieur de formation, vous avez une expérience conséquente en fabrication ou en méthodes, vous connaissez les technologies récentes et vous savez les « vendre » aux utilisateurs qu'ils soient à l'intérieur ou à l'extérieur d'une entreprise.

Vous pratiquez l'anglais.

Ecrivez à **Vincent Oberthür.**

DES NOUVEAUX PRODUITS...

des instruments mécaniques ou automatiques à industrialiser,
des modifications à appliquer,
des fabrications à préparer,
des solutions à rationaliser et à gérer,
des valeurs à analyser
constitueraient votre charge en tant qu' :

INGENIEUR
d'industrialisation

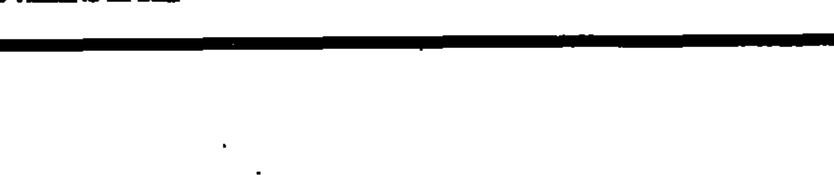
Vous êtes ingénieur automaticien, vous avez une bonne expérience d'étude ou d'industrialisation, vous êtes curieux « de naissance », vous pratiquez l'anglais.

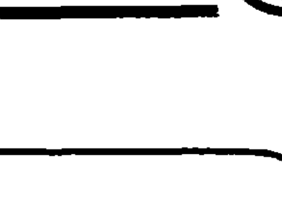
Ecrivez à **Norbert Demarcq.**

GILSON MEDICAL ELECTRONICS
72, rue Gambetta - 95400 VILLIERS-LE-BEL




Pierre Lichau

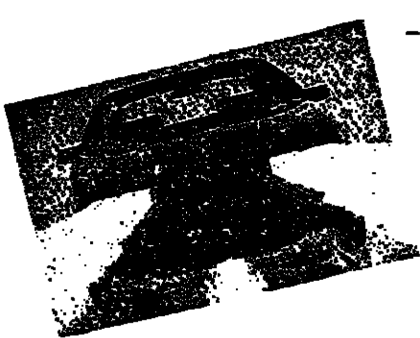







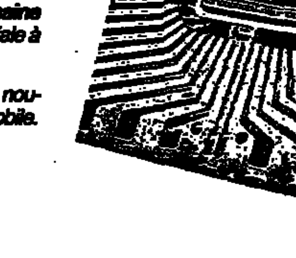
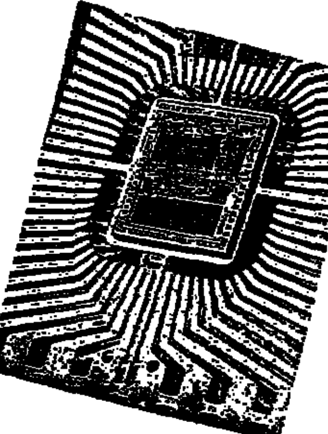
MOTOROLA
ELECTRONIQUE AUTOMOBILE ANGERS

Motorola, c'est le leadership...
des hommes, des idées et de la technologie.



*– Angers, c'est non seulement la cité du « Bon Roi René », mais aussi une ville universitaire et de haute technologie industrielle ; c'est également et surtout l'implantation depuis 3 ans de **MOTOROLA ELECTRONIQUE AUTOMOBILE**, entreprise régionale à taille humaine de 220 personnes bénéficiant d'une présence mondiale à travers l'ensemble du groupe MOTOROLA.*

– En pleine expansion, nous produisons dans notre nouvelle usine des produits électroniques pour l'automobile.

A ANGERS LA QUALITE N'EST PAS SEULEMENT UN SLOGAN, C'EST NOTRE METIER.

Vous êtes : **JEUNES DIPLOMES**

SUPELEC - ARTS ET METIERS - N7 - DUT - BTS - débutants ou expérimentés.

Motivés pour participer au développement de nos départements : PRODUCTION - Assurance QUALITE - ETUDES industrielles - LOGISTIQUE (achats, approvisionnements...) - procédés de FABRICATION.
*Vous voulez intégrer une équipe dynamique et tournée vers l'avenir, alors contactez-nous (lettre manuscrite, C.V. et photo) **VALEURS PLUS** - 59, rue de Richelieu - 75002 PARIS en précisant le domaine pour lequel vous postulez.*

VALENS CONSEIL

L'AIR LIQUIDE

Leader mondial des gaz industriels *recherche*

CHEF DE PRODUITS

*pour sa Division **ALPHAGAZ EUROPE** qui commercialise les gaz spéciaux de très haute pureté destinés aux laboratoires de recherche et aux industries de Haute Technologie en particulier l'industrie des Semi-Conducteurs.*

*Vous serez chargé de l'étude des **nouveaux marchés** et du lancement des **nouveaux produits** en coordination avec la Recherche, la Production et les Services Commerciaux.*

*Vous êtes impérativement diplômés d'une **Grande Ecole de Commerce ou d'Ingénieur** et possédez une **expérience d'au moins 3 ans en marketing industriel** dans un contexte international concernant de préférence des produits de haute technologie.*

*Ce poste basé dans la **Région Parisienne** nécessite de nombreux déplacements en Europe auprès des filiales du groupe et des principaux clients.*

*Une **bonne maîtrise de l'anglais** est indispensable, celle d'une autre langue sera appréciée.*

L'AIR LIQUIDE offre aux candidats de valeur de larges possibilités de carrière au sein de son groupe, 25.000 personnes dans 55 pays.

Adressez lettre manuscrite C.V. avec photo en précisant votre rémunération actuelle et la référence PM, à L'AIR LIQUIDE D.R.H.P. 75 quai d'Orsay 75321 PARIS Cedex 07.

Jonction

PROGRAMMES ARIANE 5-HERMES

responsables fiabilité-sécurité d'un projet

La Direction des Lanceurs du CNES à Evry (91) recherche 2 ingénieurs dynamiques désireux de s'impliquer dans la Nouvelle Aventure Spatiale Européenne.

Vous possédez quelques années d'expérience industrielle dans le domaine de la mécanique ou de la propulsion.

Au sein d'une petite équipe, rattachée à la division Qualité-Fiabilité Lanceur, vous bénéficierez d'une large responsabilité dans :
- la définition puis la coordination des études de FIABILITE-SECURITE entre les industriels contractants,
- le suivi et la synthèse des travaux correspondant chez ces industriels.

Vous devrez avoir comme objectif permanent la prise en compte des composantes FIABILITE-SECURITE dans l'ensemble des activités de développement des lanceurs et des installations Sol (conception, essais, fabrication).

Adressez votre candidature avec CV et photo, à Monsieur le Chef du Département Personnel, Centre Spatial d'Evry, Rond-Point de l'Espace, 91023 Evry Cedex, sous la référence «F».

cnes Centre National d'Etudes Spatiales
LES COMPETENCES DU FUTUR

média-system

Arianespace recrute

Afin de renforcer notre Direction Industrielle, nous vous offrons d'être

ingénieur mécanicien

Au sein de la Division Production et dans le cadre de la réalisation et de l'utilisation du troisième étage du Lanceur Ariane, vous :
- assurez le suivi technique et financier d'activités industrielles dans le domaine des structures et de l'intégration du 3e étage,
- êtes responsable périodiquement des recettes d'étages, avec préparation des dossiers techniques correspondants, et ce jusqu'à la phase finale de la campagne de lancement en Guyane,
- participez à l'exploitation des résultats en vol,
- participez au suivi du programme de développement.

Diplômé d'une Grande Ecole (Arts et Métiers, ENSI ou équivalent), vous avez au moins 5 ans d'expérience, acquise dans l'industrie, en Etudes de structures et systèmes mécaniques.
Vos qualités personnelles reconnues sont le goût et le sens de la gestion technique, calendaire et financière ainsi qu'un esprit d'équipe développé. Naturellement, la connaissance de l'anglais est impérative. Réf. R.8648

ingénieur mécanique-propulsion liquide

Au sein de la Division Production et dans le cadre de la production, amélioration et mise en œuvre des 1er, 2e étages et propulseurs d'appoint du Lanceur Ariane, vous assurez, pour toute la Propulsion Liquide, en collaboration avec l'équipe existante :
- le suivi technique et financier de la production et des développements d'amélioration auprès des industriels réalisateurs des organes propulsifs,
- les réceptions d'ensembles propulsifs ou d'équipements, la préparation des campagnes de lancement et l'exploitation technique des vols correspondants,
- la responsabilité technique des ensembles propulsifs au cours de la mise en œuvre du Lanceur en Guyane.

Ingénieur spécialisé en mécanique, aéronautique..., vous avez acquis 3 à 5 ans d'expérience dans les activités spatiales ou aéronautiques. Vous avez le sens des responsabilités et l'esprit d'équipe. La connaissance de l'anglais est indispensable, celle de l'allemand est souhaitée. Réf. DI.8656

jeune ingénieur informatique

Au sein de la Division Système, sous l'autorité du Chef du Département Analyse de Missions, vous êtes chargé :
- de réaliser les études techniques de trajectoire, de mécanique de vol et de performances, en phase préliminaire et en début de contrat,
- d'assurer les études du Département à la demande, par exemple l'amélioration des outils de calcul.

Vous êtes ingénieur débutant en informatique aéronautique et spatiale, (SUP'AERO ou Poitiers par exemple) ou vous justifiez d'une première expérience de 5 ans maximum.. Réf. DI/R 8630

Ces trois postes, basés à EVRY, impliquent des déplacements en Guyane Française et en Europe.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence du poste choisi, à Bernard MALAGIE Relations Humaines - ARIANESPACE - Boulevard de l'Europe - B.P. 177 - 91006 EVRY Cedex.

arianespace

Organisation et Publicité



Optimiser les ressources informatiques

Les clefs du succès de **CANDLE** résident dans la qualité technique des produits et des services offerts.
Les logiciels **OMEGAMON** analysent en temps réel les performances des grands et moyens systèmes IBM et sont utilisés par plus de 50% des sites MVS aux Etats-Unis.
Pour poursuivre son implantation française, cette société recherche son

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Véritable professionnel des systèmes d'exploitation, il aura une maîtrise parfaite des environnements MVS et IMS ou CICS ainsi qu'une expérience de la gestion de performances.
Autonome, il intervient sur les systèmes dans le cadre du suivi de clientèle, assure la formation des utilisateurs et devient ainsi un authentique partenaire des services informatiques.
Les conditions de rémunération et l'environnement de travail sont très attractifs et les perspectives d'évolution très grandes.
Poste basé à Paris.
Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 611 600 LM (à mentionner sur l'enveloppe).




BKC
PARIS-LYON-NEW-YORK-MILAN
BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris

MIDI-PYRENEES

erig

Petite S.S.I.I. en pleine expansion (50 % par an), filiale d'une banque, et dotée d'une grande expérience d'un marché en forte croissance, nous développons au plan national des projets informatiques de grande envergure. Nous recherchons notre :

Responsable des activités «monétique»

Intégré au Service Etudes (16 P.), vous serez l'interlocuteur de la Direction, des Services Internes et des partenaires extérieurs pour toutes les applications Monétique et leurs évolutions futures. Vous gérerez les applications existantes, conduirez les projets et la mise en place de nouvelles applications, au plan national (réseaux et procédures de télécommunications chez les clients) et au plan du site central (définition des chaînes, procédures de contrôle, analyse et développement). Vous encadrerez, animerez et organiserez une équipe de 5 à 7 personnes.
Ingénieur informaticien (ENSEEIHT, INSA, TELECOM...), vous avez au moins 5 ans d'expérience Système et Réseau en conduite de projets sur gros site IBM ou équivalent, si possible dans le domaine monétique ou bancaire. Vos compétences techniques, alliées à votre goût pour l'organisation et des qualités d'encadrement, de négociation et de contact, constituent vos atouts de réussite.

Merci d'adresser lettre - C.V. - photo - prétentions, sous réf. ISR/M, à notre Conseil INFORAMA CARRIERES, 24, rue de Metz 31000 TOULOUSE.

INFORAMA carrières
La technologie par les hommes
LYON-LILLE-MARSEILLE-PARIS-PAU-TOULOUSE

média system

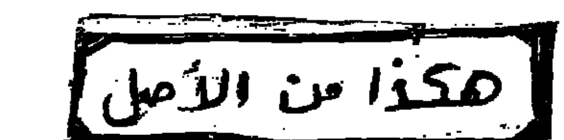


AIR LIQUIDE

CHEF
E PRODUITS

SECTEURS DE POINTE


SECTEURS
DE POINTE


هكذا من الأصل

SECTEURS DE POINTE

Société de haute technologie, leader dans son domaine, filiale de grands groupes internationaux, recherché

INGENIEUR INFORMATICIEN

Dans le cadre du service informatique, il participe à la mise en place des méthodes et des techniques de maintenance pour tous les équipements d'informatique industrielle ainsi qu'au développement des logiciels en liaison avec les utilisateurs (suivi de process, téléchargement d'automat programmables ...).

andidat que nous recherchons est énieur Informaticien ou équivant, débutant ou possédant une ou eux années d'expérience en informatique industrielle sur matériel Digital — (DEC) : PDP 11 (RSX11M, RSX11S), VAX/VMS —

Des connaissances en électronique et/ou en optoélectronique seraient appréciées.

Adresser CV détaillé, et prétentions en rappelant la réf. 64015 à PROJETS rue des Pyramides 75001 Paris qui mettra en toute discrétion.

Ingénieur de recherche produits procédés

CREALIS

Centre de Recherche et d'Analyses de la Branche Produits Secs : une équipe de 50 spécialistes qui participent activement au développement de 6 sociétés représentant une très grande variété de produits : farines infantiles, aliments en pots, plats cuisinés, potages, sauces, confitures, moutardes, condiments, confiserie, pâtisseries...

Le dynamisme des marchés sur lesquels nous intervenons nous incite à renforcer le potentiel humain de notre service Etudes et Projets.
Ingénieur Agro-Alimentaire, au moins 5 ans d'expérience vous ont permis d'acquérir une bonne maîtrise des comportements technologiques des matières premières, de préférence dans les domaines de la conserve, de la viande et du poisson.
Vous aurez à orchestrer des tests en pilote et à apporter votre assistance aux usines dans la mise au point des produits et des procédés de fabrication. Vous pourrez élargir et développer votre expérience au sein d'un Centre de Recherche à la pointe de la technologie.
Poste à pourvoir à Brives la Gaillarde.

GROUPE BSN

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. R 39 M, en précisant votre rémunération actuelle, à BSN, Service Recrutement Cadres, 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08.

LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

THE CHASE MANHATTAN BANK N.A.

recherche son

Respnsable de la sécurit informatique

Rattaché au Directeur ontrôle Interne et assisté d'un collaborateur :
- Il développe et met e ce le plan de sécurité Informatique,
- il contrôle les acces ques et les profils utilisateurs,
- il s'assure du respe s procédures de contrôle interne au sein du Service Informatique,
- il est l'interlocuteur Auditeurs Internes.

Le candidat, qui a le s de la rigueur, est, depuis 3 à 4 ans, Auditeur Informatique ou Ch Projet.
- Il a une expérienc s configurations IBM 38/43 et Wang VS.
- Il possède une b connaissance de l'anglais.
- Il est capable de oguer à tous les niveaux de la Hiérarchie.

Ce poste évolutif et un développement de carrière au niveau Direction des Département ormatique ou Opérations.

Adresser une lett anuscrite accompagnée d'un Curriculum Vitae avec photo à : Denise ILIER, Département des Relations Humaines, 41, rue Cambon, 75026 s Cedex 01.

média-system

Groupe à vocation internationale crée en son siège social (proche banlieue ouest), le poste d'

AUDIT IIFORMATIQUE

Vo aurez pour principales missions de vérifier l'adéquation desystèmes d'information mis en œuvre avec le schéma dicteur et d'identifier les synergies informatiques entre dsions et filiales. Par ailleurs, vous devrez évaluer la rentabili des investissements iformatiques, étudier l'opportunité dhat ou de développement de logiciels, promouvoir la sécuri informatique dans ss différents aspects.

Vus avez une expérience informatique confirmée, acquise en ereprise ou en cabine conseil et si possible dans l'audit. Vous vez élargie à d'autre fonctions au cours de votre carrière.

poste est rendu vant par la mobilité qu'il implique.

dressez-nous votre pjet professionnel par lettre manuscrite ec C.V. et prétentio sous réf. 58842, à DEB'S, 103 rue Jouffroy, 017 PARIS, qui transmettra en toute confidentialité.

Animer otre laboratoire de contrôle qualité en biologie

Au sein du Département Central d'Analyse de notre centre de Recherche de Rainville (93), vous concevez, mettez en œuvre et optimisez les teniques de contrôle destinées à évaluer la qualité des produits iss de nos Recherches Biotechnologiques.
Directement rché au Chef de Service d'Analyse Biochimique et en tant que c de laboratoire, vous animez, coordonnez et formez une équipe dept techniciens.

Vous avez uformation supérieure (niveau 3ème cycle) en biologie, deonnaissances approfondies en immunologie et une solide expéice du contrôle de qualité des protéines.
Une bonneatique de l'outil informatique appliqué à la biologie serait un at supplémentaire.

Merci d'asser votre candidature (lettre, C.V.) sous réf. 102/M à Claudine USHART Direction de l'encadrement et de la Formatio5, boulevard des Invalides, 75007 PARIS.

ROSSEL UCLAF

CURRICULUM

Les Consultants du Centor Emploi
et son équipe de Psycho-Grapho
vous présentent leurs meilleurs vœux
pour l'année 1987

centor EMPLOI

Le Monde CADRES

THOMSON SEMICONDUCTEURS

Division Hybrides et Micro-ondes.

Notre objectif : être parmi les 10 leaders mondiaux de notre activité en 1990. C'est notre pari et c'est le projet ambitieux que nous vous proposons.

Les exigences du marché et une concurrence croissante nous amènent aujourd'hui à renforcer l'équipe commerciale de notre Division Hybrides et Micro-ondes (CA = 790 Millions) dont les produits - diodes Asga et Silicium, gyromagnétisme, modules microcâblés - sont destinés à des équipements sophistiqués : radars, missiles, télécommunications...

CHEF DES VENTES

Il contribue à l'élaboration de la politique commerciale, organise et coordonne les activités de vente (équipe de 7 personnes), se tient à l'écoute des besoins du marché et veille à l'amélioration de la qualité des services apportés.

Ingénieur en électronique de formation, il travaille dans la vente de produits électroniques depuis quelques années et a déjà une première expérience d'animation d'équipe qu'il souhaite valoriser dans un contexte performant.
Réf.91432/LM

INGENIEUR COMMERCIAL

Il développe la pénétration commerciale de notre société par sa présence sur le terrain et s'impose par sa crédibilité technique et commerciale.

Opérationnel rapidement dans ses nouvelles fonctions, il a une première expérience de 2 à 5 ans de vente de produits à dominante électronique. De larges possibilités d'évolution sont envisageables, notamment à l'export.
Réf.91433/LM.

Les postes sont basés à Massy (Banlieue Sud-Ouest) et impliquent de nombreux déplacements. L'anglais est dans les deux cas indispensable.

Merci d'adresser votre dossier (lettre, CV, prétentions) en précisant la référence du poste choisi à THOMSON COMPOSANTS - DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES - 101, boulevard Murat, 75016 PARIS.



HAVAS CONTACT

Nous sommes une importante filiale d'un grand groupe industriel et nous recherchons :

Pour nos activités Forge et Fonderie

Responsable du service métallurgique (Réf 255)

Métallurgiste confirmé, animateur, praticien de la gestion, homme de terrain, c'est un véritable "Patron" que nous souhaitons rencontrer. Il encadrera une soixantaine de personnes et sera responsable :

1 - de la section Spécification Métallurgique
2 - de l'animation de la Cellule Recherche - Développement (métallurgie)
3 - de la supervision de la section contrôle des pièces
4 - du programme Assurance - Qualité.

Homme complet, technicien autant que relationnel, il occupera un "poste-clef" dans une activité de haute technologie.

Pour nos activités Acierie - Tôlerie

Ingénieur métallurgiste process aciérie (Réf 258)

Responsable de la Section Métallurgique pour l'ACIERIE, le candidat aura pour mission le traitement de toutes les questions métallurgiques liées :

1 - aux procédures courantes de fabrication
2 - aux procédures nouvelles de fabrication
3 - aux évolutions nécessitées par les progrès fixés en objectifs (Qualité, Coûts, Délais)
4 - aux évolutions liées aux travaux neufs et aux **nouvelles technologies**
5 - aux exigences des clients (internes et externes)
6 - aux approvisionnements de l'Aciérie
7 - à la conformité des produits fabriqués et expédiés par l'Aciérie.

Autant Technicien que Relationnel, le candidat animera une équipe de 5 personnes et bénéficiera d'une large autonomie générale au sein d'une fonction évolutive.

Contrôleur de gestion (Réf 259)

"Bras-Droit" du Responsable d'Unité, homme de communication et d'animation, il se verra attribuer les responsabilités suivantes :

1 - assurer et contrôler les informations de gestion nécessaires à la comptabilité
2 - analyser les résultats avec la Direction
3 - analyser les écarts avec les Chefs de Services de l'Unité
4 - établir les budgets et mettre en place les tableaux de bord nécessaires au Responsable de l'Unité
5 - enfin, assurer et contrôler les comptes.

Formation Ecole de Gestion, E.S.C., ou Maîtrise de Gestion, avec connaissances informatiques appréciées et 4/5 ans d'expérience dans l'Industrie.

Tous ces postes sont basés en **BOURGOGNE** et sont évolutifs. Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence choisie ou transmettez-le à **C.V. PLUS** en composant le **36-15 code CV +** sur votre minitel. (Confidentialité garantie).



Jean-Claude Maurice R.A.
Centre d'Affaires la Part Dieu
44, rue de la Villette 69003 LYON



Charge d'agent de change dynamique

RECHERCHE

CHEF COMPTABLE

minimum 30 ans, possédant si possible expériences Bancaire et de comptabilité analytique et connaissant l'informatique, ouvert aux problèmes éventuels de différents services et capable, par une forte personnalité, d'y apporter, avec la Direction, les remèdes nécessaires.

Ecrire au MONDE PUBLICITÉ, sous n° 8.252
5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

Dans le cadre de son expansion, **MUTATIS, Conseils de direction en stratégie d'entreprises et mutations techniques, industrielles et sociales** cherche des

Consultantes expérimentées

pour des missions terrain

Agée de 30-35 ans, vous êtes une professionnelle avisée ayant fait ses preuves en entreprise ou en cabinet, en particulier en out-placement, grâce à votre goût des relations humaines, de la gestion du potentiel psychologique et professionnel des candidats.

Vous maîtrisez parfaitement les outils d'évaluation des hommes et des techniques d'entretien ainsi que le marché de l'emploi et de la formation.

Vous établirez des diagnostics fiables, indispensables à la réussite des stratégies de réinsertion professionnelle des candidats et vous devez avoir la capacité d'animer des groupes sur le terrain.

Si vous réunissez les critères indispensables au succès de ces missions, notre équipe de consultants sera heureuse de vous accueillir.

MUTATIS Envoyer C.V. + photo à MUTATIS - 22, rue Royale - 75008 PARIS sous la référence GB4.

LAssemblée Nationale

recrute
sur titres et références professionnelles

UN MÉDECIN ADJOINT

Ce ᵖtement est ouvert aux candidats titulaires du diplôᵉe docteur en médecine, possédant la nationalité françaâgés de 45 ans au moins et de 53 ans au plus, ayant ᵒᵉ la profession médicale pendant 15 ans au moins ᵈes cinq dernières années en qualité de médecin générâᵘ de praticien de médecine interne.

La clôₑ des inscriptions est fixée au ᴺDI 2 FÉVRIER 1987 à 17 heures

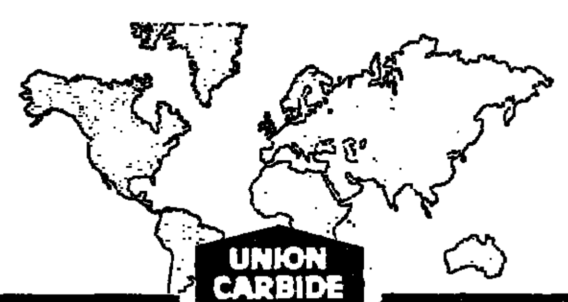
Pour tous ʳᵉgnements, s'adresser au Service du personnel de l'Aᵗblée nationale, 233, bd Saint-Germain, ᵗ07 Paris (Tél. : 42-97-87-05).

Pour notre département GAZ SPECIAUX, nous recrutons

un ingénieur de vente

Vous avez une formation chimie, trois à cinq ans d'expérience réussie de la vente.
Vous connaissez les laboratoires et les centres de recherche.
Vous parlez l'anglais couramment.
Après une formation à nos produits, vous visiterez une clientèle industrielle diversifiée dans la région Rhône-Alpes en priorité.
Vous êtes autonome, dynamique et ambitieux.
Vous recevrez une rémunération attractive et disposerez d'une voiture de fonction.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à la DIRECTION DU PERSONNEL - UNION CARBIDE
4, place des Etats-Unis - Silic 214 - 94518 RUNGIS CEDEX



Emplois et Entreprises



METHODES ET INFORMATIQUE
42, rue de Clichy PARIS 9ᵉ

Le Partenaire DPS 7

renforce son département commercial.

INGENIEURS COMMERCIAUX

Agés de 26 à 30 ans, de formation supérieure (école d'ingénieurs ou grande école de commerce), les candidats auront pour mission de:
- *prospecter la clientèle DPS 7 Bull*
- *établir les propositions commerciales de service dans le respect des normes et d'exigences de la Société*
- *négocier les contrats et en assurer le suivi commercial*
- *maintenir par la qualité de relations professionnelles l'image de marque de partenaire DPS 7 de la Société*

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Agés de 26 à 30 ans, de formation supérieure (école d'ingénieurs ou formation universitaire). Les candidats auront pour mission de:
- *proposer des solutions techniques répondant aux besoins exprimés par la clientèle*
- *promouvoir les produits de la Société*
  - *réalisation d'applications clefs en mains*
  - *progiciels DPS 7*
  - *produits de sécurité/Back-up*
  - *missions d'audit et de conseil*

CV à adresser à Robert GRANDPERRIN à l'adresse ci-dessus
Renseignements: tél. 42.85.72.72

IER

Leader européˡans la fabrication d'
IMPRIMANᵀS SPÉCIALISÉES

Classée 4ème dᵉntreprises de l'électronique française pour sᵃntabilité, IER, en plus de ses propres fabricᵃᵗns, importe et revend des matériels mettant ᵉn œuvre les technologies les plus modernes duᵐarché (laser, projection d'ions, etc).

Sa forte expansion conduit IER à développer services Commerciaux et Techniques en recherchant :

un chef des venᵗs OEM

Réf. LM 601 A

Ingénieur diplômé spécialiste de la vente de mᵃᵗriel informatique de grande technicité, dans les grands comptes, consᵗᵣᵘcteurs, SSII, intégrateurs. Personnalité capable de négocier au plus hᵃut niveau.

un chef de groᵘpe support technique ᶜˡientèle

Pour les produits de revente *Réf. LM 601 B*

Ingénieur diplômé de l'électronique, spécialiste de l'inᶠᵒʳmatique, ayant une bonne expérience du management, alliée à de forᵗᵉˢ connaissances techniques (matériels/logiciels).

ingénieur électroniᶜien responsable de proᶨet

Réf. LM 601 C

Désireux de résoudre les problèmes techniques en relᵃᵗion avec nos ingénieurs commerciaux.
Connaissances logiciels, matériels, micro, interface de connexᶦon. Pratique du langage assembleur et des outils de développement indᶦspensable.
Ces 3 postes demandent une bonne expérience, une maîtrise ᵖarfaite de l'anglais ainsi qu'un très grand dynamisme.
Nombreux déplacements en France et à l'étranger.
Si vous pensez avoir l'un de ces profils, envoyez votre Curricuᵘlum-Vitae et lettre manuscrite avec photo et prétentions en précisant bien la référence du poste choisi : Service du Personnel,
I.E.R. - 12, rue Sébastopol-92400 COURBEVOIE.

P.R.B

---

spécialiste de la communication interne

Un Etablissement Public d'importance Nationale souhaite créer au sein de sa Direction du Personnel une cellule "Communication Interne" et recherche pour y collaborer un Expert en techniques de communication d'Entreprise.

Il doit participer à l'élaboration d'une stratégie de communication interne dans le cadre d'une politique générale de responsabilisation du Personnel. Il établit - dans le but de recueillir l'information nécessaire - de nombreuses relations avec les Directions Techniques, Commerciales et Financières et leurs correspondants régionaux. Il fera à la Direction Générale des propositions sur le contenu des messages de l'entreprise à son personnel, et les média à utiliser pour les rendre accessibles et efficaces. Enfin, il rédige et met au point les documents nécessaires.

Ce poste, à la fois passionnant et très exigeant, ne peut convenir qu'à un Diplômé d'Ecole Supérieure, IEP + CELSA, HEC, CFJ par exemple, de 30 ans environ ayant acquis au cours d'une première expérience la maîtrise des techniques de l'information et de la communication interne, si possible dans un Grand Groupe, réputé pour ses réalisations dans ce domaine.

Les dossiers de candidature, indiquant la rémunération actuelle - sous réf. 3281 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris

MEMBRE DE SYNTEC

---

jeune ingénieur passionné de marketing industriel

IMPORTANT DÉPARTEMENT (C.A.: 2 milliards) d'un Groupe Industriel Français en forte croissance et à vocation exportatrice (50 % du C.A.) réputé pour sa stratégie résolument orientée vers la création et la mise sur le marché de produits à haute valeur ajoutée renforce sa structure Produits/Marchés et crée un nouveau poste de Chef de Produit Marketing Industriel.

Rapportant au Directeur Marketing et Ventes d'une ligne de produits, il se verra confier la responsabilité du développement, de la gestion et du suivi d'une gamme de produits techniques à forte marge s'adressant à une clientèle industrielle diversifiée implantée dans le monde entier. Il élaborera les outils de promotion et de vente destinés aux réseaux commerciaux France et Export. Son rôle le conduira à collaborer de façon étroite avec les Usines et les forces de Vente.

Ce poste charnière, impliquant - créativité, curiosité, initiatives - représente une réelle opportunité pour un jeune INGÉNIEUR DIPLÔMÉ MINES, CENTRALE, ENSI... (débutant ou ayant acquis une première expérience) désireux de faire ses preuves dans un contexte international. Une excellente pratique de l'Anglais est indispensable.

Envoyer dossier de candidature complet : C.V. + lettre de motivation argumentée + photo sous réf. 3284 M à

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris

MEMBRE DE SYNTEC

Banque Populaire

Dans le cadre de son développement
La Banque Populaire de Saône-et-Loire et de l'Ain

recrute

- **Directeurs d'agence**
  Hommes de développement, d'animation et d'expérience, rompus aux relations avec une clientèle d'entreprises. Solide formation supérieure ou technique.

- **Seconds d'agence et exploitants**
  Jeunes professionnels fortement motivés à tempérament commercial marqué, souhaitant réaliser leur animation.

Adressez vos c.v. manuscrit, photo et prétentions à Banque Populaire de Saône-et-Loire et de l'Ain, direction du personnel
106, rue du Kilomètre-400, 7100 MACON.





RESPONSABLES D'AGENCE

• ***Votre expérience de plusieurs années dᵃns le secteur bancaire*** *a fait de vous un véritable spécialisᵗᵉ dans ce domaine.*
• *Vous désirez valoriser vos compétences et voˢ qualités de conseil et de service vous permettent de prendre la dirᵉᶜtion d'une de nos agences.*
Grâce à votre sens commercial, vous apporterez ᵈᵉs solutions personnalisées aux besoins nouveaux et aux atteⁿᵗes de nos clients. Animateur et gestionnaire, vous managerez ᵛotre équipe au sein d'une structure originale décentralisée et ᵉᶠficace.
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémᵘnération actuelle, en précisant la référence 1/87.RA, à la Dirᵉᶜtion des Relations Humaines et Sociales, Crédit Mutuel Ile-de-France, 19 Cité Voltaire 75541 Paris Cedex 11.

L'esprit ᵖionnier

Sylvie CATHELAIN Gilbert RAYNAUD

Avec tous leurs vœux pour 1987

vous informent de leur nouvelle adresse :

7 rue de Monceau 75008 Paris.
Tél. : 42.89.10.25.

GR&P Gilbert Raynaud & Partners
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

S O C I E T E   C H I M I E   ᶠ I N E

filiale d'un groupe pharmaceutique

REGION RHONE-ALPES

recherche, pour diriger son laboratoire Analyse Contrôle Qualité

PHARMACIEN H/F

- Travail en équipe et poste à responsabilités.
- Expérimenté en analyse organique et contrôle des principes actifs pharmaceutiques.
- Anglais lu et parlé.

Adresser CV détaillé + lettre manuscrite + photo sous référence 26190/LM à HAVAS CONTACT, 11, rue du Président Carnot, 69002 LYON, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

هكذا من الأصل

مكبرا من الأصل

Le Monde
CADRES

Responsable des relations extérieures et internationales

Communication d'entreprise

Société spécialisée dans la communication d'entreprise, nous contribuons activement au développement international des industries de l'agro-alimentaire, du commerce et de l'habitat par une approche multi-média. Pour renforcer notre équipe nous recherchons un Responsable des relations extérieures et internationales.

Homme de relations publiques, votre première mission sera de projeter à l'extérieur une image de marque positive de notre société. Avec l'aide de conseils extérieurs et en harmonie avec les directeurs de salons, vous aurez à concevoir des campagnes publicitaires et promotionnelles, à les suivre, les animer et les contrôler afin d'assurer le succès de ces salons auprès des publics visés en France et à l'étranger. Vous aurez aussi à apporter un appui dynamique au responsable des publications. 35 ans ou plus, vous avez une formation école supérieure de commerce ou de gestion et une expérience en relations internationales acquise dans le monde des affaires. Vous parlez l'anglais couramment et si possible l'allemand ou l'espagnol.

Merci d'adresser lettre manuscrite avec C.V. et prétentions sous référence C069/M à notre conseil Christine Bernet, SEMA-SELECTION, 16, rue Barbès 92126 MONTROUGE CEDEX.

MEMBRE DE SYNTEC

SM SEMA•SELECTION
Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse

TALCO S.A.

INGÉNIEUR COMMERCIAL

P.M.I. EN FORTE EXPANSION. IMPLANTÉE A MONTAUBAN (82). TALCO RECHERCHE

UN NOUVEAU RESPONSABLE

DE SES VENTES DE MATÉRIEL D'ALARME AU VOL EN RÉGION RHONE-ALPES.
IL SERA CHARGÉ DU SUIVI DU DÉVELOPPEMENT DE LA CLIENTÈLE ET DU LANCEMENT SUR LE TERRAIN DE SES NOUVEAUX PRODUITS.

LE CANDIDAT RETENU SERA UN VENDEUR DE HAUT NIVEAU, DISPOSANT D'UNE EXPÉRIENCE D'UNE DIZAINE D'ANNÉES DE LA VENTE ET DE L'ANIMATION D'UN RÉSEAU. IL AURA SI POSSIBLE UNE BONNE CONNAISSANCE DE LA DISTRIBUTION DE MATÉRIELS ÉLECTRIQUES.

LE POSTE EST BASÉ EN RÉGION LYONNAISE. LE SALAIRE MOTIVANT SERA FONCTION DE LA VALEUR DU CANDIDAT RETENU.

MERCI D'ADRESSER LETTRE MANUSCRITE + C.V. + PHOTO ET PRÉTENTIONS A : TALCO - 21 ROUTE DE NEGREPELISSE - BP 367 - 82003 MONTAUBAN CEDEX.

Equipement Médical - Bretagne

DIRECTEUR TECHNIQUE SAV

Cette jeune division, parmi les leaders de sa branche d'activité et filiale européenne d'une société américaine, fabrique, importe et commercialise auprès d'une clientèle de laboratoires d'analyses médicales des produits d'investissement de haute technologie sur la France, l'Europe et le Moyen-Orient. Face à son développement (doublement des effectifs dans les 3 ans à venir grâce au lancement de nouveaux produits), elle recherche le responsable de l'ensemble du service technique-SAV.

Rattaché au directeur commercial, et en autorité sur une quinzaine de techniciens de bon niveau (siège et terrain), il devra assurer la coordination, l'animation et le contrôle de l'activité maintenance-SAV. Garant de la qualité et de la rapidité d'intervention du service, il aura pour tâches principales : définition des besoins en pièces détachées, matériel et formation, organisation du travail, rédaction de documents techniques, conseil auprès des distributeurs, etc.

Ce poste à larges responsabilités, basé dans une grande ville universitaire de l'Ouest de la France, doit motiver un responsable technique de premier plan. Possédant une formation supérieure à dominante électronique (niveau ingénieur de préférence), et âgé de 32 ans minimum, il justifie d'une expérience réussie de 3 années au moins, acquise à ce niveau de responsabilités. Une bonne connaissance de la micro informatique et de la dynamique des fluides est fortement souhaitée. Celle du milieu médical (notamment laboratoire) constituerait un atout supplémentaire. La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 2/1519 B à :

EGOR OUEST ATLANTIQUE
15, rue Charles Monselet - 44000 NANTES

egor
PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

DU PONT

DU PONT DE NEMOURS (FRANCE) S.A.

Notre Département FIBRES TEXTILES, leader dans les fibres synthétiques, commercialise un produit porteur : le TYVEK*. Il recherche

UN INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

responsable des marchés français, belge et luxembourgeois.

Un challenge :
- Assurer la vente directe du TYVEK* aux fabricants d'enveloppes spéciales et d'enveloppes pour disquettes informatiques.
- Promouvoir le produit auprès des distributeurs et auprès des fabricants de disquettes en détectant des opportunités de marchés.

Un négociateur de haut niveau :
De formation école supérieure de commerce ou école d'ingénieur, vous avez développé une expérience ventes-marketing.

Créatif et autonome, ayant le goût du travail en équipe, vous êtes disponible pour de nombreux déplacements.

Des contacts à haut niveau vous permettront d'affirmer vos aptitudes de futur manager.

Parlant ANGLAIS, ALLEMAND et FRANCAIS, votre potentiel vous ouvrira de nombreuses possibilités d'évolution au sein d'une multinationale.

Nous vous offrons une rémunération motivante et des avantages sociaux importants.

Veuillez adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions à
DU PONT DE NEMOURS (FRANCE) S.A.
Service du Personnel 137, rue de l'Université
75334 PARIS CEDEX 07

* Marque déposée DU PONT DE NEMOURS

HAVAS CONTACT

BANQUE DE DÉPÔTS
Paris, recherche pour son réseau d'agences
Paris - région parisienne

exploitants

35 ans maximum - Niveau Classe IV-V

Destinés à seconder le Directeur et susceptibles d'accéder ultérieurement à une direction d'agence.

Adresser lettre manusc., C.V. et photo, n° 94.982,
PUBLICITE ROGER BLEY
101, rue Réaumur - 75002 Paris, qui transmettra.

P.R.B.

JEUNE DIRECTEUR D'USINE
Ingénieur électromécanicien
ENSI - INSA ou similaire

région Normandie.

Un groupe international dynamique recherche ce jeune directeur d'usine pour assurer la responsabilité globale d'une unité de production automatisée de 40 personnes, fabriquant en continu des produits du bâtiment de technologie avancée, exportés dans le monde entier. 5 à 10 ans d'expérience du commandement en méthodes ou fabrication en continu, mettant en œuvre des techniques variées sont nécessaires. Poste d'avenir stable. Rémunération motivante. Véhicule de fonction. Logement facilité.

Adr.CV dét. ss réf. 1237 à

seletec Conseil 67009 STRASBOURG CEDEX

LAMBERT

LAMBERT DISTRIBUTION (C.A. 700 MF)
filiale de négoce en matériaux de construction du Groupe Lambert,
recherche un

INGENIEUR EN LOGISTIQUE

Celui-ci aura pour mission l'amélioration des performances dans les domaines tels que :
- systèmes d'entreposage
- organisation des dépôts
- gestion des flux d'information

Le candidat retenu devra justifier :
- d'une formation d'ingénieur Grande Ecole,
- d'une expérience de 3 ou 4 ans acquise de préférence au sein d'un Cabinet d'organisation.

Le poste, basé à Nanterre, nécessite de fréquents déplacements en région parisienne.

Merci d'adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions s/réf. 3989 à LAMBERT DISTRIBUTION, Direction des Ressources Humaines, 2 rue du Port, 92000 Nanterre.

AXIAL Publicité

Dans le cadre de notre stratégie actuelle de renforcement de nos structures d'Exploitation, notre entreprise – Société française, de tout premier plan dans le domaine de la distribution de produits de grande consommation – recherche un

Jeune ingénieur

ENSAM, ENSI

En liaison directe avec le Directeur d'Exploitation, il sera tout d'abord chargé de développer et de mettre en place des systèmes de lecture code à barres dans nos différentes unités de manutention.

Dans un second temps, il évoluera vers des fonctions opérationnelles élargissant ses responsabilités au sein d'un de nos centres de la région parisienne.

Ce poste s'adresse à un jeune ingénieur disposant d'une première expérience du terrain en milieu industriel.

Les perspectives existantes dans l'entreprise sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.

Adresser lettre de candidature manuscrite, CV complet et prétentions à A.S. PUBLICITE 3, rue de Liège 75009 Paris, sous réf. 474.

JEUNE CHEF D'AGENCE
SECOND ŒUVRE BATIMENT
A GRENOBLE

Une importante société régionale désire confier ce poste évolutif à un ingénieur ou technicien en bâtiment niveau BTS, DUT disposant de 5 à 10 ans d'expérience de la conduite et de la gestion de travaux, de la recherche et de la négociation d'affaires, de l'animation de groupes de travail, dans des domaines tels que : Bâtiments (G.O.), charpente métallique, bardages, couverture bac acier, étanchéité, isolation de façade. Poste d'avenir stable.
Rémunération motivante, conçue pour récompenser l'efficacité.
Voiture de fonction utilisable en privé.

SKILL Recrutement

Discrétion absolue garantie.
Adr. C.V. dét. s/ réf.3886 à
c/o PIERRE LICHAU S.A. 10, rue de Louvois
75002 PARIS qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION A SUCCURSALES

recherche pour service Juridique et Immobilier

ASSISTANT(e) JURIDIQUE

DÉBUTANT(E)

Temps partiel 4 jours (30 heures)
Maîtrise Droit des affaires.

Adresser lettre, C.V., photo et prétentions
sous réf. 14988 M à BLEU Publicité
17, rue du Docteur Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX

LA DIRECTION RÉGIONALE LORRAINE DE

SPIE - TRINDEL

RECHERCHE
pour son Service Automatisme et Informatique Industrielle

DES CHEFS DE PROJETS ET DES ANALYSTES-PROGRAMMEURS

AYANT :
- 2 à 3 ans d'expérience en programmation et 1 à 2 ans d'expérience dans la fonction.

CONNAISS. SOUHAITÉES :
- matériel : DEC, HP, BULL, SIEMENS ;
- système d'exploitation temps réel ;
- langages : FORTRAN, PASCAL C., assembleurs...

Envoyer C.V., photo + prét. au
MONDE PUBLICITÉ
sous n° 8.242
5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE TRANSPORTS - NANTERRE
recherche

AGENT COMMERCIAL

Spécialiste du groupage international
Secteur Ile-de-France
Déplacements à l'étranger

Adr. C.V., prét., photo
sous n° 25.041, réf. à porter sur une enveloppe à :
La Publicité Française
23-27, avenue de Neuilly
75116 PARIS, qui transmettra.

ORAGAN. DE FORM. CH. PROFS D'ANGLAIS POUR COURS DANS 93-94 ROISSY., 42-26-52-30.

GROUPE IMMOBILIER PARIS-8e

recherche pour l'étude la réalisation et la gestion de programmes sociaux :

CADRE MAITRISE D'OUVRAGE GÉRANCE D'IMMEUBLES

I.C.H., D.E.U.G. de droit minim.

- Il sera chargé également du suivi, de l'entretien et de la gestion d'immeubles libres et aidés.
- Connaissances informatiques souhaitées (35 ans environ).
- Une affectation dans une ville de province Ouest est envisageable.
- Salaire annuel : 150.000 F

Adr. C.V. détaillé avec photo et lettre manuscrite au
MONDE PUBLICITÉ
sous n° 0.000
5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

CENTRE DE FORMATION
recherche
PROFESSEURS
Français langue étrangère
Téléphone : 47-39-98-66.

Si vous avez le goût des contacts à haut niveau, le sens des responsabilités et la volonté d'entreprendre. Effectuez un stage pour devenir l'un de nos
CONSEILLERS COMMERCIAUX H. F.
Tél. pr rvs : 45-00-24-03.

GROUPE SOCIÉTÉS cherche

SON SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

minimum 45 ans. Connaissant gestion administr. et financ. Écr. en précisant sur l'enveloppe Réf. 102 à BANCE Publicité 18, rue Léon, 75018 Paris.

Chemviron Carbon

Succursale de CALGON CARBON Corp., leader mondial du charbon actif en grains, solidement implanté en Europe depuis une vingtaine d'années recherche :

INGÉNIEUR DES VENTES

Le champ d'application du charbon actif est très étendu : utilisation en purification des eaux potables et protection de l'environnement, il touche également de nombreux secteurs industriels (alimentaire, pharmaceutique, pétrochimique, etc.).

Après une période de formation sur la technologie du charbon actif, le candidat retenu prendra en charge notre bureau des ventes situé à Paris et couvrant tout le territoire français.

Les candidats doivent justifier d'une expérience réussie dans une activité commerciale analogue (produits ou procédés).

Ingénieur chimiste de formation (ou similaire).
Parfaite maîtrise de la langue anglaise indispensable.

Le poste implique de nombreux déplacements sur le territoire national et quelques courts voyages à l'étranger.

Nous offrons un salaire attrayant, une voiture de fonction, remboursement des frais et autres avantages.

Envoyer C.V. détaillé à : M. SEGHIN
CHEMVIRON CARBON 37-39, rue Collange, 92300 LEVALLOIS-PERRET.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE D'ÉCONOMIE MIXTE

RECHERCHE

CHARGÉS D'OPÉRATIONS

jeunes généralistes

De formation supérieure (IEP, Sup. de Co) complétée le cas échéant par une spécialisation en immobilier/aménagement, ils ont une première expérience professionnelle de l'immobilier et se verront confier la RESPONSABILITÉ de plusieurs programmes de construction, réhabilitation ou aménagement pour lesquels ils accompliront tous les aspects de la mission du maître d'ouvrage.

Ils devront faire preuve d'autonomie, d'initiative, d'autorité, de capacité de négociation, également de synthèse et de rigueur.

Ils assureront toutes les relations avec les architectes, entreprises, administrations, opérateurs fonciers... ce qui nécessite goût des contacts et diplomatie.

SALAIRE PROPOSÉ : 130 000 F ANNUELS.

Merci d'adresser c.v. et photo au MONDE PUBLICITÉ sous n° 8 249, 5, rue Monttessuy, 75007 PARIS.

Importante société de construction et de gestion de logements sociaux
souhaite intégrer à son équipe un

PERIPHERIE MARSEILLE

Directeur d'agence HF

Vos principales fonctions seront :
- l'animation du personnel (30 personnes),
- le suivi et la gestion des relations avec les locataires,
- la gestion d'un patrimoine immobilier difficile, en cours de réhabilitation,
- d'assurer un travail de liaison avec les pouvoirs publics.

Profil : âgé d'au moins 30 ans, vous avez une formation BAC + 4, une expérience professionnelle similaire de 5 ans minimum, notamment HVS ou DSQ souhaitée. Des connaissances techniques BTP sont un atout, ainsi qu'un esprit créatif et novateur.

Rémunération motivante.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature, sous référence BM 2.258, à notre Conseil AJCR, 44 la Canebière, 13001 Marseille. Discrétion assurée.

média-system

AJCR

Le Monde CADRES

ROBERT BOSCH (France) S.A.

Groupe BOSCH
- équipements automobile
- appareils ménagers
- radio téléphones

recherche pour son usine de RODEZ (mécanique de précision pour automobiles)

CADRE DE GESTION

Formation type ESC, même débutant

RESPONSABLE D'ORDONNANCEMENT EXPERIMENTE

CHEF DE DEPARTEMENT ACHAT

ORDONNANCEMENT ET MAGASIN EXPERIMENTE

INGENIEUR MECANICIEN DEBUTANT

La pratique de la langue allemande est exigée pour chacun de ces postes.



BOSCH

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo au Chef du Personnel, B.P. N° 1, ONET LE CHATEAU, 12004 RODEZ Cedex.

CONTESSE

INGÉNIEUR
ÉLECTRONICIEN
2 a. d'expér. log. numérique, b. pratique micro 6809 assembleur INSET-ETT 42-33-38-25, 93, bd de Sébastopol, Paris-2e.

BETURE SETAME
recherche
pour Saint-Quentin-en-Yvelines
INGÉNIEUR HYDRAULICIEN
GRANDE ÉCOLE
4/5 ans d'expérience en alimentation, eau potable et assainissement urbain, anglais micro-informatique et mobilité outre-mer indispensables.
Envoyez c.v., photo et prétentions à BETURE SETAME, 78181 St-Quentin-en-Yvelines.

NOUS SOMMES UNE BANQUE FRANÇAISE
de taille moyenne
(3 milliards de bilan, 300 personnes)

NOUS RECHERCHONS :

LE RESPONSABLE DE NOTRE COMPTABILITÉ GÉNÉRALE A PARIS

Il voudra participer à notre gestion globale et utiliser les moyens et les méthodes les plus modernes. La comptabilité, l'informatique, le contrôle de gestion seront ses centres d'intérêt.

Il devra avoir un diplôme d'études supérieures, une expérience bancaire de plusieurs années et savoir s'intégrer à une équipe jeune et dynamique.

Envoyer C.V. + lettre manuscrite, photo et prétentions au MONDE PUBLICITÉ, sous n° 8.161
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

Jeunes diplômés

HF **à la rencontre des décideurs**

Intervenir : assurer les R.V. pris par nos services.
Ecouter : cerner avec eux leurs besoins en matière d'audit, de réorganisation de services, de recrutement...
Concrétiser : synthétiser les informations et mettre au point avec nos consultants la meilleure solution.
Défendre : "vendre" le contrat proposé par nos services.
Suivre : s'assurer de la bonne exécution de la mission.

Un diplômé d'école de commerce (HEC, Sup. de Co...), le sens du contact appuyé par une grande capacité à discerner l'essentiel, vous permettront de vous épanouir dans ce poste formateur.
Débutant ou avec une première expérience, en intégrant Hénin Conseil, spécialisé en organisation industrielle et assistance technique, vous vous assurez l'appui d'une équipe hautement spécialisée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo HENIN CONSEIL Département Recrutement 17, rue A.-Dru 94370 SUCY Tél : 49.82.55.45



SOCIÉTÉ DE SERVICES
recherche URGENT
3 CHEFS DE PROJET
Ingénieurs grandes écoles
option informatique
débutant ou 1 an d'expérience
pour supervision technique dans importants projets bureautiques
Envoyer curriculum vitae, lettre manuscrite et photo, au MONDE PUBLICITÉ sous n° 8.232 - 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

ORGANISME recherche



Formation SUP de CO - HEC - ESSEC - 2 à 3 ans d'expérience.
Connaissance franchise commerciale.
Poste basé à LYON avec déplacements sur le territoire.
Contrat durée déterminée 1 an.
Envoyer C.V. + photo à PIERRE LICHAU S.A. - sous réf. 4627
12, rue Président Carnot - 69002 LYON qui transmettra.

Pierre Lichau

La Direction de la Formation professionnelle des Télécommunications
recherche
pour son centre d'enseignement de
PERPIGNAN (BARCARÈS)
UN PROFESSEUR D'ESPAGNOL
(temps partiel)
Diplôme souhaité : licence d'espagnol ou équivalent
Expérience souhaitée : enseignement de l'espagnol aux adultes selon les normes du Conseil de l'Europe
Ecrire avec C.V. à : DFPT
245, rue de la Galère
34035 Montpellier Cedex
Téléphone : 67-41-63-02.

Nous sommes une Société Française de première importance
Nous recherchons
quelques
PERSONNES DE CARACTÈRE
capables après un stage d'atteindre après un an 10.000 F à 15.000 Frs mensuels
Nous leur offrons :
- une formation complète ;
- une activité prenante ;
- un plan de carrière précis.

Si vous pensez pouvoir faire « PEAU NEUVE »
Ecrire avec C.V. et photo, sous n° 5.698 Publicités Réunies 112, bd Voltaire, 75011 Paris
La préférence sera donnée à candidats ayant fait :
- SOIT de bonnes études.
- SOIT la preuve de leur personnalité.

NOS MEILLEURS VŒUX DE BONNES ANNÉES ANNONCES POUR 1987



17, rue du Docteur Lebel
41, Avenue du Château
94300 VINCENNES
Téléphone : 43.74.12.12

DEMANDES D'EMPLOIS

CADRE 39 ans.
10 ANS expérience trs internat. air, mer, rail, route, douane, transit.
RESPONSABLE
trs de Sté. Etudierait toutes proposit. Tél. (1) 47-22-07-23 le soir ou écrire sous n° 6 931 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Monttessuy, Paris-7e.

SERVICE DU PERSONNEL
7 ans d'expérience PME
J.F. 40 ans, dynamique, efficace, de la méthode, cherche à évoluer dans société motivante. Conn. paie, gestion sociale, compt. et micro-informatique.
Ecrire sous réf. 6 932, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Monttessuy, Paris-7e.

---

35 ans, psy. formation analytique, cherche temps partiel sur Paris en rapport compétences. Double expérience professionnelle : 7 ans de recrutement en cabinet et entreprises, activité de thérapeute en clientèle privée.
Ecrire sous n° 8 246 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Monttessuy, Paris-7e.

CADRE EXPORT
34 ans - Diplômé ESC - Trilingue (anglais-italien), 8 ans d'expér. moyenne et gde exportation rech. poste direction export ou similaire
Ecr. s/réf. 18.560 Contesse Publicité 20, av. de l'Opéra, 75001 Paris.

CADRE DE DIRECTION (45 ANS)
(Gestion finance, administratif, fiscalité informatique, comptabilité)
Expérience (groupe PMI-PME)
RECHERCHE POSTE A RESPONSABILITÉS
Disponibilité début mars 87
Etudierait ttes propositions
Ecrire à M. Lemarchand G. 1, rue de Bry, résidence du Parc 94430 Chennevières-sur-Marne, ou téléphoner au : 45-76-50-31 (à partir de 19 h 30).

J.F. 34 ans, licence Lettres modernes, Maît. et Docto. 3e Cycle Langue Française Sorbonne, 10 ans enseig. privé second., sup. et format. continue, piges critiques. Libre de suite, ch. poste ou rempl. ou trav. édition, secteur culturel. T. : 47-00-60-67 ou 43-54-58-94.

Ing. chimiste, 30 ans, spécialisé en technologie et synthèse organique. dipl. juil. 86 école polytechn., plusieurs stages industrie et labo ; connais. informatique, angl. et polonais. Etudie ttes prop. de travail, surtout en Afrique francophone Tél. 47-72-39-49. Raymond NGOMA 25, rue Kellog, Esc. G, logement 1837 92150 Suresne (France).

J.H. secrétaire de rédaction maquettiste cherche poste dans bulletin, revue, catalogue, presse associative, édition. Grande expérience de la fabrication, photographe : reportage et laboratoire, 48-32-13-10.

Maîtrise Droit du travail, 1 an et demi adjoint-directeur personnel d'une société d'environ 1.000 personnes (contrats de travail, élections du personnel, tableaux de bord..., + 2 mois dans service paye informatisé) bilingue anglais, 27 ans recherche ENCADREMENT dans Direction du Personnel Etudie ttes propositions
Ecrire sous le n° 6.929 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

---

10 ANS D'EXPÉRIENCE COMMERCIALE :
- responsable formation (gestion, organisation, animation d'actions de formation) ;
- inspecteur commercial régional ;
- responsable des ventes (100 M.F. C.A./AN.).

34 ans, universitaire, bilingue anglais recherche ENCADREMENT COMMERCIAL HAUT NIVEAU ou RESPONSABLE FORMATION (service existant ou à créer) sur Paris, rég. Paris. + déplacements France et Etranger
Ecrire sous le n° 6.930 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

capitaux propositions commerciales

PLACEMENTS
INTÉRÊTS 15 %. Garanties s/immeubles. 43-48-77-53.



annonces associations

Appel

Centre d'accueil MAAVAR
Nouveau numéro de tél. : 43-48-63-66

SPÉCIAL CHOMEURS
Trouver du travail, des moyens, session de 6 jours subventionnée INFOGRAT, jeudi 8 et 15 janv. 18 h 30. 28, r. Abbé-Grégoire, 6e. Rens. 43-71-00-72 de 14 h à 18 h.

ITALIEN
Cours ts niv. Stages mens.
ASSOCIATION TRILOGOS
Métro Voltaire - PARIS-11e
Tél. 48-07-83-36

Sessions et Stages

AFFIRMATION DE SOI
31 janv. - 9 h 30 à 17 h 30
AUTO-HYPNOSE
1er février - 9 h 30 à 17 h 30
HYPNOSE PRATIQUE
7 et 8 févr. - 9 h 30 à 17 h 30
Pour vous relaxer, augmenter votre confiance en vous, atteindre vos buts plus vite, communiquer mieux et guérir problèmes psychosomatiques.
Tél. 42-03-39-02 - 47-46-03-62

DESSIN ANIMÉ
A L'AMERICAN CENTER
Deux pros pour apprendre les techniques classiques et modernes du dessin animé. Trois mois de théorie et pratique les vendredis soir (adultes) ou les mercr. a.-m. (jeunes).
Début le 16 janvier.
Places limitées.
261, bd Raspail, PARIS-14e.
42-71-33-77 - 43-35-21-50.

- Prix de la ligne 30 F TTC (28 signes, lettres ou espaces).
- Joindre une photocopie de déclaration au J.O.
- Chèque libellé à l'ordre du *Monde Publicité*, et adressé au plus tard le jeudi pour parution du mardi, daté mercredi au *Monde Publicité*, 5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.



5, RUE DE MONTTESSUY, 75332 PARIS CEDEX 07
TÉL. : 45-55-91-82

TARIF JANVIER 1987

1 colonne

	la ligne HT
Offres d'emplois	144,00
Demandes d'emplois	41,00
Immobilier	90,00
Agenda	90,00

Annonces encadrées

	le m/m colonne HT
Offres d'emplois	78,00
Demandes d'emplois	23,00
Immobilier	59,00

Autres rubriques, nous consulter.
TVA 18,60 %

L'IMMOBILIER

appartements ventes

...e arrdt
QUINCAMPOIX LOFT 130 m² à aménager, CARACTÈRE Télépho. 46-34-73-13.

5e arrdt
MONGE R stdg. studio + p. sur verdure. Px 684 000 43-25-97-16.

PANTHÉON P., 55 m², soleil, vue dégagée, 5e ét., 980 000 F. -26-73-14.

7e arrdt
RUE DE BONE
DUPLEX 46 m², 0 000 F. A. BIRN 42-65-30.

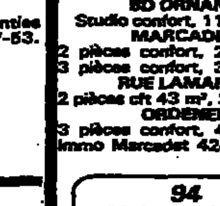
14e arrdt
DENFERT Duplex... 3 P., maisonnette, 85 , soleil Tél. 47-03-32-44.

15e arrdt
VAUGIRARD 3-4 p. CONFORT, 85 m² env., 6e ét., sec..., 1 450 000 F, 45-77-95.

16e arrdt
MARCHÉ DES NOTAIRES
Av. du Maréchal-Manoury-16
GRAND STANDING
265 m², 4e étage donnant sur
BOIS DE BOULOGNE
Terrasse 52 m² - Garage pour 5 voit. Poss. usage profess.
Mise à prix : 3.900.000 F
Me D. DOUSSET 42-60-30-08.

VUE SUR SEINE
LUXE DUPLEX 120 m², 6e et 7e ét. Imm. pierre de taille, standing, 47-04-88-18.

18e arrdt
BD ORNANO
Studio confort, 115 000 F.
MARCADET
2 pièces confort, 203 000 F.
3 pièces confort, 370 000 F.
RUE LAMARCK
2 pièces cft 43 m², 380 000 F.
ORDENER
3 pièces confort, 470 000 F.
Immo Marcadet 42-52-01-82.



94 Val-de-Marne
94 VAL-DE-MARNE
LE PERREUX-SUR-MARNE
Part. vend appt gd standing, 92 m², dble séjour, 3 chbres, terrasse 15 m², garage 2 voit.
PRIX : 1.170.000 F
Tél. (16) 29-55-27-95.

Province
CANNES-LE CANNET
Vends appt 63 m² + loggia + parkg dans petite résid., près tt comm., centre ville et 10' plage, bon état. Px 375 000 F. Tél. : (16) 93-46-74-54.

Minitel
30 000 offres
Paris-province
36.15 Tapez LEMONDE puis FNAIM

appartements achats

AGENCE LITTRÉ
Rech. pour clientèle française et étrangère, appts et hôtels part. dans quartiers résidentiels, paiement comptant chez notaire
Tél. 45-44-44-45.

Recherche 2 à 4 P. PARIS préfère RIVE GAUCHE avec ou sans travaux PAIE COMPTANT chez notaire 48-73-20-67, même le soir.

locations non meublées offres

Paris
Vous cherchez un logement à louer PARIS-BANLIEUE ? Inter-Loc 43-45-00-00/70-00.

locations meublées demandes

Paris
MONDIAL MERCURE
rech. STUDIOS et 2 PIÈCES pour clientèle étrangère APPTS DE STANDING pour Ambassades et Sociétés S'adr. : SERVICE ACCUEIL Téléphone : 42-56-28-16.

EMBASSY SERVICE
8, avenue de Messine 75008 PARIS recherche en location ou à l'achat APPTS DE GDE CLASSE pour CLIENTÈLE ÉTRANGÈRE corps diplomatique et cadres de Stés Multinationales
TÉL. 45-62-78-99.

SERVICE AMBASSADE
Pour cadres mutés Paris rech. du STUDIO au 5 P. LOYERS GARANTIS par Stés ou AMBASSADES. 45-26-18-95.

viagers

LIBRE. Le Marais, studio, imm. historique restauré. 165.000 cpt + 3.500/mois - 42-66-19-00.

maisons de campagne

BULLION 78. Urgent. Except., Vallée de Chevreuse vds maison rurale en partie restaurée sur terrain 2.000 m² boisé. 4 pièces, cuis., véranda, s. de bns, w.-c., grenier, dépendances, cour
Prix 650.000 F
Possibilité aménagement
Téléphone : 30-41-30-15.

propriétés

A vd, 25 km de Clermont-Ferrand Sud-Est (63), dans ville de 5.000 habitants, belle demeure XVIIIe, tout confort dans parc arboré de 2.200 m², clos de murs, avec rez-de-chaussée : cuisine, salle de séjour, salons, salle d'eau, w.-c. ; 2 étages avec bibliothèque, 3 chambres, 2 pièces, 2 salles de bains, 2 w.-c., lingerie, chambre de service avec cabinet de toilette, greniers et grandes dépendances.
Libre immédiatement.
Prix justifié.
Pour tous renseignements, s'adresser à Me Pourcher, notaire, 63160 BILLOM.
Tél. : 73-68-41-10.

CLAIREFONTAINE (78) 35 mn de PARIS, pav. 130 m², séj., cuis., 3 chbres, 2 s. de bns, bur., garage, piscine, terrain environ 5.000 m²
PRIX 1.300.000 F
43-64-25-18, à part. de 20 h.

immobilier information

Pour vendre ou acheter maison, appartement, château, propriété, terrain, commerce sur toute la France.
LAGRANGE
9, rue Le Châtelier, 75017 PARIS.
Tél. : 16 (1) 40-54-06-08.

AGENCE MUTUELLE IMMOBILIÈRE
ENTREPRISE DU 3e TYPE !
Des honoraires moins chers (20 % en moyenne).
Une garantie de paiement de loyers INTÉGRALE et UNIQUE.
Toutes transactions immobilières : baux, ventes, locations, gestions locatives, etc.
L'A.M.I.
OUVRE UNE NOUVELLE AGENCE A PARIS
2, rue d'Aumale, 75009.
Téléphone : 40-16-09-09
42-80-89-22.

Pour réaliser une affaire immobilière dans le sud.
Tél. (16) 61-59-11-11.
CRÉDIT RAPIDE.

Sté immobilière propose à investisseurs biens divers (maisons, appartements) sur Gironde, Haute-Garonne et alentours, prix inférieurs aux cours actuellement en vigueur
Tél. 38-09-73 ou 53-07-57, h.b.

...nes

Locations

PRÈS RUE DU POTEAU
Murs libres, CAFÉ-RESTAURANT idéal placement, 350.000 F. IMMO MARCADET 42-52-01-82.

bureaux

Locations

BUREAUX ÉQUIPÉS
DE 15 à 100 m² STANDING
OUVERT 24 SUR 24
Location courte ou longue durée. Tous services : tél. télécopie, télex, restaurant, parking, secrétariat, tél. personnalisé
ACTE 43-80-...-18.

DOMICIL. DEPUIS 80 F/MS
av. des Champs-Élysées (Étoile)
rue Saint-Honoré (Concorde)
rue Cronstadt, PARIS-15e
21 bis, rue de Tel. Paris-12e
CONSTITUT. S.A.R.L. 2.000 F H.T.
INTER-DOM. Tél. 4-40-68-69.

ÉTOILE
Très grand standing
BUREAUX MEUBLÉS
toutes durées, tous services
Tél. (1) 47-27-15-59.

DOMICIL. CIALE 8e
TÉLEX/PERMANENCE TÉLÉPH.
travaux secrétariat, bureaux
SECO 42-94-95-28
STATIONNEMENT AISÉ).

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM
Constitution de Sociétés
Démarches et tous services
Permanences téléphoniques
?-55-17-50.

Votre agence commerciale ou
SIÈGE SOCIAL
bureaux, secrétariat, télex
CONSTITUTION STÉS
Prix compétitifs. Délais rapides.
ASPAC 43-60-50 +

MADELEINE
BUREAUX ÉQUIPÉS
VOTRE SIÈGE SOCIAL
Domiciliation + services.
TÉLEX SECRÉTARIAT.
TÉL. 42-989-88.

boutiques

Locations

UNE BOUTIQUE + STUDIO
51, RUE RICHER, PARIS-9e.
A LOUER SS PAS-DE-PORTE.
TÉL. : 46-04-48...
LE SOIR 43-55-0...

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Communication

Bataille au sommet dans la presse australienne

L'offensive de M. Murdoch est tenue en échec

En lançant une OPA sur le *Herald and Weekly Times*, M. Rupert Murdoch cherchait à prendre le contrôle de 75 % de la presse australienne. Mais une partie du gouvernement et deux groupes de presse s'opposent aux ambitions du géant des médias.

SYDNEY
de notre correspondante

L'Australie adore les histoires d'OPA qui, chroniquement, secouent son monde des affaires et donnent au pays – enclin à la somnolence – l'impression qu'il vit au rythme frénétique d'une capitale financière de l'hémisphère nord.

Depuis quatre semaines, l'Australie se régale : l'affaire – la reprise d'un des trois plus grands groupes de presse australiens, le *Herald and Weekly Times* de Melbourne – s'éternise délicieusement et met aux prises ses deux nababs : M. Rupert Murdoch et M. Holmes A'Court.

Le 4 décembre, M. Murdoch, magnat de presse internationale et président de la News Corporation Ltd, lance une OPA pour le rachat du *Herald and Weekly Times*. La somme qu'il offre est rondelette : 1,8 milliard de dollars australiens (1). En l'absence d'une offre plus alléchante, le conseil d'administration du groupe conseille à ses actionnaires d'accepter la proposition.

L'affaire déclenche dans le pays une levée de boucliers. S'il obtient le contrôle du groupe, M. Murdoch régnera sur 75 % de la presse du pays. L'affaire provoque des remous au sein du gouvernement. Le premier ministre, M. Hawke, ne cache pas qu'il approuve les visées de M. Murdoch, un *« allié politique »* dit-il. Mais M. Hayden, ministre des affaires étrangères, estime que le gouvernement doit tout faire pour empêcher cette concentration excessive des médias australiens entre les mains d'un seul homme qui n'est même plus citoyen australien. Au sein du cabinet, M. Hayden est mis en minorité. Dans les milieux journalistiques aussi, l'émoi aussi est grand : le président du Conseil australien de la presse et le représentant de l'Association des journalistes australiens démissionnent. Ils estiment que le rachat est une menace pour la démocratie australienne.

Mais de menace, M. Murdoch, lui, n'en voit qu'une : elle a pour nom M. Holmes A'Court, un multimillionnaire de la côte ouest qui a en effet annoncé, dès le 5 décembre, qu'il prépare une surenchère à l'offre de M. Murdoch.

Né en Afrique du Sud, M. Holmes A'Court est issu d'une très vieille famille de barons anglais. A sa naissance il reste peu de la fortune ancestrale. Robert Holmes A'Court s'installe à Perth en Australie occidentale au début des années 60. On est en plein boom du nickel et, muni d'un diplôme d'avocat, il ne résiste pas à l'envie de spéculer. Dans la laine d'abord puis les minerais. Enfin le « cowboy de l'Ouest » s'aventure plus loin, plus haut. A la tête du groupe Bell, il rachète secrètement des parts dans la compagnie aérienne Ansett, l'une des sociétés les plus assises du pays. Il se taille bientôt en Australie, mais aussi en Angleterre, la réputation d'un spécialiste de l'OPA spectaculaire. En septembre 1986, il défraye la chronique en s'attaquant au consortium BHP qu'on surnomme *« la grosse australienne »*.

Guerre des nerfs

Ce nabab, qui possède l'une des plus belles collections d'art du pays dont un Monet qu'il a acquis pour près de 4 millions de dollars australiens, n'est pas, contrairement à M. Murdoch un magnat de la presse. Le groupe Bell possède à peine quelques stations de télévision, à Perth et à Adélaïde et contrôle le *Western Mail*, un hebdomadaire de Perth dont les comptes sont plutôt déficitaires.

Aussi, quand, le 24 décembre, M. Holmes A'Court coiffe l'offre de M. Murdoch pour le rachat du *Herald and Weekly Times* (il offre 2 milliards de dollars australiens, soit 13 dollars par action au lieu du 1,8 milliard de M. Murdoch, soit 12 dollars par action), M. Murdoch sourit. *« Une offre sotte »*, dit-il.

Le sourire est de courte durée. C'est désormais une guerre des nerfs que se livrent les deux hommes. Le 30 décembre, les directeurs du *Herald and Weekly Times* annoncent qu'ils vont trancher entre les deux offres. Le 1er janvier, M. Holmes A'Court pousse plus loin la surenchère. C'est 13,50 dollars par action qu'il propose désormais. Le 2 janvier, quand les directeurs du *Herald and Weekly Times* annoncent qu'ils ont choisi de recommander aux actionnaires du groupe l'offre du nabab de Perth – 2 125 millions de dollars, – le sourire de M. Murdoch se fige en grimace.

Les directeurs du groupe ont une excuse toute simple : *« C'est la plus grosse offre en argent comptant sur la table. »* M. Murdoch assure que son offre à lui, un mélange d'argent comptant et de valeurs convertibles, équivaut au moins à 14,17 dollars par action si l'on en croit les cotes en Bourse cette semaine.

M. Murdoch compte encore sur l'appui discret du principal actionnaire du *Herald and Weekly Times*, le groupe Queensland Press (24 % du capital), propriétaire de *The Courier Mail* et *The Telegraph* de Brisbane. Mais le 5 janvier, un nouvel acteur entre dans la bataille. Le groupe John Fairfax lance une OPA de 910 millions de dollars australiens sur Queensland Press. Pour la plupart des observateurs, cette offensive du groupe Fairfax a reçu l'aval de M. Holmes A' Court et vise essentiellement à barrer la route à M. Murdoch. Propriétaire du *Sydney Morning Herald* et surtout du très respecté *Age of Melbourne*, Fairfax, qui se fait en Australie le défenseur d'une presse indépendante et de qualité, compte bien, lui aussi, s'opposer à une excessive concentration du secteur aux mains d'un seul homme.

M. Murdoch est aujourd'hui forcé de surenchérir ou de renoncer à son OPA, et les Australiens attendent avec impatience l'issue d'une bataille qui mobilise les trois plus grands groupes de presse du pays.

SYLVIE CROSSMAN.

(1) 1 dollar australien vaut environ 4 F.

Polémiques autour des télévisions privées en Guadeloupe

Mme Michaux-Chevry dénonce les initiatives du conseil régional

Comme au bon vieux temps des radios libres, la Guadeloupe résonne aujourd'hui des échos des télévisions « pirates »... et des querelles et polémiques qu'elles engendrent de tous les côtés.

Après Canal 10, GTV et Télé-Eclair, Télé-Caraïbes est née le soir du 1er janvier. « Cadeau » au peuple guadeloupéen du président (PS) du conseil régional, M. Félix Proto. Une naissance suivie, si l'on en croit un sondage réalisé par téléphone, par une grande proportion des foyers pouvant la capter. Mais une naissance difficile, contrariée d'abord par le refus de la Commission nationale de la communication et des libertés de donner son feu vert à cette expérience prévue pour deux semaines en attendant un lancement définitif, ensuite par divers problèmes techniques. Une naissance contre laquelle, enfin, Mme Lucette Michaux-Chevry, conseiller régional de Guadeloupe mais aussi secrétaire d'Etat à la francophonie, s'élève ici avec véhémence, elle qui s'était pourtant semble-t-il accommodée des précédentes initiatives.

« Je suis contre la piraterie, quelles que soient sa forme et son origine ! nous a déclaré le ministre. *J'ai été contre les radios pirates, je suis contre les télévisions pirates. Une société organisée se doit de se fixer des règles et de les faire respecter. A grands frais et en violation de toutes les règles de fonctionnement d'une assemblée – je parle ici en tant que conseiller régional, – M. Proto a décidé de monter une télévision. Pour y parvenir il a décidé de saisir la CNCL qu'il jugeait apparemment compétente. Emanation du Parlement, donc du peuple, la CNCL lui a demandé de surseoir à son projet. Or qu'a-t-il fait ? Il a passé outre et s'est lancé dans la piraterie. J'estime qu'il a commis une forfaiture. On ne peut être président de l'éxécutif régional, prétendre détenir son pouvoir du peuple et se mettre hors la loi. »*

Mme Michaux-Chevry énumère alors ses griefs à l'encontre du président du conseil régional. *« Je reproche à M. Proto d'avoir mis sur pied, pour payer sa télévision, une procédure financière qui vide toutes les règles budgétaires. Je lui reproche d'avoir signé des contrats qui excèdent la compétence prévue par le code des marchés et de ne point les avoir soumis au contrôle démocratique du bureau. Je lui reproche d'avoir signé un certificat administratif de 3,4 millions de francs en violation de toutes les règles de gestion administrative. Je lui reproche enfin, en violation d'une décision du bureau, d'avoir pris un arrêté créant un comité de pilotage de sa télévision où je ne trouve que communistes, socialistes et indépendantistes. La Guadeloupe, que je sache, n'est pas composée que de ces idées-là. Cet arrêté est d'ailleurs nul sur la forme et sur le fond. »*

Trois arguments

Dénonçant l'absence de transparence du projet de télévision et son coût actuel – qu'elle évalue à 40 millions de francs, – ironisant sur sa mise en œuvre *« par de grands opérateurs venus de la métropole »*, la secrétaire d'Etat à la francophonie estime que les élus et le peuple guadeloupéens ont été *« trompés »*. En conséquence, conclut-elle, *« je suis déterminée contre les agressions institutionnelles de M. Proto, à mettre tout en œuvre avec mes amis politiques pour faire respecter la loi dans notre département. La justice va être saisie »*.

A voir ! répond, à Basse-Terre, le président Proto, peu inquiet de la menace et d'attaques qu'il juge *« excessives »* et *« politiciennes »*. Et d'avancer trois arguments. D'abord la légitimité de l'ambition : *« Nous faisons une télévision qui signifie, pour les Guadeloupéens, démocratie, liberté et pas francophonie, mais francité. »* Ensuite l'incompétence de la CNCL à donner ou à refuser une autorisation, *« les décrets définitifs de la loi sur l'audiovisuel n'étant pas publiés »*. Enfin le bien-fondé des dépenses engagées : 3,4 millions de francs pour la préfiguration et la formation de jeunes à l'audiovisuel (contre 6 millions de francs dans un premier projet), 10 millions de francs ayant été inscrits – en autorisations de programme – dans les orientations budgétaires du conseil pour 1987.

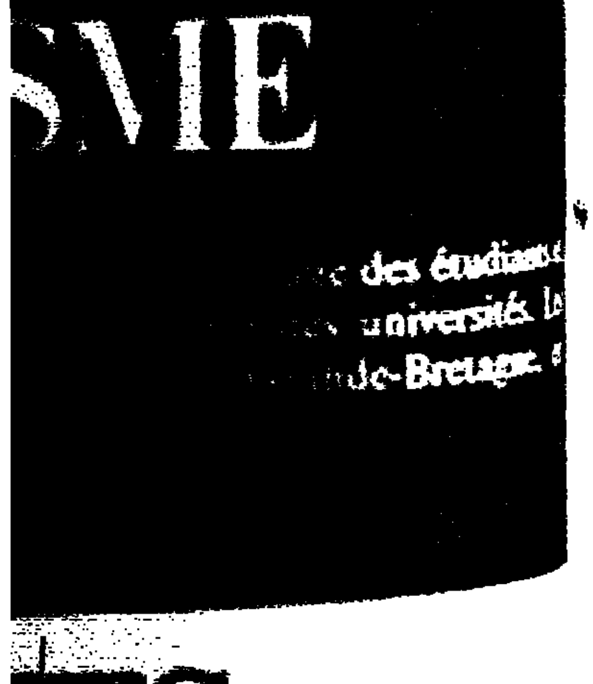
La CNCL, par la voix de son président, M. Gabriel de Broglie, *« regrette »* la décision de M. Proto. Les premières télévisions pirates vitupèrent contre ces coups de projecteur dont elles se seraient passés. Quant aux Guadeloupéens, habitués à compter les points entre adversaires politiques, ils composent des cantiques et chansons ironisant sur ces péripéties...

ANNICK COJEAN.

● **La société canadienne Hollinger acquiert vingt-trois journaux américains.** – La société canadienne Hollinger Inc. qui possède 58 % du capital du quotidien britannique *Daily Telegraph* vient de racheter vingt-trois journaux indépendants américains implantés dans six Etats différents. Hollinger Inc. est aussi en train de négocier l'achat des dix quotidiens que possède la compagnie canadienne Sterling Newspapers Ltd. of Canada, pour un montant de 670 millions de francs. La société Hollinger Inc., dont le siège est à Toronto, possède une filiale américaine dans l'Etat du Delaware, qui gère les titres qu'elle contrôle aux Etats-Unis.

● **Le câble à Tours.** – La ville de Tours vient d'entériner le projet de convention avec les PTT prévoyant le câblage, entre 1989 et 1992. Soixante mille prises seront installées permettant aux Tourangeaux de recevoir une trentaine de chaînes privées. L'exploitation du réseau sera confiée à une société anonyme locale, dont le capital sera détenu en majorité par la Caisse des dépôts et consignations, la Lyonnaise des eaux, Forclum, Montenay et Turin air-transport. La ville disposera elle-même d'un temps d'antenne à sa convenance. M. Jean Royer, le maire, ayant reconnu, en réponse à l'opposition municipale, la nécessité d'établir une déontologie de la politique d'information de la ville.

هكذا من الأصل



L'élargissement des conflits sociaux dans le secteur public

Grève suivie à EDF

En s'exprimant, le mardi 6 janvier en fin de journée sur Europe 1, M. Jacques Chirac aura en sa possession des éléments précis sur la réalité de l'extension de la grève de la SNCF à l'ensemble du secteur public. Il saura si la CGT, affaiblie dans la fonction publique mais toujours forte à EGF, réussit ou non son pari d'aboutir à *« un mouvement d'une puissance exceptionnelle »*. Déjà, le CNPF s'alarme des effets du conflit à la SNCF qui a *« perturbé grandement l'activité de toutes les entreprises françaises »* et met en garde contre une extension à d'autres secteurs qui *« compromettrait davantage les résultats déjà obtenus grâce à l'effort de tous dans la voie du redressement »*.

Force ouvrière a également affirmé, mardi, sa volonté de ne pas se laisser entraîner dans un tel élargissement, après avoir réuni son bureau confédéral deux fois lundi et mardi. Dans une circulaire, signée exceptionnellement par tous les membres du bureau confédéral et adressée à toutes ses fédérations et unions départementales, FO parle de *« situation dangereuse à tous égards »*. Tout en soulignant que *« le coût économique des grèves serait supérieur à ce qu'on aurait dû concéder à froid »* et en évoquant l'existence d'un mécontentement réel, la confédération demande à ses organisations de ne pas se laisser *« entraîner dans des mouvements qu'elles ne maîtriseraient pas »*.

Pour FO, le conflit de la SNCF est *« désormais détourné de ses objectifs revendicatifs »*. *« En politisant à fond, la CGT tente tout simplement d'offrir au PC matière à redorer son blason. »* Il ne s'agit donc pas de se prêter à *« ce type d'opération »*. Cette prudence de la confédération de M. Bergeron se retrouve, avec quelques nuances, dans les positions de la CFDT. Ainsi la Fédération des transports et de l'équipement CFDT, qui reste pourtant engagée dans la grève, a écrit le 5 janvier à M. Douffiagues pour souligner que *« l'action des cheminots, à son dix-neuvième jour, n'a pas plus qu'à son début le dessein de s'attaquer à la politique générale du gouvernement. Elle n'a pas plus la volonté de provoquer des élections anticipées. C'est une action revendicative qui se suffit à elle-même »*.

Pour l'heure cependant, la situation semble figée à la SNCF, et le gouvernement ne semble pas envisager, malgré le durcissement de la grève, de faire avancer la réunion de la commission mixte du statut sur les conditions de travail prévue pour le 8 janvier. Les syndicats qui soutiennent les grévistes, comme la CFDT et la CGT – pour laquelle les cheminots n'ont obtenu jusqu'à présent que *« des miettes »* – se montrent par ailleurs pessimistes sur ce que pourrait annoncer la direction lors de cette réunion.

M. Jean Dupuy, directeur général de la SNCF, a écrit à tous les syndicats pour rappeler formellement les résultats obtenus à ce jour dans les négociations. En début de matinée, mardi, il était encore difficile d'évaluer l'extension du mouvement. Celui-ci semble cependant particulièrement bien suivi à EDF, où la baisse de charge était légèrement supérieure à 9 heures à 25 000 mégawatts, ce qui a entraîné des coupures de courant tournantes pour cent cinquante mille clients parisiens.

Dans les PTT, on faisait état d'une cinquantaine de préavis déposés principalement par la CGT et concernant à 80 % la poste. Mais ces préavis, départementaux, régionaux, voire locaux mais non nationaux, sont très variés puisqu'ils prévoient, pour les uns des *« rassemblements »* et pour d'autres des grèves d'une heure. Autres tests de cette tentative d'extension de la CGT : les arsenaux et, dans une moindre mesure, Renault. Une réussite du pari cégétiste conforterait les grévistes de la SNCF dans leur détermination. Un échec les affaiblirait.

MICHEL NOBLECOURT.

Des grévistes de Saint-Lazare à 80 % non syndiqués suivent les délégués CGT

Face à une centaine de ses camarades, tous grévistes, Serge lève le bras et prend la parole. *« J'ai fait huit jours de grève avec vous mais je ne peux plus suivre,* avoue-t-il. *Pécuniairement, je ne tiens plus, je suis prêt à repartir avec vous. Je suis solidaire... »*

Dans la salle surchauffée qui jouxte le quai numéro un de la gare Saint-Lazare, l'assemblée vit un moment d'émotion. Une voix rassure Serge : *« Si tu as pu aller jusque-là, c'est déjà bien. »* Applaudissements. *« Ils veulent faire pourrir la situation, mais ils se trompent »*, déclare un autre, sous les acclamations.

Au soir de leur quinzième réunion, après quinze jours de grève, les agents de trains, les guichetiers, les administratifs, réunis autour des délégués CGT, savent ce qu'ils ont déjà perdu. Environ 260 F par personne et par jour et cependant, affirment-ils, *« ce n'est pas l'aspect financier qui compte »*.

Pendant la discussion les orateurs CGT pourront évoquer les salaires, ils admettent, pour la plupart avec un bel ensemble, que là n'est pas le problème. Ils veulent parler conditions de travail et carrière dans une entreprise – un monstre bureaucratique – aux *« comportements militarisés »*. D'ailleurs ils ne sont pas syndiqués et, à plus de 80 %, ils lèveront la main pour le faire savoir quand on leur posera la question.

Deux heures durant, le débat prendra des contours subtils, chacun tenant à son autonomie ou à son identité. *« Vous êtes sur la bonne voie, c'est vous qui avez raison »*, assure le délégué CGT au centre de la pièce.

Parmi les non-syndiqués, on tient beaucoup au respect d'un code de bonne conduite. Toutes les questions peuvent être posées. Toutes les précisions doivent être fournies sans faux-fuyant. Au moindre signe de dérapage, chacun rappelle les conventions, sans excès. C'est à peine si, un moment choqué, un contrôleur laisse percevoir son exaspération en observant : *« Le syndicat, j'en sors. »* Mais le même un peu plus tard, approuvera un de ses collègues qui constate : *« On est bien content d'avoir des délégués »*.

De fait, les grévistes inorganisés se déclarent satisfaits de voir les militants syndicaux organiser et canaliser le conflit, y compris dans ses aspects pratiques. Soucieux de leur indépendance, ils utilisent en somme un savoir-faire, la CGT étant davantage présente que la CFDT – le délégué est malade – ou la CFTC.

Est-ce pour ces raisons que les agents de trains n'ont connu aucune défection depuis le début de la grève et qu'ils s'honorent d'être toujours solidaires ? C'est possible. Toujours est-il qu'à trois abstentions près ils ont reconduit à main levée la grève pour vingt-quatre heures le 5 janvier. Ou encore qu'ils se préparent à distribuer des tracts aux usagers, puis veulent réaliser *« des actions responsables, calmes »*.

A l'écoute de la base

Prudents, à l'écoute de la base, les délégués CGT, qui rappellent au passage qu'ils ont été élus au comité d'entreprise par le même électorat, prennent garde à ne pas rompre cette unité. Ils font tout pour dégager des positions communes qui, à chaque fois, renforcent la détermination de l'assemblée.

Toutefois, il faudra en venir à la convocation de l'assemblée générale du 6 janvier, qui précédera d'une heure – les grévistes n'ont pas voulu davantage – la manifestation de la CGT prévue à la gare Montparnasse. Immanquablement surgira le thème de la politisation de la grève par le syndicat. *« C'est le gouvernement qui en porte la responsabilité »*, répliquent en chœur les délégués. L'appel aux autres secteurs nationalisés ou de la fonction publique ? *« C'était prévu de longue date, bien avant la grève de la SNCF*, rétorquent les cégétistes. *La manifestation était arrêtée depuis longtemps. »*

« Sommes-nous obligés de manifester ? », demande un gréviste. *« Bien sûr que non »*, répond le délégué, qui avait reconnu d'un air contrit : *« Nous sommes obligés de politiser. »*

A. Le.

La coordination de Paris-Nord ne supporte pas de regarder passer les trains

L'assemblée générale des agents de conduite devait se tenir à l'antenne de la gare du Nord, à 11 heures, le lundi 5 janvier. Informelle de bout en bout, elle n'a jamais commencé, et pareillement ne s'est pas achevée. Sans « chef » syndical, sans meneur, la cinquantaine de participants se sont égarés dans des digressions et n'ont pas su conclure. *« Une assemblée générale, ça démoralise plutôt que ça mobilise »*, constatait, amer, un mécanicien.

Rapidement abordée, la question de la poursuite de la grève est tranchée sans vote. *« Nous sommes d'accord pour la reconduire, puisque nous sommes là »*, déclarent quelques-uns sans être contredits. Décidément déconcertants, les mêmes s'interrogent un peu plus tard sur le sens à donner aux manifestations pourtant prévues par leur coordination pour l'après-midi même, devant les directions régionales de la SNCF, et le 7 janvier devant la gare du Nord. *« Ça servira à quoi ? »*, se demandent les uns et les autres. *« Les défilés, tout ça c'est de la merde ! »*

Le climat n'est pas à l'euphorie. Chacun trouve des mots pour faire savoir qu'il a bien conscience de l'impasse. Tous expliquent que, aussi déterminée soit-elle, la grève finira par s'essouffler. *« On n'a plus qu'à attendre »*, disent les plus résignés, les plus lucides ajoutant qu'il n'y aura plus de négociations réelles. *« De jour en jour, le mouvement va baisser et des trains circuler »*, soulignent les pessimistes sans toutefois renoncer. Après tout, se répètent-ils, *« on compte habituellement plus de dix mille trains par jour et il y en a à peine cinq cents actuellement »*. Ce qui n'empêchera pas la direction d'y voir une tendance à la reprise et d'en persuader l'opinion, notent-ils, désabusés.

« Il faut faire quelque chose », *« il faut relancer un peu le mouvement »*, clament des cheminots à la recherche d'une « idée » ou d'une « solution » susceptible de leur permettre de reprendre les choses en main. *« Nous devrions mener des actions d'éclat »*, *« employer la manière forte »*, proposent certains. *« Si nous flanchons à Paris-Nord, les autres vont lâcher aussi »*, proclament ceux qui en appellent aux réactions d'orgueil de cette *« base »* si fière d'avoir été à l'origine du conflit. Plusieurs donnent dans l'humour noir : est-ce qu'il faudrait *« avoir un mort comme les étudiants »* pour gagner *in extremis ?* On désigne Gaby en riant, puisqu'il est *« à quelques mois de la retraite »* ou Ignacio *« en raison de ses origines troubles »*, certains préférant *« tirer à la courte paille »*.

Ce sentiment d'impuissance et d'être en train de perdre quand on est encore fort, les conducteurs le connaissent depuis dimanche soir, depuis que les CRS et les gardes mobiles occupent chacune des voies et leur interdisent l'accès à la gare. Chaque nouveau départ, pourtant presque à vide, les décourage, comme les rares arrivées de trains de grandes lignes. *« Il y a encore des képis ! »* s'esclaffent-ils, en désignant du doigt *« les couples de CRS »* qui circulent seuls dans les wagons.

Pour passer le temps, les grévistes s'amusent bien un peu à narguer les forces de l'ordre en tentant de se rapprocher des locomotives. *« Quand on voit les cow-boys, faut se faire la paire »*, prévient un malin, pour éviter que, comme le 3 janvier, une demi-douzaine de personnes ne se retrouvent au commissariat. De leur côté, les forces de l'ordre se distraient jusqu'à ce qu'une annonce par haut-parleur les rappelle au devoir de leur fonction. *« Messieurs les CRS, il est interdit de jouer avec les manettes d'arrêt d'urgence des escaliers mécaniques. »*

Cette petite guerre finit par miner le moral. Les grévistes mettent en cause les cadres qui font circuler les trains et ne respectent pas toujours les règles de sécurité. Ils s'inquiètent, sans le dire, sur le devenir de leur action, la plus longue depuis 1971. Si leur spontanéité a été indispensable à l'origine, leur façon informelle de s'organiser les empêche maintenant de gérer la sortie d'une crise aux justifications plus psychologiques que salariales. Bien plus que les salaires, davantage que la future grille, il y a un malaise persistant que personne n'évoque vraiment, même s'il se résume aux revendications sur les conditions de travail et le déroulement de carrière. *« Ils sont 300 inscrits sur le tableau pour devenir T 5*, raconte Michel, *et il y en a 10 nommés chaque année. C'est dire qu'ils en auront pour trente ans. »*

ALAIN LEBAUBE.

Des grèves existentielles

Les grèves de la RATP et de la SNCF laissent perplexe. Elles présentent un côté rétro, soixante-huitard, par le spontanéisme des comités de coordination et l'embarras où se trouvent plongés les syndicats patentés. On décèle dans les propos des grévistes un mélange bizarre de corporatisme étroit et de dignité bafouée. L'opinion publique, elle, se demande avec inquiétude ce qui sous-tend et ce qui satisfera leur jusqu'au-boutisme.

Ces grèves atypiques ont la caractéristique commune d'avoir été lancées par une même catégorie professionnelle : les conducteurs, ceux qui pilotent les rames de métro, les TGV, les trains de banlieue et les convois de marchandises. Ceux qu'il faut bien continuer d'appeler l'« aristocratie du rail ».

M. Pierre Bouvier, chargé de recherches au CNRS et responsable de l'unité socio-anthropologie du travail, connaît bien ces « seigneurs », dont il a étudié le comportement et les difficultés, à Paris comme à New-York, dans les profondeurs du métro, tout comme dans les réseaux de surface (1). Il discerne dans les soubresauts actuels un mal-être infiniment plus profond que le difficile bouclage des fins de mois.

La modernisation, mais...

Qu'est-ce qui a mis le feu aux poudres ? A la SNCF, un projet de grille faisant la plus large part à l'avancement au mérite ; à la RATP, le rattrapage salarial des conducteurs par des catégories que ceux-ci jugent inférieures. *« C'était exactement pour le même motif que se sont déclenchées les grèves de 1971*, explique M. Bouvier. *Toucher à la grille des salaires, la remodeler ou la laisser se déformer, c'est immanquablement provoquer des réactions très vives de la part du personnel. La grille donne aux salariés une identité professionnelle, des assurances pour l'avenir et une reconnaissance sociale. La remettre en cause est ressentie comme une agression. »*

On retrouve cette exigence de reconnaissance dans les réactions à la modernisation des conducteurs et autres mécaniciens. *« A la RATP, les agents ne sont pas fondamentalement opposés au progrès technique qui les chassera de la « loge » de conduite un jour ou l'autre*, analyse M. Bouvier. *Mais ils veulent que soit maintenue une filière qui leur soit propre ; ils veulent que l'un d'entre eux demeure indispensable au bon fonctionnement de la rame. Certes, la conduite automatique les réduit à n'être plus que des chefs de train, qui ouvrent et ferment les portes. Ils tiennent pourtant à être reconnus comme des professionnels de haut niveau, selon leur adage « à matériel sophistiqué, personnel très qualifié ». C'est une même remise en question de leur professionnalité que vivent les cheminots puisqu'avec le futur système informatisé Astrée on leur promet qu'ils ne seront même plus en mesure de commettre une faute catastrophique. C'est comme ça : celui qui ne peut plus se tromper se sent dépouillé de sa responsabilité. »*

Pourquoi les organisations syndicales ont-elles été débordées par une base spontanéiste ? La raréfaction des agents – ce que l'on a appelé la déshumanisation du métro – a réduit à sa plus simple expression la vie sociale des conducteurs du métro, enfermés dans la « loge ». Ils n'aspirent qu'à quitter le tunnel. Les vétérans ne peuvent plus transmettre leur expérience aux plus jeunes, et les syndicats se trouvent incapables de former leurs troupes. Les réactions sociales sont donc imprévisibles, violentes et passablement irrationnelles.

On a aussi l'impression que la gêne infligée aux usagers par leur grève importe médiocrement aux conducteurs. *« Le rapport à l'usager est très ambivalent*, répond M. Bouvier. *La vocation ferroviaire est, dans leur esprit, la vocation noble. Ils se sentent investis de la mission de réguler des convois et de faire circuler le plus vite possible des masses humaines. Ils connaissent à fond la conduite à tenir pour assurer la sécurité. En revanche, on ne les a pas formés à l'art de traiter les passagers grincheux... »*

Je paralyse, donc je suis

Ce qui est le plus déroutant dans l'attitude des conducteurs est qu'ils ne paraissent pas savoir précisément ce qu'ils veulent, mais qu'ils l'exigent très fort. *« C'est vrai que la base est très dure*, note M. Bouvier. *Les augmentations salariales de ces dernières années ont été faibles. La gauche au pouvoir a inhibé les mouvements sociaux importants. Après le succès des étudiants, les agents de conduite éprouvent aujourd'hui le besoin de dire : « Nous existons, nous aussi. » Toujours la recherche de l'identité ! Leur jusqu'au-boutisme est d'autant plus fort qu'il n'a pas de finalité précise. Les conducteurs sont heureux de la forte convivialité retrouvée pendant les assemblées générales. Ils éprouvent le besoin de perpétuer cet état de grève, qui les rassure sur leur force puisqu'ils peuvent arrêter tout trafic. »* Je paralyse, donc je suis.

Il semble enfin que les directions éprouvent du mal à saisir toutes ces implications psycho-sociales. *« C'est vrai, elles ont de la difficulté à comprendre les questions de sociabilité, de dignité, de conditions de travail, l'isolement du conducteur comme les susceptibilités catégorielles. L'encadrement ne leur a pas été d'un grand secours, car il n'a pas reçu de formation adaptée à l'animation sociale. »* Toujours la primauté de la technique.

ALAIN FAUJAS.

(1) *Technologie, travail, transports. Les transports parisiens de masse (1900-1985)*, par Pierre Bouvier, 1985, librairie Les Méridiens, 89 F.

Polémique chez les cadres cheminots

L'initiative prise par un groupe de cadres de la direction commerciale voyageurs de la SNCF de publier dans plusieurs quotidiens – dont *le Monde* – une page publicitaire présentant aux usagers leurs excuses pour la gêne causée par la grève suscite des remous dans l'encadrement cheminot.

Les signataires anonymes de ce texte se déclarent *« consternés du préjudice qui [vous] a été imposé »*. Ils précisent encore : *« Sachez aussi que la SNCF – votre SNCF – n'a rien à voir avec la présentation anachronique et corporatiste qu'en donne, sur les ondes, une minorité d'agents. La grande majorité des cheminots – plus de deux cheminots sur trois – ne se sont pas joints au mouvement »*.

D'autres cadres, non grévistes mais très critiques à l'égard du comportement de la direction, s'étonnent que cet encart publicitaire ait été placé dans les journaux par la centrale d'achat d'espace de la SNCF et qu'il ait été diffusé sous forme de communiqué grâce au fichier de presse de la Société nationale. *« Maintenant on nous demande de contribuer au paiement de cette publicité*, raconte l'un de ces protestataires. *Ceux qui ne verseront par leur écot seront catalogués. Tout comme l'ont été ceux qui ont refusé de jouer les briseurs de grève, car on nous a demandé de nous porter volontaires pour vendre des billets et pour accompagner des trains de banlieue. On a même souhaité que des femmes cadres montent dans les TGV pour réconforter, par leur présence, les agents de conduite non grévistes. Tout cela a des relents de chasse aux sorcières »*.

Un autre groupe de cadres souligne le hiatus existant entre les cheminots et la direction. *« La base ne suit pas*, déclarent-ils. *Pourquoi ? La SNCF s'enorgueillit de consacrer 6,5 % de sa masse salariale à la formation, mais celle-ci reste essentiellement technique et utilitaire. Le cheminot ignore tout des enjeux stratégiques et économiques de l'entreprise, des réalités du marché de la concurrence. Pour lui, l'entreprise est indestructible ; le chemin de fer indispensable et, par conséquent, la direction, incapable. La SNCF exige un autre type de management, qui tienne davantage compte des hommes. Mais il faudra d'abord panser les plaies »*.

AL F.

● **L'Ile-de-France la région la plus touchée.** – *« L'Ile-de-France est la région la plus touchée par la grève des transports publics »*, indique M. Michel Giraud, président (RPR) du conseil régional.

« Avec vingt millions de déplacements quotidiens, dont deux tiers concourent à la vie économique, la région capitale ne peut supporter un blocage de longue durée de ses moyens de transport, qui conduirait progressivement à la paralysie de ses entreprises. » « Quels que soient les intérêts d'une catégorie de salariés, on ne peut sur une si longue période porter une telle atteinte aux conditions de vie des Franciliens qui voient, brutalement, doubler voire tripler leur temps de trajets quotidiens », poursuit-il.

M. Giraud apporte *« son soutien au gouvernement dans l'attitude de fermeté qu'il a choisie pour favoriser le redressement économique du pays »*.

Une certaine nervosité

La situation n'évolue guère à la SNCF, même si la direction espérait passer, le mardi 6 janvier, au service de « deuxième urgence » avec 45 % du trafic sur les grandes lignes. Dans la journée de lundi, la circulation des TGV était déjà à peu près normale de Paris vers la Bourgogne, la Suisse, Lyon et la Savoie et les rapides et les express ont été assurés à 40 % vers la province, mais les transversales et les omnibus demeurent rares, et le trafic régional renaissant, maigre, la circulation sur la banlieue inégale : par exemple, à la gare du Nord de Paris, le trafic réel n'était guère, dans la soirée, que d'un train sur sept ou sur huit, plutôt qu'un sur cinq. Sur les trains de marchandises, la SNCF reconnaissait n'avoir réussi à mener à bien que 80 % des cinq cents trains prévus, les difficultés persistant pour ceux qui devaient passer par des triages. Au total, avec un millier de trains, on n'était encore qu'au dixième de la moyenne normale.

En effet, la reprise a été lente, marquée par des retours en arrière : les retours au travail individuels ont été compensés par un certain durcissement des assemblées générales réunies par la CGT ou des comités de grève, par exemple, à Perrigny-lès-Dijon comme la veille à Rennes. Selon la direction de la SNCF, 30 % seulement des agents de conduite étaient au travail en moyenne : en fait, une proportion très variable selon les régions et les dépôts, allant de 60 % sur l'Est, notamment vers Strasbourg et Nancy, à 11 % sur le Sud-Est (et moins encore à Marseille et à Montpellier) en passant par 50 % en Bretagne.

Retours individuels et reprises du trafic sur les lignes même limités ont engendré une certaine nervosité chez les grévistes et la journée de lundi a été émaillée d'incidents : l'intervention de policiers ou de CRS pour assurer les départs ou les passages des trains a été suivie souvent de nouvelles irruptions de grévistes. Ainsi les forces de l'ordre ont dû faire évacuer la gare de Marseille Saint-Charles occupée à la suite de l'évacuation de celle de la Blancarde dans la nuit de dimanche à lundi et intervenir de nouveau à Fos et à Martigues dans la soirée de lundi. Elles sont intervenues aussi en gare de Nantes, de Saint-Pierre-des-Corps, près de Tours, à Caen (à deux reprises), à Dieppe, à Clermont-Ferrand, où des trains étaient bloqués.

En général, cela s'est fait pacifiquement mais, à Clermont, une brève échauffourée a eu lieu, un responsable de la traction ayant frappé un gréviste. A Nîmes, un groupe de grévistes ont même crevé les pneus et barbouillé de peinture les pare-brise de cars stationnés devant la gare. La direction de la SNCF signalait aussi des actes de sabotage (conduites de freins coupées ou manomètres détruits). En revanche, la manifestation du « comité de coordination intercatégories » devant le ministère des transports à Paris, le défilé de cinq cents grévistes à Périgueux ou même l'occupation pendant une demi-heure par deux cents cheminots de la Bourse de Lyon se sont passés dans le calme.

G. H.

Economie

L'élargissement des conflits sociaux

M. Toubon : la grève n'a plus de légitimité

M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, a déclaré à l'émission « Face au public » de France-Inter, lundi 5 janvier : *« Il n'y a aucun lien possible entre la grève de la SNCF, par exemple, et les autres, sauf politique. La grève de la SNCF, aujourd'hui, la poursuite de la grève dans un certain nombre de centres, par un certain nombre de grévistes, syndicalisés ou non syndicalisés, répond simplement désormais à un objectif que l'on ne peut qualifier, parce qu'il n'y a pas d'autres mots, que de « politique ». Cela veut dire que les revendications qui étaient à l'origine de ce conflit ont été prises en considération et elles ont fait l'objet d'un certain nombre d'accords.*

» Aujourd'hui, cette grève n'a plus de légitimité quant à la défense des intérêts des salariés de la SNCF, elle n'a qu'un objectif qui dépasse la SNCF et qui dépasse la défense du secteur public et, en ce sens, je pense que c'est une grève qui est détournée de son objet. »

M. Toubon, après avoir approuvé les propos tenus par M. Mitterrand sur la lutte contre l'inflation, a cependant ajouté : *« Que M. Mitterrand reçoive certains grévistes ou que M. Mitterrand, il y a un mois, aille voir les parents du jeune Malik, pourquoi pas ? Mais ce que je désapprouve pour ma part, c'est que ce soit toujours dans le même sens. Il n'est pas allé rendre visite aux veuves des policiers tués en service, il n'a pas consulté le directeur général de la SNCF pour avoir les points de vue de tout le monde sur la grève. Avant 1986, d'ailleurs, j'ai remarqué, il ne recevait pas les grévistes. Quand les chauffeurs routiers, en 1984, ont fait grève pendant un mois, M. Mitterrand ne les a pas reçus.*

» Alors, je dis simplement qu'à partir du moment où la compréhension est à sens unique, ce n'est plus du dialogue, ce n'est plus de l'arbitrage, c'est un soutien, un soutien « habile », dit-on, d'ailleurs beaucoup applaudissent à cette habileté. Moi, je n'applaudis pas à cette habileté, car c'est à l'occasion des difficultés du pays qu'elle se déploie. Ce n'est pas un rôle d'arbitre. »

M. Marchais : les conflits ne sont pas dirigés par le PCF

De retour d'un voyage officiel à Cuba, où il a passé les fêtes de fin d'année en compagnie de Fidel Castro, qu'il a rencontré le 1er janvier pour évoquer *« l'idéal d'un monde sans arme et sans guerre »*, M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, était l'invité matinal de RTL, le mardi 6 janvier, pour répondre aux questions relatives aux mouvements sociaux français. *« Les grèves ne sont pas dirigées par le PCF,* a dit le dirigeant communiste, *c'est le mouvement syndical qui conduit ces grèves. »* Indiquant qu'il ne participerait pas lui-même à la manifestation des agents du secteur public organisée, ce même jour, par la CGT, de Montparnasse à la Bastille, M. Marchais a rappelé que son parti soutenait ce défilé dans lequel, selon lui, devaient se trouver des députés communistes.

Parlant de la CGT, dont il est adhérent, il a déclaré : *« Si elle va plus vite que la base, elle se coupera de celle-ci. »* Il a mis en accusation la politique suivie de 1974 à 1986, qui a provoqué, selon lui, d'une part, *« une baisse du pouvoir d'achat des travailleurs, une baisse de la consommation et une aggravation du chômage »*, d'autre part, un accroissement du déficit du commerce extérieur *« malgré la baisse de 70 milliards de francs de la facture pétrolière »* en 1986. Il s'est élevé contre la *« politique anti-inflationniste »* qui a entraîné *« un accroissement des profits et une aggravation des difficultés des travailleurs »*.

M. Stasi : le libéralisme « social »

Commentant le mardi 6 janvier sur Europe 1 le conflit à la SNCF, M. Bernard Stasi, vice-président du CDS, a souhaité que le gouvernement se montre *« prêt au dialogue et ne cherche pas la capitulation pure et simple, ni à humilier ceux qui font grève »*. Constatant que depuis le 16 mars *« un certain nombre de catégories de Français ont pu se sentir exclus du banquet du libéralisme »*, le député de la Marne a défendu le principe d'*« un libéralisme à volonté sociale »*. *« Le rôle des députés CDS,* a-t-il conclu, *est de rappeler sans cesse qu'il ne faut pas se laisser enivrer par le libéralisme comme étant une idéologie miracle. Les ministres CDS agissent au sein du gouvernement dans le sens de la modération, de la justice sociale, de la concertation. J'espère qu'ils seront davantage écoutés dans l'avenir qu'ils ne l'ont été depuis le 16 mars. C'est l'intérêt de l'ensemble de la majorité »*.

Huit mois après l'accident nucléaire

Oublier Tchernobyl

(Suite de la première page.)

De l'autre côté du rideau de fer on s'est aussi appliqué à limiter les « retombées ». Non sans succès : l'accident restera soviétique plus que nucléaire un de ces cas *« aberrant »*, que les staticiens éliminent de leurs calculs car échappant à toute logique ; le contraire de Three Mile Island, dit TMI, cas d'école. Une alerte « exemplaire », qui n'avait pas fait une victime.

Tchernobyl ou l'anti-TMI. *« Sur le plan technique l'enseignement est nul »*, assure M. Cogné, directeur de l'Insitut de protection et de sûreté nucléaire en France. La centrale ukrainienne relève en effet d'une filière en tous points dissemblable au modèle dominant en Occident — celui de TMI.

Insignifiantes aussi, à en croire les exploitants, les retombées à attendre sur la conduite des centrales. Tous reconnaissent pourtant que l'origine de l'accident est *« une incroyable séquence d'erreurs humaines »* (EDF, dossier d'information), non une défaillance humaine. Mais on accuse la pagaille, l'incurie, voire — à voix basse — la vodka, *« typiquement soviétiques »*, plutôt que l'inévitable relâchement d'attention des opérateurs après minuit ou les effets pervers de la routine. On insiste aussi sur la *« rusticité »* des systèmes de sécurité soviétiques. Par contraste on souligne l'ampleur des efforts déjà réalisés dans ce domaine en France et dans tous les pays occidentaux. *« Après TMI nous avons dépensé 1 milliard de francs. Après Tchernobyl que va-t-on bien pouvoir imaginer ! »*, s'exclame M. Leclerc, directeur de la production chez EDF.

Les séquelles de Tchernobyl sur les programmes nucléaires occidentaux demeurent pour l'heure tout aussi limitées. Certes, en Grande-Bretagne, en Allemagne fédérale et en Italie, les partis socialistes (dans l'opposition) ont pris position pour l'arrêt du nucléaire, en se gardant toutefois d'en préciser l'échéance. Certes, les querelles transfrontières se sont multipliées entre état « pro » et « anti » nucléaire : Suède-Danemark, RFA-Autriche, France-Luxembourg...

Mais force est de reconnaître que les programmes eux-mêmes n'en ont jusqu'ici guère souffert. Dans la plupart des cas les gouvernements en place ont maintenu le cap. Seuls deux pays ont « craqué » et gelé leurs programmes : la Finlande pour des raisons évidentes — elle utilise les techniques et, surtout, des cuves en acier soviétiques, — et les Pays-Bas, déjà fort hésitants.

Une autre victime : le tiers-monde

Mais en Allemagne fédérale, où le poids des Verts est déterminant, le gouvernement à quand même mis en service la centrale de Brokdorf, près de Hambourg, symbole de la contestation, après douze années de retard ; et en Grande-Bretagne Mme Thatcher s'apprête à donner le feu vert à la construction d'un nouveau réacteur à Sizewell, dans le Suffolk.

En revanche, il y a peu de chances que soit, désormais, décidée la construction du second surgénérateur européen « Superphénix 2 ». Déjà handicapé par des coûts énormes, il pâtira sûrement des embarras allemands et italiens. Bien qu'en France les études officiellement se poursuivent, EDF, le CEA et Novatome ont déjà commencé à démanteler les équipes responsables...

Hors de l'Ukraine, les principales victimes de l'accident seront probablement... les pays en voie de développement candidats au nucléaire. *« Le problème n'est pas résolu,* médite M. Cogné, *il n'y a d'accident qu'en exploitation et les pays acheteurs ne sont pas préparés. »* Le Brésil a déjà décidé un moratoire de trois ans de son programme, et arrêté en juin sa seule centrale en service afin d'étudier un plan d'évacuation... L'Egypte, la Turquie, le Mexique, la Libye, etc., ont désormais bien peu de chances de se voire offrir les crédits, les techniques et surtout les partenaires nécessaires. *« Je n'irai pas assurer l'exploitation de mes centrales en Egypte ! »*, assure M. Leclerc. L'accident ? Ça n'arrive qu'aux autres...

Oublier Tchernobyl... *« Même s'il y avait un accident de ce type tous les ans — ce qui est loin d'être le cas, — je considérerai le nucléaire comme une source d'énergie intéressante »*, a déclaré cet été le directeur de la sûreté à l'Agence internationale de l'énergie atomique de Vienne. C'est tout dire...

Pourtant derrière la belle assurance de l'Internationale nucléaire, l'inquiétude voire l'angoisse affleurent, même chez les responsables les plus haut placés. Tchernobyl dérange. *« C'est le plus grave accident intervenu dans le nucléaire civil, dont on n'imaginait pas qu'il soit possible »*, reconnaît M. Cogné. Après cette catastrophe, nul ne peut affirmer, comme on l'a longtemps fait, qu'un réacteur ne peut pas exploser et toucher les populations voisines. Nul ne peut garantir que la technique et les conditions d'exploitation préviennent à tout coup, la folie humaine. *« Les Soviétiques se sont acharnés à démolir leur centrale. Ils ont commis six erreurs majeures. S'ils en avaient évité une seule, ils l'auraient sauvée. C'est inimaginable »*, s'étonne M. Leclerc.

« Un accident de ce type n'est pas concevable en France », assure M. Capron, le nouveau patron du CEA. Mais qui jusque-là avait osé mettre en question la sécurité des centrales soviétiques, aujourd'hui clouées au pilori ? L'URSS n'est-elle pas, après les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, mais loin devant la France, le pays qui possède la plus grande expérience du nucléaire civil (2), pour ne pas parler du militaire ?

Tous les hommes de l'art désormais en conviennent : on peut limiter le risque au minimum ; on ne peut plus l'éliminer totalement. Et c'est nouveau. *« Cet accident montre que la probabilité d'une catastrophe majeure, longtemps considérée comme nulle, ne l'est justement pas, et qu'il faut prendre en compte cette nouvelle donne dans l'évaluation des programmes énergétiques »*, assure M. Bernard Laponche, physicien des réacteurs et directeurs général de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie.

Pourtant le débat de fond est apparemment retombé presque aussi vite que le nuage, sauf peut-être en RFA. Aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, au Japon, en France (*lire encadré*), bref, dans tous les grands pays producteurs tout est fait pour éviter de le relancer. D'abord, car il risque de glisser du civil au militaire, sujet tabou. Ensuite, car cette catastrophe pourrait, si on en tirait toutes les conséquences, remettre en cause l'économie de la filière. L'industrie est déjà handicapée par le coût des normes de sécurité existantes. Aux Etats-Unis, après Three Mile Island, les délais de construction ont doublé, ruinant nombre de compagnies exploitantes. Le nucléaire ne supporterait pas qu'on alourdisse encore ces normes. Encore moins qu'on intègre dans les coûts la couverture du risque majeur. En France, la responsabilité de l'exploitant — pour laquelle il souscrit une assurance — est limitée à 50 millions de francs par centrale, celle de l'Etat à 350 millions de francs...

Enfin, le débat pourrait déboucher sur les limites mêmes du nucléaire et de son utilité pour la collectivité si le coût social est jugé exorbitant. L'exemple de l'Italie montre qu'un pays développé peut prévoir « faire sans », celui de la Suède qu'on peut très bien s'en passer à terme.

Oublier Tchernobyl, c'est peut-être vite dit, car l'opinion publique ne s'y est pas trompée. Dans tous les sondages, même en France, le nucléaire a perdu au moins dix points. En automne 1985, selon une enquête menée par le Credoc (3) à la demande d'EDF, 67 Français sur 100 étaient d'accord avec le développement de l'énergie nucléaire, 33 seulement s'avouaient inquiets d'un éventuel accident. En juin 1986, les pro-nucléaire n'étaient plus que 53, et les inquiets 56 ! *« On a senti passer Tchernobyl, mais l'impact s'estompera avec le temps*, assure tranquille un homme de l'art, *les catastrophes naturelles nous aident beaucoup ! »*

VÉRONIQUE MAURUS.

(2) Selon le CEA, l'expérience cumulée sur le réseau de tous les réacteurs nucléaires actifs ou déclassés depuis le démarrage des programmes atteignait à la fin 1985 : 1 141 années/réacteurs aux Etats-Unis, 692 en Grande-Bretagne, 529 en URSS et 346 en France.

(3) Ces enquêtes ont été menées auprès d'un échantillon représentatif de 2 000 personnes, à l'automne 1985 et en juin 1986.

Les conséquences pour l'URSS...

Le réacteur décapité dort maintenant pour des lustres sous son sarcophage de béton. L'Ukraine panse ses plaies et n'a pas fini de compter ses victimes. trois cents personnes ont été gravement irradiées : vingt-neuf sont mortes, onze encore soignées à l'hôpital, les autres en sanatorium. Mais il faudra soixante-dix ans pour connaître le nombre exact des cancers supplémentaires prévus parmi les 75 millions d'habitants de la région. 2 000 ? 24 000 ? Beaucoup plus ?

Le saura-t-on jamais ? A Kiev, passé le premier élan de solidarité et d'héroïsme, on s'efforce surtout de calmer les esprits. *« La catastrophe a provoqué une vague sourde de mécontentement dans une région-clé de l'URSS. On a même parlé d'une tentative d'attentat qui y aurait été commise cet été contre M. Gorbatchev »,* explique Mme Irène Commau Ruffin, de l'Institut français des relations internationales (IFRI).

Autour de la centrale, d'énormes travaux d'assainissement ont été faits par le contingent — et dit-on nombre de forçats, — pour protéger notamment la nappe phréatique. Mais 1 500 kilomètres carrés restent stérilisés pour des années. 135 000 Ukrainiens ont tout perdu. Evacués de force par l'armée — avec leurs 60 000 têtes de bétail, — ils ont été tant bien que mal relogés et n'ont touché en guise d'indemnisation que l'équivalent d'un mois de salaire !

Mais la récolte ukrainienne a été sauvée. Grâce aux efforts déployés pour limiter la contamination, grâce aussi à des normes sanitaires et à une pression sociale moins contraignantes qu'ailleurs... Paradoxalement les agriculteurs hongrois ou polonais (1), voire les producteurs européens (2) ont été plus touchés que les Soviétiques, bien que la pollution, sauf cas spécifiques, y ait été infiniment moins dangereuse et beaucoup plus sporadique.

Le potentiel énergétique de l'URSS sort également presque indemne du désastre. Le réacteur détruit comptait pour moins de 1 % des capacités électriques du pays. A peine était-il neutralisé que les deux autres tranches intactes de la centrale ont été remises en route dans des conditions d'exploitation invraisemblables (3), ce qui, soit dit en passant, n'a soulevé aucune protestation des « verts » européens... Quant aux autres centrales du même type (5 % de la capacité électrique totale), elles tourneront à plein cet hiver, après quelques améliorations techniques au demeurant limitées. Non seulement l'Union soviétique n'a pas remis en cause son programme nucléaire, mais tous les pays du COMECON, réunis à Moscou le 26 novembre, ont annoncé leur intention de multiplier par cinq d'ici l'an 2000 leur production d'origine nucléaire...

V. M.

(1) La Pologne a perdu 40 à 50 millions de dollars, la Hongrie de 10 à 20 millions, du fait de la baisse de leurs ventes à l'Ouest pendant et après l'embargo d'un mois décidé début mai par la CEE.

(2) Un certain nombre d'agriculteurs européens ont vu leurs productions interdites à la vente ou boycottées par les consommateurs. Citons pêle-mêle : les éleveurs de moutons gallois, les éleveurs lapons de rennes, les pêcheurs du lac de Lugano, les maraîchers allemands, les producteurs de lait alsaciens et italiens.

(3) Les alentours de la centrale, notamment le bassin de refroidissement, restent très pollués. Les équipes tournent toutes les cinq heures et doivent être changées toutes les trois semaines.

... et en France

Les responsables français du nucléaire, tout en affichant leur confiance dans la sûreté des centrales, ont néanmoins entrepris d'intégrer le risque d'accident majeur dans les techniques et les plans de sécurité. Mais ils le font lentement, et presque en catimini. Ainsi EDF va-t-elle discrètement remettre à jour ses plans d'urgence, revoir la sûreté de ses centrales à graphite gaz (les plus anciennes), étudier les moyens d'intervention en milieu très radioactif, et réactualiser les études faites sur les accidents dits de « réactivité », jusque-là négligés puisque l'on croyait un emballement de la réaction en chaîne, comme celui de Tchernobyl, impossible.

Au niveau de l'administration, un comité interministériel revoit notamment les plans d'urgence (évacuation, plan ORSEC, réquisition de véhicules), les dispositions sanitaires (formation de médecins spécialisés), bref, l'ensemble des problèmes posés par le risque d'accident nucléaire majeur, jusque-là totalement sous-estimé. Mais ces études, comme celles faites pendant l'été sur les dangers d'actions terroristes contre des installations nucléaires, demeurent pour l'heure largement confidentielles...

هكذا من الأصل

Economie

REPÈRES

Inflation

+ 0,1 % en novembre dans la CEE

Les prix ont augmenté de 0,1 % en novembre dans la Communauté européenne et de 2,8 % sur douze mois, annonce l'Office statistique de la Communauté. Après la hausse de 0,2 % enregistrée en octobre, les résultats de novembre confirment le mouvement de désinflation dans l'ensemble du Marché commun, mais aussi de profondes divergences entre les pays. Sur douze mois, les prix ont baissé de 1,2 % en RFA comme au Luxembourg, ils sont restés pratiquement stables aux Pays-Bas (+ 0,1 %) et en Belgique (+ 0,5 %). Dans les autres pays, ils évoluent entre une hausse de 2,1 % en France ou de 3 % en Grande-Bretagne et 10,6 % au Portugal, voire 19,8 % en Grèce.

Travaux publics

Activité soutenue

Le rythme de l'activité dans le secteur des travaux publics demeure soutenu. En octobre 1986, selon la Fédération nationale des travaux publics, 10,3 milliards de francs de travaux ont été réalisés. D'une année sur l'autre, la progression est de 11,2 %. On note une reprise des effectifs au travail. Par rapport au début de l'année, 6 000 postes de travail avaient été créés au début du quatrième trimestre 1986.

Le fonctionnement du système monétaire européen

M. Delors presse les Allemands de faire leur «devoir»

Les cambistes continuent d'avoir l'œil sur le deutschemark. La modeste intervention de la Bundesbank, lundi, a continué à stopper la baisse du dollar alors que le franc français restait faible par rapport à la devise allemande. Certains veulent voir dans l'achat, même limité, de dollars par l'Institut d'émission un signe de la volonté de Bonn d'éviter une nouvelle désescalade du dollar face au mark. Réaction tardive et insuffisante, estime-t-on dans les milieux européens. Les optimistes n'excluent pourtant pas que, au lendemain des élections du 25 janvier en RFA, le gouvernement négocie une stabilisation du dollar contre l'assurance de mesures de soutien de la croissance outre-Rhin, grâce notamment à l'arme fiscale. Les dernières prévisions de l'Institut de recherche économique de Hambourg confirment les craintes d'une croissance encore modeste cette année, 2,5 % sur fond d'inflation pratiquement inexistante, entre 0,5 % et 1 % et d'un très fort excédent commercial d'environ 110 milliards de marks.

M. Jacques Delors, le président de la Commission européenne, déplore le mauvais fonctionnement du système monétaire européen (SME). Il reproche aux Allemands de ne rien faire, ou de trop peu faire, pour freiner la hausse du deutschemark. *« L'esprit du SME voudrait que le pays dont la monnaie diverge intervienne avec les autres pour décourager la spéculation et maintenir les parités. Chacun doit faire son devoir. Il n'y a aucune raison objective de changer de parités »*, observe-t-il.

En s'exprimant ainsi, M. Delors se fait l'écho des préoccupations des administrations nationales et des banquiers centraux. *« L'esprit de Gleneagles est mort »*, nous disent-ils tous, note M. Delors, qui ajoute : *« Le devoir du président de la Commission est de rappeler à chacun ses obligations. »*

En septembre dernier, au château de Gleneagles en Écosse, les ministres des Douze avaient décidé de résister ensemble aux effets déstabilisateurs de la chute du dollar. Contrant ainsi l'offensive engagée par les Etats-Unis, principalement contre la RFA, ils avaient souligné qu'à leur avis l'énorme déficit du commerce extérieur américain ne pouvait être imputé à une croissance insuffisante en Europe ou au Japon, mais était dû pour l'essentiel à des raisons internes aux Etats-Unis et principalement à la persistance du déficit budgétaire.

Confirmant les engagements résultant du SME, tous avaient été d'accord pour intervenir de concert afin d'éviter que les soubresauts du dollar ne provoquent artificiellement des tensions trop vives entre les monnaies des pays de la CEE. Les Allemands n'avaient pu qu'apprécier la position ainsi prise puisqu'elle leur donnait des arguments pour refuser la baisse de leurs taux que réclamait Washington. Il leur est reproché maintenant de ne pas renvoyer l'ascenseur, autrement dit de n'intervenir que tardivement et avec parcimonie pour freiner la baisse du dollar et, par la même occasion, celle des monnaies européennes les plus attaquées, à savoir, le franc français, la couronne danoise et la lire italienne.

En ce début d'année, ce n'est pas le seul dossier européen où les Allemands se trouvent sur la sellette. Chacun se demande à Bruxelles comment ils vont réagir devant les perspectives de plus en plus proche d'un conflit commercial avec les Etats-Unis. A cet égard le premier test pour évaluer la détermination des pays membres, et la leur en particulier, devrait avoir lieu jeudi lors de la réunion de rentrée du comité des représentants permanents des Douze. La Commission, qui actuellement fait ses calculs, doit leur soumettre alors des propositions sur l'ampleur du relèvement des droits applicables aux imputations de gluten de maïs, de blé et de riz en provenance des Etats-Unis. Il s'agit là de contre-représailles à mettre en œuvre, dans le cas où les négociations transatlantiques sur les facilités d'accès à accorder aux exportateurs américains de maïs pour compenser le préjudice qu'ils subissent du fait de l'élargissement de l'Espagne à la CEE ayant échoué, les Etats-Unis frapperaient de surtaxes les exportations européennes de fromages, de cognac et de vins. Au moment de préciser ces contre-représailles, sur le principe desquelles les Douze sont d'accord, les Allemands ne vont-ils pas chercher à se dérober ? On le redoute à Paris où l'on n'exclut pas une *« explication difficile »* à Bonn.

L'issue de la partie de bras de fer transatlantique qui est en cours paraît incertaine. Personne ne semble croire que les Etats-Unis se satisferont d'un accord proche de l'offre qui leur a été faite en décembre par la Commission européenne (1,6 million de tonnes de maïs à prélèvement réduit par an pendant quatre ans). Face à cette intransigeance la Communauté se contentera-t-elle, comme le craint un haut fonctionnaire parisien, de *« faire du volume »* ? M. Delors maintient une ligne ferme : *« L'Europe se construira aussi dans le refus de l'unilatéralisme américain, dans le refus de la domination. »*

PHILIPPE LEMAITRE.

CONJONCTURE

Après une forte hausse des prix

M. Balladur saisit la commission de la concurrence sur la réparation des deux-roues

A la suite des hausses importantes enregistrées dans la réparation des cycles et motos, les services de M. Balladur, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, ont décidé de saisir la commission de la concurrence, chargée d'exercer provisoirement les attributions confiées au futur conseil de la concurrence mis en place par l'ordonnance du 1er décembre dernier. *« Ces relèvements*, précise le communiqué de la Rue de Rivoli, *semblent avoir été provoqués par la diffusion de deux circulaires syndicales. »*

Les réparateurs n'y sont pas allés de mainmorte. La Fédération nationale du commerce et de la réparation du cycle et du motocycle reconnaît que de fortes majorations ont été appliquées (30 % environ en moyenne nationale), pouvant aller dans quelques cas jusqu'à 50 %. Elle les juge normales après la longue période de blocage, mais dément catégoriquement que celles-ci soient le fait d'une action concertée comme le suggère la Rue de Rivoli.

AFFAIRES

M. Louis Schweitzer devrait être nommé au comité de direction de la régie Renault

M. Louis Schweitzer a été nommé, le lundi 5 janvier, directeur adjoint de la planification et du contrôle de gestion de la régie Renault. Il devrait être nommé directeur le 1er août, en remplacement de M. Stéphane Doblin, soixante et un ans, qui a fait valoir ses droits à la retraite. M. Doblin avait mis en évidence les retards de productivité du groupe dans un rapport sur lequel s'était appuyé M. Besse, l'ancien président-directeur général, assassiné, pour entamer sa politique de redressement.

Né en 1942, ancien élève de l'ENA, inspecteur des finances, M. Schweitzer a été directeur des différents cabinets de M. Fabius, ministre délégué au budget, ministre de l'industrie et de la recherche, puis premier ministre. M. Besse l'avait engagé en mai dernier, provoquant quelques grincements de dents dans le nouveau gouvernement. Il n'avait pas d'affectation spéciale jusqu'ici, faisant en quelque sorte « ses classes ». M. Lévy, le nouveau président-directeur général de la Régie, confirme donc le choix de son prédécesseur. M. Schweitzer fera partie de l'état-major de onze membre du comité de direction de la Régie.

La «manne» pétrolière en 1986

61,5 milliards de francs pour les ménages et les entreprises

La «manne» pétrolière n'est pas une fiction. L'Agence française pour la maîtrise de l'énergie l'a chiffrée. Pour l'ensemble de l'année 1986, la chute des prix pétroliers a rapporté aux ménages 38,5 milliards de francs environ, et aux entreprises (y compris agricoles) 23 milliards de francs, estime-t-elle dans son dernier bulletin d'information.

L'économie la plus importante a porté sur les carburants, dont les prix ont baissé en un an de 15 % environ, soit 80 centimes par litre pour l'essence, et 1 F pour le gazole. A consommation inchangée, les ménages ont donc économisé 20 milliards de francs, les usagers professionnels 12 milliards.

Sur le fuel domestique, dont le prix est passé de 3 F à 1,91 F par litre, l'économie a atteint 17 milliards de francs pour les ménages et 5 milliards pour les entreprises et l'agriculture.

Enfin le prix du fuel lourd s'est effondré, passant de 1 725 F par tonne (hors TVA) à 816 F, ce qui a réduit les charges des industriels de 6 milliards de francs et celles des sociétés de chauffage (donc des ménages si la baisse est répercutée) de 1,5 milliard de francs.

Le gain ainsi enregistré par les ménages représente, souligne l'AFME, un peu plus d'un point du revenu disponible après impôt et près d'un cinquième de l'impôt sur le revenu payé en 1986. Pour les entreprises, cette économie équivaut à environ 10 % du revenu disponible (après impôt et dividendes).

FAITS ET CHIFFRES

● **Amélioration de fait des réserves monétaires britanniques.** — Le Trésor britannique ne s'inquiète guère de la baisse de 83 millions de dollars des réserves monétaires, retombées ainsi en décembre à 21 923 millions de dollars. Cet amenuisement recouvre, en effet, des opérations extraordinaires (remboursement de dettes, services d'emprunt et nouveaux emprunts du secteur public) qui ont amputé les avoirs britanniques de 179 millions de dollars. Sans ces opérations, l'encaissement de la Banque d'Angleterre aurait augmenté de 96 millions de dollars, pour la première fois depuis six mois. Ce renversement de tendance reflète, selon les analystes, de moindres pressions sur la livre sterling en décembre, grâce au raffermissement des prix du pétrole, à la faiblesse du dollar et à la confirmation de la remontée de la cote des conservateurs auprès de l'opinion publique.

● **Le «plan Séguin» publié au *Journal officiel*.** — Première mise en application du plan gouvernemental de «redressement» de l'assurance-maladie dit «plan Séguin» : une série de décrets ont été publiés au *Journal officiel* du 1er janvier. Ainsi sont publiés la liste des trente maladies longues et coûteuses pour lesquelles traitement et hospitalisation sont remboursés à 100 %, la limitation au 1er juillet 1987 des anciennes exonérations («vingt-cinq» et «vingt-sixième» maladies), la suppression du remboursement à 100 % des *«médicaments destinés au traitement des affections sans caractère habituel de gravité»*, et des frais médicaux en général en cas d'arrêt de travail de plus de trois mois, enfin le nouveau mode de calcul des indemnités journalières en cas de maladie (sur la base du salaire des trois derniers mois et non plus du dernier mois).

● **Relèvement du plafond de la Sécurité sociale.** — Le montant du plafond de la Sécurité sociale, qui sert pour déterminer certaines cotisations et prestations, notamment en matière de vieillesse, est porté à 9 630 F par mois au 1er janvier 1987, soit une augmentation de 1,58 %, et à 9 840 F au 1er juillet 1987, soit une nouvelle augmentation de 2,18 %, par un décret publié au *Journal officiel* du 1er janvier.

Sur l'ensemble de l'année, l'augmentation sera de 3,8 %, donc supérieure à l'évolution des prix attendue.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Lors du dernier conseil d'administration de la Banque Hervet, le président a commenté les comptes de la banque et du groupe au 30 septembre 1986.

Le résultat brut d'exploitation de la Banque Hervet s'établit à 78 millions de francs à fin septembre 1986, contre 75 millions de francs à fin septembre 1985.

En dépit de la sensibilité de la Banque Hervet à la baisse des taux, il est permis d'attendre pour 1986 un résultat d'exploitation du groupe de même niveau que celui de 1985, soit 170 millions de francs environ.

La filiale spécialisée de crédit bail mobilier LOCATERME a réuni son conseil d'administration le 26 novembre 1986 au cours duquel M. Jean Bayard a été désigné comme président-directeur général et M. Jean-Charles Gaudrion, administrateur, confirmé comme directeur général.

AGRICULTURE

Réapparition de la «fausse rage» au Danemark

Six mille porcs ont été abattus

COPENHAGUE de notre correspondante

Deux éleveurs danois des environs d'Odensee (ville natale du conteur Andersen), dont les exploitations sont à 20 kilomètres l'une de l'autre, passent de bien mauvaises fêtes de fin d'année : leurs six mille porcs ont dû être abattus car certains d'entre eux présentaient des symptômes de la maladie d'Anjeszki, encore appelée «fausse rage». L'inspection vétérinaire a suspendu toutes les ventes de porcs originaires de l'île de Fionie où se trouvent ces deux fermes. Cette interdiction ne sera levée que dans deux ou trois semaines lorsque des contrôles auront été effectués chez les autres éleveurs de la région.

La maladie d'Aujeszki n'a rien à voir avec la rage authentique; elle ne peut se transmettre aux êtres humains et n'affecte pas la qualité de la viande. Mais elle présente deux graves inconvénients : elle se propage très facilement et très vite parmi les animaux domestiques, les porcs surtout, et principalement les porcelets, mais aussi les bovins, les ovins, les chiens et les chats, et elle peut tourner rapidement à une forme d'épizootie dont nombre de cas sont mortels; aucun vaccin n'existe pour en prémunir le cheptel.

C'est en 1964 que la maladie d'Anjeszki est apparue pour la première fois au Danemark. Malgré les efforts déployés, elle a persisté de façon endémique. Le dernier cas enregistré l'avait été en 1985 au Jutland, alors qu'en Fionie aucun cas de fausse rage n'avait été signalé depuis 1982.

CAMILLE OLSEN.

Marchés financiers

PARIS, 5 janvier ⬆

Forte reprise

En net repli durant la dernière semaine de l'année, la Bourse de Paris s'est très fortement redressée lundi. Dès la matinée, le marché avait manifesté de bien meilleures dispositions. A l'issue de la session préliminaire, son avance était supérieure à 1,8 %. Confirmé. Toutes les grandes valeurs (CSF, Peugeot, Bouygues et les autres) sont tour à tour revenues sur le devant de la scène. Mais la vedette a été tenue par le trio Radiotechnique, Matra, Signaux, avec des hausses s'échelonnant entre 6 % et 7 %. Bref, à la clôture, l'indicateur instantané s'établissait à 1,96 % au-dessus de son niveau précédent, réduisant ainsi presque à zéro sa perte de vendredi.

Reprise technique ? Tout porte à le croire. L'hypothèse est plausible après 4 % de baisse. Les professionnels donnaient du moins cette explication. Mais le marché a, *semble-t-il*, été sensible à la volonté manifestée par le gouvernement de ne pas céder sur le front des salaires pour mettre fin à la grève des transports. Le conflit social n'est pas terminé, loin s'en faut, mais la timide amélioration aperçue sur fond de confusion a tout de même un peu rassuré aussi. L'encouragement est également venu de New-York, avec la très vive remontée des cours vendredi à Wall Street.

Reste que la Bourse a toujours enfoncé dans le pied la douloureuse épine du marché obligataire. Avec la décision de la Banque de France de relever de 8 1/4 % à 8 3/4 % ses prises en pension à sept jours, la baisse était de nouveau au rendez-vous au premier étage. Le taux de rendement à long terme est passé à 9,35 %. Le MATIF n'était pas plus brillant, et les spécialistes se montraient assez pessimistes.

NEW-YORK, 5 janvier ⬆

Records battus

La semaine s'est ouverte en fanfare à Wall Street. Déjà en bien meilleure forme vendredi pour la première séance de l'année, le marché américain a passé, lundi, la vitesse supérieure, et s'est littéralement envolé. Amorcé dès l'ouverture, le mouvement de reprise s'est accéléré au fil des cotations, tant et si bien qu'à la clôture l'indice Dow Jones des industrielles pulvérisait son précédent record d'altitude (1 955,57 le 2 décembre) pour s'établir au niveau sans précédent de 1 971,31. Un second record tombait en même temps avec une progression de 44,01 points, la plus forte jamais enregistrée en une seule séance (dernier record : + 43,41 points le 3 novembre).

Le bilan de la journée a été à la hauteur de ces résultats. Sur 2 003 valeurs traitées, 1 604 ont monté, 165 seulement ont baissé et 234 n'ont pas varié. Si le soulèvement n'a pas été général, il s'en est fallu de peu. La fermeté du marché obligataire a très largement contribué à le favoriser. Mais les professionnels mettaient aussi ce redressement spectaculaire sur le compte des investisseurs, qui, éloignés de la Bourse la semaine dernière pour cause de vacances, n'ont pas voulu rater un nouveau train de hausse.

Autour du Big Board, le sentiment était excellent, et beaucoup assuraient que le cap des 2 000 points à l'indice Dow Jones serait bientôt franchi.

L'activité a porté sur 181,85 millions de titres, contre 91,88 millions vendredi.

VALEURS	Cours du 2 janv.	Cours du 5 janv.
Alcoa	35 1/8	36 3/8
A.T.T.	25 1/2	25 1/2
Boeing	52 1/8	53 1/4
Chase Manhattan Bank	36	37 1/4
Du Pont de Nemours	85 7/8	88 1/4
Eastman Kodak	69 1/4	71 1/4
Exxon	72 1/8	73 3/4
Ford	57 5/8	59 7/8
General Electric	87 3/8	90 1/4
General Motors	66 7/8	68 5/8
Goodyear	42 7/8	42 7/8
I.B.M.	121 7/8	123 1/2
I.T.T.	53 3/8	54 3/4
Mobil Oil	40 7/8	41
Pfizer	62	63 5/8
Schlumberger	32 3/8	33
Texaco	36 3/4	37 1/8
U.A.L. Inc.	52 1/2	54
Union Carbide	22 7/8	23 5/8
U.S. X.	21 7/8	22 1/4
Westinghouse	58 1/4	59 1/2
Xerox Corp.	59 5/8	61 5/8

CHANGES

Poussée sur le mark : 3,3120 F ⬆

Le deutschemark s'est montré extrêmement vigoureux, le mardi 6 janvier, au sein du système monétaire européen, dopé par les rumeurs de réaménagement. La Banque de France a dû intervenir très vigoureusement pour empêcher le cours de la devise allemande de dépasser 3,3120 F, imitée par les banques centrales de Belgique, du Danemark et d'Irlande. Le dollar a été stable à 6,37 F environ.

FRANCFORT	5 janv.	6 janv.
Dollar (en DM) ..	1,92	1,9250
TOKYO	**5 janv.**	**6 janv.**
Dollar (en yens) ..	158	158,20

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (6 janv.)	9 %
New-York (5 janv.)	6 1/2 %

INDICES BOURSIERS

PARIS (INSEE, base 100 : 31 déc. 1986)

	2 janv.	5 janv.
Valeurs françaises ..	97,9	99,5
Valeurs étrangères .	100,6	100,6

Cie des agents de change (Base 100 : 31 déc. 1981)

	2 janv.	5 janv.
Indice général ...	392	395,10

NEW-YORK (Indice Dow Jones)

	2 janv.	5 janv.
Industrielles	1927,31	1971,31

LONDRES (Indice «Financial Times»)

	2 janv.	5 janv.
Industrielles	1 320,2	1 322,8
Mines d'or	394,1	398,9
Fonds d'Etat	84,76	84,66

TOKYO

	5 janv.	6 janv.
Nikkei	18 820,50	18 936,76
Indice général ...	1 575,31	1 593,62

MATIF

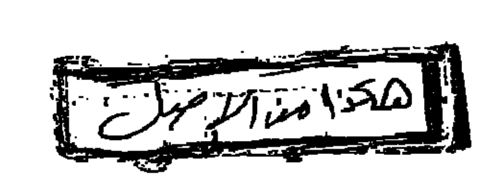
Notionnel 10 %. — Cotation en pourcentage du 5 janvier
Nombre de contrats : 14 395

COURS	ÉCHÉANCES				
	–	Janv. 87	Mars 87	Juin 87	Sept. 87
Dernier	–	–	104,15	104,05	104,05
Précédent ...	–	–	104,35	104,30	104,40

AUTOUR DE LA CORBEILLE

LOUIS VUITTON PREND DÉFINITIVEMENT LE CONTROLE DE VEUVE CLICQUOT. — La société Louis Vuitton a pris une participation de 95 % dans le groupe de champagne Veuve Clicquot, à l'issue de l'OPE (offre publique d'échange) d'un montant de 4,5 milliards de francs lancée sur l'entreprise. 629 809 actions Veuve Clicquot ont été offertes à Vuitton, venant en supplément des 155 000 actions déjà détenues par le bagagiste. Le coût en espèces pour Vuitton s'est élevé à 230 millions de francs, 75 % des actionnaires de Veuve Clicquot ayant choisi la formule de l'obligation convertible Vuitton d'un montant de 5 800 F associée au versement de 500 F.

SUSPENSION DES COTATIONS DU CERTIFICAT D'INVESTISSEMENT PARIBAS. — La cotation des certificats d'investissement privilégiés de la Compagnie financière de Paribas a été suspendue le lundi 5 janvier à la Bourse de Paris, en raison de la prochaine mise en œuvre des opérations de privatisation. Le CIP valait 864 F le 2 janvier, lors de sa dernière cotation. A la mi-décembre, il s'échangeait autour de 940 F.



Marchés financiers

BOURSE DE PARIS — 5 JANVIER

Cours relevés à 17 h 34

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
1535	4,5 % 1973	1620	1605	1614	− 0 37
4295	C.N.E. 3 %	4299	4220	4260	− 0 90
1227	B.N.P. T.P.	1200	1202	1202	+ 0 18
1210	C.C.F. T.P.	1168	1159	1159	− 0 80
1120	Créd. Lyon. T.P.	1125	1125	1125	....
2570	Electricité T.P.	2450	2460	2460	....
2080	Renault T.P.	1950	1840	1840	− 0 51
2102	Rhone-Poul. T.P.	2110	2095	2095	− 0 71
1310	St-Gobain T.P.	1280	1276	1276	− 0 31
1298	Thomson T.P.	1286	1298	1298	+ 0 93
500	Accor	472	489	487	+ 3 17
2100	Agence Havas	2050	2100	2100	+ 2 43
1980	Ag. Havas C. I.	1989	2000	2010	+ 1 05
720	Air Liquide	680	680	682	+ 0 29
2550	Alcatel	2323	2335	2335	+ 0 51
1820	Als. Superm.	1820	1805	1805	− 0 82
435	A.L.S.P.I.	420	420 10	420 10	+ 0 02
335	Alsthom ★	325 90	332	334	+ 2 48
2180	Arjom. Prioux	2005	2080	2080	+ 2 74
530	Avenodes-Rey	480	493	490	+ 2 08
1490	Aux. Entrepr.	1388	1475	1455	+ 4 82
1340	Avions Dassault	1240	1280	1267	+ 2 17
515	Bail-Equipem.	535	531	531	− 0 74
1060	Bail-Investiss.	1040	1030	1030	− 0 96
1160	Cie Bancaire	1040	1084	1069	+ 2 78
540	Bazar H.-V.	497	525	520	+ 4 62
590	Béghin-Say	580	555	580	....
565	Berger (Mé)	560	550	550	− 1 78
745	Bic	666	695	705	+ 5 85
1760	B.I.S.	1630	1650	1649	+ 1 16
2400	Biscuit (Généf.)	2500	2400	2400	− 4
2500	Bongrain S.A.	2390	2350	2350	− 1 67
1270	Bouygues	1185	1246	1245	+ 5 06
4540	B.S.N.	4285	4285	4285 c	+ 0 60
1280	Carnaud	1168	1201	1200	+ 2 73
3050	Carrefour	3540	3551	3551	+ 0 31
2580	Casino	2300	2300	2360	+ 2 60
1840	Casino A.D.P.	1860	1840	1888	+ 1 50
785	C.C.M.C.	800	795	795	− 0 62
1330	Cetelem	1270	1280	1285	− 0 39
2180	C.F.A.O.	1982	2010	2016	+ 1 71
450	C.F.D.E.	432	416	419	− 3
1300	C.G.I.P.	1190	1270	1266	+ 6 30
1670	Chargeurs S.A.	1512	1570	1575	+ 4 16
84	Chiers-Châtill.	62	61 70	62	....
780	Ciments franç.	728	731	731	+ 0 41
730	Club Méditerr.	658	680	687	+ 3 15
230	Codetel	225	225	225	....
400	Cofimeg	402	402	403 60	+ 0 39
1380	Coles	1298	1358	1350	+ 4
210	Compt. Entrepr.	214	210	210 50	− 1 63
750	Compt. Mod.	640	653	653	+ 2 03
1220	Créd. Foncier	1161	1155	1155	− 0 51
570	Crédit F. Imm.	556	560	560	+ 0 90
1480	Crédit Nat.	1407	1438	1440	+ 2 34
345	Crouzet ★	327	330	327 50	+ 0 15

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

Comptant (sélection)

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Obligations			Cleam (B)	586	[illegible]
			Clause	990	[illegible]
Emp. 7 % 1973	8580	..	Cofradel (Ly)	1730	[illegible]
Emp. 8,80 % 77	123 50	5 497	[illegible]	[illegible]	[illegible]

Actions

Étrangères

Hors-cote

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
[illegible]	[illegible]	[illegible]

SICAV (sélection) 5/1

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
[illegible]	[illegible]	[illegible]

Droits et bons

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Attribution		
[illegible]	[illegible]	[illegible]

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 5/1	COURS DES BILLETS Achat	COURS DES BILLETS Vente
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 5/1
[illegible]	[illegible]	[illegible]

MINITEL
La gestion en direct de votre portefeuille personnel
36.15 Tapez LEMONDE puis BOURSE

c : coupon détaché
o : offert
e : droit détaché
d : demandé
◆ : prix précédent
★ : marché continu

Le Monde

La situation sociale en France

Des mouvements de grève diversement suivis

Au vingtième jour de la grève des cheminots, la direction de la SNCF indiquait le mardi 6 janvier au matin qu'elle assurait 40 % du trafic des trains rapides et express sur les grandes lignes. Pour le TGV, le trafic était évalué à 90 % (avec une réduction de la circulation au sud de Lyon). Des grévistes ont bloqué dans la matinée pendant 30 minutes à Vernon le TGV Rouen-Lyon. En début de matinée, sur la banlieue la direction assurait que le trafic en heure de pointe était de deux trains sur trois à la gare de l'Est, à Saint-Lazare, aux gares de Paris-Lyon et Montparnasse, de deux trains sur cinq à Paris-Nord et d'un train sur deux sur la ligne C du RER.

A EGF, où la CGT avait déposé pour le 6 janvier, un préavis de grève de 24 heures, la baisse de charge était supérieure à celle observée lors de la précédente grève du 17 décembre. A 10 h 30, la baisse de production était évaluée par la direction à environ 25 000 mégawatts, ce qui a entraîné pour la clientèle de nombreux délestages tournants suivant les régions.

Dans les arsenaux, le mot d'ordre de grève de la CGT pour le 6 janvier se traduit par des consignes diverses suivant les établissements : une heure de grève à Lorient, Cherbourg et Toulon, une matinée à Brest et Indret, près de Nantes, 24 heures à Saint-Etienne. Selon le ministère de la défense, on recensait entre 15 % et 20 % de grévistes à Indret et entre 25 % et 30 % à Saint-Etienne. Les fédérations FO, CFDT et CFTC ont appelé ensemble à un *« premier arrêt de travail de vingt-quatre heures » le 8 janvier*.

A la régie Renault, la CGT avait appelé à des actions sous diverses formes le 6 janvier, au moment où la direction devait fixer avec les syndicats le calendrier des négociations salariales pour 1987. Une manifestation a rassemblé environ trois cents personnes à Billancourt. Selon la direction, il y avait le 6 janvier au matin, 537 grévistes sur 8 670 salariés au centre industriel de Billancourt, soit seulement 6,19 %.

Le trafic maritime et portuaire reprenait progressivement le mardi 6 janvier, en dépit de la grève des dockers. Dans les ports normands – où accostent notamment les ferries pour la Grande-Bretagne – les rotations s'effectuaient normalement. A Marseille aussi, le trafic se normalise peu à peu. En revanche, la poursuite de la grève continue à perturber le trafic sur tous les ports du Sud-Ouest atlantique (La Rochelle, Bordeaux et Bayonne), où les marins ont partout voté la poursuite de la grève pour une durée illimitée tant que les négociations sur le paiement des jours de grève n'auront pas abouti.

RATP : une paralysie moindre que prévu

La grève paralysait moins que prévu, le mardi 6 janvier en fin de matinée, le trafic de la RATP ; en tout cas beaucoup moins que ne le laissait craindre les préavis de grève lancés par la CGT, la CFDT, le Syndicat autonome traction, le Syndicat autonome des machinistes et le Syndicat indépendant. Compte tenu de la représentativité de ces organisations syndicales, ces mots d'ordre auraient dû quasiment paralyser les transports en commun parisiens.

Selon la direction, il circulait deux autobus sur trois, sauf au départ des dépôts des Lilas, de Flandres, d'Ivry, de Thiais et de Créteil où l'on ne dénombrait qu'un bus sur trois. La situation était plus variable dans le RER ; ainsi la ligne de Sceaux fonctionnait-elle au rythme de deux trains sur cinq et la ligne A au rythme d'un train sur six. Sur cette même ligne A, le trafic était totalement interrompu entre Fontenay-sous-Bois et Torcy, et les trains ne s'arrêtaient pas à la station Auber où le courant électique a été coupé par les ouvriers d'entretien des installations électromécaniques.

La direction et les syndicats n'étaient pas parvenus, dans l'après-midi du 5 janvier, à progresser sur la question des augmentations salariales en 1987. Tour à tour, les représentants de la CGT, de la CFDT et du Syndicat autonome traction avaient claqué la porte de la salle des négociations. M. Jacques Delallée, secrétaire de la CGT-RATP, a résumé le point de vue des protestataires en ces termes : *« La direction n'a fait aucune proposition nouvelle, elle reste dans le carcan des directives gouvernementales. »*

Effectivement, M. Michel Rousselot, directeur général, est resté ferme sur ses propositions d'augmentations salariales de 2,9 %. Il poursuit le dialogue avec FO, la CFTC et la CGC, qui ont demandé que 0,5 % intervienne le 1er janvier et 1,1 % au 1er juin. M. Rousselot a déclaré qu'il reviendrait, le mercredi 7 janvier, *« avec quelque chose de précis et de plus élaboré »* à ce sujet.

Les assemblées générales décideront de la poursuite ou de l'arrêt de la grève. La CGT, la CFDT et les conducteurs autonomes ayant déposé des préavis de vingt-quatre heures reconductibles, les perturbations pourraient donc se prolonger au-delà du 6 janvier.

Sur le vif

Voie de garage

Oh ! là là ! Vous avez vu mon Jacquot, hier, à la télé ? Cette fureur rentrée, ces menaces à peine feutrées. Il est colère, hein ! Il en a après son Mimi, c'est clair. Ça, le coup du bouquet offert par les cheminots à Brégançon, il l'a pas avalé. Cette idée, aussi, d'accepter des fleurs de n'importe qui ! Qu'est-ce que c'est que ces manières ? Ils étaient marrants tous les deux, côte à côte, pour la cérémonie des vœux à l'Elysée. Le grand et le petit. L'un furax, bras haut croisés, profil fermé. L'autre patelin, roublard, lâchant un peu de lest, pas trop, juste ce qu'il faut.

Moi, je me suis dit : ça va péter, c'est pas possible. Faudrait pas qu'il pousse, mon Mimi, parce qu'à la première occasion il part en claquant la porte, Chirac. C'est un emporté, c'est un impulsif et c'est un habitué. Rappelez-vous avec Valéry, ça n'a pas traîné. En plus là, maintenant que sa cote dégringole et qu'il est dans la crotte, on voit pas pourquoi il continuerait à se laisser marcher sur les pieds.

Je lui ai demandé, moi, ce matin après la conférence, au chef du service politique, je lui ai dit :

– Qu'est-ce que t'en penses, la cohabitation, ça peut durer encore combien de temps ?

– Ben, jusqu'aux prochaines élections.

– Ouais, mais ça, il peut les provoquer quand il veut mon Jacquot.

– N'importe quoi ! Enfin, voyons, ça c'est Mitterrand qui décide et avec le nouveau scrutin, il a aucun intérêt à dissoudre la Chambre.

– Et si Chirac démissionne ?

– Il *appellera quelqu'un* d'autre.

– Et s'ils refusent les autres, les Barre, les Giscard, les Chaban, les Léotard, s'ils se croisent les bras ? Pourquoi il n'y aurait que la SNCF, la RATP, l'EDF et les PTT à se foutre en grève ? Pourquoi pas les PM, les premiers ministres. C'est tout pareil, c'est le service public.

– Et alors ? A ce moment-là, ton Mimi, il aura aucun mal à trouver un jaune, enfin je veux dire un rose, un socialo, pour faire le boulot ! Ça fera comme pour les TGV, on installera des CRS dans la cabine de conduite à Matignon, histoire de le protéger et...

– Et arrivé en gare du Palais-Bourbon, son premier train de réformes, il va dérailler, non ?

– Non, pas forcément. Il ira rejoindre tranquillement ceux de Devaquet, de Chalandon et de Monory sur une voie de garage.

CLAUDE SARRAUTE.

Après les vœux du président de la République

M. Bérégovoy : un avertissement au gouvernement

M. Pierre Bérégovoy, ancien ministre de l'économie et des finances, a estimé, le lundi 5 janvier, que la déclaration de M. Mitterrand sur la nécessité de la lutte contre l'inflation dans la justice sociale est *« un avertissement au gouvernement, car il n'y a pas de lutte contre l'inflation réussie si l'équité sociale n'est pas respectée »*. M. Bérégovoy a rappelé qu'on *« ne peut pas toujours demander des efforts aux mêmes »* et souligné que M. Valéry Giscard d'Estaing a dit au « Grand Jury RTL-*le Monde* » *« des choses fort intelligentes »* sur le conflit de la SNCF. *« Tout se passe,* a ajouté M. Bérégovoy, *comme si le gouvernement voulait politiser le conflit pour acculer les cheminots à la reprise du travail dans de mauvaises conditions »*, manœuvre que l'ancien ministre juge *« médiocre »*. M. Bérégovoy a rappelé, par ailleurs, qu'il était opposé à la dévaluation effectuée par le gouvernement à son arrivée aux affaires et qu'il était contre une éventuelle réévaluation du deutschemark.

Pour M. Bérégovoy, *« la cohabitation n'est pas en jeu »* dans ce conflit, mais *« si le climat continue de se détériorer, ce ne sera pas sans conséquences sur la vie politique »*. M. Bérégovoy, toutefois, *« ne souhaite pas »* d'une telle évolution.

Le député de la Nièvre a encore jugé que M. Chirac *« confond l'autorité et l'autoritarisme »*, ce qui est *« le signe d'un gouvernement faible »*, les nombreuses réunions interministérielles montrant, selon lui, qu'*« il n'y a pas de patron »*.

De son côté, M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du PS, a dénoncé *« l'injustice, l'incompétence et le désordre »* qui, selon lui, caractérisent l'action du gouvernement et souligné que pendant neuf mois *« les salariés (...) sont restés à quai pendant que, dans le même temps, le gouvernement donnait le départ à des trains de luxe pour certaines catégories de privilégiés »*.

M. Queyranne a jugé qu'il est *« grand temps d'arriver à une solution honorable »* dans un conflit qui a déjà *« trop duré »*. Selon lui, le PCF, dans cette affaire, donne l'impression de s'en tenir à une ligne *« lutter pour lutter »*, tandis que le PS dit : *« Les revendications sont justifiées, mais il faut le dialogue social. »*

BOURSE DE PARIS

Matinée du 6 janvier

Nouvelle flambée de hausse

Une nouvelle flambée de hausse s'est produite, *mardi matin, rue* Vivienne, au cours de la session préliminaire. En progrès de 1,18 % à l'ouverture, l'indicateur instantané enregistrait en clôture une avance de 1,36 %. Aucune baisse n'a été relevée. Parmi les valeurs les plus favorisées (entre + 2 % et + 4,3 %), citons : Pernod-Ricard, Moët, Midi, Bongrain, Générale des eaux, Peugeot, Michelin, Chargeurs, Vales, Navigation mixte.

Valeurs françaises

	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Accor	487	489	491
Agence Havas	2100	2120	2140
Air Liquide (L')	682	685	691
Bancaire (Cie)	1063	1063	1090
Bongrain	2350	2380	2410
Bouygues	1245	1255	1280
B.S.N.	4285	4360	4370
Carrefour	3551	3576	3620
Chargeurs S.A.	1575	1610	1630
Club Méditerranée	687	694	692
Crédit National	1440	1456	1472
Eaux (Gén.)	1262	1278	1296
Elf-Aquitaine	316	316	315
Essilor	3575	3600	3625
Lafarge-Coppée	1344	1365	1370
Michelin	2485	2560	2570
Midi (Cie)	1602	1640	1640
Moët-Hennessy	2370	2400	2425
Navig. Mixtes	1021	1050	1065
Oréal (L')	3849	3850	3850
Pechiney	1250	1280	1280
Pernod-Ricard	1022	1031	1045
Peugeot S.A.	1175	1206	1211
Sanofi	755	780	780
Source Perrier	790	807	807
Télémécanique	3105	3140	3140
Thomson-C.S.F.	1571	1580	1583
Total-C.F.P.	400	403	406
T.R.T.	2293	2300	2300
Valeo	511	530	530

A. B C D E . F G

Le numéro du « Monde » daté 6 janvier 1987 a été tiré à 526 023 exemplaires

TCHAD

• Un Mig-23 libyen abattu à Fada
• Paris envisage une riposte limitée

Le gouvernement français affirme n'avoir pas l'intention de déclencher une riposte « à chaud » après le raid aérien lancé, dimanche, par l'aviation libyenne, au sud du 16e parallèle. Une certaine volonté de minimiser l'importance de l'incursion des Mig-23 et du Tupolev-22 libyens dans une zone sous contrôle de l'armée française est affichée dans les *milieux gouvernementaux,* où l'on estime qu'il s'agit d'un *« cas limite »* justifiant cependant automatiquement une riposte. On parle ainsi de la nécessité de peser la *« réaction appropriée »*, du souci de ne pas entrer dans une *« escalade du conflit »*, et de tenir compte de *« toutes les informations recueillies sur place »*. Bref, il semble urgent d'attendre pour ne pas commettre des *« erreurs »* lourdes de conséquences, même si on insiste sur le fait que le colonel Kadhafi *« est sorti des rails »* et que la France se doit de réagir.

Cet état d'esprit se manifeste dans la déclaration du porte-parole du premier ministre, M. Denis Baudouin, qui, lundi 5 janvier, a déclaré : : *« S'il y a riposte française au Tchad, ce qui est possible et pensable, ce sera sur un objectif militaire, et elle sera extrêmement limitée. »* Certes, le gouvernement français a des engagements, il les tiendra donc, tout cela, a précisé M. Baudouin, relevant d'une *« concertation très étroite entre le président de la République et le premier ministre »*.

Cette concertation a été intensive depuis quarante-huit heures. Lundi, entre deux cérémonies de vœux à l'Elysée, M. Mitterrand s'est entretenu avec M. Chirac et M. Giraud, ministre de la défense, à propos du type de réaction que la France pourrait engager. La prudence des milieux officiels français contraste fort avec l'attitude des autorités tchadiennes, pour qui le bombardement d'Arada doit entraîner pour *« seule et unique réponse* (...) *un soutien aérien »* aux forces tchadiennes dans leur entreprise de reconquête de l'intégrité du pays.

On confirme, d'autre part, de source française, la destruction d'un Mig-23 libyen, lundi, à Fada, par les Forces armées nationales tchadiennes (FANT). Celles-ci disposent de missiles sol-air américains et français (Red-Eye et Mistral), ainsi que de missiles de fabrication soviétique type SAM-7, qui leur ont déjà permis d'abattre un avion libyen Sukhoï-22, le 12 décembre, à Bardaï, et un hélicoptère de combat, le 3 janvier, à Fada.

L'insistance avec laquelle on souligne, du côté français, l'importance de la destruction de ce Mig-23 donne à penser que certains responsables français estiment qu'une première partie de la riposte a déjà été apportée à la suite du raid de l'aviation de Tripoli. En revanche, l'affirmation de N'Djamena, selon laquelle les villes d'Abéché et de Sahr, respectivement situées à 250 et 750 kilomètres au sud du 16e parallèle, ont été survolées, dans *la journée de dimanche, par des* chasseurs-bombardiers Mig-23 et, deux heures plus tard, par un Tupolev-22, est sérieusement mise en doute.

Il reste qu'il est possible que la prudence affichée par les autorités françaises concernant une riposte soit une manœuvre : compte tenu du fait que les troupes libyennes s'attendent vraisemblablement à une opération de représailles de la part de la France, l'affirmation d'une volonté ou d'un climat de « détente » à Paris ne peut que favoriser la réussite d'une opération militaire qui, en tout état de cause, n'est pas exempte de risques.

Manifestation à N'Djamena

A N'Djamena, où les autorités ont levé les mesures de censure préalable à l'encontre de la presse, tout en accordant des visas pour le Tchad à un nombre – limité – de journalistes, une manifestation de toute la population de la capitale a été organisée mardi pour dénoncer l'« occupation » libyenne dans le nord du Tchad. Selon le ministre tchadien de l'information, M. Moumine Togoï Hamidi, la Libye a notablement augmenté le nombre de ses avions de combat depuis quarante-huit heures, sur les bases d'Ouaddi-Doum, Aouzou et Maatin-Assara, en Libye. Cette affirmation est confirmée de source française. On estime que 8 000 soldats libyens seraient actuellement présents dans le nord du Tchad, 2 000 se trouvant à Aouzou, 200ù à Faya-Largeau, 3 000 autres étant répartis en quatre groupes mobiles équipés de près de 300 véhicules blindés. Un peu plus d'un millier de Libyens se trouvaient à Fada, avant que cette localité soit reprise par les FANT.

Sur le plan diplomatique, N'Djamena a fait état de son scepticisme à propos de la mission de médiation de M. Ide Oumarou, secrétaire général de l'OUA (Organisation de l'unité africaine), qui est arrivé, lundi, dans la capitale tchadienne, après avoir effectué un bref séjour à Tripoli, où, *selon certaines sources, il n'a pas été* reçu par le colonel Kadhafi.

L. Z.

LIBAN

• Affrontements entre milices à Beyrouth
• Des émissaires du président Gemayel à Damas

Beyrouth. – La capitale libanaise a de nouveau été, ce mardi 6 janvier, le théâtre de combats opposant, cette fois, deux milices en principe alliées, celle du Parti social national syrien (formation libanaise laïque, proche de Damas) et celle du Parti socialiste progressiste, à majorité druze (PSP). Les accrochages à la roquette et à la mitrailleuse se sont déroulés essentiellement dans le quartier de Ras Beyrouth, à la périphérie ouest de la ville (en secteur musulman).

Leur origine est encore quelque peu mystérieuse. Les affrontements ont, semble-t-il, éclaté après que deux hommes du PSP eurent été tués samedi soir lors d'une embuscade à l'entrée sud de Beyrouth, incident qui avait conduit à la fermeture de la route côtière reliant la capitale au sud du pays.

D'autre part, les corps de deux soldats syriens tués par balles lundi soir ont été découverts mardi matin dans le secteur musulman de la capitale. Ces hommes faisaient partie de la centaine de soldats syriens dépêchés par Damas en juillet dernier pour assurer la sécurité à Beyrouth-Ouest.

Enfin, le directeur chrétien d'une importante firme de conseil en construction mécanique, M. Saba Saoud Abdo (cinquante-six ans), a été enlevé lundi, toujours dans le secteur musulman de la capitale libanaise.

C'est sur ce fond de tensions accrues, de conflits exacerbés entre factions libanaises et après plus de trois mois de « guerre des camps » palestiniens que l'on reparle de la possibilité d'un prochain sommet entre le chef de l'Etat syrien, M. Hafez El Assad, et le président libanais, M. Amine Gemayel. Les deux hommes n'ont eu aucun contact depuis un an, date à laquelle M. Gemayel a rejeté un accord de paix conclu, sous les auspices de Damas, entre les *milices* (chrétienne, druze et chiite).

Pour la première fois depuis cette rupture, des émissaires officiels du président Gemayel se sont rendus lundi à Damas afin de discuter des perspectives d'un sommet syro-libanais. Dans la soirée, le premier ministre, M. Rachid Karamé, a estimé que les conditions pour une telle rencontre *« dans un avenir pas trop lointain »* semblaient réunies.

• RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE : sept morts au cours du week-end. – Sept personnes ont été tuées au cours du dernier week-end en Afrique du Sud, dont quatre dans des affrontements entre deux factions de Zoulous, dans le ghetto noir de Dududu, à Umkomass (province du Natal). D'autre part, un homme noir, non identifié, a été brûlé vif, le samedi 3 janvier, par un groupe d'une centaine de personnes à Soweto, et une fillette de sept ans a également été tuée, dimanche, dans la cité noire de Sebokeng, à 70 kilomètres au sud de Johannesburg. Enfin, une femme noire, Mme Sylvia Ntshangase, épouse d'un inspecteur de l'éducation du bantoustan du *Kwazoulou, a été tuée par l'explosion* d'une grenade lancée contre sa maison. – *(AFP, Reuter.)*

